

150



# Le Monde

LE MONDE DES LIVRES

■ An sommaire :  
Modiano, Wharton,  
Juan Goytisolo,  
Diogène Laërce



55<sup>e</sup> ANNÉE - N° 16811 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

VENDREDI 12 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Bill Clinton, le président acquitté

- La procédure de destitution du chef d'Etat américain dans l'affaire Lewinsky va échouer
- Les républicains n'obtiennent pas la majorité nécessaire des deux tiers au Sénat ● Ils subissent une sévère défaite au terme de quatre ans et demi d'enquête du procureur Starr



### ■ Edmond Hervé se défend

Pendant cinq heures, mercredi 10 janvier, l'ancien secrétaire d'Etat à la santé a répondu aux questions désordonnées de la Cour de justice de la République. p. 10

### ■ La carte des ZEP

Près de mille établissements scolaires supplémentaires vont être classés en zone d'éducation prioritaire. p. 11

### ■ Les 35 heures et les « grandes »

Après les PME, les grandes entreprises se lancent dans la négociation sur la réduction du temps de travail. Non sans mal. p. 17

### ■ Européennes : le vote volatil

Les partis politiques tentent d'éviter la dispersion de leur électorat. p. 6

### ■ L'âge de la retraite

Le Commissariat du Plan et l'OFCE jugent que le système français de répartition ne pourra faire l'économie d'un recul de l'âge de la retraite. p. 32

### ■ Le Berlin alternatif à Paris

Amarré au pied de la Bibliothèque François-Mitterrand, le Batofar accueille pendant deux semaines la scène alternative berlinoise. p. 27

### ■ Les réfugiés d'Otrante

Un reportage de Tahar Ben Jelloun dans le talon de l'Italie, où arrivent chaque nuit des réfugiés d'Albanie et d'ailleurs. p. 14

### ■ Allemagne, mémoire troublée

Régine Robin décrypte la polémique qui a agité l'Allemagne, après les déclarations controversées de l'écrivain Martin Walser à propos du futur Mémorial berlinois aux victimes de la Shoah. p. 15

### ■ Allemagne, mémoire troublée

Régine Robin décrypte la polémique qui a agité l'Allemagne, après les déclarations controversées de l'écrivain Martin Walser à propos du futur Mémorial berlinois aux victimes de la Shoah. p. 15

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 13 S ; Belgique, 40 F ; Canada, 25 \$ CAN ; Danemark, 16 KRD ; Espagne, 225 PTA ; France, 7,50 F ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 146 E ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Escudo ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 F ; Suisse, 10 S ; Taiwan, 200 NTS ; Turquie, 100 L ; USA, 1 \$ ; Japon, 100 ¥ ; Australie, 2 \$ A ; Nouvelle-Zélande, 2 \$ NZ.

M 0147-212-750 F



Après quatre ans et demi d'enquête, le procureur Kenneth Starr a échoué et il pourrait lui-même faire l'objet de poursuites pour ses méthodes musclées. Tout au long du procès dont il sort innocent, Bill Clinton a bénéficié du soutien d'une opinion plus tolérante et plus respectueuse de la vie privée, fût-elle celle des hommes politiques, que ne l'ont cru les républicains.

Trop soumis à l'influence de son aile droite et ayant donné l'impression de s'acharner dans une croisade moralisatrice d'un autre âge, le Grand Old Party est le grand perdant de la procédure. Les démocrates, qui ont su mieux coller aux aspirations pragmatiques des Américains satisfaits des bons résultats de l'économie, vont essayer d'en tirer profit pour soutenir le vice-président Al Gore lors de la prochaine élection présidentielle.

Lire pages 2 et 3 et notre éditorial page 16

## La difficile réconciliation de la Norvège avec le défenseur des phoques

STOCKHOLM. Longtemps indésirable dans son propre pays, le Norvégien Odd Lindberg s'en est retourné, pour la première fois depuis 1992, sur le territoire de ses pères ennemis : le port de Tromsø, au nord du Cercle polaire arctique, fief des chasseurs de phoques. Il y a onze ans, il embarquait à bord d'un phoque en tant qu'inspecteur, chargé de s'assurer du respect de la réglementation encadrant cette activité aussi traditionnelle que controversée. Le navire avait beau s'appeler *Harmoni*, c'est la discorde qui éclata après la publication dans le journal local du rapport, classé confidentiel, écrit par Odd Lindberg à son retour à quai. Il y décrivait les « irrégularités » qu'il avait observées lors de la chasse, affirmant notamment que des bébés phoques avaient été écorchés vifs. Les images qu'il ramena de l'océan Arctique furent diffusées dans de nombreux pays, entraînant Oslo à interrompre momentanément la chasse aux plus jeunes de ces mammifères.

Il n'en fallait pas plus pour provoquer un tollé général en Norvège, toujours prompt à défendre les chasses au phoque et à la baleine

face aux critiques internationales orchestrées par des organisations écologistes. Qualifié de « Judas » par la presse populaire, ruiné par les dédommagements qu'il fut condamné à payer et victime, selon lui, de « menaces de mort », Odd Lindberg quitta son pays en 1992. Depuis, il vit dans la semi-clandestinité en Suède, avec sa famille. Les chasseurs de phoques lui réclament encore près d'un demi-million de couronnes (58 000 euros). Agé de cinquante-trois ans, le paria soutient ne pas avoir les moyens de payer.

Onze ans après le déclenchement de l'affaire, la tendance semble à l'apaisement, alors que se poursuit une complexe bataille juridique. Par « sympathie » pour Odd Lindberg, un promoteur immobilier souhaite l'héberger gratuitement et des artistes ont créé un comité de soutien. « C'est important pour moi que des personnes aient fait ces premiers gestes », a commenté l'ex-inspecteur. Plus d'esprit devait être son incursion à Tromsø. L'association des journalistes locaux l'avait convié à un débat sur la liberté d'expression, lundi 8 février, thème qui fut également au menu le lendemain à l'université. « Il est

grand temps de se demander si nous avons traité cet homme de façon équitable », explique Bjørn Erik Jansen, l'un des initiateurs de sa visite.

Mais le dialogue tant attendu a tourné court, tant les deux parties campèrent sur leurs positions lors du débat tenu dans une salle comble du musée d'histoire. La plupart des chasseurs de phoques évitèrent même de croiser l'écologiste au chapeau noir. Celui-ci ne prit pas de gants, de son côté, pour réitérer ses critiques à l'égard de la chasse aux bébés phoques, de nouveau autorisée par Oslo à coups de subventions généreuses. Le ministre des pêcheries affirme que le nombre de ces mammifères est tel que l'écosystème maritime serait menacé si rien n'était fait pour réduire leur population dans certaines zones, au nord du pays. La dernière saison de chasse, au printemps 1998, fut mauvaise pour les pêcheurs qui se livrent à cette activité quelques semaines par an. Ils ont ramené à peine neuf mille phoques, alors que, selon Oslo, il en naît près de quatre cent mille par an dans les zones de chasse norvégiennes.

Antoine Jacob

## Avalanche du Tour : le préfet veut modifier les zones inconstructibles

LA VALLÉE DE CHAMONIX, frappée mardi 9 février par une avalanche qui a fait dix morts et deux disparus, est protégée par un plan d'exposition aux risques naturels. Des paravalanches y sont installés et 120 couloirs d'avalanche répertoriés. L'espace entre le village du Tour et le hameau de Montroc est en « zone blanche », théoriquement sûre. Pourtant, réglementation et mesures de protection ont été insuffisantes. Selon le préfet de Haute-Savoie, il « faudra redéfinir les zones inconstructibles, développer les contraintes dans les zones constructibles » au village du Tour. Dans la nuit du 10 au 11 février, un paravalanche géant a stoppé une énorme masse de poudreuse qui descendait vers Les Houches, dans la vallée de Chamonix.

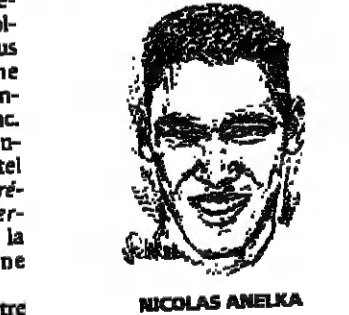
Lire page 13

## L'usure du jean

LE BLUE JEAN est usé. Quoique encore omniprésent il traverse une crise commerciale et, surtout, identitaire. Les modèles classiques dits à « cinq poches » sont en recul et les ventes s'effondrent, en particulier celles du leader mondial, Levi-Strauss. Objet fétiche et contestataire, le pantalon de toile apparu en 1873 pour habiller les chercheurs d'or du Far West a perdu de son côté « rebelle ». Les adolescents et les jeunes adultes se détournent du modèle James Dean ou Ronald Reagan, qui appartient à la génération de leurs parents et grands-parents. Ils préfèrent les pantalons baggy plus amples, les matières plus confortables. Ils rejettent aussi tout ce qui peut ressembler à un uniforme.

Lire page 25

## Et un, et deux zéro !



NICOLAS ANELKA

APRÈS UNE SÉRIE de défaites humiliantes, l'équipe de France s'est brillamment imposée (2-0), pour la première fois de son histoire à Wembley, face à l'Angleterre, mercredi 10 février. Auteur des deux buts, Nicolas Anelka, dix-neuf ans, apparaît comme le grand attaquant qui faisait défaut aux champions du monde.

Lire page 23

Tableau de bord	
International	2
France	4
Société	11
Culture	12
Économie	13
Horizons	14
Entreprises	17
Communication	19
Aujourd'hui	23
Météorologie-Jeux	26
Culture	27
Café culturel	29
Kiosque	30
Abonnements	31
Radio-Télévision	31

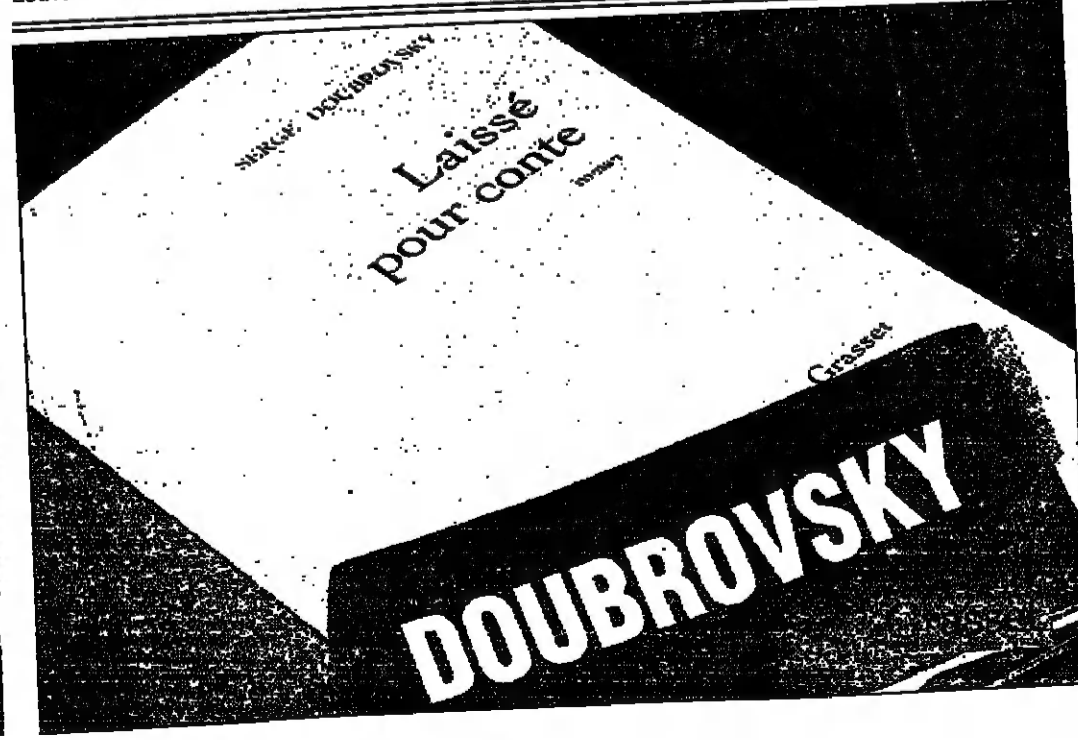
## La surprise de l'euro faible

UNE FOIS ENCORE, les pronostics des experts financiers ont été déjoués. Ils avaient prédit sinon une envolée, du moins une forte hausse de l'euro face au dollar. A les écouter, les investisseurs internationaux allaient se ruier vers la nouvelle monnaie européenne, les

banques centrales asiatiques s'empresser de convertir en euros une partie de leurs réserves libellées en billet vert. A ces données financières positives devaient s'ajouter, pour l'euro, des considérations économico-psychologiques favorables. A travers la réussite de ce

projet monétaire sans précédent, les marchés étaient censés saluer la renaissance économique d'une Europe se posant désormais en rival direct des Etats-Unis.

Rien de tel ne s'est produit. Depuis le 4 janvier et son premier jour de cotation, l'euro n'a cessé



de perdre du terrain face à la devise américaine. Son cours est revenu en un mois de 1,19 à 1,12 dollar, ce qui, exprimé de façon plus évocatrice, correspond à une hausse de 30 centimes de la monnaie américaine vis-à-vis du franc. Nul n'avait imaginé que par un tel accès de faiblesse. « La baisse récente de l'euro nous laisse perplexe », a admis le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg.

Plusieurs éléments peuvent être avancés, a posteriori, pour expliquer ce départ inattendu de la monnaie unique européenne et la relative désaffection des marchés à son égard. Depuis un mois, les déceptions se sont accumulées pour l'Euroland. D'abord, la création de l'euro n'a pas réussi à susciter un climat durable d'euphorie dans les opinions publiques. L'excitation qui avait accompagné la fixation des taux de conversion est vite retombée. Ceux qui avaient fait l'effort de mémoriser les cinq chiffres après la virgule se sont empressés de les oublier. Et l'utilisation de la monnaie unique par les particuliers reste marginale.

Pierre-Antoine Delhommai

Lire la suite page 16

»  
t le  
tou-  
n'ul-  
cente  
leau-  
oués  
nous  
après  
vie. »  
rie la  
oit à  
aient  
cette  
as.  
s des  
e les  
nent  
pro-  
ue le  
poli-

l, ex-  
State  
mbra-  
qui  
it sor-  
qu'il  
bre à  
Etats-

cette  
id un  
d'un  
rival,  
aux  
lier à  
cusa-  
Bill  
dit sa  
d'un  
répu-  
rmes  
Rice  
xas),  
es-la-

ioins,  
ment  
ciété  
arole.  
léolo-  
tisme  
te au  
ympte  
qui  
nt as-  
l'Etat  
icé la  
Ken-  
e pré-  
le lui  
scrite  
necen-  
pré-  
de es  
sient  
court  
es qui  
et les  
« trois-  
par  
prag-  
scole :  
rate à  
Gore,  
celui  
ish Jr.  
ant ».

de B.

US



**MONICAGATE** Les sénateurs américains devaient voter jeudi 11 ou vendredi 12 février dans la matinée contre la destitution du président Clinton. La majorité nécessaire des

deux tiers, soit 67 voix, ne sera atteinte ni pour la première accusation, celle de parjure, ni pour la seconde, celle d'obstruction à la justice. ● UN VOTE DE CENSURE qui suivrait l'ac-

quittement de Bill Clinton est incertain. Les démocrates et plusieurs républicains avaient fait une proposition commune, mais la majorité républicaine semble s'y opposer.

● LE MINISTÈRE de la Justice a décidé d'ouvrir une enquête pour déterminer si le procureur indépendant Kenneth Starr et son équipe ne l'ont pas délibérément trompé sur l'affaire Lewinsky.

● LE PARTI RÉPUBLICAIN sort affaibli du procès. Soumis à l'influence de ses extrémistes de droite, il déplaît à une majorité des Américains. (Lire aussi notre éditorial page 16.)

## Le procès en destitution de Bill Clinton va s'achever sur un acquittement

Les sénateurs américains devaient voter, jeudi 11 ou vendredi 12 février, sans parvenir à trouver la majorité des deux tiers nécessaire pour condamner le président. La croisade moralisatrice des républicains a excédé les Américains

WASHINGTON

A quelques heures du vote final pour ou contre la destitution du président américain Bill Clinton, la principale incertitude est sur l'heure à laquelle le Sénat mettra fin au Monicagate: jeudi 11 février en fin d'après-midi, si les cent sénateurs s'en tiennent à la limite de quinze minutes qui leur est impartie pour expliquer leur position; sinon, vendredi en milieu de journée au plus tard. Car personne n'a de doute sur l'issue de l'affaire: le président sera acquitté sur les deux chefs d'impeachment, pour parjure et pour obstruction à la justice, qui nécessitent un vote à la majorité des deux tiers, soit soixante-sept voix. Or les républicains ne sont que cinquante-cinq et il est rien moins que certain qu'ils se

prononcent tous en faveur d'une condamnation de M. Clinton.

Depuis mercredi après-midi, à huis clos comme le veut la tradition, les sénateurs sont descendus à la barre l'un après l'autre pour prononcer leur discours. La tentative de cinquante-neuf d'entre eux pour ouvrir les débats au public n'a pu aboutir, faute de cette majorité qualifiée de soixante-sept votes, si difficile à atteindre. Il faut donc se contenter des confidences de couloirs pour savoir ce qui se passe dans l'hémicycle. Et ces révélations ne peuvent que réjouir la Maison Blanche. En effet, alors qu'il semble que les démocrates seront unanimes, ou presque, à voter « non coupable », plusieurs défections se sont fait jour dans le camp républicain. Trois sénateurs, les libéraux John

Chafee et James Jeffords, et le conservateur Arlen Specter, ont déjà annoncé qu'ils voteront contre les deux articles de destitution. Le sénateur Slade Gorton votera pour l'obstruction de justice et contre la parjure. Selon M. Jeffords, six ou sept républicains pourraient ainsi faire défection.

**PREUVES INSUFFISANTES**

Le vote à la majorité simple contre le président risque d'être serré. Il est même possible qu'il ne se trouve pas cinquante et une voix pour une condamnation symbolique pour parjure. Pour justifier sa position, le sénateur Jeffords a expliqué que Bill Clinton « a menti et fait obstacle au bon fonctionnement de la justice mais ses actions ne remplissent pas les critères élevés de l'impeachment ».

Son collègue Arlen Specter s'est référé au droit écossais « qui autorise trois différents verdicts: coupable, non coupable et non prouvé » pour dire que les preuves lui semblaient insuffisantes pour voter la destitution.

Désireux que la session sénatoriale s'achève à temps, le chef de la majorité républicaine, Trent Lott, a fait appel à ses collègues pour qu'ils tempèrent leur éloquence ou donnent le texte de leur allocution sans la prononcer. Il leur a rappelé que le fameux appel de Gettysburg de Lincoln n'avait duré que trois minutes. Mais la lassitude générale de la Chambre haute après un mois d'audience est un argument au moins aussi puissant pour conclure au plus vite un procès sans espoir pour l'accusation.

Par contre, la proposition des démocrates et de plusieurs républicains de voter un texte de censure commun fustigeant en des termes très fermes l'inconduite du président semble mal en point. Alors qu'il y a quelques jours on pensait que les sénateurs pourraient se mettre d'accord sur une telle procédure, l'opposition déterminée de quelques républicains a réduit les chances de succès.

**ACTE DE CONTRITION PUBLIC**

Certains d'entre eux, comme Phil Gramm, estiment que la censure n'est pas prévue par la Constitution et craignent de créer un précédent qui pourrait être appliqué inconsidérément à un futur président. On n'exclut toutefois pas que, une fois les congés parlementaires terminés dans huit jours, les sénateurs se remettent à l'ouvrage.

Ces hésitations ne peuvent que servir le président, qui a ainsi de bonnes chances de sortir non seulement indemne mais blanchi d'une procédure qui avait pour objet de le détruire. Pour ne pas heurter l'opinion, la Maison Blanche a annoncé que Bill Clinton ferait, juste après le vote, un acte de contrition public.

Son porte-parole a promis qu'il n'y aurait aucune manifestation d'autosatisfaction malséante, au contraire de ce qui s'était produit côté républicain juste après le vote d'impeachment de la Chambre le 19 décembre. Et Bill Clinton a déjà tendu la main à ses partisans comme à ses adversaires pour travailler ensemble pour le bien de l'Amérique.

Patrice de Beer

## Le procureur Kenneth Starr est menacé d'être à son tour poursuivi

WASHINGTON

Chacun son tour. Après avoir passé quatre années à traquer Bill Clinton, Kenneth Starr risque de jouer le rôle de l'arroseur arrosé. Le ministère de la Justice a décidé d'ouvrir une enquête pour déterminer si le procureur indépendant et son équipe l'ont délibérément trompé sur l'affaire Lewinsky. Quand, au début de 1998, Kenneth Starr avait demandé à l'Attorney general, Janet Reno, la permission d'étendre son enquête aux relations entre la jeune femme et le président, il avait affirmé n'avoir eu aucun contact avec les avocats de Paula Jones, cette autre femme qui poursuivait Bill Clinton pour harcèlement sexuel. Or de plus en plus d'éléments montrent que le bureau de M. Starr était en contact avec des juristes ultraconservateurs travaillant pour Paula Jones; l'un d'entre eux a d'ailleurs rejoint le procureur. Il pourrait y avoir là conflit d'intérêts.

Autre reproche envers Kenneth Starr: la manière dont il a traité Monica Lewinsky en janvier 1998, lors de son premier interrogatoire. Ses enquêteurs sont accusés d'avoir violé l'éthique professionnelle en menaçant l'ex-stagiaire à la Maison Blanche si elle appelait son avocat; ils lui avaient également suggéré de prendre un autre défenseur qu'ils avaient eux-mêmes choisis. A cela s'ajoute l'enquête ouverte il y a plusieurs mois par une juge sur les multiples violations du secret de l'instruction imputées à l'équipe de M. Starr et qui toutes allaient dans le même sens, défavorable au président Clinton. Mais ces critiques n'ont aucun effet sur cette minorité de conservateurs qui le considère comme un saint inquisiteur.

Nommée par Bill Clinton, M<sup>me</sup> Reno en est évidemment proche. Il serait donc politiquement suicidaire pour elle de destituer Kenneth Starr, comme elle en a le droit. Quand Richard Nixon avait fait de même avec le procureur chargé du Watergate, cela avait causé un énorme scandale. Mais, une fois le procès en destitution clos, rien n'empêche l'Attorney general de lancer ses inspections aux basques de l'homme qui a failli faire trébucher le président et qui est sans doute la personne la plus détestée en Amérique. La loi qui régit son statut arrive par ailleurs à son terme; sera-t-elle renouvelée?

P. de B.

## Le Parti républicain, trop extrémiste, enregistre une sévère défaite

WASHINGTON

Le rideau tombe sur le « procès du siècle » avec un acquittement pour Bill Clinton. Les sénateurs vont partir une semaine en vacances - il est cocasse que le vote de la Chambre haute soit intervenu à la veille du long week-end de la Saint-Valentin et de la Journée du Président -, la vie va reprendre son cours. Les Américains vont pouvoir à nouveau regarder la télévision sans risquer l'ennui mortel de débats politico-juridiques infinis. L'Amérique va redevenir l'Amérique, c'est-à-dire un pays plein de sens pratique tourné vers l'avenir et pour qui ce qui est fini est fini. Seule la frange extrême du Parti républicain, cette droite chrétienne qui, depuis le début, a fait pression pour la destitution du président, refuse de désarmer.

**EN RÉACTION AU WATERGATE**

Mais, les conséquences du procès sont multiples. A commencer pour Bill Clinton. Car la fin de ce « soap opera » juridique ne signifie pas la fin de ses ennemis. Les managers (procureurs) républicains ont peut-être perdu la guerre, mais ils n'ont pas renoncé à livrer bataille et poursuivront toutes les pistes pour humilier le président. Hillary Clinton et leurs proches. Cela pourrait commencer très vite par une enquête contre son conseiller Sidney Blumenthal, accusé de parjure par un journaliste anglais. Mais surtout l'obstruction du procureur Starr continue de faire peser sur M. Clinton comme une épée de Damoclès la menace de poursuites civiles ou pénales. Son équipe, citée par le *New York Times* affirme qu'il envisagerait de poursuivre le président avant la fin de son mandat en janvier 2001. Nombre de juristes jugent cette option inconstitutionnelle, mais ces objections pourraient être contournées par une inculpation tenue se-

crète et rendue publique dans deux ans. L'image, et le portefeuille, de Bill Clinton en souffriraient encore plus.

Ce dernier est prêt à tout pour regagner la confiance de ses compatriotes pendant ses deux dernières années, les plus difficiles car un président en fin de mandat manque traditionnellement de moyens de pression sur le Congrès. Il entend pour suivre les objectifs avancés dans son discours sur l'état de l'Union de janvier, en particulier la refonte des retraites, sa nouvelle priorité. Avec ses réformes sociales basées sur une santé insolente de l'économie, il a volé la vedette aux républicains dont l'unique slogan - repris à Ronald Reagan - d'une baisse des impôts ne fait plus recette. Ce qui lui permettrait de passer dans l'Histoire comme le président qui a « sauvé les retraites » de millions d'Américains au moins autant que celui qui aura été frappé d'impeachment... pour ne pas parler de cette image qui lui colle à la peau de « président priapique ».

C'est aussi pour cela que Bill Clinton s'implique dans la campagne présidentielle d'Al Gore, dont il veut faire son successeur à la Maison Blanche. Une élection qui semble difficile face à la concurrence de George W. Bush Jr. ou d'Elizabeth Dole mais qui serait en quelque sorte la consécration a posteriori de l'ère Clinton. Celui-ci compte aussi sur un Parti démocrate resté uni derrière lui et qui rêve de reconquérir la Chambre des représentants. Pour cela le discours-programme de Bill Clinton est une plate-forme idéale. Mais que l'on ne s'y trompe pas, l'appui des parlementaires démocrates lors de la procédure de destitution ne signifie nullement un soutien à la conduite du président, voire même à sa personne.

Les élus démocrates ont été embarrassés, révoltés par l'affaire Lewinsky. Ils ne l'ont soutenu que parce qu'il était menacé

par une vendetta républicaine en réaction au Watergate et à la démission de Nixon; certains ont même dénoncé une « tentative de coup d'Etat constitutionnel ». Les excès de l'accusation, les vociférations de la droite militante comme le soutien apporté par l'opinion à un président surfant sur un miracle économique expliquent cette mobilisation. Mais des voix se sont fait entendre, comme celles du vénérable sénateur Byrd, selon lequel le président a commis des actes punissables de destitution. Et les efforts des sénateurs démocrates pour obtenir une censure officielle de Bill Clinton montrent qu'ils sont conscients des dégâts moraux causés. Ils veulent convaincre les électeurs que les Républicains sont devenus un parti obsédé par l'impeachment aux dépens de tout autre objectif mais ils ne veulent pas apparaître comme le parti de l'acquiescement à tout prix. Au cas où un autre scandale serait révélé d'ici aux prochaines élections.

**DÉDOULEMENT DE L'ÉLECTORAT**

En somme, ils utilisent à leur profit le génie politique du président tout en s'efforçant de se démarquer de sa conduite. Car ils savent ce qu'ils lui doivent. Bill Clinton a revivifié un parti qui était à la dérive, l'a recentré. Il a capté à son profit le conservatisme des Américains et façonné un programme à leur image, pillant si nécessaire le garde-manger électoral des républicains, qui ne le lui ont jamais pardonné. Le président caracole dans les sondages et son parti est redevenu celui des idées alors que les républicains peinent à regagner l'initiative. La popularité et le talent d'Hillary Clinton pour attirer de généreux donateurs font aussi merveille et l'on parle de la candidature de la « First Lady » au siège de sénateur de New York après la retraite en l'an 2000 de Patrick Moynihan.

Les républicains divisés et otages de leurs extrémistes, pourraient en 2002 perdre la Chambre et peut-être même le Sénat. Pendant le procès, la droite a mené le jeu, alternant pressions et cajoleries, car le Grand Old Party est victime d'une sorte de dédoublement de son électorat. Si ceux qui le soutiennent aux élections sont souvent modérés, il n'en est pas de même lors des primaires, au cours desquelles les candidats sont départagés par les militants. Or ces derniers sont de plus en plus infiltrés par les intégristes qui menacent de faire voter contre les sortants refusant de se plier à leurs oukazes. En décembre, plusieurs représentants avaient, en dépit de leurs doutes sur la culpabilité du président, cédé à ces menaces et voté l'impeachment. Treize des dix-neuf sénateurs républicains soumis à réélection représentent des Etats ayant voté Clinton lors de la présidentielle. Ils risquent leur siège.

C'est ainsi que, depuis la « Révolution » de 1994 qui redonna aux républicains le contrôle du Congrès sous la houlette de Newt Gingrich, la représentation du parti a viré de plus en plus à droite. Plusieurs managers (procureurs) font partie de cette Génération 1994 dont certains membres sont proches de Kenneth Starr. Mais aujourd'hui, une droite encore plus dure menace l'avenir électoral des républicains par son fanatisme contre l'avortement, les homosexuels et l'Etat et pour le droit à porter des armes. Cette droite risque de se venger des sénateurs modérés qu'elle juge responsables de l'acquiescement de Bill Clinton. La haine que celui-ci a suscitée, surtout dans le Sud, où il est considéré comme l'Antéchrist, est viscérale. Mais, après avoir failli venir à bout du président, elle risque de devenir un ferment de division chez ses adversaires.

P. de B.

## L'économie s'est avérée la meilleure alliée de la Maison Blanche

**L'ÉTONNANTE SANTÉ** de l'économie américaine a sans doute largement contribué à protéger Bill Clinton face aux attaques de ses adversaires. A chaque fois qu'il a frôlé le bord du gouffre au cours des derniers mois, le président américain a rappelé à ses compatriotes qu'ils connaissaient « l'expansion économique en temps de paix la plus longue de [leur] histoire... le taux de chômage le plus bas depuis 1957 » (discours sur l'état de l'Union, prononcé le 19 janvier face aux députés du Congrès).

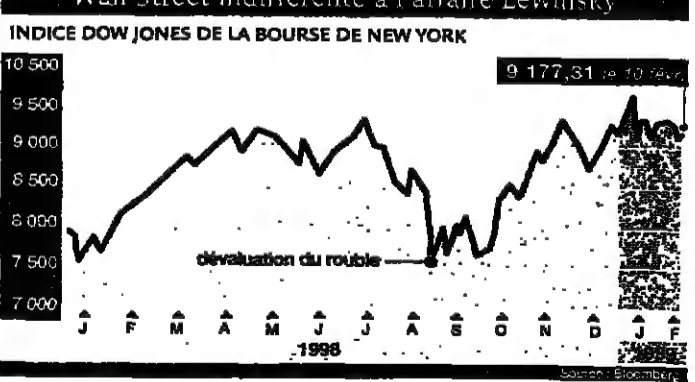
De fait, les Etats-Unis connaissent depuis 1991 une phase d'expansion historique. Le chômage (4,4 %) et l'inflation (2 %) n'ont jamais été aussi bas. Avec ou sans Bill Clinton, le mérite de cette expansion revient surtout à un contexte économique dominé par la désinflation et des gains de productivité sans précédent. Baisse du prix des matières premières, gigantesques restructurations industrielles des années 80 et « boom » des nouvelles technologies ont contribué à préparer le terrain de ce que certains appellent désormais la « nouvelle économie » américaine. Aujourd'hui, 37 % des nouveaux emplois créés aux Etats-

Unis le sont dans les secteurs de la communication, de l'informatique, des services financiers...

Le rôle de Bill Clinton a été d'accompagner les événements. En 1993, il a mis en œuvre un budget de rigueur en augmentant les impôts et cela de manière suffisamment équilibrée pour ne pas ébranler l'activité. L'équilibre budgétaire a permis à la Réserve fédérale américaine (Fed) de baisser progressivement ses taux d'intérêt et de nourrir plusieurs années de croissance ininterrompue: celle-ci n'aurait pas été possible sans une heureuse action combinée de Bill Clinton et d'Alan Greenspan, le président de la Fed.

Avec l'éclatement de la crise financière internationale, tous les observateurs s'attendent à un retournement de conjoncture, mais celui-ci tarde à se manifester. La plupart des indicateurs sont au vert: le dernier trimestre de 1998 a été exceptionnellement bon, permettant d'enregistrer pour l'ensemble de l'année 1998 une croissance du PIB approchant 4 %. Les consommateurs américains, résolument confiants, ne cessent d'acheter des voitures et d'investir dans

Wall Street indifférente à l'affaire Lewinsky



l'immobilier. Dopée par la bonne santé de Wall Street et le bas niveau des taux d'intérêt, la demande intérieure a alimenté l'essentiel de la croissance américaine en 1998. Quant aux échanges extérieurs, ils ne se portent pas aussi mal que prévu: on observe une reprise des commandes à l'exportation en janvier, malgré la crise en Asie et en Amérique latine.

Les points d'interrogation s'accroissent néanmoins pour 1999: les dépenses d'investissement vont-elles continuer à progresser sur leur

lançage? L'économie américaine a connu au cours des dernières années le cycle d'investissement le plus fort depuis cinquante ans, avec un pic en 1998. Cette évolution, favorisée par les nouvelles technologies, a permis d'alimenter la croissance grâce à des gains de productivité considérables, sans danger d'inflation.

L'investissement, au même titre que le dynamisme de la consommation, est suspendu à la santé de Wall Street. Les entreprises américaines, endettées, sont vulnérables à un re-

tourneement boursier. Or la progression de la Bourse « semble insoluble », écrivent les économistes de la Caisse des Dépôts, qui prévoient un « arrêt brutal » de cette évolution en cours d'année. Une correction brutale à Wall Street peut entraîner la dégradation des perspectives de profit des entreprises, dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale.

Le procès en destitution du président américain a peu d'influence sur ces évolutions. Tout au plus peut-on dire qu'il « réduit la capacité de Clinton à convaincre le Congrès d'adopter des compromis bipartisans », ainsi que l'écrivait récemment une ancienne conseillère économique de Bill Clinton dans l'hebdomadaire *Business Week*. Les patrons américains soulignent de leur côté que le procès en destitution retarde l'adoption par le Congrès de textes clés pour eux: loi sur la modernisation financière, réforme des banqueroutes, renouvellement ou non de la procédure du *fast-track* permettant au président de légiférer en matière commerciale...

Lucas Delattre



## L'AFFAIRE CLINTON

## LES GAGNANTS

## LES PERDANTS



## ► Bill Clinton

A PREMIÈRE VUE, le grand gagnant. Il y a un an, puis de nouveau en septembre après la publication du rapport Starr, experts et analystes ne donnaient pas cher de sa peau. Mais il a fait le pari de s'appuyer sur l'opinion publique et il l'a gagné : sa cote de popularité ne l'a jamais quitté. Contrairement aux élites de Washington, Bill Clinton avait compris que cette Amérique qui l'avait élu en 1992 puis réélu en 1996 avait évolué : elle est plus tolérante, plus respectueuse de la vie privée d'autrui. Le charisme du président, sa ténacité face aux attaques, sa relation directe avec l'électorat stupéfié ; certains le comparent à Ronald Reagan, « le grand communicateur ». Il a transformé le Parti démocrate et rétabli la confiance dans un rôle diminué, mais plus efficace, de l'Etat fédéral. Le talent avec lequel il a déplacé le débat de son procès au placement des retraites en Bourse, lors de son dernier discours sur l'état de l'Union, restera dans les annales du génie politique.

## ► Bill Clinton

SI LE SURNOM de « Comeback Kid » est désormais inséparable de son nom, le président américain ne gagne pas pour autant sur tous les tableaux. Sur celui de l'histoire, d'abord, qui lui tient très à cœur, l'épisode Lewinsky entache Bill Clinton d'une marque indélébile : il sera, dans les manuels, le second président des Etats-Unis à avoir fait l'objet d'un vote de destitution au Congrès. Et plus d'un potache ricanera des circonstances qui ont conduit à ce vote. Criblé de dettes, il va devoir se vendre au plus offrant dès la fin de son mandat, auprès des éditeurs et des organisateurs de conférences, pour rembourser les 4 millions de dollars (3,5 millions d'euros) qu'il doit à ses avocats. Le nombre de ses amis qui se sont estimés trahis par son attitude ne se compte plus, et il n'est pas exclu qu'il ait encore à répondre de parjure et d'entrave à la justice devant une juridiction de droit commun lorsqu'il ne sera plus président.

## ► Hillary Rodham Clinton



HAÏE il y a quatre ans, elle est aujourd'hui si populaire que le Parti démocrate de l'Etat de New York fantasme sur son éventuelle candidature au Sénat américain en l'an 2000. Vedette de la campagne électorale législative de l'automne 1998, en l'absence d'un mari quelque peu paralysé par l'affaire Lewinsky, elle a parcouru le pays pour soutenir les candidats démocrates au Congrès. Un mois plus tard, elle était la première First Lady à faire la couverture du magazine *Vogue*. La manière dont elle a assuré, la tête haute, le rôle de l'épouse humiliée, tout en s'accrochant fermement à son rôle politique officiel, l'a confirmée comme l'un des personnages-clés de la présidence Clinton.

## ► Paula Jones

SANS la petite réceptionniste de Little Rock, il n'y aurait pas eu d'affaire Lewinsky : c'est dans le cadre de sa plainte pour harcèlement sexuel contre l'ancien gouverneur de l'Arkansas que Monica Lewinsky a été convoquée comme témoin à charge. La plainte de Paula Jones, qu'elle a mis trois ans à déposer, n'a jamais abouti, mais elle y a gagné la célébrité, un nouveau look et un nouveau nez, la reconnaissance éternelle de la droite radicale qui l'a beaucoup aidée, en particulier financièrement, et un chèque de Bill Clinton, d'un montant de 850 000 dollars (748 000 euros). Insatisfait, souligne-t-elle, pour payer ses avocats.

## ► La gauche démocrate

APRÈS MOULTS HÉSITATIONS, flairant le bon combat politique, elle s'est ralliée derrière ce président centriste dont elle se méfiait tant et peut à présent espérer récolter quelques fruits de ce soutien. La communauté noire, dont l'histoire est riche en persécution judiciaire, a fourni l'appui le plus indéfectible au président, suivie par les organisations de femmes et, surtout, les élus démocrates de la Chambre des représentants - en particulier ceux de l'aile gauche. Leur chef, Dick Gephardt, a livré un combat sans faille et a déjà obtenu la promesse d'un renvoi d'ascenseur : Bill Clinton l'aidera à regagner la majorité au Congrès en 2000, ce qui lui assurerait la présidence de la Chambre des représentants.

## ► Internet

LA DÉCISION du Congrès de diffuser le rapport Starr sur le Web, en septembre, a consacré le rôle primordial d'Internet dans l'univers médiatique de cette fin de siècle : instantanéité et dans le monde entier, n'importe qui, à condition d'être correctement équipé, a pu ce jour-là accéder directement à ce document brut sans passer par le filtre des médias traditionnels. Pour leur part, les webmagazines, tels que *State ou Salon Magazine*, ont fait preuve d'une indépendance et d'une fraîcheur de ton dans leur traitement du « Monicagate » qui a souvent tranché avec la couverture obligée, moralisatrice et compassée de nombreux médias classiques, audiovisuels et écrits.

## ► Wall Street

EN UN AN de scandale, tandis que la capitale fédérale n'avait d'yeux que pour ses institutions « en danger », secourues par ce que l'éminent sénateur Patrick Moynihan qualifia de « crise de régime », à New York l'indice industriel Dow Jones a augmenté de 20 %. En 1997, Wall Street avait été très sensible aux fluctuations du Watergate ; cette fois-ci, les marchés ne se sont pas laissés ébranler. Cette évolution des relations entre Wall Street et la politique a été favorisée par deux facteurs : la disparition du déficit budgétaire fédéral, qui rend les marchés financiers plus impénétrables aux états d'âme de Washington, et la mondialisation, qui expose davantage Wall Street aux soubresauts de l'économie mondiale qu'aux caprices washingtoniens.

## ► Kenneth Starr



HONNI par l'opinion publique qui l'a constamment placé au bas de l'échelle des sondages, il n'aura même pas eu la satisfaction d'une victoire juridique. Son acharnement et l'agressivité des tactiques auxquelles son équipe a eu recours contre des témoins ont non seulement dégoûté l'électorat de l'institution du procureur indépendant, héritée du Watergate, mais ont aussi jeté le doute sur les méthodes du parquet dans le système judiciaire américain. En dépit de tous les sobriquets dont il a été affublé, de « Torquemada » à « l'inspecteur Javert », sa place dans l'histoire est incertaine : le « starrisme », relève l'historien Alan Brinkley, ne peut guère rivaliser avec le maccarthysme.

## ► Monica Lewinsky



SANS LA CONNAÎTRE, on l'aurait définitivement jugée si naïve que la monde politico-médiatique s'est émerveillé de la voir s'exprimer avec assurance lors du premier de ses vingt-trois interrogatoires dont on ait pu voir la vidéo. A vingt-cinq ans, Monica Lewinsky voudrait « récupérer sa vie », mais la route sera longue. Elle n'a pas travaillé depuis un an, doit des sommes astronomiques à ses avocats et continue d'être assaillie au silence par M. Starr, ce qui retarde ses chances de gagner de l'argent : 600 000 dollars prévus pour les droits d'étrangers d'un entretien télévisé avec Barbara Walters et autant pour un livre écrit par le biographe de Diana.

## ► La droite républicaine

LORSQUE viendra le moment pour le Parti républicain de recueillir les morceaux, l'aile droite s'élèvera au banc des accusés. C'est elle qui, aveuglée par sa haine de Bill Clinton et de ses valeurs, a encouragé Kenneth Starr ; c'est elle qui a fini par réduire le programme électoral et législatif du Parti républicain à un seul mot : *impeachment*, provoquant par ricochet la chute de Newt Gingrich et de Bob Livingston au Congrès. La révolte gronde parmi les modérés et tout particulièrement parmi les gouverneurs des Etats, qui ne cachent plus leur mépris pour la façon dont la direction du parti à Washington a géré l'affaire. A l'approche des primaires présidentielles de l'an 2000, la bataille promet d'être sanglante.

## ► Matt Drudge



A FORCE de l'introduire en héros de la liberté de la presse sur le Web, on avait un peu trop vite oublié qu'il n'avait fait que recycler sur son site une information de deuxième main que *Newsweek* cherchait à recouper avant de la publier : l'existence de Monica Lewinsky et sa convocation dans l'enquête Paula Jones. Matt Drudge s'est fait un nom grâce à ce scoop qui n'était pas le sien, mais a été incapable de résister à l'exploit : son dernier « coup », emprunté au tabloïd *Star*, sur un prétendu fils naturel de Bill Clinton, a été démenti.

## ► Washington

DANS UNE TRIBUNE publiée par le *Washington Post* au plus fort du scandale, Sally Quinn, qui, avec son mari Ben Bradlee, héros du Watergate, règne sur les soirées du Tout-Washington, a amèrement reproché à Bill Clinton d'avoir bafoué les règles de l'establishment de la capitale. Traumatisée par l'affaire Lewinsky, Sally Quinn et les élites washingtoniennes avaient simplement oublié qu'au-delà de la capitale, de Wall Street à la Silicon Valley en passant par le Texas, vivait un pays qui n'avait que faire de ces règles. Quand ils l'ont enfin compris, les médias ont baptisé ce phénomène « The Big Disconnect ».

PHOTOS WASHINGTON POST ET AP PHOTOS

## Désormais, les Américains préfèrent l'exigence économique au « modèle moral »

## WASHINGTON

Il est de bon ton aux Etats-Unis de parler de conflit de cultures, entre les valeurs d'aujourd'hui apportées par la génération du « baby boom » et celles d'hier, valeurs rustiques héritées de la conquête de l'Ouest, religieuses et morales issues des pèlerins du *Mayflower*. Un conflit symbolisé par deux hommes, Ronald Reagan, moribond et porteur des valeurs, souvent mythiques, d'un passé idéalisé et Bill Clinton, le miraculé de la politique. Un conflit qui a éclaté au grand jour avec le procès en destitution qui s'achève et que rien ne symbolise mieux que la confrontation entre Monica Lewinsky et ses juges, treize hommes blancs conservateurs.

Le 1<sup>er</sup> février nous a apporté ce dialogue surréaliste entre l'ex-procureur sudiste Ed Bryant et la jeune femme de Beverly Hills : « Je veux vous parler de la première de ces prétendues occasions salaces. » « Ne pourriez-vous pas parler autrement ? Il s'agit de ma relation avec le président. » Incompréhension entre deux générations, deux cultures, la californienne, libérée, influencée par la télévision et le cinéma, et la traditionnelle, fondée sur la Bible et pour laquelle la fornication reste un péché.

Il s'agit, entend-on parfois en Europe, du rejet d'un puritanisme décrit par Arthur Miller dans ses *Sarcophages de Salem*. Peut-être. Mais l'étranger est vite mis en garde contre toute généralisation. E. J. Dionne, de la Brookings Institution, auteur de *Pourquoi les Américains haïssent la politique*, rappelle que ses compatriotes n'ont pas été regardants sur la vie privée de Kennedy ou de Roosevelt et que Cleveland avait été réélu en 1892... bien qu'il ait eu un enfant illégitime. « Le cliché du puritanisme est simplement faux, l'idée que nous avons abaissé les critères moraux aussi. La vie privée est un problème, mais il n'est pas primordial », dit-il.

E. J. Dionne explique que ce qui a changé, c'est que les Américains ne votent plus pour des dirigeants en fonction de leur vie privée mais de leur politique. « Certes, ce serait idéal pour eux qu'ils aient ces deux qualités. Ils leur demandent de s'assurer que les trains arrivent à l'heure et leur pardonnent le reste. Mais ils n'ont pas abandonné l'espoir de retrouver un jour une figure exemplaire. Entre un homme moralement parfait qui conduit le pays à la récession et un homme aux mœurs imparfaites, la majorité a fait son choix : c'est pour cela que Carter a été battu en 1980. » Pour une opinion pragmatique, et parfois un peu cynique, un Bill Clinton compétent et crédité d'une situation économique et sociale sans précédent mérite qu'on le soutienne, quoi que l'on pense de sa vie privée.

On n'attend plus d'un président qu'il soit un « modèle » à suivre. Mais c'est vrai depuis longtemps : à quel président a-t-on pu s'identifier depuis Kennedy ? Et encore, c'était avant que sa vie privée ne soit étalée dans les médias. Il s'agit là aussi d'une question de priorités car les Américains ne sont pas dupes, encore moins stupides. Les sondages montrent qu'ils ont su

« compartimenter » leur opinion à l'égard du locataire de la Maison Blanche : premier de la classe pour sa gestion de l'économie, très bien noté pour sa politique en général mais zéro pointé en morale. Et c'est en connaissance de cause qu'ils l'ont réélu en 1996, même s'ils ne savaient pas que le Monicagate allait leur gâcher plus d'une année.

Premier président « baby boomer », Bill Clinton a su s'identifier à cette génération dans la force de l'âge, qui a connu les manifestations contre la guerre du Vietnam, le cannabis et les Beatles, la libéralisation sexuelle, qui a secoué la tutelle de ses aînés. Il a su leur parler, faire les gestes médiatiques et prendre les décisions qui leur plaisaient pour qu'eux aussi s'identifient à lui. « J'ai eu une tante qui disait que les Beatles étaient responsables de la guerre du Vietnam. Les gens qui pensent comme ça sont des fous. Comment peut-on combler le fossé qui nous sépare d'eux ? », disait au Los Angeles

gée inqualifiable par tout le monde, du président. « J'ai toujours voté démocrate, mais je n'aurais pas que ma fille adolescente le rencontre à la maison. » « Beaucoup d'entre nous ont été dégoûtés par ce qu'il a fait, mais nous nous sommes rangés derrière lui après avoir vu ces gens d'extrême droite. » « Les années 60 nous ont apporté la liberté personnelle et le droit à l'avortement. Ces droits pourraient être menacés si la droite gagnait cette guerre », disent des démocrates.

En fait, pour les deux tiers des Américains, qui pensent que les fautes du président ne justifient pas sa destitution, le remède proposé par la droite est pire que le mal. L'ère des prêcheurs en politique est passée de mode. Les gens comprennent mal, explique Paul Beck, de l'Ohio State University, « cette curieuse contradiction chez les républicains, qui disent que le gouvernement doit sortir de votre portefeuille mais qu'il peut rentrer dans votre chambre à coucher ». D'autant que les Etats-

Premier président « baby boomer », Bill Clinton a su s'identifier à cette génération dans la force de l'âge, qui a secoué la tutelle de ses aînés

Times un commerçant new-yorkais à propos de ce que les conservateurs appellent le « virus moral des années 60 ».

Les Américains ont donc un président faillible comme eux, qui a trompé son conjoint comme des dizaines de millions d'entre eux, sympathique et chaleureux mais aussi menteur et cachottier, grand amateur de « junk food » (hamburgers) et de « Diet Coke ». Un homme qui attire sympathie ou colère comme n'importe quel voisin. Un politicien qui a su prendre ses distances du petit monde politico-médiatique de Washington, qui ne l'a jamais vraiment accepté et qui n'a jamais été aussi déconnecté du reste du pays. Bill Clinton ne fait pas la morale, au contraire de ses accusateurs, dont la vie privée est loin de correspondre toujours à leurs prêches. En fait, c'est la croisade moralisatrice - plus que morale - de la droite ultraconservatrice chrétienne qui a à la fois failli conduire Bill Clinton à sa perte et l'en a sauvé.

L'ère des prêcheurs en politique est passée de mode

L'inquisition menée par le procureur Kenneth Starr a choqué les Américains par son acharnement ; elle les a peut-être même retournés. Le procès en destitution poursuivi par la droite républicaine - droite qui l'a toujours détesté, qui attendait la faute que le président lui a servi sur un plateau avec l'affaire Lewinsky - les a confortés dans leur opinion. Cet intégrisme a fini par occulter leurs arguments contre la conduite, ju-

P. de B.

## Les initiatives qui font bouger la société

Denis Labayle

LA FRANCE DE L'AUDACE

Préface d'Albert Jacquard



Il existe une France de l'audace et de l'imagination : des milliers de femmes et d'hommes trouvent sur le terrain des solutions concrètes à des problèmes réputés insolubles. Un livre d'espoir.

Editions du Seuil



# L'Union européenne suspend son aide à la Russie pour protester contre des blocages administratifs

La crainte d'un détournement des envois de nourriture s'est accrue

La Commission européenne a proposé, mercredi 10 février, la tenue « dès que possible » d'une réunion à Bruxelles avec de hauts responsables

russe pour discuter de la suspension, début février, de l'assistance alimentaire de l'Union à la Russie. Les Occidentaux critiquent notamment

les coûteux contrôles sanitaires pratiqués par Moscou et évoquent une utilisation de l'aide à des fins politiques dans les régions russes.

FRUIT D'une « incompréhension » selon Moscou, d'un « malentendu » d'après Bruxelles, la procédure de fourniture d'aide alimentaire à la Russie a été interrompue au début du mois de février par le comité de gestion de l'Union européenne, ulcéré par les « exigences injustifiées » de la partie russe. Le mémorandum signé en 1998 entre la Commission européenne et la Russie prévoyait la fourniture, dès la fin du mois de février, à diverses régions russes économiquement sinistrées, de 1 million de tonnes de blé, de 500 000 tonnes de seigle, de 150 000 tonnes de viande de bœuf, de 100 000 tonnes de porc, de 50 000 tonnes de riz et d'autant de lait en poudre en provenance des stocks européens, soit l'équivalent de 400 millions d'euros. Les ressources dégagées par ces envois devaient être affectées à des objectifs sociaux prioritaires, comme le paiement des arriérés de salaires, de retraites, etc. Or les opérateurs commerciaux choisis par Moscou pour assurer la vente des produits affichent des exigences exorbitantes en matière de contrôle sanitaire et de qualité des produits.

Les exportateurs de porc se plaignent des tarifs exorbitants (1 000 francs) pratiqués par le vétérinaire russe installé à Rungis depuis quelques années pour la délivrance des certificats sanitaires. Ses exigences sont drastiques : formulaires remplis d'une même écriture, viande, des demandes russes en matière sanitaire sont outrées et on a parfois l'impression qu'ils cherchent plutôt à priver leur digne. Il raconte : « En juillet 1998, 120 échantillons ont ainsi été prélevés sur des carcasses de bœufs congelés puis expédiés à Moscou pour examens complémentaires. Cela nous a coûté 1 200 francs par analyse. A ce jour, nous n'avons toujours pas reçu les résultats. »

## TARIFS EXORBITANTS

Cette qualité doit « être égale à celle de marchandises livrées lors d'un échange commercial », a demandé le département vétérinaire du ministère russe de l'Agriculture. La viande de bœuf, par exemple, provient des stocks d'« intervention » de l'Union ; elle a donc été congelée depuis plusieurs mois et répond aux normes sanitaires européennes. « Les Russes considèrent qu'au-delà de dix-huit mois de congélation, la viande est impropre à la consommation, ce qui est exagéré : tant que la chaîne du froid n'a pas été brisée, le produit est bon », explique René Laporte, représentant en France de la Confédération des entreprises Bédalis et

viandes. « Les demandes russes en matière sanitaire sont outrées et on a parfois l'impression qu'ils cherchent plutôt à priver leur digne. Il raconte : « En juillet 1998, 120 échantillons ont ainsi été prélevés sur des carcasses de bœufs congelés puis expédiés à Moscou pour examens complémentaires. Cela nous a coûté 1 200 francs par analyse. A ce jour, nous n'avons toujours pas reçu les résultats. »

Les exportateurs de porc se plaignent des tarifs exorbitants (1 000 francs) pratiqués par le vétérinaire russe installé à Rungis depuis quelques années pour la délivrance des certificats sanitaires. Ses exigences sont drastiques : formulaires remplis d'une même écriture,

## Moscou accuse l'Occident de chantage

La Russie a accusé, mercredi 10 février, « des responsables occidentaux » de chercher à conditionner l'octroi d'une aide financière à un changement de la politique extérieure russe, selon le porte-parole du numéro deux du gouvernement russe, le communiste Iouri Masloukov. « Lors des négociations officielles, la question n'a pas été posée ; mais elle l'a été non officiellement », a indiqué M. Masloukov. « Les représentants des pays étrangers exposent clairement [ce marché] lors des conversations privées », a-t-il ajouté. « Sont concernés le traité anti-missiles (ABM), toutes les formes de coopération avec l'Iran », la position de la Russie en Irak et au Kosovo. « Ils nous demandent de modifier notre politique étrangère », a encore dit M. Masloukov, qui a laissé entendre que ces responsables étrangers « n'étaient ni des Européens ni des Américains ». Les États-Unis, qui s'opposent vivement à la Russie sur plusieurs dossiers de politique internationale, n'ont jamais officiellement lié ces questions à celle de l'aide financière. — (AFP)

à l'encre bleue, avec un tampon bleu, pas de ratures, etc. « Les 1 000 francs vont dans la poche du vétérinaire, et encore, nous sommes heureux : nous n'avons qu'un vétérinaire : dans certains pays, ils sont deux ou trois : ça revient beaucoup plus cher... » C'est justement pour éviter ces problèmes et ne pas risquer de nous voir opposer un refus de déchargement au poste-frontière que nous avons suspendu l'aide. Nous al-

lors régler les détails techniques ; c'est une question de quelques semaines », rassure M. Merlin, fonctionnaire à la Commission.

Mais au-delà de ces querelles techniques, une question demeure : l'aide parviendra-t-elle à destination ? La revue américaine *Journal of Commerce* indiquait récemment, citant des sources au département d'Etat américain à l'agriculture, que l'aide alimentaire fournie par les États-Unis pourrait servir les intérêts des gouvernements de région russes à des fins électorales. Des élections législatives doivent se tenir en décembre 1999 en Russie, et les mandats de plusieurs potentats locaux seraient en jeu cette année. L'attribution de l'aide risque

le manque d'interlocuteurs russes et confié « être rentrée bredouille » d'un voyage effectué à Moscou, le 24 décembre, au cours duquel elle n'a vu personne pour évoquer ces problèmes.

## SITUATION D'URGENCE

La Croix-Rouge russe a lancé lundi un appel à l'aide pour 82 000 personnes en « situation d'urgence » faute de nourriture, de médicaments, de fuel. La pénurie de carburant a ainsi conduit à une diminution des vols d'hélicoptères, seul moyen d'atteindre des groupes de population vivant, coupés du monde, dans des zones où la température peut tomber à moins 50 degrés. Les troupeaux de rennes, principale richesse des autochtones, ont été divisés par trois. Cette situation ne date pas d'hier. Ces deux dernières années, la presse russe s'est plusieurs fois fait l'écho des pénuries de nourriture subies par des jeunes recrues de l'armée, contraintes de tuer des chiens errants pour se nourrir. Les officiers ont, quant à eux, reçu en 1998 du président russe l'autorisation de chasser à toute période de l'année pour assouvir leurs besoins en viande.

Marie Jégo

# Tony Blair veut mettre un terme à la « culture d'assistance »

« Nous serons durs », prévient le premier ministre

LONDRES

de notre correspondant

Objectif, défini par le premier ministre britannique lui-même dans un texte publié mercredi 10 février par le tabloïd conservateur *The Daily Mail* : « En finir avec la culture de l'assistance. » Moyen législatif soumis le même jour à la Chambre des communes pour y parvenir : un projet de loi visant à obliger tous les allocataires sociaux du pays en âge de travailler à se rendre régulièrement dans les bureaux de main-d'œuvre pour y répondre à des questionnaires et se voir éventuellement proposer un emploi.

De fait de présenter une simple modernisation de l'Etat-providence en véritable révolution ? L'opposition conservatrice le pense, et le dit. L'aile gauche de la majorité, pour qui le « Welfare State » demeure l'héritage le plus précieux du travailisme, n'est sûre de rien et se méfie comme de la peste de la fièvre moderniste du premier ministre de la « troisième voie ».

« Le temps des droits automatiques à l'allocation sociale est révolu », écrit Tony Blair, ajoutant : « Nous serons durs. » Le projet, tel que présenté mercredi au Parlement, vise essentiellement deux catégories sociales : les 2,8 millions de bénéficiaires de pensions d'invalidité et les 1,1 million de chefs de famille monoparentale qui reçoivent une aide sociale pour élever des enfants en bas âge.

Se disant « stupéfait » d'apprendre que certains touchent des indemnités depuis des années « sans que personne n'ait l'idée d'aller vérifier qu'ils y ont toujours droit », le premier ministre veut stopper les abus, empêcher le recours aux pensions d'invalidité comme pré-retraite déguisée pour les quinquagénaires avancés et inciter le maximum d'intéressés à « retourner au travail ».

L'idée est de les faire entrer dans le système dit du « New Deal », qui a apparemment réussi avec les jeunes de moins de vingt-cinq ans dont le chômage a été réduit de moitié en deux ans. Pas question pour autant d'obliger les invalides graves ou les mères seules de jeunes enfants non scolarisés à reprendre le harnais.

## Croissance zéro au premier semestre

La Banque d'Angleterre a annoncé, mercredi 10 février, qu'elle revoyait en baisse ses prévisions de croissance pour l'année en cours. Le PIB national, qui devait enregistrer une croissance « proche de zéro » pour le premier semestre, ne devrait finalement progresser, pour l'année tout entière, que d'un demi à un pour cent. Le gouvernement, qui avait fondé son budget annuel de dépenses et recettes sur une prévision de croissance de « 1 à 1,5 % », a considéré que la révision de la banque centrale ne remettait pas en cause ses grandes orientations. Selon la Banque d'Angleterre, l'inflation annuelle resterait dans la fourchette de 2 à 2,5 % prévue par le gouvernement. — (Corresp.)

Simplement, à partir de l'an 2000 pour tout le pays et, dès maintenant, dans une douzaine de régions-pilotes, tous les autres devront se rendre aux convocations des services sociaux et de main-d'œuvre à dates fixes, faute de quoi ils s'exposent à perdre leurs indemnités. Aujourd'hui, plus de 90 % des allocataires ignorent purement et simplement ces convocations et continuent de recevoir leur aide.

Bien que le premier ministre ait invité les intéressés « à se montrer flexibles dans les emplois qu'ils doivent accepter s'ils peuvent travailler », Alister Darling, le ministre des affaires sociales, a assuré mercredi que le gouvernement « n'a pas l'intention de forcer les gens à accepter des emplois dont ils ne veulent pas ».

Couplé avec la réduction des pensions versées aux veuves et veufs de plus de quarante-cinq ans et sans enfant à charge, et avec la fiscalisation prochaine des allocations familiales reçues par les ménages les plus prospères, le projet gouvernemental vise à économiser 700 millions de livres par an (environ 1 milliard d'euros) sur un budget social total évalué à 98 milliards de livres (141 milliards d'euros) l'an.

Question posée mercredi aux Communes par le ministre « fantôme » conservateur des affaires sociales : « Au moment où notre économie entre en récession, où sont les emplois dont parle Tony Blair ? »

Patrice Claude

# Hubert Védrine et Robin Cook tentent à nouveau d'enclencher les négociations sur le Kosovo

AUCUNE AVANCEMENT n'avait encore été annoncé, jeudi 11 février en début de journée, dans les pourparlers sur le Kosovo. Les ministres français et britannique des affaires étrangères, Hubert Védrine et Robin Cook, devaient à nouveau se rendre à Rambouillet pour tenter de donner une impulsion aux négociations alors que l'on approche d'une première échéance : en fin de semaine, les organisateurs de la conférence doivent procéder à une évaluation et décider ou non de prolonger l'exercice d'une semaine supplémentaire. Cette décision pourrait être prise lors d'une réunion à Paris des ministres du Groupe de contact pour l'ex-Yugoslavie (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Russie), dont la tenue n'a cependant pas encore été confirmée.

Lors d'une émission spéciale de France 3 sur le Kosovo, mercredi, la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, s'est déclarée encore incertaine de sa venue à Paris pour une telle réunion : « Je viens de parler avec Hubert Védrine. Nous sommes d'accord

pour faire le point ce week-end sur le déroulement des négociations. Mais je vais attendre de voir comment les choses progressent avant de prendre une décision définitive concernant ma venue », a-t-elle dit.

S'exprimant dans la même émission, Hubert Védrine a rappelé la difficulté des négociations : « Je dis depuis le début que c'est difficile, mais il faut tout faire pour surmonter ces difficultés. Notre objectif est d'arracher un accord, le statu quo n'est pas tolérable. »

## POSITIONS INCONCILIABLES

France 3 a consacré un volet de son émission des témoignages de personnes ayant fui le Kosovo, aujourd'hui réfugiées en Suisse, après avoir perdu des membres de leur famille. Elle a montré d'insoutenables images de séqueles d'actes de torture.

Outre Robin Cook et Hubert Védrine, le président de la République de Serbie, Milan Milutinovic, était également attendu jeudi à Rambouillet, où il devait s'entretenir avec la délégation serbe et avec les deux ministres.

Le porte-parole du médiateur américain Christopher Hill a indiqué mercredi que les deux délégations étudiaient le projet d'accord proposé par le Groupe de contact : « Ils y réfléchissent ; ils travaillent à leur rythme », a-t-il dit.

Cependant, à Belgrade et à Pristina, des positions inconciliables ont été réaffirmées mercredi. Le président yougoslave, Slobodan Milosevic, recevant le chef de la diplomatie grecque, a insisté pour que le Kosovo reste partie intégrante de la Serbie.

M. Milosevic et son interlocuteur ont exprimé, selon le communiqué, leur « attachement commun à un règlement politique dans le cadre du système constitutionnel de la Serbie, ce qui implique le strict respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Serbie et de la RFY ». M. Milosevic a estimé que le seul moyen de régler avec succès le problème du Kosovo consiste à amener « tous les protagonistes à s'engager à respecter les principes qui ne sont pas litigieux », afin de déterminer le « cadre du dialogue politique ».

La délégation serbe aux pourparlers de Rambouillet demande comme préalable que les dix principes édictés par le Groupe de contact dans son projet de règlement soient signés par la délégation albanaise. L'un de ces principes est le maintien de l'intégrité territoriale de la Fédération yougoslave.

Côté serbe encore, l'ex-oppoant devenu vice-premier ministre yougoslave, Vuk Draskovic, s'en est pris violemment mercredi aux dirigeants kosovars indépendantistes, les accusant de travailler à l'avènement d'une « Grande Albanie ». Il a déclaré que le gouvernement yougoslave était « absolument prêt à tous les compromis dans le cadre de la Serbie ».

Pour sa part l'Armée de libération du Kosovo (UCK) a affirmé à Pristina qu'elle ne renonçait pas à sa revendication d'indépendance. « Nous insistons sur la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo dans un délai précis avec un mécanisme approprié. » — (AFP, Reuters.)

# Le marché de l'ivoire est rouvert malgré les menaces sur la survie des éléphants

GENÈVE

de notre envoyé spécial  
Vous cherchiez l'éléphant ? Erreur. Il fallait trouver le marché. C'est lui qui se cache dans la forêt touffue de la bataille diplomatique sur l'autorisation du commerce de l'ivoire. Est-il la meilleure solution pour assurer la survie du plus grand mammifère terrestre de la planète ? Ou une politique de conservation assortie de règles strictes fixées par la communauté internationale est-elle préférable ? Le marché, a répondu, hier à Genève, la Convention sur le commerce international des espèces en danger (Cites). Son Comité permanent a jugé que les conditions étaient remplies pour que trois pays d'Afrique australe — le Zimbabwe, la Namibie et le Botswana (sous réserve pour ce dernier pays) — puissent exporter 591 tonnes d'ivoire vers le Japon. En juin 1997, la conférence plénière de la Cites avait ouvert cette possibilité, transférant les popula-

tions d'éléphants de ces trois pays de l'annexe I de la Convention (commerce interdit) à l'annexe II (commerce réglementé). L'expédition d'un premier lot d'ivoire restait soumise à des conditions qui ont donc été jugées hier satisfaites.

Cette décision rompt avec l'interdiction du commerce international de l'ivoire édictée en septembre 1989 et qui a permis, de l'avis général, une remontée des populations d'éléphants. Elle résulte d'un efficace lobbying des pays d'Afrique australe dont les populations de pachydermes sont florissantes (56 000 au Zimbabwe selon l'Union internationale de conservation de la nature, 63 000 au Botswana). Ce nombre pousse les animaux à sortir des parcs nationaux, abîmant les cultures et provoquant à l'occasion des morts d'homme. Le seul moyen pour éviter que les populations ne cherchent à détruire les éléphants est, selon les responsables de la

faune d'Afrique australe, de les intéresser à leur survie : il s'agit de « valoriser » la faune sauvage, en vendant des permis de chasse à des touristes ou en commercialisant les produits animaux, les recettes revenant aux populations locales. « Les hommes et les animaux partagent la Terre », explique

Marianne Courouble, d'Africa Resources Trust, une organisation qui promeut la « gestion renouvelable de la faune ». « Les éléphants sont souvent considérés comme une menace. Ce processus peut être enrayé si la faune sauvage devient économiquement plus rentable que l'élevage ou l'agriculture », dit-elle.

## Quand la France « blanchit » l'ivoire illégal...

En principe, la France a une position ferme sur le commerce de l'ivoire. Elle a même pris, le 30 juin 1988, un arrêté interdisant l'importation de « certains spécimens d'éléphants d'Afrique ». Mais cette noble posture — qui pourrait valoir à la France une reconnaissance de la Commission européenne qui n'a pas la même position — cède à un sens très différent. Il prolonge, jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1999, la déclaration des stocks d'ivoire détenus par des citoyens français, déclaration régie par un arrêté du 28 mai 1997. Ce petit échafaudage juridique vise en fait à légaliser la possession d'ivoire... Dix ans après l'interdiction de son commerce en 1989. Mieux, il ouvre la possibilité, « en l'absence de tout justificatif », de déclarer « sur l'honneur » les stocks n'excédant pas un kilogramme. Cette clause, et le flux de certaines autres conditions de déclaration, est jugée par des bons connaisseurs du dossier comme la porte ouverte à la légalisation d'ivoire illégitime.

Conclusion de cette approche : le commerce de l'ivoire est le meilleur moyen de préserver l'espèce.

Mais, dans le reste du continent, les populations d'éléphants ne sont pas aussi bien gérées qu'en Afrique australe. Et même si la Cites souligne que l'expédition d'ivoire vers le Japon est « expérimentale » et ne concerne qu'un stock d'ivoire légal et limité, de nombreux experts estiment que le signal envoyé à tous les « opérateurs » est celui de la reprise du commerce : « Cette décision a un impact psychologique sur les trafiquants d'ivoire en Asie et en Afrique, qui comprennent que le marché est ouvert », dit Vivik Menon, délégué de l'Inde à la Cites. Des signes multiples de reprise du braconnage, depuis la décision de la Cites en 1997, ont été relevés dans de nombreux pays : il a vivement remonté en Inde depuis 1997, ainsi qu'au Tchad en 1998. Le 2 décembre, deux gardes ont même été tués dans le parc de Zakouma

par des braconniers qu'ils avaient surpris. La Cites n'a pas jugé suffisants ces signaux. Mais les contrôles stricts qu'elle entend mettre en place paraissent peu crédibles dans un continent où l'Etat est le plus souvent faible et qui compte de surcroît de nombreux pays en guerre. Le bassin du Congo, notamment, abrite la deuxième plus grande population d'éléphants du continent africain : la guerre — où le Zimbabwe est d'ailleurs impliqué — ne devrait pas favoriser un contrôle efficace du braconnage. En Asie également, on constate des troubles ou la faiblesse de l'appareil d'Etat au Cambodge, en Birmanie et en Indonésie. Au total, si la Cites a voté pour le marché, il semble qu'elle ait oublié qu'un marché sans Etat pour l'encadrer est propice au trafic. Dans le cas de l'éléphant — et des ressources naturelles en général — trafic signifie grave menace.

Hervé Kempf

Une loi sur l'immigration  
provoque une crise entre H

PISE	890F
ISTANBUL	990F
TUNIS	1120F
TENERIFE	1600F
SHARH EL SHEIKH	1800F
MONTREAL	1900F
DAKAR	2090F
QUAGADOUGOU	2890F
MOMBASA	2900F
LA REUNION	3480F

LOS  
198



## Une loi sur l'immigration des enfants provoque une crise entre Hongkong et Pékin

La Cour d'appel du Territoire revendique sa souveraineté juridique

À la fin janvier, la Cour d'appel de Hongkong a invalidé une loi passée par le gouvernement de la « Région administrative spéciale » pour empêcher

l'afflux d'enfants venus de Chine continentale. Elle manifeste ainsi sa souveraineté en matière d'application des lois. La question de l'immigra-

tion provoque la première crise politique entre Pékin et Hongkong depuis la rétrocession de l'ancienne colonie britannique à la Chine, en 1997.

### HONGKONG

#### correspondance

Vivre à Hongkong. Ce rêve de nombreux Chinois du continent aura été à l'origine du premier affrontement politique entre Hongkong et Pékin. Depuis le retour de l'ancienne colonie britannique dans le giron chinois, le 1<sup>er</sup> juillet 1997, des milliers d'enfants se préparent à venir s'installer sur le territoire. L'article 24 de la nouvelle Constitution offre en effet le droit de résidence à « toute personne de nationalité chinoise née hors de Hongkong » et dont au moins un des parents est un résident de la Région administrative spéciale (RAS) de la Chine.

Inquiet de voir déferler une vague d'immigration incontrôlée, le gouvernement de Hongkong s'était empressé de faire voter, dès le 10 juillet 1997, quelques restrictions administratives rétroactives au 1<sup>er</sup> juillet. Des parents n'ont pas hésité à poursuivre en justice le gouvernement qui, d'appels en recours, a tenté pendant dix-huit mois de limiter le droit de résidence aux enfants légitimes dont un des parents était résident au moment même de leur naissance.

Le 29 janvier 1999, coup de théâtre : la Cour d'Appel, ultime juridiction de la RAS, indigne un camouflet au gouvernement : tout enfant, affirme la Cour, légitime ou naturel, dont un des parents est résident permanent – même récent – de Hongkong, bénéficie d'un droit de résidence inscrit dans la Constitution. Mieux : dans son arrêt, la Cour affirme pour la première fois qu'elle a, sur les affaires intérieures du territoire, le pouvoir de veiller à l'application du droit et à la constitutionnalité des lois, sans en référer préalablement au Comité permanent de l'Assemblée



bée nationale populaire (ANP) à Pékin.

À Hongkong, l'accueil a reçu un accueil partagé. D'un côté, la communauté des juristes salue haut et fort cette affirmation de l'autonomie de la justice locale, à l'égard du gouvernement de la RAS d'abord, suspecté à maintes reprises d'interventions dans les affaires du parquet local, mais aussi et surtout vis-à-vis de l'ANP à Pékin, qui dispose d'un droit d'interprétation de cette Loi fondamentale, lequel n'avait pas encore été précisé.

De l'autre, le gouvernement de Hongkong et sa population d'anciens réfugiés voient d'un très mauvais œil l'arrivée de centaines de milliers de Chinois du continent sur un territoire désormais frappé par le chômage et des problèmes de logements chroniques. Au lendemain

de la publication de l'arrêt de la Cour, on évoquait le chiffre de 13 000 enfants ayant fait acte de candidature à l'immigration. Puis, s'appuyant sur une enquête réalisée il y a quatre ans, on a évoqué 162 000 enfants susceptibles d'arriver. Enfin, en intégrant les enfants illégitimes des « concubines » des Hongkongais, on parvient au chiffre de 320 000. Le gouvernement, qui a diligenté une enquête auprès de 20 000 personnes, estime qu'au moins 650 000 enfants sont concernés. Ce chiffre n'a pas été rendu public.

### CALMER LE JEU

Dans un premier temps, Pékin a semblé se conformer à l'avis de la Cour de Hongkong. Mais, une semaine plus tard, quatre juristes de Chine populaire ont participé à la rédaction de la Constitution en

1990 ont attaqué, de manière concertée et à la télévision publique CCTV, sa décision : la Cour s'est arrogé un droit d'interprétation qui revient à l'ANP de Pékin, et elle tend à faire de Hongkong une entité politiquement indépendante, dénoncent-ils. Le lendemain, le porte-parole du Conseil des affaires de l'Etat, Zhao Qizheng, confirmait que ces propos reflètent les vues du gouvernement central. « La décision de la Cour est une erreur qui va à l'encontre de la Loi fondamentale », a-t-il précisé, ajoutant : « La Loi fondamentale ne peut être changée. La Cour doit modifier son arrêt ».

Pris entre le marteau et l'enclume, le chef de l'exécutif hongkongais, Tung Chee-hwa, déclare qu'il « respecte l'indépendance de la justice », mais pour affirmer tout de suite après qu'« il attache beaucoup d'importance au point de vue exprimé par les juristes chinois ». Alarmés, avocats et éminents constitutionnalistes du territoire ont crié au malentendu, et prient instamment le chef de l'exécutif d'aller plaider le dossier en haut lieu : en aucun cas l'arrêt de la Cour ne remet en cause le pouvoir d'interprétation de la Constitution de l'ANP, disent-ils. Pour calmer le jeu, Pékin a rappelé qu'il soutenait résolument le concept « un pays, deux systèmes », sans préciser ses véritables intentions du Bureau des affaires de Hongkong et de Macao, en charge de l'affaire. Chacun semble vouloir éviter à tout prix une issue radicale à ce conflit. « Hongkong n'a d'autre solution que d'intégrer progressivement ces centaines de milliers d'immigrés du continent, quitte à créer de nouvelles lois pour l'avenir », juge un diplomate européen.

Valérie Brunschwig

## En Syrie, hormis l'ascension du fils du président Assad, rien ne change...

### DAMAS

#### de notre envoyé spécial

Le sang a coulé en Syrie, mercredi 10 février. Par dizaines, des électeurs se sont entaillés le pouce pour remplir leur bulletin de vote. Les résultats du référendum présidentiel organisé ce jour devaient être annoncés jeudi en fin de journée. L'intense campagne développée depuis deux semaines en faveur d'un cinquième septennat consécutif pour le président Hafez El Assad et les millions de portraits diffusés pour l'occasion ne laissent guère de doute sur le verdict des urnes. Les bureaux de vote ayant fait l'économie des enveloppes et des isolants, la seule interrogation était en fait de savoir si un seul « non » serait recensé à l'issue de ce véritable plébiscite.

La consultation de pure forme des Syriens, ce « carnaval », pour reprendre l'expression d'un opposant désireux de conserver l'anonymat, intervient après un semestre agité. En octobre 1998, le pays s'est retrouvé directement menacé par la Turquie, qui lui reprochait d'héberger le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), contre lequel Ankara mène une guerre impitoyable. Le rapport des forces était clairement en sa défaveur, la Syrie a satisfait aux demandes turques. Puis, en décembre, les frappes aériennes militaires américaines et britanniques contre l'Irak ont eu en Syrie un prolongement impensable. Pour la première fois, une manifestation tolérée, sinon suscitée par les autorités, a semblé, selon certains témoins, échapper à leur contrôle. La lapidation de l'ambassade américaine, ses ban-

nières déchirées, la mise à sac de la résidence de l'ambassadeur et du bureau du British Council ont donné l'image à peine croyable d'un régime incapable de canaliser le mouvement de colère d'une partie de sa population.

Fort d'un nouveau mandat de sept ans, le président syrien, qui est apparu en bonne forme mercredi lorsqu'il s'est rendu aux urnes, n'a plus guère qu'une seule échéance devant lui : l'issue – ô combien plus incertaine – des élections générales israéliennes, dont le premier tour est fixé au 17 mai.

### EFFET D'AFFICHAGE

Dans l'attente d'une éventuelle reprise de négociations bilatérales entre Damas et Jérusalem, évoquée par Benjamin Netanyahou lui-même à Amman lors des obsèques du roi Hussein, ces élections ne lui interdisent pas de prendre d'ores et déjà des décisions. Car les dernières élections législatives, organisées en octobre 1998 et contrôlées de très près par le pouvoir, n'ont pas mis en évidence une évolution ou un choix, comme cela avait été le cas lors des scrutins précédents. Ceux-ci avaient notamment vu l'arrivée d'entrepreneurs parmi le personnel politique.

Sans doute très éloignées des attentes d'une société civile silencieuse, les mesures espérées par les observateurs tourment désormais autour de la personnalité du fils du président, Bachar, présenté comme le dauphin présumé. Dans un entretien accordé à un journal libanais, le 4 février, ce dernier a évoqué une possible en-

trée officielle en politique. « Je ne cherche pas un poste, a-t-il dit, mais si la direction ou la base du parti me charge d'une responsabilité quelconque, je suis prêt. En tout cas, nombre de mes idées peuvent être adoptées par les institutions concernées. Je ne trouve pas nécessaire de le faire personnellement. Que je sois à un poste ou non, je ne manquerai pas d'assumer mes devoirs ».

Au-delà d'une possible amnistie, dont les plus optimistes se prennent à espérer qu'elle puisse s'étendre à certains prisonniers politiques, ce nouveau mandat présidentiel, qui prendra effet à la mi-mars, pourrait s'accompagner d'un remaniement ministériel. Compte tenu de l'extrême concentration de tous les pouvoirs dans les mains d'un seul, la modification du gouvernement n'aura guère qu'un effet d'affichage, même si l'arrivée de nouveaux responsables pour le secteur de l'économie et des finances est attendue avec impatience par de nombreux hommes d'affaires syriens. Deux autres hypothèses sont également avancées : un changement au niveau des vice-présidents, dont un poste est vacant depuis la déchéance du frère du président, Rifaat, intervenue en janvier 1998 ; ou l'arrivée du fils du président à un poste de responsabilité au sein du parti Baas, qui conforterait une autorité limitée pour l'instant à l'armée. Mais il faudra alors compter avec la « vieille garde » du régime, qui semble accueillir avec assez peu d'enthousiasme l'ascension de cet héritier.

Gilles Paris

## La fille d'un couple d'opposants iraniens assassinés à Téhéran demande une enquête internationale

PARIS. Parastou Forouhar, fille d'un couple d'opposants iraniens assassinés en novembre 1998 à Téhéran, a déploré, mercredi 10 février, que l'enquête sur la mort de ses parents soit confiée au Parquet militaire, et a demandé qu'une commission d'enquête internationale puisse se rendre en Iran. Lors d'une conférence de presse au siège de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) à Paris, M<sup>me</sup> Forouhar a évoqué les conditions « atroces » de l'assassinat de son père, Dariush, ancien ministre de la République islamique, et de sa mère Parvaneh. Ils ont reçu respectivement 11 et 24 coups de couteau à la poitrine. Elle a regretté qu'aucun coupable n'ait été identifié et a affirmé que son avocat n'avait pu consulter le dossier, s'étant vu opposer « la sécurité du pays ».

Le président de la FIDH, Patrick Baudouin, a déploré qu'aucune commission d'enquête internationale n'ait pu se rendre en Iran et a annoncé que ses démarches se poursuivraient auprès des autorités iraniennes pour que des organisations non-gouvernementales puissent évaluer sur place la réalité des faits. – (AFR)

## Pékin pointe « plus de cent missiles » contre Taiwan

LONDRES. Selon un rapport américain classifié, dont le quotidien britannique *Financial Times* a publié certains extraits, la Chine a accru le nombre de ses missiles balistiques sol-sol, du type M9 et M11, qui sont déployés dans le sud du pays en direction de Taiwan. En 1995-1996, cet arsenal ne comptait que 30 à 50 missiles. Il est évalué aujourd'hui à 150, voire 200 missiles et, selon ce rapport secret-défense américain, l'état-major chinois prévoit d'en installer 650 dans les années à venir. Le ministre taiwanais de la défense a affirmé, jeudi 11 février, que « plus de cent missiles de courte portée sont déployés ». Cette accumulation ne peut que faire courir à la région des risques de tension grave, selon un expert cité par le *Financial Times*, qui craint que Pékin spéculer sur une absence de réponse de Taiwan pour, ainsi, moderniser et amplifier entre-temps sa panoplie. Les États-Unis ont vendu à Taïpeh des batteries de missiles anti-missiles Patriot et se proposent de livrer des frégates équipées d'un système de détection.

### DÉPÊCHES

■ ÉRYTHRÉE : le gouvernement d'Asmara a annoncé une accalmie, mercredi 10 février, dans les combats qui opposent ses forces à l'armée éthiopienne depuis quelques jours. Mais à Addis-Abeba, le porte-parole du gouvernement a accusé des unités érythréennes de s'en être prise à des positions éthiopiennes sur les deux fronts pour tenter de reprendre des postes perdus les quatre jours précédents. – (Reuters)

■ GHANA : quatre civils ont été condamnés à mort, mercredi 10 février, pour avoir tenté de renverser le gouvernement ghanéen en 1994. Les quatre hommes, tous Ghanéens, avaient été arrêtés le 2 septembre 1994. Le chef de l'Etat, Jerry Rawlings, avait pris le pouvoir en 1979, puis en 1981, à la faveur de deux coups d'Etat, avant d'être confirmé dans ses fonctions par un vote démocratique en décembre 1992 et de nouveau en 1997. – (APR)

■ IRAK : un civil irakien a été tué et plusieurs autres ont été blessés quand des « avions ennemis » ont bombardé, mercredi 10 février, un site de la DCA irakienne, dans la zone d'exclusion aérienne du sud de l'Irak, a rapporté l'agence officielle INA. Le Pentagone a confirmé ces tirs. – (APR)

■ VATICAN : Jean Paul II pourrait se rendre à Hongkong pour annoncer les conclusions du synode consacré à l'Asie, a indiqué l'évêque (officiel) de Shanghai, Mgr Aloysius Jin Luxian, dans un entretien publié par le mensuel catholique italien *30 Giorni*. Il a ajouté qu'un dialogue entre Pékin et le Saint-Siège est en cours. « Hongkong fait partie de la Chine, mais est en même temps autonome et peut prendre des décisions tout seul. Toutefois, c'est aussi une zone spéciale et il serait difficile pour nous d'y aller pour voir le souverain pontife », a ajouté l'évêque chinois. – (APR)

## La Commission européenne reste ferme face aux manifestations paysannes

STRASBOURG. « Le paquet Santer nous enterre », et « Quel avenir pour les jeunes agriculteurs ? », étaient les slogans les plus remarqués du cortège franco-allemand de 1 700 tracteurs qui ont défilé, mercredi 10 février à Strasbourg, contre la réforme de la politique agricole commune (PAC). Une délégation a été reçue par MM. Santer, président de la Commission de Bruxelles, Fischer, commissaire à l'Agriculture, et José Maria Gil-Robles, président de l'Assemblée de Strasbourg. M. Santer s'est contenté d'écouter avec attention les doléances des agriculteurs. M. Fischer s'est montré le plus négatif : « La Commission négocie avec les Etats-membres et pas avec les syndicats ». M. Bastian, maître d'œuvre de la manifestation de Strasbourg, a convenu que « l'état des discussions ne laisse rien augurer de positif ». C'est pourquoi il « compte sur une détermination forte du chef de l'Etat et du gouvernement pour défendre le financement de la PAC ».

Jacques Chirac, qui a affirmé, mercredi 10 février, sa détermination à défendre les intérêts de l'agriculture française dans les négociations sur l'Agenda 2000, a par ailleurs « fait état de son sentiment de désapprobation, voire de condamnation » des exactions paysannes commises le 8 février, a déclaré le président de la FNSEA, Luc Guyau, après l'entretien qu'il a eu à l'Elysée. – (Corresp.)

PISE	890 F	135,68 €
ISTANBUL	990 F	150,92 €
TUNIS	1 120 F	170,74 €
TENERIFE	1 600 F	243,92 €
SHARM EL SHEIKH	1 800 F	256,11 €
MONTREAL	1 900 F	289,65 €
DAKAR	2 090 F	318,62 €
OUAGADOUGOU	2 890 F	440,58 €
MOMBASA	2 900 F	442,10 €
*LA REUNION	3 480 F	530,52 €

**LOS ANGELES**  
**1980 F** 301,85 €

VOIS ALLER RETOUR  
DEPART DE PARIS  
\*DEPART DE LYON ET MARSEILLE  
A CERTAINES DATES  
HORS TAXES AERIENNES  
200 AGENCES EN FRANCE  
0 803 33 33 33 (1,09 € la minute)

**NOUVELLES FRONTIERES**

**Voyager ça fait avancer**



# FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 12 FÉVRIER 1999

**ÉLECTIONS** A quatre mois des élections européennes du 13 juin, les principales formations politiques, qui ont arrêté leurs stratégies et choisi leurs têtes de liste,

s'interrogent sur ce que pourrait être le comportement de certaines composantes de leurs électeurs, susceptibles de leur faire défaut en raison de mécontentements caté-

goriels ou d'appréhensions face aux progrès de l'intégration. ● **CHARLES PASQUA** centre sa campagne, commencée mercredi 10 février dans les Alpes-Maritimes, sur

la « désertion » des dirigeants politiques, qui s'intéressent aux choix politiques européens plutôt qu'aux préoccupations de leurs concitoyens. ● **LE GOUVERNE-**

MENT va présenter aux parlementaires un article additionnel, de nature consensuelle, au projet de loi de ratification du traité d'Amsterdam.

## Les partis politiques aux aguets face à des électors instables

Scrutin sans conséquence directe sur les équilibres politiques, les élections européennes sont propices à l'expression des intérêts ou des mécontentements catégoriels. Les principales formations redoutent, en outre, un retour de flamme « souverainiste » dans l'année de l'euro

**FRANÇOIS HOLLANDE** s'est résigné à aller, Philippe Séguin a renoncé à renouer : on a connu des débuts de campagne plus enthousiastes pour une campagne européenne dans les deux principales formations. Au RPR, comme au PS, on n'accorde guère de valeur, à ce stade, aux sondages d'intention de vote réalisés depuis deux ou trois mois. Trop tôt. Trop fous. Trop flâneurs pour M. Hollande. Aujourd'hui, on se méfie terriblement et on rappelle volontiers la leçon électorale de 1994.

A pareille époque, il y a cinq ans, Dominique Baudis, qui portait les couleurs RPR-UDF, avait commencé sa campagne en fanfare. Rien n'indiquait encore que Michel Rocard n'obtiendrait que 14 % des voix au soir du 12 juin. Il avait fallu attendre le mois de mai, à quatre ou cinq semaines du scrutin, pour voir émerger les deux listes qui allaient chambouler l'élection, celle de Philippe de Villiers à droite, celle de Bernard Tapie à gauche.

Ce scénario-catastrophe est, aujourd'hui, dans toutes les têtes. Et l'on multiplie les commandes d'enquêtes qualitatives aux instituts de sondage pour tenter de mieux cerner les attentes des Français, les points de crispation éventuels, les craintes qui n'attendent qu'un déclic pour s'exprimer. Qui seront les Villiers ou Tapie de 1999 ?

● **La droite inquiète des bonnemens du monde rural.** Cette semaine, députés et sénateurs de droite sont arrivés de saute humeur à Paris. Plus encore que le spectacle des déchirements de leurs chefs, ils redoutent les conséquences du calendrier européen sur leur électoral. Pour les élus, majoritaires, des zones rurales, deux mots font frémir : Agenda 2000 et Natura 2000. La violence des manifestations paysannes, lundi 8 février à Paris, n'est, selon eux, que le témoignage exacerbé d'un mécontentement plus général du monde rural, qui se sent menacé à la fois par la renégociation de la politique agricole commune



(PAC) et par la redéfinition des critères d'attribution des fonds structurels européens. Ceux-ci en effet ne tiennent plus compte désormais de la spécificité « rurale ». Le dé-

bat, en apparence technique, mobilise de très nombreux élus locaux et un vaste réseau socio-professionnel : agriculteurs bien sûr, mais aussi artisans, chefs de petites en-

treprises. Il occupe aussi largement les colonnes de la presse quotidienne régionale. L'agressivité manifestée à l'égard de Dominique Voynet, devenue le symbole de la défense de « l'environnement » au détriment de celui de la « ruralité », est révélatrice de la montée des tensions dans cet électoral. Aussi se montre-t-on très attentif, dans les partis de l'opposition, à la façon dont le premier ministre, et surtout le président de la République, s'engagent dans les négociations européennes. Pour Jacques Chirac, l'enjeu est important : la France inquiète de l'Agenda 2000 est la sienne. Ces catégories-là - agriculteurs, chefs de petites et moyennes entreprises, artisans - sont les seules à droite à ne pas avoir désavoué le chef de l'Etat au lendemain de la dissolution et elles constituent aujourd'hui son socle électoral. Du sentiment qu'elles auront d'être bien ou mal défendues à Bruxelles, peut dépendre leur vote aux européennes : en faveur de la liste RPR-UDF, soutenue par le président de la République ou au profit de celle, protestataire, de Charles Pasqua.

L'ancien ministre de l'Intérieur est en effet considéré comme le principal bénéficiaire potentiel de ce mécontentement. Son discours souverainiste, très favorable à l'Etat, peut recevoir un écho favorable dans une France qui se sent trahie de toutes parts.

● **Le PS anxieux de la grogne du peuple de gauche.** Du côté de François Hollande, on peut également constater les effets du « peuple de gauche » qui nourrit l'inquiétude et contribue à ceux des enseignants. Les quelque quinze mille enseignants qui se sont retrouvés dans les rues de Paris, le 4 février, pour exprimer leur malaise ne s'en prennent, pour l'heure, qu'à Claude Allègre pour demander sa démission. Mais s'ils n'utilisent pas encore le slogan rituel - « On s'en souviendra, le 13 juin ! » -, ils brandissent déjà,

comme la coordination du Nord-Parisien, leurs cartes d'électeurs en guise de menace.

Au-delà de cet accès de fixation, c'est tout le monde des fonctionnaires, majoritairement à gauche mais volontiers plus revendicatif que les salariés du secteur privé, qui voit s'accumuler les menaces : incertitudes sur les retraites dans le cadre de la mission Charpin, mise à plat sans concession des conditions et du temps de travail dans la fonction publique (Le Monde du 11 février). Pour l'heure, rien n'indique, dans les enquêtes d'opinion, qu'ils sont prêts à exprimer leur défiance à l'endroit du gouvernement. Mais rien ne garantit qu'ils seront disposés, le 13 juin, à manifester leur confiance à la liste socialiste.

Les classes populaires, enfin, sont, à l'évidence, les plus inquiètes de la construction européenne. Selon un sondage de la Sofres, réalisé du 27 au 29 janvier auprès d'un échantillon de 1 000 personnes et publié, le 11 février par un groupe de journaux de province, il se trouve toujours 41 % de Français (ils étaient 46 % en juin 1994) pour craindre les conséquences de la construction européenne. Parmi eux, les ouvriers (42 %) et surtout les employés (49 %) sont les plus nombreux. M. Hollande ne renierait sans doute pas les propos déabusés que son adversaire et compagnon de galère européenne, Philippe Séguin, a tenus le 6 février : « Les conséquences politiques des élections européennes sont généralement assez imprévisibles. Quelque à peu près toujours aberrantes. Elles s'apparentent à un vrai jeu de massacre (...), à un véritable atropage-ngaïd. Il est ainsi fortement déconseillé à tout homme politique responsable de se lancer dans une pareille aventure, où il n'y a que des coups à prendre. »

Gérard Courtois et Pascale Robert-Diard

## Charles Pasqua entre en scène au son des Négresses vertes

**VILLENEUVE-LOUBET** (Alpes-Maritimes) de notre envoyé spécial

La règle est éternelle : pour exister, mieux vaut, d'abord, se démarquer de ses plus proches amis. Pour la première réunion publique de sa campagne, mercredi 10 février, à Villeneuve-Loubet, dans les Alpes-Maritimes, Charles Pasqua s'est employé, devant un gros millier de personnes, à attaquer féroce-ment son ancien partenaire de la lutte anti-Maastricht, Philippe Séguin, qu'il a accusé de se préparer à « désertir l'Assemblée nationale ». « Battons la gauche pour faire une Europe de droite ! Voilà la dernière trahison de ceux qui ont déjà transporté leurs ambitions du Palais-Bourbon au Palais de l'Europe, sans même se retourner une dernière fois. Dieu, que tout cela va bien ! Voilà nos partis, bien rangés derrière leurs chefs, préparant leurs combats pour Strasbourg (...), laissant leurs doublures à l'Assemblée nationale, des fois qu'il s'y passe encore

quelque chose », a lancé le sénateur des Hauts-de-Seine, avant de conclure : « Le dernier sorti éteint la lumière... »

M. Pasqua n'a que faire de « battre les socialistes ». « Pourquoi pas, demande-t-il, mais pour quel faire ? La même politique qu'eux ? » L'ancien ministre de l'Intérieur a, du reste, rendu un hommage appuyé à son successeur place Beauvau, Jean-Pierre Chevènement. « S'il ne se décide pas à préserver une liste, j'essayerai de le suppléer, vu qu'après tout, il ne me remplace pas si mal la où il est », a-t-il affirmé. Le cofondateur du RPR - il n'oublie jamais de le rappeler - se veut désormais hors des partis, seul contre le président de la République et son premier ministre, « qui vont aller main dans la main aux prochains sommets européens » ; seul contre « les vaillants stratèges de la cour de Chirac » et contre « les chefs de [son] propre parti, qui ont failli ». « C'est un côté un peu Don Quichotte, qui n'est pas pour me déplaire », glisse-t-il.

Entrant en scène sur un air des Négresses vertes, il espère tenir à distance, le plus longtemps possible, son « ami Philippe de Villiers ». Mercredi après-midi, devant 500 étudiants de la faculté de droit de l'Université d'Aix-Marseille III, M. Pasqua a pu constater que le nom du président du Mouvement pour la France déclenche des sifflets. Les deux hommes font la même analyse de la constellation européenne, mais n'ont pas la même stratégie. « Je lui ai dit : "Creuse ton propre sillon. On verra bien au mois d'avril", confie M. Pasqua.

Face aux divisions de la droite et de l'extrême droite, face aux contradictions du PCF et aux hésitations du MDC, il compte « susciter une sorte de "non" multiple » ou, comme il le dit plus crûment en privé, récupérer « tous ceux qui veulent dire merde aux appareils politiques ». « Et ça peut faire beaucoup de monde à la sortie ! », rêve-t-il à voix haute.

Jean-Louis Saux

## Amsterdam : le gouvernement propose un amendement consensuel

LA RÉVISION constitutionnelle du 18 janvier ayant ouvert la voie à la ratification du traité d'Amsterdam, les 2 et 3 mars à l'Assemblée nationale, puis le 16 mars au Sénat, les parlementaires devraient discuter en séance publique le texte autorisant cet acte. Le projet de loi approuvé par le conseil des ministres, le 3 février, sur proposition du ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, et du ministre délégué aux affaires européennes, Pierre Moscovici, ne comporte qu'un seul article, autorisant la ratification. Le gouvernement devrait y ajouter, après consultation des parlementaires, un article 2, dont la rédaction devrait être à peu près la suivante : « La France souligne la nécessité de réaliser, au-delà des stipulations du traité d'Amsterdam, des progrès substantiels dans la voie de la réforme des institutions de l'Union, préalablement à la conclusion des négociations d'adhésion. »

Cette rédaction, proche de celle de la « déclaration » exprimée par la France, la Belgique et l'Italie en annexe au traité, respecte deux in-

terdits : elle n'apparaît pas comme une inflexion du législatif à l'executif, ce qui serait contraire à la Constitution ; elle n'impose pas de conditions à la ratification du traité d'Amsterdam, ce qui serait contraire aux obligations communautaires de la France, le traité ayant été signé sans conditions.

Le gouvernement n'a pas d'embarras à inscrire cet article 2 dans son projet de loi pour des raisons juridiques et politiques. Il craignait que le Conseil d'Etat n'émette un avis défavorable. En règle générale, les projets de ratification ne comprennent qu'un seul article. Il y a certes eu une exception, en 1977, avec le projet autorisant l'élection au suffrage universel direct des députés européens, mais cet article 2 se contentait d'énoncer une interprétation, faite par le Conseil constitutionnel, du droit positif.

Surtout, le gouvernement tenait à montrer qu'il tient compte des demandes des parlementaires qui ont réclamé cette réforme institutionnelle. Ceux-ci n'ont pas le droit d'amender les projets de ratification. Le règlement de l'Assemblée nationale l'interdit formellement et, dans la pratique, le Sénat considère les amendements comme irrecevables. C'est d'ailleurs sans grande chance de succès que M. Giscard d'Estaing a déposé un amendement, jeudi 11 février. MM. Védrine et Moscovici ont vérifié que les parlementaires soumettaient toujours que le gouvernement introduise cet article 2 en consultant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée le 3 février, celle du Sénat le 11.

Rafaële Rivais

## « Passe devant avec la lampe, je te suis avec le revolver »

LA ROUTE est longue qui mène à Strasbourg et pas seulement parce que les TGV n'y arrivent pas encore. Les état-majors sont partis en éclaireurs, à la débrouille. « Sarkozy et Séguin sont tous les deux à l'entrée d'un tunnel », commente Charles Pasqua, et Sarkozy dit à Séguin : « Passe devant avec la lampe, moi je te suis avec le revolver. » Derrière encore, la caravane des impétrants. Certains, volontiers sans gêne ou bernard-l'hermite, misent sur leur opiniâtreté pour gagner la capitale alsacienne. D'autres se sont déjà retirés de la compétition, déboutés ou résignés d'un droit de concourir très sélectif. Sur la route, les « carrés » et les « cubes » initient les bizuths aux gaités de l'Union.

● **Les « crampons ».** Les plus difficiles à éconduire sont ceux qui se recommandent d'un précédent employeur ou d'un ami haut placé. Plusieurs ont déjà frappé à la porte de Philippe Séguin. Comment résister à un Eric Raoult, ancien ministre d'Alain Juppé, qui arrive au siège du RPR avec un bristol du président de la République lui-même ? Comment dire « non » à un Frédéric de Saint-Sernin, M. « sondages, enquêtes et opinion » de l'Ellysée, qui y a eu longtemps un bureau ?

D'autres frappent à la porte sans lettre de crédit. Antoine Waechter est allé trouver les responsables socialistes, avec pour seule référence un joli score (10,99 %), mais vieux de dix ans déjà. « On ne va pas refaire aux Verts le coup de Brice Lalonde ! », s'est excusé, la main sur cœur, Jean-Christophe Cambadélis. Parmi les anciens amis de Génération écologie, on joue facilement les pique-assiette, les pique-écrans. Dans chaque cadre de caméra, sur chaque tréteau de Daniel Cohn-

Bendit, on trouve toujours un « manirien » - comprenez, un ami de l'ancien présidenteur d'Antenne 2 Noël Mamère - passé par GE avant d'être élu, en 1994, sur la liste de Bernard Tapie. Presque aussi fort que les chasseurs qui, suivant à la trace la tête de liste des Verts, s'offrent une campagne gratuite, avec présence assurée à tous les « vingt heures » des télévisions. Une fois tous les cinq ans, lorsqu'il s'agit de s'assurer une place éligible au Parlement européen, où elle siège depuis trois lustres, Nicole Fontaine descend à jouer de la caméra. Nicole Fontaine ? La première vice-présidente (UDF) du Parlement de Strasbourg, voyons ! Une expédition irremplaçable, un carnet d'adresse européen, et distille-t-elle pour que François Bayrou comprenne tout à fait bien, un tapis rouge déroulé par Philippe Séguin si elle consent à trahir son propre camp. Une intempérie interview à Ouest-France à l'été 1998 sur la veille du lancement de la liste UDF à Bordeaux, le 7 février. Qu'importe la bienséance : devant les militants, elle s'empare du micro, et met au compte de la malveillance de la presse son double jeu.

André Sainjon, lui, traque les responsables socialistes au téléphone. Élu en 1989 sur la liste de Laurent Fabius, puis sur celle de Bernard Tapie, l'« ancien syndicaliste » professionnel ne fait pas confiance à son nouveau patron, Jean-Michel Baylet, pour défendre ses intérêts catégoriels. Autre sortante radicale, Odile Laperre-Verrier préfère le mailing (CV, photo, lettre de motivation) suivi du phoning, à l'adresse des journalistes : ils n'ont plus qu'à la mettre sur leur liste.

● **Les déboutés.** Certains, déjà, ont décroché. Quelques têtes de

liste madrées ont déjà eu raison de leur ambition. Alors que François Bernardini, parrain de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, contrainct de démissionner de la présidence du conseil général pour avoir été déclaré comptable de fait, racontait, de la Camébière à la rue de Solferino, que son bureau était déjà réservé à Strasbourg, François Hollande, d'un seul rendez-vous, l'a proprement décamponné. A l'UDF, on a choisi des méthodes plus douces. François Léotard et Gérard Longuet ont d'eux-mêmes annoncé, dans la presse, qu'ils n'étaient pas, mais pas du tout demandeurs d'une place sur la liste de François Bayrou. Michel Balmier n'a pas eu à s'excuser : « sa » liste d'union de l'opposition n'a jamais vu le jour.

Jean-Pierre Chevènement, lui, a fait d'un simple congrès bianouel du Mouvement des citoyens trois déboutés : Georges Sarre, Béatrice Patrie, et le corps antimastrichien du MDC. Alors que le PS ne lui proposait que des places « femmes », le ministre de l'Intérieur a consacré Sami Naïr comme chef de file d'une liste de la gauche républicaine. Georges Sarre n'en est pas revenu. Béatrice Patrie a compris qu'on venait de lui souffler sa place sur la liste socialiste. Et les militants en ont oublié de remarquer qu'entre la nation-Europe de M. Chevènement, et l'Europe-nation de Lionel Jospin, il n'y a désormais plus vraiment d'incompatibilité.

● **Les bizuths.** Loin de ces bassesses parisiennes, on reconnaît vite les « pros ». Le pro a ses appartements à Bruxelles et à Strasbourg, mais juste un pied-à-terre à Paris. Le pro tutoie les journalistes du Frankfurter Allgemeine Zeitung et trique avec ceux du « FT », qui

le suivent de Valenciennes à Montauban. Le pro quitte un meeting pour attraper l'avion de Zurich et revenir le lendemain sur un vol de la Sabena. Au journaliste qui croit le piéger, il donne du tac au tac son indemnité d'élus en euros. Il faut bien reconnaître que, pour l'instant, parmi les têtes de liste, le seul pro s'appelle Daniel Cohn-Bendit.

Le pro a déjà fait des paris sur le prochain président de la Commission européenne. Le pro se passionne pour le prochain titulaire de la sous-commission des droits de l'homme, tandis que le bizuth en est encore à découvrir que le président anglais de la commission des affaires étrangères a dû démissionner de ses fonctions lorsque des douaniers ont trouvé, dans sa valise, des produits strictement interdits à la vente dans tous les pays de l'Union. Pendant que le bizuth cherche à se mettre au parfum.

Les députés UDF sortant ont expliqué à un François Bayrou légèrement ébahi que, non seulement il n'est pas nécessaire de porter la cravate dans l'hémicycle de Strasbourg, mais qu'en outre il est permis d'y donner le sein à son nourrisson, depuis que l'Allemande Hiltrud Breyer a donné un jour l'exemple. Daniel Cohn-Bendit raconte devant ses collégiés Verts, en conférence de presse, quel souvenir ému il garde de cette élue féministe des Grünen allemands décrivant, dans le même hémicycle, la condition de femme, son « plaisir », mais aussi les affres de la « pénétration douloureuse ».

Parfois, certains bizuths se demandent s'ils ont vraiment envie de devenir pros.

Cécile Chambrault et Ariane Chemin

**DETAILLANT GROSSISTE**  
VEND AUX PARTICULIERS  
Remise sur Prix par chèque, carte bancaire  
**MATELAS & SOMMIERS**  
Tous dimanches - 10h à 18h  
SWISSFLUX - TRECA - EPEDA - SIMONS  
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC.  
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC  
Guir - Tissus - Alcantara  
Steiner - Coulon - Divan - Sautoir - Etc.  
Vente par téléphone possible  
Livraison gratuite sur toute la France  
**MOBECO**  
237, rue de Belleville PARIS 19E Téléphone  
01.42.08.71.00 - 717

le dernier  
à acheter  
France



Vous avez re



سكرا من الوطن

LE MONDE / VENDREDI 12 FÉVRIER 1999 / 7

(Publicité)

"Donnez-moi un dernier argument pour acheter des actions Air France."

Ouverture du capital

14 euros l'action,  
soit 91,83 francs.\*

Aujourd'hui, et jusqu'au 17 février, vous pouvez devenir actionnaire de la 4<sup>e</sup> compagnie mondiale pour les passagers internationaux(1). De la 2<sup>e</sup> compagnie européenne pour le trafic long-courrier(2). D'un réseau de 223 escales couvrant 1 million de km dans 89 pays. D'une compagnie qui dispose à Roissy-Charles de Gaulle de la seule grande plate-forme européenne capable d'augmenter sa capacité d'accueil de 50%. D'une compagnie qui a restauré sa rentabilité, affichant l'an dernier un bénéfice de 1,9 milliard de francs (286 millions d'euros) et de 1,3 milliard de francs (204 millions d'euros) pour le premier semestre de l'exercice en cours. Si vous avez encore besoin d'un dernier argument, sachez enfin que vous bénéficierez d'une action gratuite pour 10 au bout de 18 mois, et que vous serez exonéré des droits de garde pendant cette même période. Voilà pourquoi nous pensons qu'investir dans Air France, c'est investir dans l'avenir. Voilà pourquoi nous pouvons dire que vous avez raison d'y croire.

Souscrivez dès maintenant auprès de votre intermédiaire financier. Pour toute information, n° vert 0 800 320 310. Internet : [www.airfrance.net](http://www.airfrance.net)

\* Ce prix est réservé aux souscripteurs particuliers : il comprend une réduction par rapport au prix fixé pour les investisseurs institutionnels. La souscription est effectuée sur la base du prix en euros. Le prix en francs est un arrondi ; il est communiqué à titre d'information.

Le prospectus définitif visé par la COB, composé du document de référence, de la note d'opération préliminaire et de la note d'opération définitive, est à votre disposition, sans frais, auprès des intermédiaires financiers et d'Air France.

(1) Source IATA (International Air Transport Association), classement 1997. (2) Source AEA (Association of European Airlines), classement 1998, en passagers kilomètres transportés.

AIR FRANCE

Vous avez raison d'y croire



## La droite cherche une position commune sur l'égalité hommes-femmes en politique

Le courant hostile à la parité se renforce parmi les intellectuelles

Le débat sur la parité – l'inscription dans la Constitution de la possibilité de faire des lois pour assurer l'égal accès des hommes et des femmes aux

fonctions politiques – continue au sein de la droite, partagée entre ses députés et ses sénateurs, lors d'un colloque organisé, jeudi 11 février,

au Sénat. Dans le même temps, le courant « universaliste », hostile à la parité, s'exprime davantage, en particulier dans la gauche intellectuelle.

« FEMMES EN MARCHÉ » au Sénat... Deux semaines après le démantèlement, par les sénateurs, du projet de loi constitutionnelle sur la « modernisation de la vie publique », organisé jeudi 11 février au Palais du Luxembourg, pourrait faire sourire. Mais le temps presse. Depuis le 26 janvier, sous la pression de l'Elysée, le président du Sénat, Christian Poncelet (RPR), se démène pour tenter de convaincre ses collègues de se rapprocher du projet initial du gouvernement, approuvé par le chef de l'Etat (Le Monde du 4 février).

Mercredi, la commission des lois de l'Assemblée nationale a voté le rétablissement du texte adopté en première lecture au Palais-Bourbon. Selon toute probabilité, les débats suivront cette position, en séance publique, le 16 février. En commission, Claude Gosselin (DL, Paris) a défendu en vain un amendement, co-signé par le président du groupe DL, José Rossi, visant à ce que seule une loi « organique » – nécessitant l'accord du Sénat lorsqu'elle lui est relative – puisse mettre en œuvre le principe de parité. Dominique Bussereau (DL, Charente-Maritime) a voté

contre le rétablissement du texte voté en première lecture. La balle revient donc dans le camp des sénateurs, en deuxième lecture, le 4 mars. M. Poncelet saisira-t-il l'occasion de son intervention au colloque organisé dans ses murs, jeudi soir, pour esquisser les bases d'un compromis avec les députés ? Acquis à la cause de la parité, ses hôtes attendaient de lui un geste significatif. « Femmes en marche », organisateur de cette réunion, est un collectif de onze associations de femmes engagées dans la « droite républicaine ». Parmi elles, Catherine Dumas, déléguée pour les femmes au sein de l'association des Amis de Jacques Chirac, s'est chargée d'organiser ce colloque prévu, selon elle, depuis le mois d'octobre.

Eue conseillère régionale d'Île-de-France en mars 1998 sur la liste conduite par Edouard Balladur, elle a convaincu l'ancien premier ministre d'y participer. M. Balladur devait aborder le sujet de la parité d'un autre thème touchant à la modernisation de la vie publique : réforme des institutions, décentralisation et structures administratives, simplification de la législation. L'ancien premier mi-

nistre qui, en 1995, avait préconisé l'instauration de quotas à titre provisoire, devait dire son soul de voir le Sénat et l'Assemblée parvenir à un compromis. Auparavant, Lucien Neuwirth aura rappelé, au cours de cette séance de rattrapage, son plein et entier accord avec le projet du gouvernement : héritier sénatorial de la cause des femmes, l'Élu RPR de la Loire confie que, le 26 janvier, il était retenu à Bruxelles par une réunion de la commission de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, présidée par la socialiste Yvette Roudy.

### « COMBAT D'ARRIÈRE-GARDE »

Ce colloque, au moment où la droite cherche le moyen de parvenir à une position commune entre ses députés – le texte avait été adopté à l'unanimité des présents, au Palais-Bourbon, le 15 décembre – et ses sénateurs, intervient alors que le courant « universaliste », hostile à l'idée même d'une parité inscrite dans la Constitution, se renforce. Robert Badinter, sénateur des Hauts-de-Seine, avait été seul, à gauche, à exprimer cette position, argumentée, par ailleurs, par son épouse,

Elisabeth Badinter. Or, Le Monde a publié, dans ses éditions du 11 février, les « points de vue », allant dans ce sens, d'Evelyn Pissier, d'Elisabeth Roudinesco et de Danièle Sallenave, auxquels s'ajoutent, dans L'Express (daté 11-17 février), les déclarations de plusieurs autres personnalités, telles que l'historienne Mona Ozouf, la mathématicienne Stella Baruk, Françoise Cachin, directrice des Musées de France, Patricia Barbi-zet, directrice générale d'Artemis, et la sociologue Irène Théry. « Nous sommes tous différents, mais, comme citoyens, nous sommes tous les mêmes », écrit, par exemple, la sociologue Dominique Schmauder.

Dans l'édition de La Lettre des femmes, bulletin de l'association chiraquienne Femmes pour la France, la présidente de celle-ci, Christine Mame, écrit : « Le projet sera probablement enterré. A moins que le président de la République (...) ne fasse comprendre aux sénateurs qu'il faut cesser ce combat d'arrière-garde, ou alors qu'il en appelle au peuple par référendum... »

J.-B. de M.

## Le gouvernement et les radiologues parviennent à un accord

La profession accepte un contrôle de ses dépenses

APRÈS six mois de conflit, le gouvernement et les radiologues ont conclu un accord, peut-être une paix durable. La ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, le secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, et le président de la Fédération nationale des médecins radiologues (FNMR), Jean-François Mazoyer, ont signé, mardi 9 février, un accord global, portant sur l'amélioration de la qualité des soins, le développement de la prévention et l'optimisation des dépenses. Ce dernier point est essentiel pour un secteur où M<sup>me</sup> Aubry avait constaté, en 1998, une dérive importante des dépenses, ce qui l'avait décidée, en août, à réduire brutalement de 13,5 % les tarifs de ces spécialistes.

Pour obtenir cet accord, les pouvoirs publics ont fait un geste significatif : ils ont relevé la valeur de leur lettre-clé (« Z1 »), qui passera de 9,47 francs à 10,60 francs à compter du 25 février, sans pour autant la ramener à sa valeur initiale de juillet 1998 (10,95 francs). Les radiologues ont accepté que, conformément à la loi de financement de la « Sécu » pour 1999, un bilan de leur activité soit réalisé quand les données des quatre premiers mois de l'année (jusqu'à fin avril), puis des huit premiers mois (jusqu'à fin août), seront disponibles. Un suivi mensuel de leur activité est même prévu.

### CRÉATION D'UN OBSERVATOIRE

En cas de dérapage, précise le protocole, « la valeur du Z1 sera alors éventuellement modifiée [à la baisse] pour garantir une évolution globale des dépenses de radiologie, sur 1998 et 1999, conforme aux objectifs fixés pour les honoraires des spécialistes sur ces deux années ». Les radiologues acceptent ainsi ce que les autres spécialistes refusent encore : un accord prix-volume autorisant l'Etat à réduire la valeur de leurs actes – et donc leurs revenus – si la progression de leur activité est médicalement injustifiée. Un « observatoire de la radiologie » sera créé (autoévaluation, études épidémiologiques, « références de bonne pratique »).

En outre, l'Etat, les caisses et les radiologues mettront en place une instance de concertation pour rendre plus efficace l'extension du dépistage du cancer du sein et améliorer le suivi des femmes dépistées. Les pouvoirs publics comme les professionnels souhaitent aussi un développement du contrôle technique des appareils de radiologie et d'échographie. Après concertation, un décret sera pris, avec effet au second semestre 1999, les signataires souhaitant qu'« une attention particulière soit portée à la maîtrise et à la réduction des doses délivrées aux patients et aux opéra-

teurs en imagerie médicale » lors des examens.

Enfin, alors que le programme Sesam-Vitale (transmission électronique des données entre les professionnels de santé et les caisses) connaît des débuts pour le moins poussifs, la Fédération des radiologues « s'engage à favoriser activement » le développement de la télétransmission des feuilles de soins des cabinets vers les organismes de Sécurité sociale. Conscient des particularismes de cette profession, M<sup>me</sup> Aubry va confier à une personnalité qualifiée « une mission de réflexion » sur l'avenir de l'imagerie médicale (libérale et hospitalière).

### Des revenus qui varient du simple au triple

Le revenu libéral moyen des médecins (hors débutants et fins de carrière) variait, en 1997, du simple au triple, indique la DRESS, la nouvelle direction de la recherche et des études du ministère de la solidarité. Après charges et avant impôt, les radiologues touchaient 942 000 francs/an (près de 143 600 euros) et les chirurgiens 722 000 francs. Venaient ensuite les ophtalmologues (557 000 francs), les cardiologues (547 000 francs) et les stomatologues (521 000 francs). Les « gastro » avaient 471 000 francs, les ORL 461 000 francs, les gynécologues 445 000 francs, les pneumologues 427 000 francs. Enfin, pédiatres, généralistes et psychiatres ga-gnaient respectivement 329 000 francs, 337 000 francs et 335 000 francs. Ces revenus se sont accrues depuis le début des années 90, mais la progression s'est ralentie dans la plupart des cas, sauf pour les radiologues : plus faible au début des années 90, la hausse de leurs revenus s'est accélérée ensuite, notamment en raison du développement des examens coûteux.

« Cet accord améliorera de manière significative la situation de nombreux cabinets confrontés à de très sérieuses difficultés économiques », s'est réjoui, mercredi, la FNMR. Les radiologues cherchent depuis des années un accord avec les pouvoirs publics. Médecins libéraux, mais aussi patrons de PME qui ont à gérer du personnel et des investissements parfois lourds, ils ont besoin d'une visibilité économique qu'ils ne peuvent avoir s'ils sont en conflit permanent avec l'Etat ou les caisses d'assurance-maladie.

Jean-Michel Bezat

## Les députés communistes veulent préserver le monopole d'EDF

AU GOUVERNEMENT, nul ne prend la menace à la légère. Dans une déclaration rendue publique mercredi 10 février, les députés communistes se disent prêts à voter contre le projet de loi ouvrant le secteur de l'électricité à la concurrence. Ce texte, dont l'Assemblée nationale doit débattre le 16 février, vise à transposer dans le droit français une directive européenne déjà ancienne (Le Monde du 15 janvier). Acceptée dans son principe par le gouvernement d'Alain Juppé, le 19 décembre 1996, elle organise la fin du monopole d'Electricité de France (EDF) dans l'Hexagone, en permettant notamment aux plus gros consommateurs d'électricité de s'approvisionner auprès des fournisseurs de leur choix.

Par peur des résistances au sein de l'entreprise publique, rien n'avait été fait pour inscrire cette directive dans l'ordre juridique national. Le temps presse : l'article 27 de la directive prévoit que, faute d'aménagements particuliers, elle sera intégralement applicable dans les pays de l'Union à partir du 19 février 1999, sans respect des particularités ou traditions locales. Désireux de préserver les missions de service public d'EDF, le gouvernement de Lionel Jospin a donc décidé de bâtir un projet de loi dont chacun sait, depuis le début, qu'il

risque de mettre à mal la cohésion majoritaire.

A l'approche du but, c'est donc le scénario-catastrophe qui se profile. « En l'état, lit-on dans la déclaration des députés communistes, ce texte est inacceptable car, d'une part, il ne prend pas suffisamment en compte (...) les exigences du service public de l'électricité et, d'autre part,

Pour éviter cette extrémité, Alain Bocquet, président du groupe communiste, suggère donc de différer le débat. « Nous demandons que cette directive soit renégociée », a-t-il expliqué mercredi. Nous demandons le report de la discussion de ce texte et nous demandons une grande consultation des salariés d'EDF-GDF et des usagers avant de

### Mécontentement croissant sur l'intercommunalité

La grogne croissante des députés communistes à l'égard du projet de loi sur l'intercommunalité rend le gouvernement perplexé. Le principe de coopération intercommunale heurte déjà un certain nombre d'élus PCF. Le 9 février, l'adoption d'un amendement qui marque un premier pas vers l'élection au suffrage universel des conseils de communautés urbaines (Le Monde du 11 février) a été la goutte d'eau qui fait déborder le vase, comme l'a indiqué Alain Bocquet, président du groupe communiste de l'Assemblée, à Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, mercredi 10 février. En qualifiant la disposition sur le suffrage universel de « bonne idée », mercredi, sur la radio bordelaise Wlt FM, Alain Juppé, président de la communauté urbaine de Bordeaux, a aussi agi en porte-parole de Jacques Chirac. Matignon en est conscient... et les communistes aussi : retirer l'amendement ferait paraître Lionel Jospin moins « moderne » que M. Chirac. Les députés PCF vont donc essayer de faire pression sur le volet fiscal du texte.

Il va favoriser les intérêts privés au détriment de l'intérêt général. Si, lors de la discussion publique, les élus PCF mêlent leurs voix à ceux de l'UDF et du RPR, eux aussi critiques, le gouvernement risque d'être mis en minorité.

prendre toute décision. » Pour l'instant, le gouvernement refuse d'accéder à la demande du député du Nord. La discussion reste fixée au 16 février. D'ici là, dans les couloirs, les négociateurs tenteront de trouver un compromis.

Cette position s'appuie sur la menace de représailles qu'agit la Commission européenne en cas de non-transposition rapide de la directive. « Elle pourrait engager une procédure de "manquement" », a expliqué Christian Bataille (PS),

rapporteur du projet de loi, devant la commission de la production et des échanges, le 28 janvier. Sur-tout, les responsables gouvernementaux ont la désagréable impression d'être victimes, dans cette affaire, de débats internes au PCF. Fin janvier, Christian Piret, secrétaire d'Etat à l'Industrie, avait longuement négocié avec André Lalot (PCF), président de la commission de la production et des échanges, quelques amendements susceptibles de calmer la grogne des députés communistes. Robert Hue lui-même, sondé par divers responsables socialistes, avait paru très conciliant.

Lorsque M. Jospin avait fait le point sur ce dossier, le 2 février, lors du petit-déjeuner hebdomadaire des responsables socialistes à Matignon, ses interlocuteurs l'avaient tous rassuré. Changement de ton une semaine plus tard : le 9 février, Daniel Vaillant, ministre chargé des relations avec le Parlement, et Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée, ont tout deux fait part de l'hostilité des députés communistes à ce projet de loi. C'est qu'entre-temps M. Bocquet était entré dans la danse et avait remis en question les équilibres patiemment négociés.

D'où la volonté gouvernementale de s'en tenir au calendrier initial, en espérant qu'une fois de plus les communistes finiront par camoufler leurs désaccords sous le manteau de l'abstention.

Jean-Michel Aphatie et Jean-Baptiste de Montvalon

### CORRESPONDANCE

## Une lettre de Jean-Pierre Chevènement

À la suite de la chronique parue dans la page « Kiosque » de nos éditions du 9 février, nous avons reçu de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, la lettre suivante :

Dans un billet d'humeur intitulé « M. Chevènement et l'éthique », Alain Rollat m'attribue, dans Le Monde du 9 février, l'épithète outragante de « xénophobe ». Invité au journal de France 3, dimanche 7 février, j'ai été amené à commenter un reportage (annoncé à mon insu par la chaîne pour la promotion de l'émission) décrivant l'action des pouvoirs publics comme celle d'un Etat policier. Il eût été inconcevable qu'un ministre de l'Intérieur placé dans cette situation ne rappelle pas aux téléspectateurs les dizaines d'assassinats et la dérive quasi mafieuse dont les deux départements de la Corse sont les victimes depuis des années.

Ces éléments ne figurant pas dans le reportage de France 3, il m'a semblé indispensable de rappeler à cette chaîne de service public l'éthique professionnelle qui doit prendre en compte une pré-

sentation équilibrée de faits particulièrement graves. J'ajoute que la même éthique me semble devoir s'appliquer à tous les médias concernant l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac.

C'est dans ce contexte que j'ai indiqué également mon sentiment sur le rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme rédigé par un avocat italien et par un avocat britannique qui assombrissent la situation de la Corse à celle de l'Irlande du Nord. Ne pouvant développer en quelques minutes des explications détaillées sur le contenu d'un tel rapport, j'ai effectivement précisé qu'il provenait d'avocats étrangers n'ayant consacré que fort peu de temps à l'examen de la situation née des attentats terroristes en Corse.

Le français étant une langue qui devrait nous demeurer commune, je serais heureux qu'Alain Rollat consente à réviser le qualificatif de « xénophobe ». Il me semble que défendre l'intérêt du pays – ce que je n'ose plus appeler l'intérêt national – contre une violence fanatique ne devrait pas être assimilé à de la xénophobie.

### GROUPEMENT DES INTELLECTUELS AVEUGLES OU AMBLYOPES (Association reconnue d'utilité publique)

#### PROPOSE À TOUTE PERSONNE MALVOYANTE :

- Des ouvrages Braille ou sonores (20 000 ouvrages, 86 périodiques enregistrés à la demande).
- Des cours de réadaptation (Braille, bureautique, locomotion...).
- Des sports et loisirs (natation, danse, escrime, sorties culturelles, voyages touristiques d'été...).

#### ET PROPOSE AUX VOYANTS :

- D'enregistrer des ouvrages sur cassettes
- De faire de la lecture à domicile
- D'aider les services du siège pour l'accueil des usagers, les travaux de bibliothèques et la gestion bureautique.

Aidez-nous par votre temps, vos dons !  
G.I.A.A.  
5, avenue Daniel-Lesueur 75007 Paris  
Tél. : 01-47-34-30-00

## Le Sénat crée un délit de conduite sous l'empire de stupéfiants

LE PROJET de loi sur la sécurité routière a été adopté en deuxième lecture par le Sénat, à l'unanimité, mercredi 10 février. Ce texte qui instaure, notamment, un délit d'excès de vitesse, avait été adopté par l'Assemblée, en première lecture, le 10 décembre 1998. Les sénateurs ont supprimé les articles prévoyant un contrôle des infrastructures routières ainsi qu'une formation pour les conducteurs de « voitures » sans permis (Le Monde du 10 février). Les sénateurs ont aussi voté un amendement qui fait de la conduite « sous l'empire » de stupéfiants, en cas d'accident corporel, un délit passible de deux ans de prison et de 30 000 francs d'amende, au même titre que la conduite sous l'empire de l'alcool.

### DÉPÊCHES

■ FRONT NATIONAL : le tribunal de grande instance de Nanterre a nommé, mercredi 10 février, un administrateur judiciaire pour gérer, jusqu'au 30 septembre 1999, la société civile immobilière (SCI) Clergerie Hugo, propriétaire du siège du Front national à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). Le tribunal avait été saisi en référé par le FN de Jean-Marie Le Pen, actionnaire majoritaire de la SCI, pour qu'il nomme un administrateur en remplacement de l'ancien gérant, Serge Martinez, exclu du FN et aujourd'hui secrétaire général du FN-Mouvement national, le parti de Bruno Mégret.

■ PARTI SOCIALISTE : Alain Claeys, chargé de la coordination et de la trésorerie au secrétariat national du PS, a été nommé, mardi 9 février, directeur de campagne pour les élections européennes du PS. En annonçant cette décision, François Hollande, premier secrétaire du PS, a précisé que, pendant la campagne électorale, le secrétariat national chargé assurerait la direction de la campagne et que le bureau national jouerait le rôle de comité de campagne. Une convention extraordinaire, au cours de laquelle sera ratifiée la liste socialiste, lancera officiellement la campagne le 10 avril.





## Société Générale et Paribas unissent leurs forces et créent **SG PARIBAS**

Madame, Monsieur

Société Générale et Paribas ont décidé de se rapprocher afin de donner naissance à une nouvelle banque européenne d'envergure mondiale, SG PARIBAS.

Ce rapprochement constitue un événement majeur dans l'histoire de deux banques parmi les plus anciennes d'Europe. Il marque une étape importante dans l'adaptation du paysage bancaire européen. La complémentarité des activités et des réseaux ainsi que notre communauté de vue et d'ambition placent cette opération dans des conditions particulièrement favorables.

Quelques jours après l'arrivée de l'euro créant un marché unifié de 300 millions de personnes, SG PARIBAS, puissante et diversifiée, devient un acteur leader sur ses métiers.

Forte de près de 80 000 collaborateurs, SG PARIBAS sera la 1<sup>re</sup> banque française et la 4<sup>ème</sup> banque mondiale par le total de ses fonds propres. Au service de 10 millions de clients, elle est leader européen des services financiers spécialisés et présente dans 80 pays. Dans plusieurs activités, elle se classera parmi les 5 premières banques d'investissement dans le monde, elle détiendra le plus important portefeuille européen de participations et gèrera plus de 200 milliards d'euros d'actifs.

Cette union conforte notre objectif commun de rentabilité nette sur fonds propres de 15 % à l'horizon 2000.

SG PARIBAS créera de la valeur pour les clients, pour les salariés et pour les actionnaires de Société Générale et de Paribas.

SG PARIBAS disposera de tous les atouts et de l'élan nécessaire pour réussir.

**Daniel Bournon**  
Président-Directeur Général de la Société Générale

**André Lévy-Lang**  
Président du Directoire de Paribas



# PROCÈS DU SANG CONTAMINÉ

LE MONDE / VENDREDI 12 FÉVRIER 1999

## M. Hervé et M<sup>me</sup> Dufoix réfutent l'accusation de « dysfonctionnement gouvernemental »

Au cours de la deuxième journée d'audience, l'avocat général et le procureur général ont fustigé l'organisation des ministères concernés par l'affaire du sang contaminé. Très confus, les débats ont souffert de l'absence de chronologie et de découpage thématique

LA COUR DE JUSTICE de la République est-elle faite pour comprendre l'affaire du sang contaminé ? Au deuxième jour du procès, mercredi 10 février, le président Christian Le Guehec n'a pas eu le temps de poser cinq questions, sur le fond du dossier, qu'on est déjà interloqué. Le juge, chargé de conduire l'audience, n'a prévu aucun récit, aucune charpente, aucune chronologie. Où sont la pédagogie et la clarté ? Pêle-mêle, cinq heures durant, une masse de questions désarticulées vont tomber sur Edmond Hervé, l'ancien secrétaire d'Etat à la Santé, puis pendant un peu plus de deux heures, en fin de journée, sur Georgina Dufoix, ancienne ministre des affaires sociales et de la solidarité. Un fourre-tout pour procès d'initiés.

A la logique d'un découpage par dossiers - sélection chez les donneurs de sang, dépistage systématique, chauffage des produits antihépatophiliques -, le président a préféré l'interrogatoire successif des prévenus. Il pose deux ou trois petites questions de son cru, puis, tel Monsieur Loyal, lit les interrogatoires qu'ont glissés vers lui chacun des membres de la cour, sur de grandes feuilles de papier. La procédure étant calquée sur celle d'un tribunal correctionnel, les quinze juges, qui ont reçu trois CD-ROM compilant les milliers de cotes, sont censés connaître le dossier. Mais au rang de cette justice d'exception, où est l'éclatante et publique recherche de la vérité ?

### « TOUT EN TEMPS RÉEL »

Qu'importe. « Surréaliste », la justice est en marche. Edmond Hervé, masqué de fer, toujours aussi tribun, saisi les premiers mots de son interrogatoire pour dire d'abord combien il fut, en ces années 1983-1985, lui, l'élu breton qu'on a dit « apathique », au contraire « un acteur gouvernemental présent, actif et sérieux ». « J'arrivais [au ministère] le mardi matin et je partais le vendredi soir. Mes journées de travail étaient excellentes garnies. » Puis il décline sa vie de ministre. « J'ai l'habitude de travailler en équipe et de faire confiance. » Délégation de pouvoir, délégation de signature. « Dans un domaine aussi spécialisé, vous sentez-vous compétent ? », demande le président. « J'avais un devoir d'exercice de responsabilité politique. Sinon, il y avait des directions techniques avec des spécialistes et des commissions qui m'informaient, comme la commission consultative de la transfusion sanguine, majoritairement composée de médecins. »

L'expert et le politique, au cœur du procès. Mais le président aborde curieusement le dossier par une réunion du Conseil de l'Europe de 1983, rarement évoquée, pour mettre en doute la vi-



LES PRÉVENUS

gillance des pouvoirs publics, à cette date, quant aux risques de transmission du sida par voie sanguine. « Mais ça a fait tilt en temps réel ! », proteste Edmond Hervé. Et de citer la circulaire du 20 juin 1983, signée du directeur général de la santé (DGS), le professeur Roux, enjoignant aux centres de transfusion d'écartier les sujets « à risque » des dons du sang. « C'est un acte fondamental, qui prouve que j'ai pris mes responsabilités ! », clame Edmond Hervé, mâchoires crispées.

Verbe sec, il explique pourquoi cette circulaire fut si mal appliquée : « On a crié à l'exclusion, on nous a traités de liberticides ! Et dans le milieu médical, on se méfie de l'Etat, de l'autorité publique, des ministres. » Devant l'aggravation de la situation, une nouvelle circulaire sera publiée en janvier 1985. Le président observe qu'entre-temps, le 13 janvier 1984, une circulaire de l'adminis-

tration pénitentiaire encourageait, à contre-courant des dispositions sanitaires, les collectes dans les prisons. Edmond Hervé coupe : « Je n'ai pas été informé de cette circulaire. » « Bon... Nous allons passer à autre chose », conclut le président. Un ange passe. Une question d'un juge ramènera un instant, mais un instant seulement, l'attention sur le sujet. Et puis plus rien. Rien sur la « spécificité française » de l'affaire du sang contaminé : ces collectes en milieu pénitentiaire, associées aux collectes de rue, responsables de 40 % des contaminations pour la seule année 1985.

### QUESTIONS SANS ORDRE

Et les questions tombent. Sans ordre. Au risque des amalgames, de l'anachronisme... et de la langue de bois. Le chauffage des produits antihépatophiliques qui aurait été mis en œuvre trop

tard ? « La question n'a jamais fait l'objet de débats entre moi-même et mes collaborateurs. » « C'était une question technique. » « Il y avait des incertitudes. » La décision de laisser sur le marché jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1985 des produits non chauffés ? « Cette décision résultait d'un consensus. » « Je n'ai jamais donné d'ordres pour écarter les stocks ! » Le dépistage ? « La France, grâce à M. le premier ministre [Roger Fabius], est allée très vite en matière de dépistage. Je ne connais pas de décision qui ait été aussi vite. » Le favoritisme envers Pasteur ? « C'est faux ! » (vives réactions de victimes). Et d'enchaîner sur une série de pièces, provenant de l'instruction de la juge d'instruction Marie-Odile Bertelli-Geffroy et versées tardivement aux débats de la Cour de justice. Selon ces pièces, le test américain Abbott, en concurrence avec le test

français, n'était en réalité pas fiable au moment où la firme américaine annonçait pouvoir le diffuser massivement en France. « Il nous a été fait un faux procès ! Et c'est au nom de la santé publique que je m'exprime. »

Un brin bafouillant, le président Le Guehec rappelle cependant qu'en droit seule l'intention compte. Qu'Abbott ait été ou non en mesure de fournir le marché français importe peu, puisque ce fait n'a été su que plus tard. Or, sur le terrain de l'intention, il énumère des lettres dilatoires visant à retarder l'enregistrement du test américain au Laboratoire national de la santé (LNS). « Je ne connaissais pas ces discussions, mais j'assume », répond Edmond Hervé, qui fait remarquer qu'Abbott n'a jamais protesté.

Longueusement, l'ancien secrétaire d'Etat insiste sur la nécessité, selon lui, qu'il y avait d'évaluer les tests avant de les généraliser. Ce qui aurait fait reculer la mise en œuvre du dépistage. « J'ai des considérations financières n'ont bloqué des décisions d'importance », assure le maire de Rennes. Mais, fait observer le président, au cours de la réunion interministérielle du 9 mai conduite à Matignon, où il est décidé de retarder « encore quelque temps le test Abbott », « on ne parle pas de la fiabilité des tests, il semble que la décision soit économique. C'est très curieux. »

Souhaitiez-vous annoncer le dépistage le 22 mai 1985 au congrès d'hématologie de Bordeaux [soit quatre semaines avant l'annonce de Laurent Fabius à l'Assemblée nationale] ? lui demande-t-on enfin. « Je souhaitais annoncer une décision de principe. Le cabinet du premier ministre m'a dit que je ne le pouvais pas parce qu'un certain nombre de modalités financières n'étaient pas arrêtées et que les évaluations des tests étaient en cours. »

Et si M. Bernard Cahen, avocat de Georgina Dufoix, s'insurge contre l'arrêt de renvoi de la commission d'instruction, au motif que celui-ci a tronqué la déclaration d'un témoin, Roger Lucas pointe le nez, quand le président n'a pas fini de s'étonner. « La citation est complète dans le réquisitoire, dit l'avocat général. Page 360. » Quelle page, dit-on ? « Ainsi, quand il s'agit de la déclaration d'un témoin, Roger Lucas pointe le nez, quand le président n'a pas fini de s'étonner. »

« La citation est complète dans le réquisitoire, dit l'avocat général. Page 360. » Quelle page, dit-on ? « Ainsi, quand il s'agit de la déclaration d'un témoin, Roger Lucas pointe le nez, quand le président n'a pas fini de s'étonner. »

J.-M. Dy

Sur ce, le calme et l'apparente sérénité de Georgina Dufoix viennent trancher sur la longue déposition acérée d'Edmond Hervé. A sa gauche, Laurent Fabius est toujours impassible. Ministre des affaires sociales, Georgina Dufoix disposait sous sa tutelle de trois secrétariats d'Etat : la santé, les personnes âgées et les rapatriés. Elle assurait également les fonctions de porte-parole du gouvernement. Par choix, son propre cabinet ne comportait aucun médecin. Et, à l'entendre, le secrétariat d'Etat à la santé semblait jouir, pour son fonctionnement, d'une large autonomie, les échanges n'ayant lieu qu'en cas de besoin de financements. Or, « par décret, le secrétariat d'Etat était clairement placé sous son autorité », rappelle le procureur général Jean-François Burgelin, qui voit dans cette autonomie de fait « une manifestation du dysfonctionnement gouvernemental ».

### PAS « CE SENTIMENT D'ALERTE »

Du sida, Georgina Dufoix se souvient d'une inquiétude. Mais pas de « ce sentiment d'alerte que suggèrent [les] questions ». Cependant, elle ajoute : « Nous voulions aller très vite. Nous nous posions la question de savoir comment écartier de la collecte des sangs positifs et nous avions peur de manquer de sang. » Aussi tire-t-elle de la chronologie sa conviction que la procédure a été rapide, entre le 9 mai 1985 (réunion interministérielle à Matignon) et le 1<sup>er</sup> août (mise en œuvre du dépistage obligatoire), compte tenu des usages de l'administration, et que l'on « on était dans le brouillard des connaissances ». « J'estime que le premier ministre a mis en application les principes de précaution », dit-elle encore. L'avocat général Roger Lucas tempère aussitôt sa vision et prend date : quid du rappel des transfusés ? De l'utilisation de produits chauffés ? Du remboursement des tests par la Sécurité sociale ?

Haussant le ton, amer, le représentant du parquet s'en est pris juste avant au fonctionnement des ministères : « Nous voyons qu'il y a eu un grand nombre de lettres et d'échanges... Et aussi bien M. Hervé que vous, vous nous dites que vous n'en avez pas eu connaissance, que vous avez su ultérieurement ou que vous l'avez appris pendant l'instruction. Les citoyens français élisent un président de la République, qui nomme un premier ministre, qui forme un gouvernement. Ils croient qu'ils sont dirigés par des gens investis personnellement. Et en fait, ils sont gouvernés par des gens irresponsables [les membres des cabinets] qui font des choses que les ministres ignorent. »

Jean-Michel Dumay  
Dessin : Noëlle Herrenschildt

### INSTANTANÉ

#### ROGER LUCAS, VRAI MENEUR DU DÉBAT

Sans cette silhouette et cette voix un peu sèches, à l'extrême gauche de la salle, que serait devenu le procès ? Dans l'ombre du procureur général Jean-François Burgelin, l'avocat général Roger Lucas pose une, puis deux, puis trois questions. A la fin de la deuxième journée, il est maintenant le vrai meneur du débat. Etrange déplacement du centre de gravité de l'audience. Aux bégaitements, gaffes et approximations du président Le Guehec s'opposent les incisives de cet homme de dossier, tranchantes, précises, documentées, à l'image

d'une parfaite connaissance du sujet.

Sensiblement, Roger Lucas modifie l'image passive que pouvait laisser envisager les deux réquisitoires de non-fieu prononcés en faveur des ministres, par le parquet général, en mars 1987 et juin 1985, même s'ils n'étaient déjà pas tendres pour les ministres. Il est donc, pour cette deuxième journée, un accusateur qui peut aussi accuser.

Edmond Hervé dit n'avoir pas été saisi du chauffage des dérivés sanguins antihépatophiliques ? Le représentant du parquet assigne une série de lettres et de documents adressés à l'encontre du ministre. Celui-ci dit avoir trouvé un élément « en regardant le dossier d'instruction » ? « Ça démontre des défai-

lances dans l'articulation des responsabilités ». Il affirme, en outre, qu'on ne pouvait généraliser plus tôt le dépistage ? L'avocat général, chiffres à l'appui, démontre que Pasteur pouvait, dès avril 1985, alimenter un dépistage partiel, « ciblé » sur des personnes « à risque ». « C'était contraire au principe d'éthique et d'égalité auquel je crois », répond l'ancien secrétaire d'Etat sous les huées de victimes.

Soulignant enfin, par son travail, la fragile conduite d'audience du président, Roger Lucas se saisit du luxe de rabrouer celui-ci sur des points de b. a. ba. Lorsque le président de la Cour de justice s'égare à parler une énième fois dans la journée du « sang chauffé », agacé, l'avocat général lui rappelle l'improprié-

## De juin 1983 à juin 1985, une série de textes officiels peu ou mal appliqués

PARMI les dizaines de documents - circulaires, notes, arrêtés - évoqués en vrac au cours de l'audience du 10 février, plusieurs, parmi les plus essentiels, ont été peu ou mal appliqués.

● La circulaire du 20 juin 1983 « relative à la prévention de l'éventuelle transmission du syndrome d'immunodépression acquise (sida) par la transfusion ».

Adressée par le directeur général de la santé, Jacques Roux, aux préfets, elle précise que le sida représente « un risque nouveau et grave pour la santé qui pourrait être dû à un agent infectieux dont la transmission par le sang et les produits dérivés du sang a pu être suspectée mais non établie ».

Annexées à la circulaire, des « instructions aux établissements de transfusion sanguine » précisaient un certain nombre de recommandations du secrétariat d'Etat chargé de la santé. Parmi celles-ci : « la recherche de signes cliniques suspects » chez les donneurs. Et « l'identification des personnes appartenant aux popula-

tions à risque : les personnes homosexuelles ou bisexuelles ayant des partenaires multiples ; les utilisateurs de drogues injectables par voie intraveineuse ; les personnes originaires d'Haïti et d'Afrique équatoriale ; les partenaires sexuels (femmes ou hommes) des personnes appartenant à ces catégories ».

« En cas de simple appartenance à une de ces populations considérées comme à risque, demandait la circulaire aux médecins chargés de la collecte, le don du sang sera réservé à la préparation de plasma destiné au fractionnement, à l'exclusion de toute préparation de produits de coagulation. »

● La lettre adressée le 16 janvier 1985 par le directeur général de la santé, Jacques Roux, aux directeurs de centres et postes de transfusion sanguine. Indiquant que les dispositions de la circulaire du 20 juin 1983 ont été « peu appliquées », et que les « incertitudes » liées à l'éventuelle transmission du virus par la transfusion sanguine « sont partiellement levées », il écrit : « Il convient

dans l'immédiat d'appliquer strictement les instructions de la circulaire de 1983 (...) La responsabilité des établissements de transfusion sanguine qui n'appliqueraient pas les mesures de prévention recommandées pourrait être mise en cause. »

● La note adressée le 10 mai 1985 au docteur Claude Weisselberg, conseiller au cabinet de Edmond Hervé, par Marie-Thérèse Pierre, sous-directrice à la direction générale de la santé.

Qualifiée, lors de l'audience du 10 février, de « note d'attente » par M. Hervé, ce document traite à la fois du « dépistage des donneurs anti-LAV » et du « chauffage des fractions coagulantes ». Sur ce dernier point, M. Pierre écrit : « La fréquence des anticorps anti-LAV indiquant la présence du virus est d'environ 50 % chez les 4 000 hémophiles français. On peut estimer la progression annuelle de la contamination à 10 %, 20 % (...). Parallèlement au dépistage systématique, et peut-être de façon plus urgente, il devient nécessaire que les centres de transfusion sanguine

français proposent aux hémophiles des produits où le virus a été inactivé. »

Elle ajoute que le ministère de la santé devra prendre position sur les différentes mesures qu'elle propose dès qu'il sera en possession d'un rapport sur le « Sida et la transfusion sanguine » et qu'il connaîtra la position d'un comité européen d'experts en transfusion sanguine et immuno-hématologie devant se réunir le 28 mai 1985 à Manchester.

● Le rapport « Sida et transfusion sanguine » remis au gouvernement le 30 mai 1985 par la Société nationale de transfusion sanguine.

Indiquant que face à l'extension de l'épidémie de sida, « des décisions s'imposent d'urgence », ce document, dont le contenu est révélé par Le Monde (daté 23-24 juin 1985), précise qu'il « est souhaitable que la préparation des stocks [de plasma constitués avant l'application du dépistage systématique] soit dès maintenant freinée (...) ». En second lieu, il est souhaitable de bloquer les produits

restant en stock à cette date, en attendant la vérification de l'absence d'anti-LAV sur un échantillon de chaque pool. Les auteurs du rapport demandent que les dérivés plasmatiques fassent l'objet d'un traitement d'inactivation du virus LAV (en particulier par chauffage du plasma). « Il s'agit là, insistent-ils, d'un objectif prioritaire à atteindre dans les délais les plus courts. »

● La note adressée le 11 juin 1985 par Jacques Roux à Claude Weisselberg.

Favorable à la mise en place du dépistage systématique « des anticorps anti-LAV sur chaque prélèvement de sang », le directeur général de la santé écrit que ce dépistage ne « doit pas constituer un acte réservé pour éviter que les populations à risque affluent dans les établissements de transfusion. Les laboratoires de biologie médicale doivent donc être en mesure d'effectuer ce test (...). Une structure de soin pour accueillir les personnes positives devra être mise en place. » Il ajoute que l'inactivation du virus par la chaleur appa-

rait « une nécessité urgente ». Une semaine plus tard, Laurent Fabius annonçait à l'Assemblée nationale sa décision de rendre « obligatoire » le test de dépistage du sida « pour tous les donneurs de sang ».

Le 23 juillet était publié au Journal officiel un arrêté relatif « au tarif de cession des produits sanguins » précisant que les dérivés sanguins non chauffés « ne seront plus pris en charge par les organismes d'assurance-maladie lorsqu'ils auront été prescrits après la date du 1<sup>er</sup> octobre 1985 ». De fait, cet arrêté, signé par les directeurs de cabinet de M<sup>me</sup> Dufoix et de M. Hervé, autorisera implicitement la distribution de produits non-chauffés, potentiellement contaminés. Plusieurs mois auparavant, le 12 mars 1985, le professeur Roux avait reçu une note l'informant de la probabilité que « tous les produits sanguins préparés à partir de pools de donneurs parisiens sont actuellement contaminés ».

Franck Nouchi

Un millier d'établissements



# SOCIÉTÉ

MONDE / VENDREDI 12 JANVIER 1999

**ÉDUCATION** La ministre déléguée aux enseignements scolaires, Ségolène Royal, a présenté, jeudi 11 février, la nouvelle carte des zones d'éducation prioritaires (ZEP). Long-

temps retardée pour des raisons politiques, cette carte traduit par une augmentation du nombre d'établissements. C'est la redistribution traduite par la « sor-

tie » de ZEP de 640 établissements à l'entrée de 1 613 autres. Les élèves concernés seront au nombre de 1 380 000 (11,2 % de la population scolaire). Les ZEP d'éduca-

tion prioritaires, créées en 1981 pour compenser les inégalités sociales, bénéficient de moyens pédagogiques supplémentaires; les enseignants y perçoivent une prime

spécifique. LA FOCALISATION de la gestion des ZEP sur la question des moyens matériels et non sur les contenus pédagogiques a été critiquée par le sociologue Jean-Yves Rochex.

## Un millier d'établissements supplémentaires entrent dans les ZEP

Ségolène Royal a achevé la redéfinition de la carte des zones d'éducation prioritaire, qui se traduit par quelques « sorties » d'établissements du dispositif et un grand nombre d'« entrées ». La ministre envisage de donner le choix aux personnels des ZEP entre prime et avantages de carrière

L'EXERCICE « délicat » que constituait, selon Ségolène Royal, la révision de la carte des zones d'éducation prioritaires (ZEP) est terminé: surprise, les ZEP prennent de l'ampleur. La ministre déléguée aux enseignements scolaires a présenté, jeudi 11 février, la nouvelle carte des ZEP. L'état d'un « postif » 977 établissements scolaires supplémentaires: 825 écoles de plus, 142 collèges, 2 lycées et 8 lycées professionnels.

Dans la nouvelle géographie de l'éducation prioritaire, 600 enseignants au lieu de 81 000 touchent l'indemnité de sujétions spéciales de 6 millions par an (1 045,9 euros). La prime des directeurs d'école est augmentée de 20 %, celle des chefs d'établissement de 10 %. Leur rémunération majorée en fonction de la taille du lycée ou du collège. Les instituteurs des ZEP bénéficieront d'un « avantage relatif » pour devenir professeurs des écoles. Le passage des ZEP à la carte des lycées et collèges a entraîné des demandes de mutation des professeurs du second degré. A Paris, s'ajoutent 15 millions de francs (15 millions d'euros) au cré-

dit pédagogique supplémentaire. L'effort global en faveur des élèves des ZEP de réseaux d'éducation prioritaires (REP) est l'équivalent d'une année de scolarité supplémentaire pour les élèves qui comptent la carte obligatoire, souligne le ministère.

Ségolène Royal a rappelé que la nouvelle carte des ZEP était « l'aboutissement d'un long processus de deux années », jalonné par la loi d'Assises nationales des ZEP en 1998, la loi (Le Morvan) du 7-8 juin 1998, la loi pour la poursuite de la « relance » engagée alors. « Il ne faut pas oublier que la droite avait laissé les ZEP à l'abandon », a-t-elle souligné. « C'est la reconnaissance d'une situation de travail des enseignants et une reconnaissance de l'aggravation des difficultés ».

« Mais que le redécoupage ne s'est pas fait sans douleur. C'est pour éviter de gérer les crises que ne manqueraient pas de susciter les mutations des ZEP (et donc la perte de moyens affectés) que le ministère a précédemment refusé d'élaborer »

Le nombre d'établissements classés en ZEP augmente de 18 %				
RÉSEAUX D'ÉDUCATION PRIORITAIRE (REP) ET D'ÉDUCATION PRIORITAIRE (ZEP) EN FÉVRIER 1999	TOTAL REP	TOTAL ZEP	ÉTAIENT EN ZEP	ENTRENT EN ZEP
ÉCOLES	1 438	5 637	4 712	562
COLLÈGES	207	661	63	205
LYCÉES	9	30	32	1
LYCÉES PROFESSIONNELS	31	96	12	20

La nouvelle carte des ZEP concernera environ 1 380 000 élèves (11,2 % du total) au lieu de 1 180 000, et 98 600 enseignants au lieu de 81 000.

nouvelle géographie de l'éducation prioritaire. Les textes prévoient pourtant que celle-ci doit avoir lieu dans les trois ans. Les problèmes se cristallisent à Paris et dans la région parisienne, en particulier dans les zones de Versailles, où après des mouvements de grève et d'occupations d'établissements, la plupart d'entre eux a réussi à rester en ZEP.

« Ce n'est pas forcément facile de proposer une sortie de ZEP », dit Ségolène Royal, cela demande un

gros travail de conviction. L'important était de montrer que l'objectif, le terme, de sortie de ZEP, il n'y a pas de problème pour le ministère de faire face à la conjonction des enseignants, des parents d'élèves et des élus. Le label ZEP a pu être considéré comme « infamant » pendant des années, aujourd'hui synonyme de la reconnaissance, d'une difficulté financière, d'une difficulté.

**REVIREVEMENT CULTUREL.** Ce revirement culturel, même s'il doit être relativisé, a corsé l'élaboration de la nouvelle carte: les enseignants qui refusaient de sortir de ZEP ont été ajoutés à ceux qui réclamaient depuis des années le cor et le d'y entrer, la dernière datant de 1990. Le classement en ZEP n'a d'ailleurs pas apaisé les revendications de cer-

tains établissements, notamment dans les Hauts-de-Seine, lorsque ceux-ci ont découvert que leur dotation pour la rentrée était inférieure à celle des autres. Étiquetés « sensibles » depuis la dénomination par Jack Lang en 1981, les enseignants de ZEP ont 10 % de moyens en plus, ils imaginent le classement en ZEP comme un accroissement considérable leur dotation.

L'invention des réseaux d'éducation prioritaire (REP), dans lesquels les avantages des ZEP (crédits pédagogiques, heures de suppléments) sont maintenus, hormis la prime destinée aux enseignants, pour rendre moins douloureuse la sortie de ZEP, n'a pas non plus convaincu tout le monde. C'est pourtant le seul moyen, vendu au nom de la « mutualisation des ressources », que le ministère a imaginé pour

sortir du système relativement pervers des primes.

A l'avenir, c'est dans la direction que souhaite s'orienter Ségolène Royal. Les avantages de carrière proposés aux enseignants dans le plan « sont un premier pas », précise M<sup>me</sup> Royal. « Il faudra peut-être à l'avenir que les enseignants choisissent entre l'indemnité de sujétions spéciales, qu'ils perdent en quittant la ZEP ou une accélération de carrière bien formalisée. Les enseignants passés par les ZEP bénéficieraient ainsi d'un « acquis définitif ». Au-delà, la mise en œuvre de la loi doit donner du temps aux enseignants » confrontés aux difficultés, parfois explosives des ZEP. « C'est une aspiration profonde sur le terrain », ajoute M<sup>me</sup> Royal.

La politique des ZEP ne résume pas à l'élaboration d'une nouvelle carte: les grandes lignes de la politique ont été tracées dans la circulaire « la relance de l'action prioritaire » parue au Bulletin officiel du 11 janvier. Celle-ci explique le fonctionnement des réseaux d'éducation prioritaires: « Ce doit être le contrat de réussite », signé par les enseignants et leurs autorités académiques. Leur objectif premier est de « réaffirmer les exigences » [en matière de programmes] pour un égal accès de tous aux savoirs. Vaste ambition qu'il faut à faire vivre, ce qui sans doute le plus difficile.

B. G.

### Des ZEP aux réseaux d'éducation prioritaires (REP)

■ Les zones d'éducation prioritaire apparaissent dans une circulaire d'Alain Savary du 10 juillet. « Il s'agit, écrit le ministre de l'éducation nationale, de contribuer à corriger l'inégalité sociale par le renforcement sélectif de l'action éducative dans les zones où le taux d'échec scolaire est le plus élevé ».

■ 1983: première carte de zones regroupant 8,7 % des élèves du 1<sup>er</sup> degré, 10,6 % des collèges et

8 % des lycées d'enseignement professionnel.

■ 1991: Lionel Jospin, ministre de l'éducation, crée l'indemnité de « sujétion spéciale » (2 millions par an) pour les enseignants en ZEP (qui passe à 6200 millions en 1992). Le nombre des zones passe à 544 (11,4 % de la population scolaire).

■ 1992: Jack Lang crée le label « établissements sensibles » pour 167 établissements

(surtout des lycées).

■ 1995-1996: François Bayrou adopte deux plans contre la violence qui prévoient le renforcement des aides aux « zones sensibles ».

■ 1998: Ségolène Royal, en janvier, plan de relance des ZEP, et en juin, la création de « réseaux d'éducation prioritaire ». A la rentrée, 15 % des enseignants passent dans 558 REP regroupant 11 % de la population scolaire, dont 700 000 élèves dans 400 REP en collèges.

Jean-Yves Rochex, sociologue à l'université Paris-VIII

### « Les ZEP posent les problèmes centraux » de l'école

« Pour mieux lutter contre l'échec scolaire, la politique sociale, fallait-il réviser aujourd'hui la carte des zones d'éducation prioritaires (ZEP) comme le fait Ségolène Royal ? »

« La carte devait être révisée parce que les ministres précédents n'avaient pas eu le courage politique d'affronter les élus locaux pour l'adapter à la réalité changeante. Il est normal de créer et de supprimer des ZEP pour tenir compte de l'évolution des conditions socio-économiques. »

« L'ennui est que ces décisions ont été prises sans que soit mise l'occasion de remettre à plat l'implémentation des dispositifs (ZEP, REP, etc.), plan violence, politique de la ville, etc.) pour rompre l'opacité institutionnelle, l'absence de dynamique sur le fond. L'opération risque de résumer un affrontement sur critères statistiques ou sociaux où chacun - enseignants, administration, élus - utilise les chiffres selon ses intérêts, au détriment de la nécessité de tenir une politique éducative. Le risque est que les ZEP ne résument l'octroi de moyens supplémentaires, y compris l'esprit des enseignants. »

« Trois mois après le rapport de la commission d'inspection générale sur les conditions de la carte des ZEP, trois mois après la « relance » officielle de la politique par Ségolène Royal, considérez-vous que la redynamisation promise soit au rendez-vous ? »

« Malheureusement, la « relance » annoncée n'a d'avoir suffisamment permis aux équipes éducatives de ZEP de s'approprier les moyens. L'excellent rapport de la commission d'inspection collective. L'essentiel des discussions s'est focalisé sur la révision de la carte, avec des enjeux essentielle-

ment financiers et politiques. Pas directement à la négociation de la carte, notamment lorsque l'on propose une sortie de ZEP revient à désavouer l'action des personnels concernés. On n'a pas été capable d'inventer des modes de sortie de ZEP pour le haut. »

« L'éducation nationale est-elle responsable ? Bien sûr que non: la lutte contre l'échec scolaire et les inégalités s'inscrit dans un cadre plus large que l'école. Ainsi, la situation des quartiers sensibles concernés par les ZEP s'est dégradée sans que la politique de la ville ait permis d'améliorer le traitement de l'échec scolaire. »

« Il se trouve, tout de même, que la mise en place des ZEP s'est accompagnée d'une politique d'assouplissement de la sectorisation, donnant plus de poids aux stratégies d'évitement des parents. Résultat: les établissements des ZEP subissent une homogénéisation sociale par le fait de leur recrutement. Les écarts sociologiques croissants entre écoles, ou entre collèges, ne viennent pas seulement des quartiers, du chômage, mais aussi de la politique éducative. Ce problème essentiel ne sera résolu que si on le résout. »

« Quelle marge de manœuvre possèdent les établissements ? »

« Le rapport de l'inspection générale montrait que les politiques d'établissement ayant des effets positifs sur la démocratisation de l'accès au savoir, c'est les apprentissages au centre. Ce sont celles qui réussissent à construire un lien entre les actions ponctuelles (les sorties scolaires ou les interventions extérieures) et l'ordinaire des situations en classe. A contrario, dans les établissements où ça ne marche pas, on voit une accumulation d'actions

incohérentes, l'une chassant l'autre. Dans certains quartiers il y a une « offre », que les enseignants ne sollicitent plusieurs fois par mois par une association, le conseil général, la municipalité... Le rapport sur l'objectif visé par ces actions est la cohérence des apprentissages sur le long terme ne va pas de soi. L'important n'est pas de dire aux enseignants « vous avez trop », ou « vous ne faites pas assez », mais « qu'est-ce que vous faites quand vous rentrez ? ». La politique des ZEP souffre d'un défaut d'engagement des enseignants que de l'absence d'une politique claire sur les questions essentielles dont l'école a la charge: les apprentissages. Cela ne signifie pas un repli sur le tryptique classique « lire-écrire-compter ». »

« Faudrait-il sortir d'une logique purement territoriale ? »

« C'est la question, difficile, que l'on se pose. Pour l'instant, il faut poursuivre la politique volontariste des ZEP qui rompt l'idée de l'égalité d'accès à l'école de traitement. Doit-on parler de « territorialité positive » ? Je n'en suis pas sûr, mais le débat est pertinent. Il faut continuer à travailler dans une logique, mais avec l'objectif d'en sortir. Les ZEP ne sont pas des problèmes au système éducatif, elles posent les problèmes du système éducatif. J'ai conscience qu'en affirmant cela, je désigne un espace de travail plutôt que de proposer des réponses. Mais si l'on oublie la réalité, je crains fort que l'on se contente d'une politique de pacification sociale qui revient à construire des « barrières » entre les territoires. »

Propos recueillis par Béatrice Gurrey

Modèle Ref. J282-BL et J286-BL

**JAGUAR**

SWISS MADE

33, avenue de la République - 75011 PARIS Tél. 01 40 21 17 00







# L'avalanche de la vallée de Chamonix a déjoué les dispositifs de sécurité

Le préfet de Haute-Savoie a annoncé, mercredi 10 février, que les zones inconstructibles seront redéfinies au village du Tour et les contraintes accrues sur les zones constructibles. La coulée de neige a frappé une « zone blanche », hors d'atteinte d'après la cartographie des risques

**L'AVALANCHE MEURTRIÈRE** qui a frappé la vallée de Chamonix, en Haute-Savoie, un passant entre le village du Tour et le hameau de Montroc (Le Monde du 11 février), va conduire les pouvoirs publics à réévaluer les dispositifs locaux de protection : « Nous allons réviser les règles de construction au village du Tour et ouvrir notre grand livre des avalanches. Il faudra redéfinir les zones inconstructibles, développer les contraintes dans les zones constructibles », a indiqué, mercredi 10 février, au lendemain de la catastrophe, le préfet de la Haute-Savoie, Pierre Breuil.

Les dispositifs de sécurité sont importants : l'hiver, en effet, la vallée de Chamonix est un espace à hauts risques. Les couloirs d'avalanches forment d'immenses entonnoirs qui transportent en quelques minutes, comme ce fut le cas le 11 février, d'énormes quantités de neige. Depuis des siècles, les Chamoniards se sont résignés à ce danger. Michel Charlet (div. d.), maire de Chamonix (Haute-Savoie) et conseiller général, qui préside la commission locale de sécurité, toute-puissante en matière de risques d'avalanche dans la vallée, a comme ses prédécesseurs à l'hôtel de ville, avec la bande d'un départ de la vallée. Le conseil municipal n'a jamais mené ses efforts pour améliorer la sécurité et accompagner par des mesures de protection le développement d'un village peuplé de 600 habitants au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, qui en compte aujourd'hui 12 000. Mais trois à quatre fois plus pendant l'hiver.

## INTÉRÊTS LOCAUX

En 1946, Chamonix fut l'une des premières communes à se doter d'une commission des avalanches. Elle servait alors qu'à informer la population et à financer à éloigner ses habitations des zones à risques. On recueillait les souvenirs

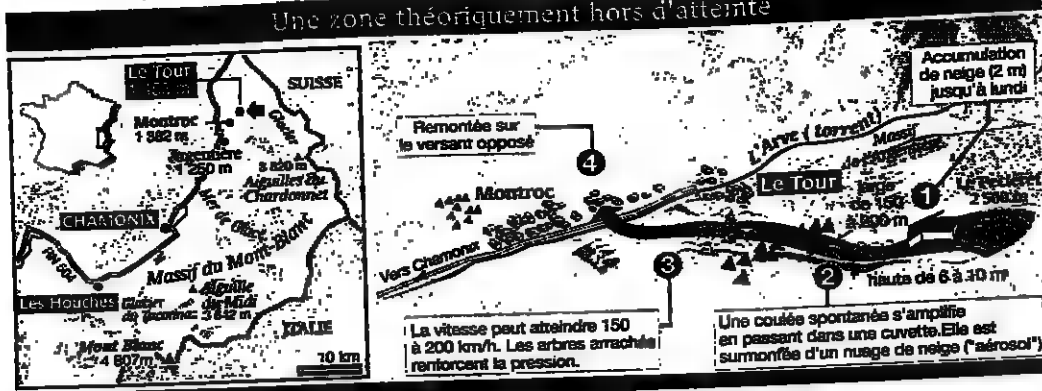
des habitants et les conseils des meilleurs alpinistes de la montagne pour tracer, de façon approximative, les lieux à éviter (Savoie). La tragédie du 11 février 1999 a fait 39 morts dans un chalet de l'UCCA en février 1970. Les pouvoirs publics ont donc décidé de doter les communes de montagne de cartes officielles d'avalanches. Il y avait eu les mines d'« or blanc » avant, mais le jour un peu partout, dans les principaux monts, les règles élémentaires de sécurité. Le Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts (Cemagref) fut chargé de réaliser les premières cartes de localisation probable des avalanches. Ses ingénieurs utilisèrent les archives de l'Office national des forêts et des photographies aériennes montrant des différences de couleurs de la végétation entre les zones soumises à avalanches et celles qui y échappent.

Ces documents, d'une grande précision, servent aujourd'hui encore de base de travail pour les études scientifiques sur les trajectoires des avalanches. A partir de 1991, un inventaire détaillé a été réalisé, en collaboration avec le Cemagref, de l'élaboration des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles (PERN) pour le niveau communal.

## Dix morts, deux disparus

Le bilan de l'avalanche survenue près du hameau de Montroc et du village du Tour, mardi 9 février, était de dix morts, deux disparus et un blessé grave, mercredi soir au moment de la suspension des recherches, selon la préfecture de Haute-Savoie. Les recherches ont repris jeudi matin, alors que les secouristes estimaient que les chances de retrouver vivants les deux personnes disparues sont minimes. Une trentaine de personnes avaient pu être délogées à temps grâce à la rapide intervention des secours. Jacques Chirac, Lionel Jospin et Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, ont exprimé leur sympathie aux victimes. Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, s'est rendu sur place et a également évoqué le drame lors de questions d'actualité à l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, le corps sans vie d'un skieur hors piste néo-zélandais, emporté mardi par une coulée de neige à Courchevel, a été retrouvé mercredi après-midi par les secouristes.



Les cartes de prévention des risques naturels (PPRN) ont été établies par le préfet, d'après les services de restauration des terrains en montagne (RTM), ces PPRN prévoient tout d'abord l'élaboration d'une première carte, dite d'aléas, à partir de l'inventaire du Cemagref des avalanches.

Les couloirs empruntés, les zones à risque ont été comparées avec l'emplacement des habitations humaines et des habitations. Ce croisement aboutit à la construction d'une « carte de risque ». Une fois approuvée, les PPRN opposables aux propriétaires, les plans d'occupation des sols (POS) des 102 communes soumises à des inondations, des mouvements de terrains, des avalanches, des tempêtes, des éruptions volcaniques, des cyclones ou des incendies.

Trois zones sont définies : une première où toute nouvelle construction est interdite, une deuxième où les constructions sont soumises à une autorisation sans réserve de protection, et une troisième où les constructions sont soumises à une autorisation sous réserve de protection. Les préfets peuvent en outre prescrire la construction de dispositifs de protection dans les couloirs identifiés. Lorsque la sécurité d'un domaine stable, d'une route départementale ou nationale est en question, les maires peuvent mettre en œuvre avec les préfets des plans d'intervention pour le déclenchement préventif des avalanches (PIDA).

Le PPRN, plus souple que le PERN, permettra à un plus grand nombre de communes de se doter

de ce dispositif. L'Etat s'est d'autre part engagé à financer intégralement les plans de prévention des risques pour les 2 000 communes exposées à un danger majeur. Mais le coût élevé de la lourdeur des PPRN a ralenti la mise en œuvre de cette procédure. D'autre part, elle heurte de nombreux intérêts locaux : la Direction de la prévention des pollutions et des risques du ministère de l'environnement, qui souligne que la carte des risques est ainsi délimitée après discussion avec les élus sur leur propre appréciation des dangers... et de leurs projets. Selon les données du ministère de l'environnement, le hameau de Montroc et le village du Tour se trouvent dans la zone blanche. Environ 152 communes ont adopté un PPRN d'avalanches et 33 nouveaux plans ont été prescrits par les préfets.

## « NOTRE BIBLE »

« C'est un document indispensable pour essayer d'évaluer le risque, les permis de construire. Je suis en demande de ce document. Pratiquement tous les maires ont comme moi. On ne joue pas avec les avalanches. C'est une sécurité pour tous les habitants de la vallée de Chamonix. Notre bible, qui a été approuvée par le Conseil d'Etat en

1992, notre bible », explique le maire de Chamonix. Dans la commune, environ 200 logements, maisons abritant 15 habitants de la vallée sont encore exposés à des glissements de terrain, des inondations ou des avalanches : « Nous habitons les zones blanches, les couloirs d'avalanches qui constituent les zones blanches, l'abri des coulées. Ici beaucoup de maisons en bois. Les propriétaires ont aménagé pour résister au souffle des avalanches. Je suis dans l'une d'elles. Enfin, quelques maisons en bois se trouvent dans des zones classées avalanches. A la moindre alerte, nous faisons évacuer », explique M. Charlet.

La commune de Chamonix dispose de nombreux ouvrages paravalanches ont été construits en altitude. Chamonix encourage le reboisement des pentes les plus raides. Certains ont recouvert par d'épaisses dalles de béton sur lesquelles s'écoulent les avalanches. L'une d'entre elles, qui prend naissance à 4 mètres d'altitude, de la régulièrement les habitants du hameau de Taconnaz, sur le glacier du même nom, ainsi que dans la vallée de la route d'accès au tunnel du Mont-Blanc. Pour contrôler les écoulements paravalanches, les communes de Chamonix et des Houches ont construit un paravalanche géant, qui s'étend sur 24 hectares, formé de dents déflectrices, de dents freineuses et de digues pour canaliser la neige vers trois axes de stockage. Un mur de terre de 12 mètres de haut sur d'ultime rempart. Dans la nuit du 10 au 11 février, ce dispositif, qui a coûté 25 millions de francs, a une nouvelle fois fait la preuve de son efficacité en stoppant une avalanche de neige poudreuse venue du couloir glaciaire de Taconnaz.

Claude Francillon et Sylvia Zappi

## Trois scénarios pour déstabiliser le manteau neigeux

« LES PRÉCIPITATIONS neigeuses à l'origine de l'avalanche de Chamonix étaient remarquables, mais pas exceptionnelles : en 1998, il y avait eu des mètres de neige en quelques jours dans la vallée. Il ne s'était alors rien passé. Le rappel de François Sivadère, directeur de l'Association nationale pour l'étude de la neige et des avalanches (Anéa), souligne combien les spécialistes sont désarmés face à ce risque naturel qui fait, en France, en Europe, la plus de victimes.

Certes, depuis la catastrophe du Val d'Isère (le 11 février 1970, 39 occupants d'un centre de plein air avaient été ensevelis), la connaissance de ces phénomènes et la prévention ont progressé. Le Cemagref (Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts) a cartographié plus de 600 hectares de zones menacées, dans les Alpes et les Pyrénées. Il a établi, à partir de photographies aériennes mettant en évidence les éboulements (éboulis, trouées forestières) et coulées passées ainsi que de témoignages de montagnards ou d'archives, une cartographie de localisation probable des avalanches, qui sont l'un des éléments permettant d'élaborer les plans de prévention des risques naturels prévisibles réglementaires.

Mais, insiste Gilles Borel, ingénieur au Cemagref, « la carte fait état de faits connus et rapportés au jour où elle a été dressée. Le cartographe n'effectue aucune étude prospective destinée à cerner les secteurs à risques ou des zones susceptibles d'être atteintes un jour par une avalanche. » Autrement dit, l'inventaire géographique des accidents passés ne suffit pas à déterminer avec certitude les secteurs exposés à une future coulée. Les annales de Chamonix gardent le souvenir d'une avalanche partie, en 1908, du même secteur que celle qui vient d'endeuiller la vallée, mais qui, plus faible amplitude, n'avait pas emprunté la même itinéraire.

son côté, Météo-France, chargée par les pouvoirs publics de la prévision du risque d'avalanche, a déployé sur les Alpes, les Pyrénées et la Corse un réseau de 140 postes de mesure manuels et de 17 stations automatiques, qui collectent des informations sur l'état de l'épaisseur du manteau neigeux, la vent, la température. Ces données alimentent non seulement les neuf départements concernés, mais aussi un organisme de recherche spécialisé, le Centre d'études de la neige (CEN) de Grenoble.

Les propriétés physiques et mécaniques du manteau neigeux, donc les processus qui déterminent une rupture d'équilibre, sont aujourd'hui bien connus (Le Monde du 13 janvier). Les chercheurs distinguent, schématiquement, deux types d'avalanches de neige : les avalanches de neige fraîche, qui surviennent généralement sur des pentes connues et toutes les autres, les avalanches de neige ancienne, qui surviennent pendant ou aussitôt après des chutes abondantes. Des masses de neige pulvérisées et

gère (moins de 200 kilos/m<sup>3</sup>) peuvent dévaler la pente à une vitesse de plus de 200 km/h, sous forme d'aérosol, acquérant une énergie considérable et repoussant l'air devant elles, ce qui provoque une onde de choc dévastatrice. A Chamonix, les chalets ont été détruits avant que la neige, arrivée au terme de sa course, se tasse par compactage. Ces avalanches de neige fraîche, qui surviennent généralement sur des pentes connues et toutes les autres, les avalanches de neige ancienne, qui surviennent pendant ou aussitôt après des chutes abondantes. Des masses de neige pulvérisées et

Les avalanches de plaques de neige sont plus redoutées, parce qu'elles sont plus difficiles à prévoir et les plus meurtrières. Elles résultent du dépôt, par le vent, de couches de neige dure et compacte (200 à 400 kilos/m<sup>3</sup>), mal solidifiées, sur une sous-couche fragile. La surcharge provoquée par la neige d'un skieur ou d'un randonneur suffit à rompre l'équilibre précaire, la plaque « décrochant » alors brutalement sur plusieurs centaines de mètres.

Les avalanches de neige, en effet, se produisent au printemps, lors des redoux hivernaux. Déplacement des masses de neige mouillée et lourde (jusqu'à 500 kilos/m<sup>3</sup>), elles ont, malgré leur vitesse réduite (20 à 60 km/h), un pouvoir d'érosion important et peuvent provoquer d'importants dégâts matériels.

La meilleure compréhension de ces phénomènes naturels, le recours à des modèles numériques de plus en plus sophistiqués ou encore l'expérimentation de nouvelles techniques - comme la détection sismique des avalanches - ont permis d'affiner efficacement la prévision des risques. Mais nul n'est encore capable de prédire où, quand se déclenchera une coulée, ni quelle sera sa violence. La fatalité n'est pas de mise, mais, contre une avalanche exceptionnelle comme celle de Chamonix, il n'y a pas grand-chose à faire, estime François Sivadère. L'homme ne peut que se tenir petit devant la nature.

Pierre Le Hir

## L'Alsace, première région à enfouir des « déchets ultimes »

moment, aux termes de la loi sur les déchets du 13 juillet 1992. Il s'agit de quatre-vingts tonnes de produits chimiques ou cyanure stockés à 600 mètres de profondeur, dans une nouvelle galerie souterraine. « Quel héritage pour nos enfants ! », ont ironisé les manifestants, ballonnés en signe « d'un rattachement d'impulsion », face à un projet qu'ils ont combattu en vain pendant 15 ans, ne voulant voir qu'une « histoire de fic ».

## COCKTAIL DE PRODUITS À RISQUE

Le démarrage de ces opérations de stockage souterrain (pouvant aller jusqu'à trois cent vingt mille tonnes de déchets ultimes) apparaît d'abord comme une reconversion économique. C'est celle d'une

région longtemps dominée par l'extraction de la potasse, où, à l'image du bassin historique Joseph-Else, fermé depuis 1966, les puits se sont arrêtés les uns après les autres. A cinq ans de l'expiration de 2004, qui verra la fin de l'exploitation, les deux derniers mines n'occupent plus que 1 700 mineurs, alors qu'ils en avaient jusqu'à 15 000 dans les années 50. L'idée de stocker en sous-sol les produits toxiques jusqu'alors exportés en Allemagne, en offrant de maintenir sur place une certaine d'emplois, procède de la diversification dans laquelle l'Etat a engagé le bassin potassique dans le climat de fin d'activité ou un autre slogan opposants, la « diversification-poubelle », n'a pas été mouché. Et c'est un cocktail de produits à risque qui composera le sous-sol. Déchets métalliques dissous, produits phytosanitaires, déchets des laboratoires et de l'électronique... Dix mille tonnes, la première année, puis quarante mille tonnes par an, doivent être acheminées par le rail à la route à Wittelsheim, après conditionnement sur le site proche de Tred, à Hombourg. 80 % des déchets seront alsaciens, 20 % proviendront d'autres régions de France, selon une proportion toutefois susceptible d'être modifiée, alors que le principe de réversibilité imposera à Stocamine de pouvoir récupérer les produits pendant au moins trente ans. L'exploitant industriel s'y engage.

Lucien Naegelen

Stéphane Thépot

## Le danger n° 1, dans les Pyrénées, ce sont les glissements de terrain

### TOULOUSE

de notre correspondant  
La cartographie des zones « avalanches » les plus exposées des Pyrénées concerne 110 000 hectares. Les quatre équipes du service de Restauration des terrains de montagne (RTM), disposées à Perpignan, Foix, Saint-Gaudens et Tarbes, travaillent sur des cartes à petite échelle et fouillent dans les archives pour affiner leur connaissance des risques, en relation avec les maires concernés. Sur quelque 1 000 communes montagnardes, 800 sont déjà dotées d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN). Mais il y a plus d'une centaine d'insu, selon Antoine Hurand, qui donne le RTM à Toulouse. Les plans prennent également en compte les inondations, les éboulements et les glissements de terrain, la population étant d'ailleurs plus sensible à ce dernier risque qu'aux avalanches.

La neige est un bien trop précieux pour qu'on l'incrimine si elle

tombe en abondance. Les avalanches sont moins nombreuses dans les Alpes. « Nous avons une climatologie différente et des dénivelés moindres », commente Patrice de Bellefont, ancien guide et haute montagne. Les derniers grands sinistres dans les Pyrénées remontent à février 1986. On releva deux morts dans le village de Port-Puymorens (Pyrénées-Orientales). Depuis, la commune n'est équipée de filets paravalanches et a déclaré certains secteurs non constructibles. Un plan d'évacuation a été élaboré, qui n'a vocation à être déclenché que si les précipitations neigeuses sont supérieures à 80 cm. Un niveau record, comparable dans l'ensemble des Alpes, mais les milieux ne sont pas les mêmes.

Jean Ribot, responsable de la sécurité de la station et maire adjoint de Port-Puymorens, pratique régulièrement les déclenchements de « petites » coulées pour sécuriser le domaine skiable et la route nationale. Pour lui, le risque est en grande partie maîtrisable et maîtrisé. Ce n'est pas l'avis de M. Maillet, de la Commission interdépartementale de protection des Pyrénées. Il ferraille contre la commune qui envisage une extension de son domaine skiable vers ses voisins andorrans.

La vallée de Barèges (Hautes-Pyrénées) fut longtemps considérée comme la « capitale » pyrénéenne des avalanches puisqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, deux villages furent rasés et jamais reconstruits. « On démontait les maisons en fin de chaque hiver », raconte une habitante. Le début du tourisme à grande échelle à Barèges fut salué, en 1907, par une avalanche qui détruisit une vingtaine de maisons et le casino. Depuis, Barèges (où le reboisement imposé porte ses fruits) est devenue le laboratoire pyrénéen du RTM.



# HORIZONS

REPORTAGE

**O**MBRE sur ombre, des visages arrivent comme des intrus dans le paysage, comme une rumeur qui voile la ville. Ils débarquent la nuit, de préférence. voleurs du vent, corps incongrus dans les statistiques de l'exil. Le ciel est sombre. L'horizon est invisible, irréel. La brume est complice du voyage. Est-ce un voyage ? Plutôt un arrachement, une violence à la vie, quand celle-ci est petite, déformée par le manque et le besoin. Des hommes regardent au loin. Le pays ne les retient plus. Le pays les ignore. La terre natale s'effrite entre des doigts secs. La peur glisse sur la peau. La peau est fatiguée. pleins de tristesse. Pour certains, c'est la honte. On ne parle pas. On ne discute pas. C'est ainsi. Il faut partir. L'Italie est en face, une porte entrouverte sur toute l'Europe, une salle de transit. Elle est souvent un peu plus qu'un lieu de passage.

Traverser la mer. Aller d'une côte à l'autre sans perdre de vue le pays dont les s'éloignent et les clameurs s'éloignent. Sept heures. Dix heures. Une petite éternité où il est froid, où les corps sont crispés, où le regard cherche une maison où se poser sans déranger les gens. Une longue nuit payée 1 000 dollars par C'est un tarif quel que soit le passeur, quelle la mafia. Comme le bétail. Comme les otages. Et puis les lumières s'éteignent. Plus il faut se faire petit car le passeur n'a pas jusqu'au quel. On ne débarque pas sur un quel. On débarque dans l'eau. Comme dans un naufrage. Tout le voyage est sous le signe du naufrage. Il faut savoir marcher dans l'eau et porter sur les épaules les enfants. Le passeur a terminé sa tâche. Il jette sa cargaison à cinquante ou même à cent mètres du sable. C'est ainsi que se passent. Toutes les nuits, c'est le même rituel. arrive, les mouillés. C'est comme une pluie qui surgit de la mer. La tête est sauve. Le sable est gris comme les visages, comme l'asphalte qui vers Casa Paoli, un centre d'accueil à San Foca, un village au nord de Lecce. Là, deux carabinieri ouvrent un grand portail et font attendre les nouveaux arrivés dans la cour. On se regarde. On s'épie. On n'est pas les seuls à quitter le pays. Il faut. On plusieurs langues. On entend sa langue maternelle prononcée avec des accents différents.

Ce soir, c'est une dame qui est chargée de l'accueil. Elle compte les hommes, les puis les enfants. Elle calcule à voix : « 110, vous êtes 110 ; plus 389, cela fait 499, dont 189 enfants. »

La dame s'appelle Tonia. Elle fait partie de Caritas, une humanitaire chrétienne. Elle est bénévole. Carla, qui se bat pour les suppléments pour les nouveaux arrivés. Dormir dans le couloir, dans. Quels rêves fait-on quand on dort à même le sol, assommé par la fatigue, les nuits d'insomnie et d'attente ? On ne rêve pas. On s'absente, on meurt un peu. Pour le moment, personne ne dort. C'est l'heure de la rupture du jeûne. Les hommes des femmes rappellent à Tonia qu'il est l'heure d'ouvrir le réfectoire pour qu'ils mangent. Tonia court d'un bureau à l'autre. Elle est débordée. Elle n'avait pas prévu cette histoire de ramadan. La plupart des Albanais et musulmans, comme Fatma, une jeune femme kurde d'Irak, qui a accouché à l'hôpital de Lecce le lendemain de son arrivée. Elle a appelé sa fille Regina, du nom du centre. Fatma et son époux ont l'intention d'aller en Allemagne parce que c'est ainsi, une question de filière. Un cousin les attend.

Les premiers jours de l'exil semblent à une mer démontée. Tout s'agite et part dans tous les sens. Des hommes jouent frénétiquement au babyfoot dans le hall. D'autres sont groupés autour d'une cabine phonique. Quand ils arrivent à avoir la ligne, ils crient. Le Kosovo est loin. C'est nerveux. Les sont fortes et puis l'avenir est incertain.

Le bureau de Tonia est une petite cour des miracles. Trois téléphones qui ne cessent de sonner. Elle trompe systématiquement d'appareil. Des dossiers, des factures, des affiches. Des hommes impatients et inquiets investissent le lieu et à elle. Les anglais. Tonia ne perd pas son sang-froid. Elle répond calmement à une mère alba-



## Les fugitifs du canal d'Otrante

**L'écrivain Tahar Ben Jelloun s'est rendu sur cette côte italienne qui regarde l'Albanie et reçoit, par nuit sombre, son quota régulier d'exilés. De centres d'accueil en lieux de fortune, rencontres avec des ombres tristes venues du pays d'en face, mais aussi du Kosovo, d'Algérie ou d'Irak**



naise qui appelle de Turin pour demander si son fils Ali se parmi les derniers arrivés. Ali comment ? Ali fils Hamed, vingt-huit ans grand de grand, grand moustache. Tonia monte au premier étage, là où est installée la partie administrative du centre. Tout rappelle que c'est du provisoire. Des voles établissent des fiches avec empreintes digitales, photos d'identité de face et de profil avec une ardoise portant un numéro. La plupart arrivent après avoir brûlé leur passeport. Ici, on renoue avec son identité ou, dans certains cas, on s'en donne une nouvelle. Tous les se disent irakiens, la plupart Maghrébins se disent algériens. Pays à risques. Qui a le cœur de renvoyer un réfugié chez Saddam ou en Algérie, où des fous furieux égorgent des

enfants dans leur sommeil ? Les fiches ainsi établies des de d'asile politique ou de séjour. Elles sont transmises au ministère de l'Intérieur, qui doit rapidement sur le sort de ces « touristes » d'un type particulier. Comment appeler ? ne sont pas des clandestins ni des immigrés. Disons qu'ils sont des réfugiés.

Le désemparait pas. Tonia même prévenue de l'arrivée d'une vague d'Albanais. La vague qui transport prend soin d'annoncer le nombre de ses prochaines « livraisons ». « 98 personnes arrivent nuit ! », m'annonce Tonia. Il faut faire de la place. Vider quelques Délivrer les précieux papiers du ministère, un permis se

jour quarante-cinq jours, qui donne largement le temps de l'Italie à rejoindre l'Allemagne ou la France.

Les Albanais et les Maghrébins cherchent trouver du travail dans le pays. Ils font plus ou ne pensent pas à faire. A Turin, les Marocains ont succédé aux Polonais qui lavaient les pare-brise aux feux rouges. Ils vendent des bricoles dans la rue. Abdesslam, un animateur marocain au côté du sociologue Francesco Ciafaloni, m'explique : « A partir de 1990, un trafic d'enfants a été mis sur pied par des parents. Les familles offraient jusqu'à 30 000 dollars (30 000 francs) pour que leur

enfant soit pris par la filière du travail de rue en Italie. Cela veut dire que les enfants rapportent plus que les adultes pour le travail. Les gens ont pitié et leur achètent des objets qui ne servent à rien. Ces enfants arrivent couvertures dans minoquettes. Ils ne passent pas par le centre d'accueil ni les services sociaux.

Le Centre d'information Terzo Milieu (CTM) est à Squinzari, à 15 km de Lecce. Une ancienne ferme, La Badessa, a été transformée en structure d'accueil. Vinicio Russo, militant de la première heure pour le tiers-monde, assure la majeure partie de son temps à centre un lieu de vie décent, plus humain. « Ce pas des immigrés les autres. Ils ont fui la guerre, la famine ou la mafia. C'est un droit légitime de l'homme de circuler librement. On parle de globalisation de produits on oublie que qui les droits de l'homme. Ces personnes chez nous une grande détresse. Personne parmi les dirigeants ne se préoccupe de qu'ils 30 000 litres (100 francs) par jour et par personne. qu'il délivre un document pour la personne puisse se déplacer, n'envoie plus d'argent. Ici des gens qui n'ont nulle part où aller et nous prendre en charge. C'est notre devoir ».

**C'**EST Laurent, un Congolais. Pex-Zaire, un jeune homme souriant raffiné : « J'ai vingt-quatre je m'appelle Laurent Kibanga, vous pouvez écrire mon nom. Je suis une victime, parmi des milliers, de Paul Kagame, le Rwandais qui a envahi Kivu, ville. Quand entrés, tué beaucoup de monde. J'avais un travail, je vivais bien, mais l'avancée de ces barbares, j'ai fui. Je suis allé à Pointe-Noire, ensuite à Conakry. On a changé de bateau dans la nuit. J'ai payé 1 300 dollars la propriété du bateau, un Blanc. Après quarante-cinq jours, je suis arrivé à Brindisi puis on m'a conduit ici. Je ne sais pas où aller, j'aimerais bien rentrer chez moi mais j'ai peur. »

La port d'Otrante a acquis de la importance. Des arcs en pierre donnent sur la mer et surtout sur un horizon où on peut voir, par temps clair, les côtes albanaises. Ce sont les lumières d'Otrante qui font rêver les candidats à l'exil. Un petit de plaisance où règne une

même publié « la du pouvoir du clan albanais à » le nom des chefs dont certains, comme Agim Gashi ou Dedinka Ismet, sont détenus.

Lidia est arrivée d'Albanie par avion. Une association italienne lui a donné une bourse d'études. Elle a fait venir son frère, qui est entré clandestinement. Il a travaillé dans une pizzeria, tout en partageant le petit studio de sa sœur. Puis sa femme l'a rejoint. Elle a accouché quelques semaines après son arrivée. Le couple avait besoin d'assistance, mais, pour cela, il fallait que le mari fût régularisé. Le patron de la pizzeria a refusé de le déclarer. Le frère de Lidia a insisté, il a été renvoyé. Sa situation s'est aggravée et il a fait une dépression. Il a fini par

**Quels rêves fait-on quand on dort à même le sol, assommé par les nuits d'insomnie et d'attente ? On ne rêve pas. On s'absente, on meurt un peu**

trouver du travail dans une usine à km domicile. Comme dans le film de Vittorio De Sica, il s'est acheté un vélo. Au bout d'un mois, son vélo a été volé et il s'est retrouvé de nouveau au chômage. Comme dans un mélodrame, Lidia a abandonné ses études et travaille comme secrétaire dans une société d'import-export. Un jour, la société est inspectée par la police, qui découvre ses liens avec la mafia. Fermeture de la société, et Lidia se retrouve dans la rue sans même être payée. La famille albanaise à pour survivre. « Mais, comme dit Lidia, mon rêve, le rêve de mon frère et de sa femme, c'est de nous. pays nous manque tellement ! » Ce retour est compromis : Lidia vient de rencontrer un bel Italien qui dit l'aimer à la folie.

Mercredi 6 janvier. C'est l'Épiphanie, jour férié dans Tout Turin est fermé. Tout est désert. Tout sauf la place de Porta Pa-

lazzo, où les Marocains recréent, pour quelques heures, le marché d'une médina du Maroc. Des hommes, la trentaine, habillés avec le même genre de vêtements, les habits de l'exil, des tenues de sport sans sport, gris, noirs, marron foncé, des chaussures grossières. Ce sont des visages fatigués, pas rasés, des visages gâchés du rictus de cette désespérance. Certains vendent des produits « ramadanesques » : dattes, menthe, persil, coriandre, pain rond, crêpes, gâteaux au miel, miel vert... D'autres achètent. Ils se tiennent par groupes de trois ou quatre. Comme les fugitifs, mais dans les poches, ils s'épie, baissent les yeux quand une voiture de police passe. Il y en a parmi eux qui sont arrivés dans les d'oranges, d'autres par la Sicile en suivant la filière tunisienne.

Le soleil se couche sur Porta Palazzo. Les hommes qui jettent mangent debout, petite solitude, ils ne parlent pas, avalent des cartons de lait puis se dispersent à la recherche d'un café ouvert. C'est triste. C'est l'exil : rompre le jeûne debout au milieu de Porta Palazzo. Le rêve perd ses couleurs. Il se confond avec la grisaille d'une multitude de petites vies étroites. C'est ce qui fait peur à l'Europe : le prix de la vie est la baisse ; de plus en plus d'hommes risquent le tout pour le tout pour mettre le pied sur le sol de cette Europe, qui regarde vers le nord et ne veut plus être dérangée par des intrus, des gens non invités à sa table.

Tahar Ben Jelloun  
Dessin : Stanislas Bouvier

Figer la mémoire allemande

R

De la gauche caviar à la gauche par David Martin

E







# Le Monde

615, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 7  
Tél. : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## M. Clinton et les pères fondateurs

**L**e vainqueur n'est encore célébré que par les journaux qu'il a télévisés ou dans les innombrables sites Internet traitant de « l'affaire ». Le vainqueur de l'interminable bataille qui prend fin - juge Starr - président Clinton - repose quelque part au fond d'une bonne bibliothèque américaine. Le vainqueur d'un texte court, datant de 1787 : la Constitution des États-Unis.

C'est grâce à elle que va conclure, dans le bon sens mais tardivement, la croisade - 112 ans - demi d'engrèment, 50 millions de dollars de fonds publics - lancée par les républicains contre un président démocrate. Les républicains, entreprise, menée par l'ancien ténoriste de la majorité parlementaire, vient aujourd'hui de briser une disposition précise de la Constitution : une disposition qui empêche les cinquante-cinq républicains du Sénat (sur cent membres) de chasser la Maison Blanche d'un président deux fois élu qui jouit d'une immense popularité.

Les trente-huit républicains de la Constitution, les pères fondateurs, réunis il y a plus de deux siècles à Philadelphie, avaient bien prévu que le Congrès puisse, au terme de la procédure d'impeachment, destituer le président. Mais, dans le cas d'une persécution, ils avaient stipulé - article premier, section 3, alinéa 6 - que le Sénat, auquel revient la décision finale, ne pourrait le faire qu'à la majorité des deux tiers (67 sur 100). C'est, disaient-ils, que l'impeachment

« est la pièce d'artillerie la plus lourde de l'arsenal parlementaire ».

La mise à feu suppose une coalition d'états des deux partis, l'enjeu est important. La seule majorité politique du moment ne saurait suffire parce que l'impeachment ne relève pas de la bataille politique habituelle ; la procédure de destitution sanctionne un crime ou une faute grave au sommet de l'État ; elle n'est pas un instrument au service du combat politique.

Or c'est justement ce qu'ont voulu les républicains. En déclenchant l'impeachment pour des raisons strictement partisans, pour un motif qui ne leur méritait pas, un mensonge présidentiel sous serment dans une affaire privée, ils ont tenté un détournement d'institution. Au lieu de parcourir la Constitution les articles elle brise net leur danger. Ils ne pourront pas destituer M. Clinton parce qu'ils n'ont même pas convaincu les cinquante-cinq républicains de la gravité de ce qui lui est reproché au président. D'ici à la fin de la semaine, celui-ci sera acquitté et les républicains justement blâmés pour leur tentative d'abus.

Imaginé par des hommes qui se souvenaient de la passion partisane, la règle de la majorité des deux tiers a joué son rôle. A l'ouverture de la Convention de Philadelphie, James Madison avait dit : « Il n'y a pas de doute que, d'une manière ou d'une autre, nous aurons un impact puissant sur la destinée du pays. En l'espèce, sur la destinée de William Jefferson Clinton ».

## Les Etats-Unis inquiètent les voisins de l'Irak

**LE CONTRASTE** saisissant. D'un côté, un ton guerrier, des actions militaires aériennes quasi quotidiennes, et un objectif clâmé sur tous les tons : la chute de Saddam Hussein. De l'autre, la méfiance ou la prudence, quand n'est l'hostilité aux projets de Washington. Les voisins arabes et persans examinent avec précaution les intentions américaines, du « Iraq Liberation Act » par le Congrès à la nomination d'un M. Transition démocratique, Frank Riccardone, ancien ambassadeur américain à Bagdad.

Les voisins de l'Irak ne se posent en fait qu'une seule question : les Américains sont-ils sérieux ? Ce à quoi ils assistent pour l'instant les conduits plutôt à une réponse négative. L'administration américaine a arrêté le 19 janvier une liste de sept formations de l'opposition pouvant bénéficier d'une aide américaine, notamment financière. Ces partis ont été choisis selon des critères parti-

culiers : respect de l'homme, attachement à l'intégrité territoriale de l'Irak, volonté d'établir de bonnes relations avec les voisins.

Une rapide radioscopie de ces mouvements permet de comprendre les réticences provoquées dans la région à l'égard du comportement américain. Parmi ces partis, les plus nombreux sont les formations kurdes : le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. Ces deux formations ont conclu en septembre 1998 un accord de coexistence à Washington, sous l'égide, donc, des États-Unis, pour mettre fin à 15 années de luttes fratricides. Installées au nord de l'Irak, dans une zone devenue autonome, ces formations ont par les Nations unies le cadre du programme « Pétrole contre nourriture », trent pour l'essentiel le plus grand bénéfice du statu quo. Soucieux de rela-

tions minimales, Bagdad, le PDK comme l'UPK continuent discrètement d'avoir leurs entrées dans la capitale irakienne.

L'autre formation la plus importante est l'Assemblée suprême de la révolution islamique (Asrli), chiite, la majorité de la population irakienne et fondée en 1982 en de la présidence de l'un des Pères fondateurs, l'Asrli dispose en Iran de forces militaires non négligeables (le bataillon Badr rassemblerait plus de 100 000 hommes). Cette formation constituant surtout le bras politique iranien en Irak.

Même si les relations avec Washington à Téhéran ne sont plus aussi épouvantables que par le passé, coopérer avec l'ancien « Grand Satan » n'est officiellement « une ligne rouge » pour les Iraniens, comme l'a rappelé le 3 février le ministre des affaires étrangères. Compte tenu de la guerre tous azimuts engagée entre conservateurs et modérés, l'Irak pourrait devenir une énigme pour le monde. Nul n'est donc empressé à s'avancer sur un terrain aussi sensible. Sans surprise, le chef de l'Asrli, Baker al-Hakim, s'est d'ailleurs démarqué du projet américain. Également proche de Téhéran, le Mouvement islamique du Kurdistan recensé par l'administration américaine se situe dans le même cas de figure. Ce mouvement religieux sunnite, mais proche de l'opposition chiite, dirigé par Outhman Abd al-Aziz.

## Le couple par Marty



« Dans notre couple, nous transformons les tensions en énergie motrice sans aucune tricherie... Ce n'est pas facile à mettre en place. Nous sommes étonnés que cela brise les autres couples... » Chantal et Frédéric.

## La surprise de l'euro faible

Suite de la première page

Faute de disposer de pièces et de billets en euro, les citoyens européens se sentent guère concernés par un événement monétaire dont on avait pourtant affirmé qu'il allait changer leur vie. Pour eux, l'euro reste une pure abstraction, une illusion, quand il n'est pas source de confusion : au des principaux ministres du gouvernement de Lionel Jospin ne s'est-il pas excusé récemment, devant la presse, de ne pouvoir convertir en francs une somme exprimée en euros, n'en connaissant pas le dernier cours ?

Impalpable par le citoyen, l'Union monétaire se délite par là-même fragilisée : dans sa forme actuelle, elle est incapable de créer le moindre sentiment d'appartenance à un bloc. Devise virtuelle, l'euro n'est qu'un avantage en l'absence d'inspiration la croyance et la confiance des peuples, lesquelles contribuent à

établir la force monétaire d'une région. Et pourquoi un investisseur américain ou japonais devrait-il se montrer moins indifférent que la population de l'Euroland elle-même ?

La deuxième déception est d'ordre conjoncturel. Fin 1998, les dirigeants politiques et monétaires européens se plaisaient volontiers à souligner le rôle locomotive de l'économie mondiale qu'allait désormais jouer l'Euroland. Ces pronostics étaient plus que naïfs. La croissance dans la zone devrait péniblement atteindre la barre des 2 % en 1999. En Allemagne, principale puissance de la zone, le produit intérieur brut (PIB) pourrait avoir reculé au quatrième trimestre, de l'aveu du ministère des finances.

La déflation de l'autant plus grande qu'au même moment les États-Unis continuent à afficher une santé économique « éblouissante », selon l'expression employée par le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan. Le PIB américain a bondi de 5,6 % au rythme annuel au cours des trois derniers mois de 1998. Sur le front du chômage, la comparaison est plus douloureuse encore : 245 000 emplois ont été créés durant le seul mois de janvier 1999 outre-Atlantique alors que l'économie allemande n'a pu en créer que 10 000.

La déflation d'en créer que quelques milliers durant l'année 1998 ! Conséquence monétaire directe : le décalage conjoncturel, les taux pourraient encore baisser en Europe à remonter aux États-Unis, un mouvement qui cisaillerait favorable au dollar et pénaliserait pour l'euro.

Les opérateurs de marché ont aussi du mal à comprendre la passivité dont font preuve les gouvernements de l'Euroland face à la dégradation de leur environnement économique. Au lieu de soutenir l'euro, ils ont

aujourd'hui évoqué, ni par le biais d'allègements fiscaux, d'un grand emprunt européen ou d'une relance salariale. Les gouvernements attendent, rien faire, l'éclaircie économique. Ils contentent de prier pour que la BCE daigne assouplir la politique monétaire.

Cette stratégie du gros dos d'autant plus surprenante que l'arrivée au pouvoir de l'Allemagne des sociaux-démocrates était censée avoir changé la donne économique dans l'Euroland. Les sociaux-démocrates ont sans doute un retour de l'État. Le ministre allemand des finances Oskar Lafontaine, il y a quelques semaines, n'a pas aujourd'hui très discret.

**IMPRESSION D'IMPUISSEANCE**

Vu Tokyo ou New York, la politique économique de l'Euroland ne donne pas seulement l'impression d'impuissance face au ralentissement conjoncturel. Elle offre aussi l'image, sur le plan structurel, d'une grande confusion. Il est difficile, pour un gestionnaire installé dans une des deux villes, de discerner une ligne cohérente dans les décisions économiques prises par les onze États de la zone.

Le grand dossier de l'harmonisation fiscale ne progresse guère : surtout, les gouvernements européens semblent plus que jamais tiraillés entre orthodoxie et relance budgétaire, entre impôts et augmentation des dépenses publiques, entre libéralisme et keynésianisme. Ils empruntent un peu aux deux, sans s'engager franchement dans l'une ou l'autre voie. Les plans de convergence à moyen terme que les ondes de l'Union européenne de présenter à la Commission reflètent ces tergiversations : ils prévoient, certes, une réduction des déficits publics, mais à un rythme extrêmement lent, comme si l'assai-

nissement était mené à contre-pied. Ce boulolement, avec la clarté des politiques menées, depuis plusieurs années, États-Unis et même, depuis quelques mois, le Japon : celle des excédents budgétaires pour les premiers, celle des dépenses publiques massives pour les seconds.

Enfin dans le domaine de la politique de change, l'Euroland a du mal à adopter une ligne commune et lisible par les opérateurs de marché. Le chancelier allemand Gerhard Schröder vient de relancer, lors du forum de Davos, l'idée d'instaurer des zones-cibles, c'est-à-dire d'encadrer étroitement les fluctuations du dollar, du yen et du franc. Un projet auquel le ministère allemand des finances semblait pourtant avoir renoncé, pour lequel Paris se montre très réservé. Il est donc la Banque centrale européenne ne veut pas entendre parler ! Pls : les gouvernements de l'Euroland, seuls responsables des taux de change, s'abstiennent de comment l'évolution de la parité du dollar à l'euro et laissent ce soin au président de la BCE : curieuse façon de réaffirmer la prééminence du politique !

Aux États-Unis, le président de la banque centrale, Alan Greenspan, se garde bien d'évoquer le niveau du dollar. Seul le secrétaire au trésor, Robert Rubin, a habitude de s'exprimer officiellement sur ce sujet. Là encore, l'écart est grand entre les promesses faites, avant la création de la monnaie unique, par les gouvernements européens et la réalité. La surprise n'est peut-être finalement pas que l'euro, durant son premier mois d'existence, ait baissé face au dollar, mais qu'il n'ait reculé davantage.

Pierre-Antoine Delhommais

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Remédier à l'exode rural

**LE PROBLÈME** de la main-d'œuvre agricole n'a rien de neuf, bien qu'il soit plus sérieux aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été. M. Roland Maspétiol, dans un beau livre, *L'Ordre éternel des champs*, a relevé un témoignage qui date de 1817 et qui serait à peu près aussi actuel : « La vie des campagnes est plus laborieuse », écrit un avocat parisien, l'existence dans les villes est bien plus attrayante. Si l'on peut devenir artisan sans être apprenti, maître sans avoir été compagnon, si la carrière du cultivateur est ouverte au premier venu, bientôt vous les villageois se précipiteront dans les villes pour y chercher des travaux : bien moins pénibles que ceux de l'agriculture ».

L'exode rural a d'autres causes encore, mais c'est celle-ci qui la

première permanence même nous enseigne la prudence dans le choix des voies et moyens qui permettraient d'y remédier. En 1949, d'année d'après la guerre, devant une situation de fait alarmante, le législateur a bien essayé d'établir un équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre en octroyant aux salariés agricoles des avantages susceptibles vraiment de les retenir à la campagne. Le relèvement des salaires a été récemment par les préfets, en conformité de l'ordonnance du 7 juillet 1949 qui confie à des commissions paritaires l'établissement des règles de travail, une mesure de dévotion de la loi aux travailleurs des champs en leur offrant, mutatis mutandis, des avantages comparables.

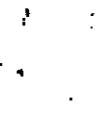
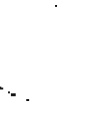
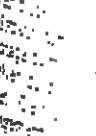
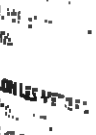
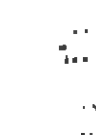
**Le Monde** SUR TOUS LES SUPPORTS  
Télématique : 3615 LEMONDE  
ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur microfilm : 01-42-08-78-30  
Index microfilm : 01-42-17-29-33

Le Monde sur compact-disc : GO LEMONDE  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à 10 € et en province : 12 €

## Les grandes entreprises





**SOCIAL** Un premier bilan des 35 heures fait apparaître que l'immense majorité des accords signés concernent les PME. Les grandes entreprises se lancent à leur tour dans

les négociations avec plus ou moins de difficultés. ■ TROIS accords offensifs - destinés à créer des emplois - ont récemment été signés chez Nouvelles Frontières, Décathlon et

Leroy-Somer. ■ CHEZ l'afficheur JCDECAUX, un accord conclu en juillet 1998 par les cinq syndicats a permis la création de 152 nouveaux emplois ■ DANS L'AUTOMOBILE, les

35 heures - qui devaient avoir un effet d'entraînement sur d'autres secteurs - ne sont toujours pas bouclées. Les syndicats de PSA ont jusqu'au 19 février pour accepter

nouveau texte présenté par la direction. Chez Renault, les premières séances se déroulent dans une ambiance « houleuse », selon les syndicats.

## Les grandes entreprises ouvrent avec peine le dossier « 35 heures »

Si les PME restent les plus nombreuses à négocier la réduction du temps de travail, les grands groupes leur emboîtent le pas. Mais la plus forte présence syndicale et les faibles créations d'emplois attendues rendent les discussions ardues

APRÈS les petites et moyennes entreprises, les plus importants se lancent à leur tour dans des négociations sur les 35 heures. Les projecteurs sont actuellement braqués sur



**35 HEURES** ont d'ores et déjà lancé des négociations et de diagnostic, les grands groupes tentent, à l'instar du secteur automobile, de conclure des accords.

C'est ainsi que trois accords offensifs - destinés à créer des emplois - ont récemment été signés chez Nouvelles Frontières, Décathlon et Leroy-Somer.

Chez Nouvelles Frontières (1 575 salariés), l'accord a été conclu avec les cinq syndicats pré-

sents (CGT et FO). Il prévoit 104 embauches (8 % effectifs) et trois types de réduction du temps de travail possibles : une semaine de quatre jours (de 8 h 45) et demi, ou une semaine de cinq jours et demi, ou une semaine de six jours et demi.

Chez Leroy-Somer, filiale du groupe américain Emerson spécialisée dans la fabrication et la distribution de matériels électriques, quatre syndicats (FO, CFDT, CGT et CGC) ont également signé un accord sur les 35 heures.

Chef de la création d'emplois directs dans cette société qui compte 3 000 salariés, dont 3 000 dans le seul département de la Charente. L'accord prévoit une réorganisation de l'entreprise et l'amélioration de la compétitivité,

qui lui permet de réduire le temps de travail sans diminuer ni la qualité ni la sécurité. Le projet n'est pas toujours de mise. Chez Décathlon (plus de 13 000 salariés et 155 magasins), la CFDT a signé un accord proposé par la direction. Malgré les 500 embauches qu'il prévoit, les syndicats s'y opposent, en particulier la CFDT, qui reproche à la direction d'augmenter le temps de travail sans augmenter les salaires.

La CFDT reproche à la direction d'augmenter le temps de travail sans augmenter les salaires. La CFDT reproche à la direction d'augmenter le temps de travail sans augmenter les salaires.

Les difficultés semblent croître avec la taille de l'entreprise. Ce n'est pas un hasard, si, selon le pointage de la CFDT, les entreprises de moins de cinquante salariés représentent 80 % des accords signés.

compensations l'annualisation du temps de travail, qui implique la banalisation du travail du samedi. Hormis la CGT, qui refuse toujours le texte qui a été appelé, mercredi 10 février, à un débrayage sur le site de Sochaux, les syndicats soulignent « les nouvelles avancées » du projet d'accord.

En revanche, la deuxième étape des négociations chez Renault, mardi 9 février, a été « houleuse ». Les syndicats ont rencontré la direction à la formation, à la proposition d'un effort accru. Mais les salariés ont refusé de travailler le dimanche toutes les cinq semaines, ce qui embauche les contreparties, alors qu'actuellement les équipes travaillent le week-end sur la base du volontariat. Après un mouvement de grève lancé mardi 9 février après-midi, la direction a retiré son projet.

Les négociations chez Elf Atochem, qui viennent s'achever, butent, elles, sur l'emploi. La direction propose 300 embauches

trois ans, dont 250 créations de postes grâce à la réduction du temps de travail, et 2,5 % des effectifs. « C'est insuffisant », le 900 embauches est aux départs naturels. Si la loi est correctement appliquée, il faudrait 1 100 embauches, affirme Guy Praxelle, responsable CFDT. Autre point d'achoppement, la direction « veut limiter le nombre de jours de congés générés par la réduction du temps de travail » en reprenant trois jours de congés supplémentaires accordés par le passé. La direction, qui souhaiterait obtenir la signature de la CGT, syndicat majoritaire d'Elf Atochem, attend le résultat d'une consultation organisée par le syndicat auprès du personnel.

Un autre blocage majeur a lieu dans les banques AFB. Les syndicats refusent de négocier dans les entreprises tant qu'ils ne sauront pas si l'accord signé au niveau de la branche - seul SNB-CGC - a été accepté par les pouvoirs publics.

Néanmoins, en raison des aides - plus généreuses - les entreprises ont bouclé leurs négociations fin juin. Le ministre de l'emploi s'attend à une accélération des accords d'ici date, même si beaucoup d'entreprises préfèrent attendre de connaître le contenu de la deuxième loi Aubry.

Stéphane Lauer

Frédéric Lemaître

### Accord à géométrie variable chez l'afficheur Decaux

VENDREDI, 16 h 30. Les abords de l'imposant bâtiment de verre du très design JCDecaux à Paris (Yvelines) s'animent enfin. Une file ininterrompue de voitures se presse vers la sortie. « Chaque fin de semaine, c'est le même spectacle, les salariés quittent le travail comme une foule de moutons », raconte, sans s'émouvoir, Patrick Gry, chargé des relations humaines. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1998, l'entreprise spécialisée dans le mobilier urbain et l'affichage « à la carte » des 35 heures, ce qui permet notamment à une partie des salariés de partir trois quarts d'heure plus tôt en fin de semaine. JCDecaux est la première entreprise à plus de 2 000 salariés à signer, le 1<sup>er</sup> juillet 1998, un accord Aubry. « Nous avons voulu être acteur plutôt que spectateur, explique Jean-Claude Decaux. Si c'est la bonne idée pour lutter contre le chômage, autant le savoir par la suite. » Une idée qui a permis l'embauche de 152 personnes (7 % effectifs), dont 60 % de jeunes.

JCDecaux avait plus d'un atout pour passer aux 35 heures. Un climat social (les cinq syndicats ont signé), une croissance régulière, une visibilité sur les marchés (les contrats avec les clients sont conclus pour une dizaine d'années). Enfin, la moyenne des salaires est de 11 000 francs brut, ce qui rendait particulièrement attractif le système d'aide instauré par la loi Aubry, qui favorise les basses et moyennes rémunérations.

**SELON LES MÉTIERS** Trois sortes d'horaires ont été admis en place selon les métiers : administratif, terrain (installation, affichage du mobilier) et industriel (atelier de préparation des affiches). C'est l'atelier que le changement a été le plus radical. Les ouvriers travaillant sept heures chacune, alternativement de 6 heures à 13 heures et de 13 h 15 à 20 h 15. Un nouveau rythme qui convient bien à cette mère de famille : « Même si c'est un peu déstabilisant au début, des fois, on oublie de déjeuner quand on est d'après-midi. Et puis il a fallu garder des enfants. Mais ça me laisse du temps pour m'occuper d'une ludothèque. » Alain, lui, a eu plus de mal à s'adapter. « Maintenant, on se lève plus tôt pour aller au cou- cher plus tôt. Mais plus c'est les cadences. Je prépare le même nombre d'affiches qu'avant avec moins d'heures de travail. Avant, c'était l'entreprise, maintenant, c'est la chaîne. »

Le personnel administratif bénéficie d'une tout autre organisation. Outre le départ trois quarts d'heure plus tôt le vendredi, les salariés prennent une journée de congé supplémentaire par mois. Enfin, la pause-déjeuner, qui est exclue du temps de travail effectif, a été allongée d'un quart d'heure. « On n'a pas voulu instaurer une semaine de congés payés, qui aurait eu plus déstabilisant pour la compétitivité de l'entreprise », explique M. Gry.

Enfin, le personnel de terrain est passé, pour la majorité, à la semaine de quatre jours. « Cette adaptation à la situation de chaque métier constitue le secret d'un bon accord 35 heures. On ne peut pas faire travailler le monde sur le même rythme », souligne M. Gry. Seul point commun : la politique de rémunération, maintenue pour la modération salariale a été conclue pour l'ensemble de l'entreprise. Ce contrat a été d'autant plus obtenu que les syndicats que l'entreprise pratique pour les postes à qualification élevée et les salaires d'embauche plutôt plus élevés que la concurrence (environ 8 000 francs brut).

Si, globalement, tout le monde y trouve son compte, les 35 heures ont tout de même bouleversé les relations avec les clients. L'entreprise : « Avec deux équipes, les anciennes ont été séparées. Au début, il y a eu des mouvements d'humour de style : "C'est ma machine, pas la tienne" : on ne peut pas prendre les marques », se plaint une ouvrière. « Comme l'activité est plus intense, les gens se rencontrent beaucoup moins pour des pauses-café », s'inquiète Eric Sylard, délégué CGT, qui a noté que les 35 heures ont coincé la distribution de téléphones portables : près de 50 % des salariés de terrain en sont équipés.

Enfin, pour les cadres, la réduction du temps de travail reste toute relative. Ainsi Marc Augustyn, délégué CGC, qui a noté que les nouveaux horaires théoriques, sachant qu'il doit rendre la ville de Rio (Brésil) et effectuer, pour cela, des journées à rallonge. Pour lui, les 35 heures ne sont plus tard. Si, pour les premiers ni- veaux de hiérarchie, prendre un jour de temps en temps n'est pas un problème, Jean-Claude Decaux ne cache pas, en aparté, qu'il verrait d'un mauvais œil l'un de ses directeurs régionaux passer réellement à 35 heures.

### L'AUTOMOBILE PIÉTINE

Les 35 heures dans l'automobile, qui devaient avoir un effet d'entraînement sur d'autres entreprises, ne sont toujours pas bouclées. Les syndicats de PSA ont jusqu'au 19 février pour accepter le texte présenté vendredi 12 février par la direction (Le Monde daté 7-8 février). Une première version avait été rejetée par les syndicats. La nouvelle mouture du projet d'accord propose un certain nombre

### Un million de salariés à 35 heures, selon la CFDT

La CFDT a recensé 2 900 accords signés dans le cadre de la loi Aubry, 2 000 accords Aubry et près de 300 accords dans le F&E&T. Ces conventions concernent 600 000 salariés. Au total, elles auraient permis de créer 50 000 emplois et de supprimer 20 000 autres. Si l'on inclut les salariés postés qui, depuis 1982, travaillent 35 heures, c'est, selon la CFDT, un million de salariés à temps plein qui, dans le secteur privé, sont à 35 heures.

La CFDT et la CGT ont des positions favorables aux 35 heures, FO ne l'est pas. Au cours d'une rencontre publique le 9 février, Hubert Bouchet, secrétaire de l'Union confédérale des Ingénieurs, a déclaré que « la bataille pour les 35 heures est la dernière bataille du siècle. Le travail vécu comme une tragédie anti-démocratique, basée sur l'unité du temps et de l'espace, a été vaincu en moins de sens pour de plus en plus de salariés ».



### Chiffre d'affaires consolidé 1998 : + 16,1 %

Le chiffre d'affaires consolidé de Accor pour l'ensemble de l'année 1998 s'établit à 5 623 millions (FRF 36 881 millions), en progression de 16,1 %, par rapport à celui de l'année 1997 (4 843 millions) - FRF 31 780 millions.

	1997	1998	Var. 98/97
<b>Hôtellerie</b>	10 353	11 985	+ 15,9 %
Agences de Voyages	4 100	4 534	+ 10,6 %
Economique	4 121	4 288	+ 4,1 %
Motels	4 074	2 557	- 37,2 %
Agences de Voyages	2 173	2 534	+ 16,6 %
Location de Voitures	2 173	2 395	+ 10,2 %
Services Corporates	4 050	4 432	+ 9,5 %
Restauration	1 780	2 256	+ 26,7 %
Ferrovial	372	847	+ 127,8 %
Casinos	757	943	+ 24,5 %
Autres	31 780	4 843	+ 16,1 %
<b>TOTAL</b>			

15,9 % pour l'hôtellerie affaires, 10,6 % pour l'hôtellerie économique, 4,1 % chez les Agences de Voyages.

Le chiffre d'affaires des Agences de Voyages progresse de 10,5 % en 1998 à méthode comparable.

Le chiffre d'affaires de la Location de Voitures est en progression de 21,8 % par rapport au chiffre d'affaires réalisé en 1997, qui n'était pas consolidé proportionnellement.

Pour les Services Corporates, le chiffre d'affaires augmente de 13,3 %, 10,2 %, y compris les effets de change négatifs au 4<sup>ème</sup> trimestre de 3,4 %.

Le chiffre d'affaires des Services à Bord des Trains progresse de 26,7 %, grâce au contrat passé avec la SNCF en France.

Enfin l'activité Casinos, intégrée depuis le deuxième trimestre 1997, réalise un chiffre d'affaires de 129 millions (FRF 847 millions), en forte progression.

La répartition géographique du chiffre d'affaires confirme le leadership de Accor en Europe, qui représente 70 % du chiffre d'affaires total (dont 37 % pour la France), l'Amérique du Nord et l'Amérique Latine représentant respectivement 17 % et 11 % du total.

Le volume d'activité prend en compte l'ensemble des flux financiers dont Accor a la responsabilité. Il progresse de 7,9 % en 1998, s'établissant à 16 201 millions (FRF 106 270 millions). Il est composé principalement de :

- 4 146 millions pour l'Hôtellerie (FRF 27 198 millions) ;
- 4 450 millions pour les Agences de Voyages (FRF 29 188 millions) ;
- 402 millions pour la Location de Voitures (FRF 2 734 millions) ;
- 5 868 millions pour les Services Corporates (FRF 3 492 millions).

Contact : Direction - Communication Financière

Tél : 01 86 00 86 00 Fax 01 45 36 15 15 Minitel 3615 1515 (FF 1,29/min.) Internet : www.accor.com/finance



صوتنا من الداخل

## LVMH choisit de passer par l'Italie pour conquérir le monde

Après Gucci, Bernard Arnault s'intéresse désormais à Armani

Un mois après son entrée dans le capital du maroquinier florentin Gucci, le groupe français de luxe LVMH confirme son intérêt pour le monde

de la mode italienne. Mercredi 10 février, le premier créateur de la péninsule, Giorgio Armani, a clairement laissé entendre que sa maison était

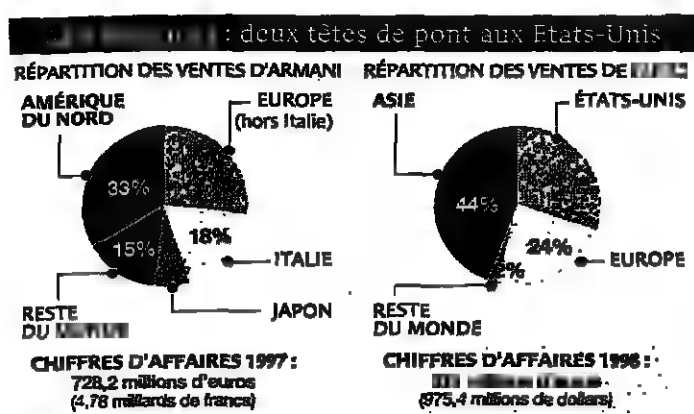
en négociation avec Bernard Arnault. Celui-ci s'intéresse surtout à la dimension mondiale des griffes italiennes.

UN MOIS après son entrée dans le capital du maroquinier florentin Gucci, le groupe français de luxe LVMH confirme son intérêt pour le monde de la mode italienne. Mercredi 10 février, le premier créateur de la péninsule, Giorgio Armani, a clairement laissé entendre que sa maison était

Le premier, selon le quotidien *Sole 24 ore*, aurait accepté une offre de prise de contrôle faite par LVMH, qui est le dernier à immédiatement «formellement démentir». On rappelle à Paris que le créateur italien avait été débauché par Bernard Arnault, qui trouvait ses démodés. La seconde piste n'est pas crédible, car n'a d'ailleurs ni démenti ni confirmé par LVMH. Le directeur général du groupe Armani lui-même, Giuseppe Brusone, a déclaré que «tout le monde a vu M. Arnault aux défilés d'Armani, fin janvier à Milan. Je confirme l'intérêt de LVMH pour cette affaire». Il a même donné des précisions sur la nature des discussions en cours, qui «prennent en compte les aspects des deux sociétés, aussi bien les domaines industriels que la distribution», et n'excluent pas «la possibilité d'une fusion».

### «L'AUTRE PAYS DU LUXE»

M. Arnault a-t-il eu peur, au moment des révélations sur Ferré, que LVMH ne se détourne d'Armani? M. Arnault a découvert que le monde du luxe, ce n'est pas seulement la France, ce n'est pas seulement l'Italie. Il ne pouvait pas ne pas s'adresser au groupe Armani, marque-t-il. Cherche-t-il à faire passer les enchères à la bras armé de Giorgio Armani? On ne peut pas dire que de nombreuses offres de groupes étrangers aient été reçues. Si le patron de LVMH ne dédaigne pas avoir plusieurs fers au feu, sa grande ambition du moment est plutôt Gucci. LVMH a en effet, en quelques semaines au moins



La branche maroquinier de LVMH a réalisé 12 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1997, dont 17% aux États-Unis et 56% en Asie-Pacifique.

34,4% du capital du maroquinier florentin coté à New York à Amsterdam. Le groupe Gucci, Domenico Sole, semble moins intéressé. Le groupe Gucci, Domenico Sole, semble moins intéressé. Le groupe Gucci, Domenico Sole, semble moins intéressé.

Jeudi 11 février, LVMH a demandé au conseil de surveillance de Gucci NV de convoquer une assemblée générale extraordinaire du groupe, afin de faire nommer au conseil un nouveau représentant de LVMH, en la personne d'Umberto Galda, ex-directeur général du distributeur français Promodès. De Sole a opportunément révélé que les services de la commission européenne avaient contacté Gucci pour établir si les 34,4% acquis par LVMH pouvaient constituer une

concentration. LVMH a fait savoir jusqu'ici qu'il n'avait pas l'intention de faire une offre sur Gucci, qui lui coûterait environ 25 milliards de francs (3,8 milliards d'euros). Un rachat d'Armani ne coûterait, lui, que 10 à 11 milliards de francs.

Avec ses 34,4% de Gucci, les accords de coopération avec Prada à l'occasion du mariage de la fille de celui-ci, Gucci, et maintenant un éventuel rapprochement avec Armani, LVMH confirme son intérêt pour le pays du luxe, l'Italie. Même si M. Arnault rappelle que son objectif n'est pas de conquérir la péninsule que le monde, Gucci et Armani sont deux des groupes les plus internationalisés. La marque Giorgio Armani avait généré en 1997 un chiffre d'affaires mondial de 1,1 milliard d'euros (7,2 milliards de francs) - y compris les parfums, produits par L'Oréal -, répartis sur un tiers en Amérique du Nord. Gucci, pour sa part, avait bâti de fortes positions en Asie avant la crise financière, pour autant négocier les États-Unis, où la griffe réalisait, en 1998, 80% de son chiffre d'affaires de 871 millions d'euros (5,7 milliards de francs). En revanche, les États-Unis ne

représentaient en 1997 que 17% des ventes «mode et maroquinier» de LVMH, qui avait tout misé sur l'Asie ces dernières années, notamment avec son fleuron Louis Vuitton. Un plan stratégique qui avait culminé avec l'acquisition, fin 1996, du distributeur Duty Free Shoppers (DFS). Depuis, la crise asiatique a contraint le groupe français à faire le ménage chez DFS. La restructuration aujourd'hui terminée, LVMH s'est remis en chasse de nouvelles marques susceptibles de nourrir ses réseaux de distribution. DFS et Séphora, la chaîne de parfumerie qu'il compte justement développer, sont prioritairement outre-Atlantique.

RECHERCHE DE SYNERGIES Le patron de LVMH, qui a réorganisé son conglomérat de marques de luxe en véritable groupes multimédias, continue de chercher à faire jouer rapidement les synergies entre ses nouvelles conquêtes. L'acheteur mondial d'espace publicitaire dans le domaine du luxe, le groupe français estime pouvoir faire baisser le coût de ce type d'achats pour Gucci de 15 à 20% en l'associant à la centrale. Un argument de poids pour valoir auprès des actionnaires de Gucci, et sentinelle des fonds de pension américains, très soucieux de la valeur de leur portefeuille d'actions.

Chez Armani, l'intérêt de LVMH devrait se porter sur le savoir-faire, matériel et commercial, du groupe italien en matière d'habillement. Une activité qui représente toujours les deux tiers de l'activité d'Armani, qui a développé des sous-marques, alors que ce métier a été un peu délaissé par les marques de mode du groupe français, champions de la haute couture, du prêt-à-porter et du parfum.

Pascal Gaillet

## Des rumeurs agitent les titres Paribas et Société générale

L'assureur AXA parle d'«élucubrations»

DEUX RUMEURS ont animé le marché des actions Société générale et Paribas, mercredi 10 février. La première prêtait à l'assureur AXA, qui aurait été associé pour l'occasion à la BNP et à General Electric Capital, l'intention de lancer une contre-offre sur Paribas. «Elucubrations», commentait-on immédiatement au siège de l'assureur. Mais si le rapprochement Société générale-AXA peut-être le scénario idéal pour Claude Bébear, le président d'AXA, qui a déjà plu pour une alliance BNP-Paribas, le dernier à tout même voté pour la fusion lors du conseil de surveillance de Paribas, le 11 janvier, et a accepté de devenir administrateur de la Société générale et de son futur groupe.

La rumeur mettait en scène la banque néerlandaise ABN Amro, qui se refuse à tout rapprochement sur les bords de marché. Elle aurait eu des vues sur la Société générale après l'annonce de la fusion et aurait déçu que la banque ait finalement réussi à trouver une option franco-française. Elle se dit donc prête à lancer une contre-offre sur la Société générale. La aussi, le schéma paraît compliqué. Il y a moins d'un an, ABN Amro avait surchuté sur le groupe Fortis pour prendre le contrôle de la Caisse de banque en Belgique et avait essayé un revers cinglant, qui a été l'orgueil de la banque batave. Elle ne peut donc que réfléchir à deux fois avant d'envisager une nouvelle opération financière, surtout dans des conditions

Même soutenues par ces deux rumeurs, les titres Société générale et Paribas avaient du mal à retrouver leur retard en hausse : elles progressaient respectivement, mercredi en clôture, de 1,65 %, à 135,2 euros, et de 1,45 %, à 107,30 euros, encore loin de leurs cours du 1<sup>er</sup> février, jour de l'annonce de leur accord. La Société générale s'échangeait alors à 158 euros par action, et Paribas à 84 euros. Sophie Fay

publique d'échange doit démarrer vendredi 12 février.

Les analystes financiers sont assez divisés sur le bien-fondé du rapprochement. Beaucoup, en particulier les analystes présents dans les institutions françaises, se félicitent de cette opération qui donne naissance à un groupe français au potentiel financier et à l'accélération des décisions sur la restructuration bancaire en France. Les anglo-saxons, notamment la banque Morgan Stanley, s'interrogent. Le changement de patron de Paribas, André Lévy-Lang, qui n'hésite pas, il y a encore quelques mois, à souligner l'incompatibilité culturelle entre Paribas et la Société générale, gêne toujours. Surtout, ils constatent que l'activité de banque d'investissement du nouvel ensemble, qui compte au total 13 900 personnes, est une véritable tache de comparaison, une banque comme l'américaine Goldman Sachs emploie 11 000 personnes et a dégagé un résultat net de 2,9 milliards de dollars (2,6 milliards d'euros) en 1998 ; Lehman Brothers, qui a passé un très mauvais trimestre, a dégagé en 1998, à l'échelle de son activité, 646 millions d'euros, soit environ 1 000 milliards. Certes, le périmètre de la SG-Paribas, qui comprend encore beaucoup d'activités de banque commerciale internationale, n'est pas le même que celui de ces deux banques, mais la comparaison n'est pas à l'avantage du groupe français. En outre, les deux établissements auront à gérer des redondances. Mais les analystes anglo-saxons, qui parlent d'une fusion Société générale-BNP au début de l'année, sous-estiment peut-être les synergies qui peuvent jouer dans les activités, comme la banque de détail, avec l'apport des techniques de la Société générale et de la Caisse du Nord.

## Après l'ordinateur, le téléphone portable se branche sur Internet

ACCÉDER à un service sur Internet, naviguer sur Internet ou faire ses achats depuis un téléphone portable est en passe de devenir une réalité. Les fabricants de matériel, les opérateurs de télécommunications et les éditeurs de logiciels travaillent d'arrache-pied pour lancer une nouvelle génération de portables connectés au réseau Internet.

France Télécom a annoncé, jeudi 11 février, le lancement d'ici la fin de l'année du premier service de commerce en ligne utilisant le GPRS. Les abonnés itinérants pourront réaliser leurs achats simplement en se munissant de leur carte bancaire et de leur radiotéléphone. Avec son mobile, le client contactera un commercial, qui lui enverra un message de confirmation de la demande. Il suffira alors au client d'insérer sa carte bancaire dans le deuxième lecteur du téléphone StarTAC-D de Microsoft (le premier lecteur est intégré à la carte SIM) et de taper le code d'identification

sa carte. Le système bénéficie de la sécurité des paiements garantie par les mécanismes du Groupe-1 des cartes bancaires.

Ce nouveau service permettra à un client d'utiliser son téléphone portable pour les usages de la vie quotidienne, explique Didier Quilliot, directeur commercial de France Télécom. D'autres groupes travaillent activement à marier la radiotéléphonie et Internet. Le géant américain des logiciels Microsoft et l'opérateur britannique des télécommunications British Telecom (BT) ont ainsi décidé, le 8 février, de mettre en œuvre en commun dans ce domaine.

### ÉNORME POTENTIEL

«Notre objectif est d'étendre les services Internet à nos clients mobiles, qui veulent rester en permanence en ligne», explique le directeur commercial de France Télécom. D'autres groupes travaillent activement à marier la radiotéléphonie et Internet. Le géant américain des logiciels Microsoft et l'opérateur britannique des télécommunications British Telecom (BT) ont ainsi décidé, le 8 février, de mettre en œuvre en commun dans ce domaine.

division Internet chez Microsoft France. Les premiers tests débuteront en printemps au Royaume-Uni, et les services devraient être disponibles dans plusieurs pays au début de l'an 2000. Ils seront distribués par Concert, la filiale de BT à l'international.

Microsoft se remet ainsi en selle sur le marché mondial de l'accès à Internet par l'intermédiaire d'une machine portable, qu'il s'agisse d'un radiotéléphone ou d'un ordinateur. La firme créée par Bill Gates apportera à son partenaire son système d'exploitation Windows CE, qui sera installé sur les téléphones portables de BT. Un groupe de chercheurs a déjà pris de l'avance : un accord a été signé en juin 1998 par le constructeur britannique d'ordinateurs de poche Psion, l'industriel américain Motorola, le suédois Ericsson et le finlandais Nokia pour le développement d'un système concurrent, Symbian.

Le marché potentiel, énorme, est en pleine croissance : les ventes

de téléphones mobiles ont progressé de plus de 50% en 1998 avec plus de 100 millions d'appareils vendus, et cette croissance devrait croître de plus de 39% cette année. L'essentiel de la croissance se situe en Europe occidentale, où 110 millions de personnes devraient être équipées de téléphones mobiles à la fin de l'année, contre 60 millions en 1998.

### POINT TAU DE RENOUVELLEMENT

Cette explosion du téléphone portable pousse les fabricants à renouveler rapidement leur offre en élargissant leur palette de services à leurs gammes de produits. Rien qu'en France, plus d'un million d'utilisateurs de mobiles ont modifié leur équipement en 1998, et ce chiffre devrait doubler cette année. «Les gros fabricants ont déjà à leur troisième ou quatrième radiotéléphone, ce qui représente un état de renouvellement du matériel plus élevé que celui du marché des ordinateurs», estime Guy Lanrezac, responsable marketing du commerce mobile chez Motorola France.

Cette explosion pousse les opérateurs à se rapprocher des concepteurs de logiciels pour proposer de nouveaux services. C'est le cas, notamment, de Nextel, la société de radiotéléphonie qui a annoncé, lundi 8 février, son partenariat avec Netscape, éditeur de logiciels de navigation sur Internet. Le grand rival de Microsoft, pour accéder au Web à partir d'un téléphone portable. Le service Netscape Online fonctionnera sur des téléphones Motorola traitant la voix et les données, qui devraient faire leur apparition en milieu d'année. Microsoft a annoncé une gamme de logiciels riche que ce qu'il offre aujourd'hui pour les micro-ordinateurs : messagerie électronique, Intranet d'entreprise, gestion d'information.

Joël Morio

Emmanuel Paquette

## Forte baisse du résultat d'exploitation de Philips en 1998

LE GROUPE D'ÉLECTRONIQUE NÉERLANDAIS Philips a annoncé, jeudi 11 février, une chute de 60% de son résultat d'exploitation à 1,509 milliard de florins (684 millions d'euros) en 1998. Au quatrième trimestre, le groupe a essuyé une perte nette de 679 millions de florins en raison d'une provision de 2 milliards de florins destinée à couvrir les mauvaises dettes au Brésil ainsi que les pertes liées à la fabrication de radiotéléphones, secteur dans lequel le groupe a mis fin à sa coopération avec l'américain Lucent.

Le résultat net de Philips, en revanche, a plus que doublé, à 13,34 milliards de florins (contre 5,73 milliards en 1997). Cette hausse spectaculaire n'est due qu'à la plus-value exceptionnelle de 11,137 milliards de florins réalisée grâce à la vente de la firme d'optique allemande Pöyry au groupe canadien Seagram. Le chiffre d'affaires a progressé de 2,7% à 67,12 milliards de florins. Pour 1999, le groupe estime que les résultats des deux premiers trimestres ne seraient pas favorables, mais prévoit que le résultat d'exploitation de l'année présentera une amélioration par rapport au 2<sup>e</sup> semestre de 1998.

## Un actionnaire minoritaire de Lycos conteste le rachat par USA Networks

JACOB HOROWITZ, actionnaire minoritaire de Lycos, a déposé une plainte dans l'Etat du Delaware contre l'absorption du site Internet et moteur de recherche Lycos par le groupe de chaînes de télévision thématiques USA Networks, qui contrôlera 81% du nouvel ensemble. Cette opération est loin de satisfaire les actionnaires minoritaires de Lycos, qui ont vu le cours de l'action plonger de près de 50% en deux jours. M. Horowitz estime donc que les intérêts des petits actionnaires n'ont pas été protégés.

### Les livres sur Minitel

- 300 000 romans, thrillers, science-fiction...
  - Le Monde Éditions : dessins de Plautu. Prix du meilleur écrivain
  - Les collections du Monde des livres et du Monde des poches
- Recherche bibliographique et commande de livres  
Livraison à domicile  
3615 LEMONDE  
(Sur Internet : <http://www.lemonde.fr/livres>)

## Près de 4 millions de titres russes pourraient être indemnisés

UN PEU PLUS d'un an après la fin du processus de porteurs d'emprunts d'État russes non remboursés après la révolution d'octobre 1917, une première estimation du nombre de titres qui pourraient faire l'objet d'une indemnisation a été communiquée par le ministère de l'économie, mercredi 10 février : plus de 130 000 titres ont été effectués et 3,76 millions de titres ont été déposés.

Les détenteurs d'actions et d'obligations russes ont maintenant se partager quelque 2,3 milliards de francs (350 millions d'euros) versés par la Russie, mais beaucoup d'observateurs estiment que les paiements doivent être faits avant qu'ils ne soient indemnisés. D'abord, les paiements d'urgence par Moscou

représentent qu'un peu plus de la moitié des titres qu'elle s'est engagée à payer. Même si aucun retard n'a été jusqu'à présent observé, il existe un risque que la Russie suspende ses paiements alors que le pays traverse une grave crise financière. Ensuite, il est à craindre que les conditions de l'indemnisation qui ont été proposées au gouvernement par la Commission de suivi des dettes entre la France et la Russie, la commission, présidée par le conseiller d'Etat Jean-Claude Paye, a commencé à recevoir les représentants des porteurs de titres russes et doit répondre à de nombreuses questions. «Pour les obligations, on se posera la question de savoir si un titre d'Etat ayant une valeur de 500 francs est un titre de so-

ciété sans garantie de l'Etat ayant une valeur faciale de 500 francs peuvent être considérés de valeur égale. Pour les actions, c'est beaucoup plus compliqué. Comment, par exemple, apprécier la valeur d'une action, surtout si elle n'est pas cotée en Bourse? A quel moment prendre en compte sa valeur?», a déclaré M. Paye à l'Agence France Presse.

La commission devrait formuler, d'ici la fin mai, des propositions au gouvernement. Si tout va bien, ce dernier présentera une loi d'indemnisation au Parlement courant l'année. Quand celle-ci sera votée, le Trésor public procédera enfin à l'indemnisation.

Le groupe Hervant a amélioré

Murdoch et...



# Le groupe Hersant a amélioré ses résultats en 1997, mais reste très endetté

La Socpresse compte sur l'ouverture du capital du « Figaro » pour reconstituer ses fonds propres et réduire son endettement. Yves de Chaisemartin essaie de trouver des solutions pour deux zones de pertes : « Nord-Eclair » et « Presse-Océan »

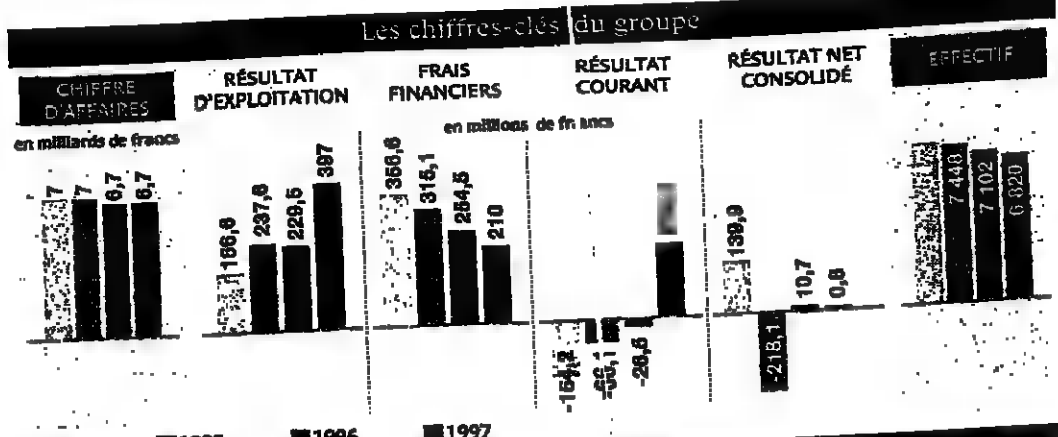
1997 SERA-T-ELLE l'année du ré-  
sultat du Figaro ? Le quotidien du  
groupe Hersant prévoit une année  
révolutionnaire marquée par une  
nouvelle formule du quotidien, pré-  
vue en septembre, un plan d'ou-  
verture du capital journal à hau-  
teur de 40 %. Le PDG de la  
Socpresse, Yves de Chaisemartin a  
annoncé l'opération en juin 1998. Il  
prévoit de la boucler à la fin du  
premier semestre. Elle devrait se faire  
sous forme d'une levée d'obligations  
convertibles, pour un montant de  
1,5 milliard de francs (228,6 millions  
d'euros). Dans un deuxième temps, le  
quotidien prévoit d'entrer en Bourse  
en 2001. Le schéma initial prévoyait  
une augmentation du capital par  
tranches de 5 %. Ce schéma semble  
abandonné mais investisseurs  
pourraient prendre des parts plus  
importantes dans le capital, aux côtés  
de partenaires financiers prêts à  
convertir leurs créances.

Ces modalités ont été annoncées  
aux salariés, au début de l'année, en  
même temps que ceux-ci prenaient  
connaissance du rapport annuel de  
l'expert-comptable du comité de  
groupe Socpresse, le cabinet Sécadi-  
Alpha, portant sur les comptes de  
1997. Au cours de l'année la  
Socpresse a continué d'améliorer ses  
comptes, affichant un résultat d'ex-  
ploitation de 397 millions de francs  
(60,5 millions d'euros), pour un chiffre  
d'affaires de 6,7 milliards de francs  
(1,02 milliard d'euros). Sur cette  
première fois depuis 1992, les frais  
financiers ne pèsent plus intégralement  
sur le résultat d'exploitation, notent  
les experts qui ajoutent : « L'œil du cyclone semble bien appar-

tenir au passé. » Le résultat net  
consolidé est proche de zéro, en rai-  
son d'importants frais de restructu-  
rations, notamment dans l'Ouest,  
qui représentent 325,4 millions de  
francs (49,6 millions d'euros), contre  
195 millions en 1996.

L'amélioration du résultat s'ex-  
plique en grande partie par la baisse  
du coût du papier en 1997, qui a per-  
mis au groupe de réaliser une  
économie de 135 millions de francs  
(20,5 millions d'euros). Le groupe béné-  
ficie aussi d'un dividende de 20 mil-  
lions de francs (3 millions d'euros),  
dont il déduit 40 %, et qui est au  
cœur de la bataille de la Voix du  
Nord. La situation de Nord-Eclair fait  
partie des points noirs du groupe,  
tout comme Presse-Océan (lire ci-  
dessous).

On comprend mieux l'enjeu de la  
recapitalisation du Figaro quand on  
sait que « l'essentiel des résultats pro-  
vient de la presse parisienne », dit  
le seul Figaro, qui représente près  
de la moitié des activités du groupe  
et 75 % de ses résultats. La situation  
de France-Sol est préoccupante.  
En 1997 le groupe a apporté  
107,4 millions de francs d'avances  
supplémentaires, portant, fin 1997, la  
dette de France-Sol à l'égard de son  
groupe à 300 millions (53,3 mil-  
lions d'euros). Depuis le titre a perdu  
120 millions de francs en 1998 et pré-  
voit la même perte en 1999  
(Le Monde du 11 décembre 1998). La  
nouvelle formule de ce quotidien per-  
met de stabiliser la diffusion et la  
publicité progresse. La situation  
gère brillante dans la région  
Rhône-Alpes. Les résultats du Pro-  
grès ont continué à se dégrader



Le groupe Hersant a amélioré son résultat d'exploitation en 1997, grâce notamment à la baisse du prix du papier. Pour la première fois depuis 1992, les frais financiers sont inférieurs au résultat.

(Le Monde du 6 novembre 1998), alors que ce ceux de son voisin  
Le Dauphiné libéré se sont améliorés.  
La capacité d'autofinancement du  
Progrès est négative, tout comme  
France-Sol, Presse-Océan et  
Nord-Eclair. Le titre du quotidien  
lyonnais à l'égard de la Socpresse  
approchait les 800 millions de francs  
en 1997, sur un total de 1,1 milliard  
(167,7 millions d'euros).

Le désendettement du groupe  
s'est poursuivi en 1997, mais dans  
des proportions moindres qu'en  
1996. La Socpresse a réduit de 33  
de 232,3 millions de francs (35,4 mil-  
lions d'euros), après une diminution de  
802,7 millions en 1996 (122,3 mil-  
lions d'euros) grâce à plusieurs cessions, no-

tamment celles des quotidiens polo-  
nais. Cette baisse est due pour l'es-  
sentiel à la vente pour 190 millions  
de francs de la Société du Journal té-  
léphoné. En deux ans, le groupe a  
réduit son endettement d'environ  
1 milliard.

L'endettement du groupe en 1997  
est de 2,264 milliards de francs  
(345 millions d'euros) contre 2,5 milliards  
en 1996 et 3,3 milliards en 1995.  
La moitié de ces dettes sont à  
court terme, qu'il s'agisse d'em-  
prunts qui arrivent à échéance à  
moins d'un an (516 millions) ou de  
dettes bancaires courantes (importan-  
ces de 635 millions). Les dettes à  
échéance de plus de cinq ans ne re-  
présentent que 110 millions (16,8 mil-  
lions d'euros). Les prochaines échéances  
(celles de 1998) risquent de peser cer-

tainement sur le résultat d'exploita-  
tion. Le poids de cet endettement à  
court terme contraint le groupe à  
des exercices d'équilibre permanen-  
ts, dans lesquels, il est vrai, il ex-  
celle. Un certain nombre de  
sous-résultats réguliers.

Ainsi le 1er janvier, un emprunt de  
170 millions de francs (25,9 millions  
d'euros) datant de 1989 a été renouvelé.  
En 1997, le groupe a souscrit pour  
206 millions de francs (31,4 millions  
d'euros) de nouveaux emprunts, notam-  
ment auprès de la banque améri-  
caine Merrill Lynch (170 millions de  
francs, 25,9 millions d'euros).

En contrepartie, les banques de-  
mandent des nantissements sur les  
fonds de commerce. Ainsi Le Figaro

est-il nanti à hauteur d'environ  
900 millions de francs (137,2 millions  
d'euros) et un emprunt de 110 millions de  
francs (16,5 millions d'euros) en 1993, souscrit auprès du  
Crédit lyonnais a été garanti par un  
nantissement sur Paris-Turf, dont les  
numéros de vente circulent réguliè-  
rement.

En 1996, le groupe a également si-  
gné avec l'administration un mora-  
toire sur les dettes fiscales et so-  
ciales, qui approchaient 1 milliard  
de francs. Le groupe s'est engagé à  
ramener ces dettes à un niveau plus  
raisonnable, en deux ans. Le mon-  
tant était tombé à 900 millions de  
francs (137,2 millions d'euros) en 1997. La  
Socpresse a également d'une  
avance de la société de messageries  
Transport presse, gérée par les  
NMPP, de 100 millions de francs.

C'est pour éviter cette situation de  
fragilité permanente qu'Yves de  
Chaisemartin a entrepris le plan de  
recapitalisation du Figaro qui devrait  
permettre au groupe à la fois à ré-  
duire son endettement et de rétablir  
sa trésorerie (négative d'1 milliard de  
francs, 152 millions d'euros) et de  
proposer qu'il atteigne un niveau  
difficilement soutenable, selon Sé-  
cadi-Alpha, à -1,5 milliard de francs  
(228 millions d'euros).

Depuis la mort de Robert Hur-  
bail, Yves de Chaisemartin a su  
maintenir avec habileté l'héritage du  
groupe. La restructuration du  
groupe Hersant n'est pas achevée,  
notamment dans la presse régionale.  
Philippe Hersant et son groupe  
France-Antilles devrait jouer un  
rôle important.

Alain Salles

## Les mystères du Nord

L'incertitude sur l'évolution et les  
conséquences des transformations en pri-  
mière de 1998 autour du groupe La Voix du Nord et de  
la presse francophone de Belgique. Alors que le rôle  
qu'y joue le groupe Hersant. Le groupe Nord a ac-  
quis 38 % du capital de Voix du Nord Investissement  
(VNI), la holding du groupe Voix du Nord. Dans l'ac-  
cord de partenariat signé entre Robert Hurbail et  
Pierre-Henri Fally, pour le groupe belge, Jean-Louis  
Prévost, PDG, Claude Burmod, président du  
conseil de surveillance, pour La Voix du Nord, au-  
dessus de la limite de 30 % de participation.

On a donc aussi parlé de la possibilité d'une  
participation plus importante, voire d'une prise de  
contrôle totale, soit par Rosell seul, soit par  
une intervention directe de la Socpresse, actionnaire  
à 40 % du groupe belge. Le patron tout-puissant de  
La Voix du Nord, Jean-Louis Prévost, semble isolé. Il  
a tout fait pour ne pas se joindre lors  
de l'annonce de la prise de participation du groupe  
Rosell et avait bien du mal à présenter comme une  
bonne nouvelle la recherche de synergies qui justi-  
fient l'opération.

**HYPOTHÈSES JUDICIAIRES**  
Aujourd'hui, Jean-Louis Prévost se désole pas  
quand on envisage la prise de contrôle totale par  
Rosell ou la Socpresse : « Je démens toutes les allé-  
gations calomnieuses », dit-il. La Socpresse a 40 % de  
Rosell. Si, par voie de conséquence, on imagine qu'elle  
a de « La Voix », c'est un raccourci soignant. Mais  
des accords stipulent bien que Rosell ne peut pas céder  
des actions de VNI à qui que ce soit.

On évoque à l'intérieur de La Voix du Nord des  
contacts entre Yves de Chaisemartin et certains syn-  
dicalistes. Le PDG de la Socpresse n'aurait pas caché

ses intentions d'aller plus loin, même s'il dément, of-  
ficiellement, jouer un rôle dans l'affaire. Certains di-  
recteurs de la Socpresse rappellent que le capital de  
Rosell, détenu à 60 % par Robert Hurbail, qui est  
septuagénaire, peut évoluer. Les synergies évoquées  
au moment de l'entrée de Rosell dans le capital  
commencent à se dessiner. C'est Rosell qui fournit  
le papier à La Voix du Nord. On s'attendait sur le  
départ pour la Socpresse du directeur adjoint de  
publicité de La Voix du Nord, Jean-Pierre Delétré.  
Pour la Voix du Nord, on préfigure d'autres mouvements,  
qui pourraient bien concerner le groupe Hersant.

Pour l'instant, le personnel et les syndicats hé-  
sitent entre deux hypothèses : l'entrée massive de la  
Socpresse avec la complexité du groupe Rosell en  
main ou la constitution d'un groupe francophone inter-  
national. Certains estiment que Rosell et la Socpresse  
détiennent 60 % du capital et qu'ils sont prêts à tout  
prendre. Ce serait une question de main de fer  
dans un gant de velours. Deuxième hypothèse - non contradictoire  
avec la première - Yves de Chaisemartin veut des-  
serrer l'étau mis en place par La Voix du Nord qui en-  
ferme son quotidien en difficulté, Nord-Eclair. Celui-  
ci accumule des pertes importantes, affichant en  
1997 des résultats d'exploitation négatifs de  
110 millions de francs par an (3 M€). Sa nou-  
velle formule, lancée à l'automne, ne semble pas  
avoir convaincu les lecteurs.

Il reste enfin l'hypothèse judiciaire à lever. Il  
y a d'abord l'action engagée par certains action-  
naires minoritaires contre Jean-Louis Prévost et la  
société en commandite qui lui a permis jusqu'à  
présent de maîtriser la situation. Ensuite plusieurs  
enquêtes ouvertes autour d'une filiale de La Voix du  
Nord, la Consell, pour d'éventuelles infractions fac-  
tives à la législation sur les marchés  
publics. Le feuilleton de La Voix du Nord ne peut  
pas être terminé.

Pierre Chénou

## Murdoch et Canal Plus négocieraient un pacte européen

APRÈS L'ALLEMAGNE et l'Es-  
pagne, l'Italie pourrait à son tour se  
dérober aux visées du magnat aus-  
tralo-américain de l'audiovisuel, Ru-  
pert Murdoch. Mercredi 11 février,  
Lorenzo Moratti, président de News  
Corp Europe (NCE), bras armé de  
Murdoch sur le continent, a admis  
voir la possibilité de l'ambition de  
NCE en Italie. « Nous sommes en  
train de réviser notre plan industriel et  
notre projet de Telecom Italia  
Stream », a-t-il reconnu.

Selon des rumeurs, M. Murdoch,  
après avoir conclu un accord de  
principe pour reprendre 100 % de  
Stream, plate-forme italienne lancée  
par Telecom Italia, aurait décidé de  
renoncer au marché italien faute de  
pouvoir y acquiescer l'intégralité des  
droits de football. Un décret, non  
d'adoption, fixe à 60 % le pla-  
fond des droits détenus par un seul  
opérateur. Toutefois, plus que les

obstacles législatifs, c'est le  
raid manqué de TF1 sur Pathé et la  
réplique de Canal Plus et Vivendi  
qui ont changé la donne. Grâce au  
renfort financier de Vivendi, la  
chaîne cryptée se retrouve indirecte-  
ment actionnaire de BSkyB, bou-  
quet satellite britannique contrôlé  
par la News Corp de Rupert Mur-  
doch.

Pour le magnat austro-améri-  
cain, il donne à Canal Plus et Vi-  
vendi, PDG de Canal Plus, sont  
rencontrés, d'abord à New York,  
puis à Paris. A chaque fois, les deux  
patrons ont évoqué les problèmes  
du cinéma, du football, mais aussi  
de la télévision numérique.

Pour le prix de son renoncement  
à l'Italie, M. Murdoch souhaiterait  
obtenir, outre un pacte de non-  
agression, un partage des territoires

sur le Vieux Continent avec Canal  
Plus. L'Allemagne est dans sa ligne  
de mire. Albert Frère, coactionnaire  
de la CLT-UFA avec Bertelsmann, ne  
veut plus supporter les pertes abys-  
sales de Premiere, chaîne cryptée al-  
lemande codétenue par la CLT-UFA  
et Kirch.

Murdoch, déjà présent outre-Rhin  
au travers de la chaîne Vox et en dis-  
cussion avec Kirch, serait candidat  
à la reprise de la participation de  
CLT-UFA. Cette manœuvre aurait le  
mérite de clarifier la stratégie de la  
chaîne mise à mal par la bataille  
entre Bertelsmann et Kirch.  
Une telle alliance ne manquera pas  
d'avoir des répercussions sur le  
contrôle de la CLT-UFA, où Vivendi  
possède un droit de préemption sur  
la participation d'Albert Frère au cas  
où son dernier voudrait se retirer.

Guy Duthell

## Entente forcée dans l'Ouest

NANTES

Le groupe correspondant  
L'avenir du pôle Ouest du groupe  
Hersant se joue actuellement dans  
le cadre des négociations engagées  
entre Yves de Chaisemartin, PDG  
de la Socpresse, et François-Régis  
de la Voix du Nord (Le Monde du  
30 janvier). Les deux  
groupes ont des coopérations  
susceptibles de sortir Presse-Océan  
de l'impasse financière qui pèse sur  
son quotidien même. Les pertes  
cumulées du quotidien de  
1997 à 1998 atteignent en effet  
110 millions de francs (21,03 mil-  
lions d'euros), ce qui est une avor-  
nisation du chiffre d'affaires.

Mise à part l'impression, tou-  
jours écartée entre les deux d'Ar-  
gent, le groupe Hersant a déjà réalisé l'essentiel des  
proche rapprochement possible entre la  
Courrier de l'Ouest en Maine-et-  
Loire et dans la Sarthe, Presse-  
Océan et L'Eclair en Loire-Atlan-  
tique en Vendée. Seul désormais  
un accord avec Ouest-France  
semble pouvoir ramener Presse-  
Océan à une situation d'équilibre.

Sur le plan financier, la Socpresse  
a également été au bout du sys-  
tème qui lui a permis de retarder  
l'échéance. Par trois fois, elle a dû  
abandonner son compte courant  
à la société de Presse-  
Océan, à hauteur de 30 millions de  
francs en 1995 (4,6 millions d'euros)  
et de 38 millions en 1997 (5,8 mil-  
lions d'euros).

La Socpresse a parallèlement  
fortement à contribution Le Cour-  
rier de l'Ouest - racheté, comme Le  
Dauphiné libéré, au groupe Amaury en  
1997 -, qui a été transformé en  
« banque » de l'ouest, selon  
les termes de l'audit du cabinet Al-  
pha. Un emprunt de 40 millions de  
francs (6 millions d'euros) contrac-  
té en 1997 par le quotidien basé à  
Angers lui a donné les moyens de  
soutenir Presse-Océan.

JEU ÉGAL

Cette situation critique peut  
sembler paradoxale puisque, dans  
une diffusion cumulée de  
219 000 exemplaires en 1997 sur les  
départements de Maine-et-Loire, de  
Loire-Atlantique, de la Vendée et  
de la Sarthe, les quotidiens d'Her-  
sant font jeu égal avec le premier  
quotidien français. En Maine-et-  
Loire et dans la Sarthe, les titres du  
groupe Hersant détiennent 73 % du  
marché de la presse quotidienne  
régionale, contre 27 % pour Ouest-  
France. En 1997, Le Courrier

de l'Ouest a réalisé un chiffre d'affaires  
de 222 millions de francs (33,84 mil-  
lions d'euros) et un résultat d'exploitation de  
7,4 millions de francs (1,13 million  
d'euros).

Son résultat net n'a été légè-  
rement négatif qu'en raison du coût  
de la restructuration liée au rappro-  
chement avec Presse-Océan. La  
même année, sa filiale Le Maine-  
et-Loire a réalisé un chiffre d'affaires  
de 10 millions de francs (1,66 mil-  
lions d'euros) et dégagé un résultat  
d'exploitation de 7 millions  
(1,07 million d'euros), annulé lui-  
aussi par le coût de la restructura-  
tion.

La situation est inverse en Loire-  
Atlantique et en Vendée, où les  
quotidiens d'Her-  
sant ont capté plus que  
30 % du marché, contre 70 % pour  
Ouest-France. Presse-Océan paie au  
prix fort la perte, en 1997, du cou-  
plage publicitaire avec Ouest-  
France, qui lui assurait 60 % des  
collectées sur son territoire.

Dominique Luneau

## Havas réorganise ses activités multimédias

LE PDG D'HAVAS, ERIC LICOYS, a présenté, mercredi 11 février au  
Milla à Cannes, la réorganisation des activités multimédias du  
groupe, un mois après la signature définitive du rachat de l'américain  
Cendant Software (Le Monde du 21 novembre 1998). Rebaptisée Ha-  
vactive Interactive Inc., la filiale coordonnera depuis son siège social en  
Californie la vente, la fabrication et la distribution de programmes lu-  
do-éducatifs interactifs ainsi que le développement de portails et de  
jeux à multi-joueurs sur Internet.

Elle disposera d'un siège européen à Paris et de filiales au Royaume-  
Uni, en Espagne, en Allemagne et en France. Havas Interactive, qui  
vise un doublement de son chiffre d'affaires en 2000 et une rentabilité  
de 10 %, réalise cette année un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de  
francs (535 millions d'euros) - soit 20 % d'Havas - et emploie 1 000 per-  
sonnes dans dix pays. Havas Interactive a aujourd'hui numéro un  
mondial dans les logiciels de jeux sur ordinateur, numéro deux des  
programmes interactifs éducatifs et numéro trois du domaine de la  
vie pratique.

DÉPÊCHES

**INTERNET** : un projet de directive protégeant les droits d'auteur  
dont les États membres sont diffusés sur Internet, a été adoptée en  
séance plénière, mercredi 10 février, par le Parlement européen. Ce  
texte qui doit être soumis au conseil des ministres, vise à harmoniser la  
législation existante en matière de droits d'auteur et de droits voisins aux  
nouvelles technologies de communication. Pour éviter de copier une  
CD ou un livre sur Internet, le rapporteur a précisé qu'une taxe sera  
instaurée sur l'utilisation d'une œuvre artistique sur le réseau.

**AUDIOVISUEL** : BSkyB, contrôlé par Rupert Murdoch, a annon-  
cé, mercredi 11 février, que son bouquet numérique lancé en octobre  
1998, Sky Digital, compte 350 000 abonnés et se fixe dorénavant pour  
objectif un million de abonnés pour octobre prochain. BSkyB annonce  
également une alliance commerciale stratégique avec America On-  
line (AOL) pour des services Internet - (AFP)



**TABEAU DE BORD**

**AFFAIRES**

**INDUSTRIE**

● **AVENTIS** : le groupe pharmaceutique, né de la fusion de Rhône-Poulenc et de l'allemand Hoechst, devrait supprimer entre 800 et 11 000 emplois selon un document du cabinet américain Monitor Company, rendu public jeudi 11 février par Les Echos.

● **BP-AMOCO** : le groupe pétrolier britannique supprimera 11 000 emplois au cours des deux prochaines années dans deux complexes pétro-chimiques britanniques. En janvier, BP-Amoco avait déjà annoncé la suppression de 1 000 emplois aux États-Unis, 900 emplois au Royaume-Uni. Au total 6 000 suppressions d'emplois sont prévues.

● **ABBOT-PROSAFE** : le britannique Abbot et le norvégien ProSafe ASA ont mis fin à leur projet de fusion, discuté depuis janvier, en raison d'un désaccord sur les prix. Cette fusion aurait donné naissance au premier forer pétrolier de la mer du Nord.

● **LYONNAISE DES EAUX/BIOMERIEUX** : deux groupes ont créé, mercredi 10 février, une société commune dotée d'un budget de 55 millions de francs (8,5 millions d'euros), pour mettre au point une nouvelle analyse de l'eau à partir d'une puce à ADN.

● **FORD** : le groupe automobile américain n'est pas en négociation pour racheter l'allemand BMW mais ouvert à toute opportunité, a indiqué jeudi, au salon automobile de Chicago, le directeur général Jacques Nasser.

**SERVICES**

● **DEUTSCHE TELEKOM** : l'opérateur de télécommunications allemand a annoncé, jeudi, une augmentation de sa participation de 50 % à 50 % dans Max-mobil, opérateur autrichien de téléphonie mobile.

● **SNCF** : la SNCF et la compagnie allemande Lufthansa ont passé un accord permettant la vente des billets uniques TGV-avion entre Lyon, Nantes, Tours-Saint-Pierre-des-Forêts et la plupart des villes desservies par Lufthansa au départ de Paris.

Roissy. United Airlines et la SNCF ont le même accord sur Paris-Lyon.

● **AIR FRANCE** : le transporteur national et la compagnie aérienne brésilienne TAM ont signé un accord commercial pour exploiter en commun des liaisons hebdomadaires entre la France et le Brésil à partir de juin.

● **DÉGRIFTOUR** : l'agence de électronique spécialisée dans la vente de soldes sur Minitel et la compagnie américaine TWA ont lancé en avant-première en France l'« E-Ticket » ou « billet d' avion virtuel » sur le réseau aérien international. Le client de TWA pourra s'enregistrer en ligne et acheter son billet d' avion.

● **AMERICAN AIRLINES** : un juge a ordonné mercredi aux pilotes de la compagnie américaine de reprendre le travail sur demande de la direction. American Airlines a dû annuler plus de 900 vols mercredi : les pilotes s'étaient portés malades pour protester contre les conditions d'intégration de Reno Air et de 300 pilotes.

**FINANCE**

● **VISA** : Citigroup, le premier groupe mondial de services financiers, a décidé de quitter le réseau Visa au profit du réseau Mastercard pour l'émission de cartes bancaires, indique le Wall Street Journal.

**RÉSULTATS**

● **VALMID** : l'équipementier français a enregistré une progression de 15 % de son résultat net consolidé en 1998 : 1,703 milliard de francs (260 millions d'euros). Son chiffre d'affaires a grimpé de 16,2 % à 39,480 milliards de francs (6,019 milliards d'euros).

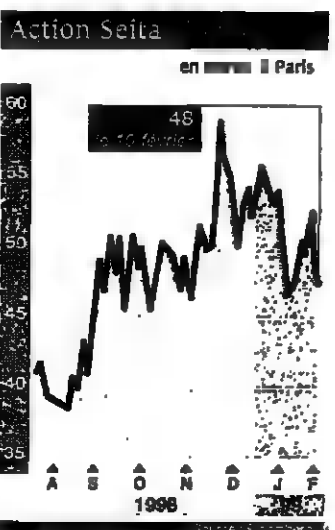
● **MICHELIN** : le groupe de pneumatiques a annoncé, mercredi, un chiffre d'affaires consolidé 1998 de 81,9 milliards de francs (12,486 milliards d'euros), en progression de 2,8 %.

● **STORAENSO** : le groupe suédois de la fusion de la fusion du suédois Stora et du finlandais Enso en juin, a annoncé un résultat net consolidé de 339 millions d'euros (2,2 milliards de francs), très en-deçà des prévisions. StoraEnso a été très affecté par la crise asiatique et les coûts de restructurations liés à la fusion.

**VALEUR DU JOUR**

**La Seita perd face à Salomon Brothers**

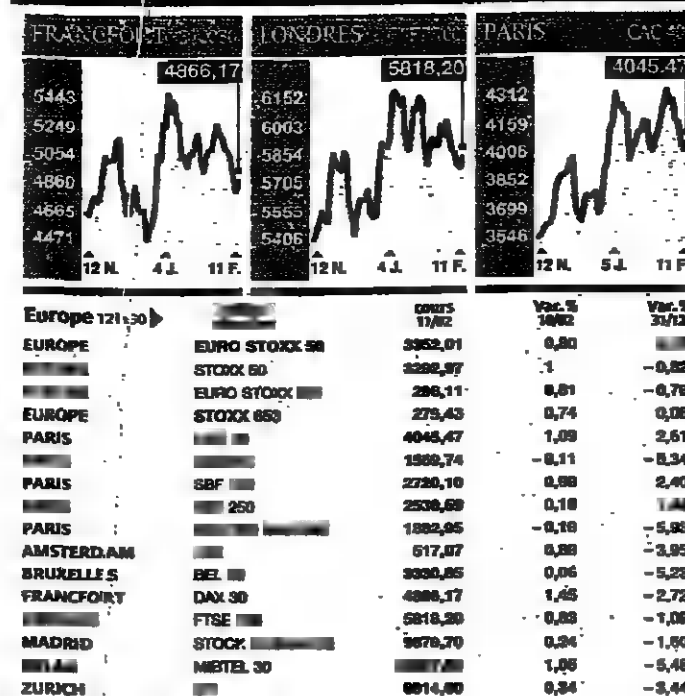
**JEUDI** 11 février, le groupe Seita a publié un chiffre d'affaires de 2,9 milliards d'euros (+5,2) et a annoncé que son résultat net était supérieur aux prévisions. Une bonne nouvelle qui vient atténuer le jugement de la cour suprême de New York rejetant la plainte déposée par la Seita contre la banque d'affaires américaine Salomon Brothers. Le fabricant français de cigarettes accuse la banque de l'avoir mal conseillé sur ses placements financiers à risque qui ont entraîné une perte de 30 millions de dollars (27 millions d'euros) en 1994. Cette perte avait terni l'image de la Seita à une époque où l'Etat s'appretait à céder la moitié du capital du groupe. La privatisation aura, toutefois, lieu le 14 février 1999. En juillet 1996, le groupe français avait déposé une plainte contre Salomon Brothers pour « non-respect de son devoir d'information et de conseil, présentation volontairement inexacte et incomplète des données relatives aux produits, négligence et rupture de ses obligations contractuelles ». La Seita qui dispose en permanence d'une trésorerie de près de 4 milliards de francs (dont une partie est constituée par les bénéfices perçus au nom de l'Etat sur la vente de tabac) a censuré la gestion avec prudence. Elle a augmenté le rendement de sa trésorerie pour couvrir ses positions en dollars à l'aide de Salomon Brothers.



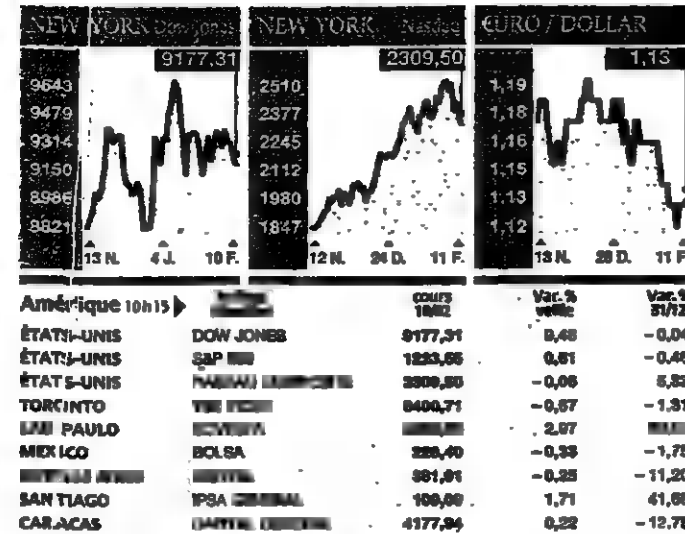
des opérations complexes de swap (opération d'échange). Quelques jours après sa mise en place, en mars 1994, l'opération s'est révélée désastreuse. En voulant rattraper sa première perte, la Seita a nettement aggravé la facture. Le groupe français reproche à Salomon Brothers de ne pas avoir correctement informé sur la situation de ses positions. La banque américaine s'est défendue en estimant qu'elle avait affaire à des investisseurs professionnels qui la dispensaient de conseils. En première instance, la Seita fera appel auprès de la division d'appel de la Cour suprême de New York. Une procédure qui devrait prendre entre neuf et douze mois.

Enguérand Renaud

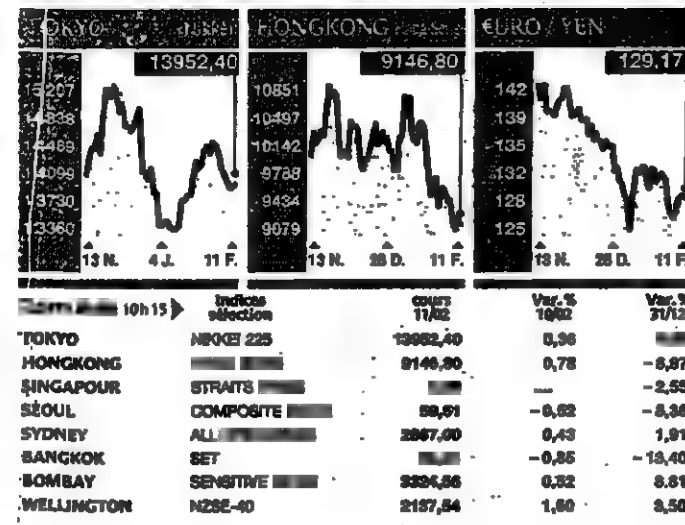
**EUROPE**



**AMÉRIQUES**



**ASIE-PACIFIQUE**



**SUR LES MARCHÉS**

**PARIS**

**A LA MI-SEANCE**, jeudi 11 février, la Bourse de Paris a confirmé ses bonnes dispositions. L'indice CAC 40 a progressé de 0,81 %, à 4 034,47 points. La stabilisation des marchés obligataires européens et de l'euro face au billet vert ont soutenu la tendance. Dans un marché traversé par des rumeurs on a assisté à des achats spéculatifs sur Michelin ou le CCF Mercredi, l'indice CAC 40 avait terminé une perte de 0,91 %, à 4 001,93 points.

**FRANCFORT**

**APRÈS** avoir ouvert en hausse, les valeurs allemandes rechutaient jeudi 11 février, l'indice Dax gagnant perdant 0,34 % à 4 797,20 points vers 10 heures. Mercredi, la Bourse de Francfort avait cédé 0,76 % l'indice DAX clôturant à 4 814,04 points.

**LONDRES**

**MERCREDI** 10 février, l'indice Footsie 100 a clôturé en baisse de 0,17 % à 770,2 points. La Bourse de Londres a récupéré une partie du terrain perdu dans la journée grâce aux gains de Wall Street dans l'après-midi, mais toujours affectée par les prévisions de croissance en baisse de la Banque d'Angleterre pour 1999. Cette dernière a révisé en baisse la croissance de l'économie britannique, estimée entre 0,5 et 1 % au lieu de 1,5 % en 1999, alors que le gouvernement table sur un chiffre de 1 à 1,5 %.

**NEW YORK**

**L'INDICE** Dow Jones de Bourse de New York a en hausse de 44,28 points (+0,48 %) à 9 177,30 points, mercredi 11 février, tandis que l'indice Nasdaq des valeurs électroniques a perdu 1,29 point (-0,05 %) à 309,50 points. La tendance a été très irrégulière, les opérateurs attendant la publication de nouveaux indicateurs économiques pour prendre de nouvelles positions sur les marchés.

**TAUX**

**LE CONTRAT** notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse jeudi 11 février. Après quelques minutes de cotations, il s'inscrivait en baisse de 25 centimes, à 111,89 points. Le taux, l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans remontait à 3,90 %. La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en recul, avec un rendement du titre à 5,34 %.

**MONNAIES**

**L'EURO** s'inscrivait en légère hausse, jeudi matin 11 février, face au dollar, vert, lors des premières transactions entre banques. Il cotait 1,1305 dollar. Face au yen, le dollar s'est légèrement effrité, à 114,15 yens, la suite des rumeurs selon lesquelles les États-Unis feraient pression sur le Japon pour que celui-ci souplesse sa politique monétaire.

**ÉCONOMIE**

**M. Strauss-Kahn croit à une poursuite de la baisse des taux**

**LE MINISTRE** français de l'économie, M. Strauss-Kahn, a estimé mercredi 11 février à Berlin que les taux d'intérêt allaient baisser en Europe. « Nous avons des taux d'intérêt qui sont peut-être encore trop élevés mais qui, je pense, vont baisser », a déclaré M. Strauss-Kahn lors d'une conférence au siège du social-démocrate (SPD) allemand. « Nous avons déjà acquis par l'euro la stabilité. Maintenant, il faut, l'inflation étant très faible, qu'on puisse obtenir une dérive des taux nominaux pour aboutir à des taux réels suffisamment faibles », a-t-il poursuivi.

M. Strauss-Kahn a souligné mercredi que tous les États membres devraient participer à l'effort de réduction des dépenses de l'Union européenne, dans le cadre de l'Agenda 2000, et pas seulement la France. Les membres du public du public devraient actuellement de « retraites comparables » à salaire égal après une carrière complète, selon des chiffres cités dans une note de synthèse du Commissariat du Plan. Ainsi un retraité du service privé né en 1926 ayant eu une carrière de 40 ans, compris entre 10 000 et 12 millions de francs (1 525 à 3 050 €), reçoit une retraite de cotisations sociales correspondant à 70 % de son dernier salaire. Ce taux de remplacement est de 82 % pour les fonctionnaires au revenu équivalent.

**L'ALLEMAGNE** : le ministre allemand des Finances, Oskar Lafontaine, a affirmé qu'il ne soutiendrait pas l'harmonisation de l'impôt sur le revenu de l'Union européenne, dans un article publié jeudi par le quotidien britannique The Daily Telegraph. Reconnaissant qu'une telle proposition avait créé « quelque inquiétude dans l'opinion publique britannique », M. Lafontaine explique que « personne ne parle d'uniformiser les impôts sur le revenu et les impôts sur les sociétés ».

mercredi en conseil des ministres une nouvelle mouture de la grande réforme fiscale, à laquelle il a apporté des amendements favorables aux petites et moyennes entreprises (PME).

**ROYAUME-UNI** : l'institut britannique des statistiques, l'Office des statistiques nationales (ONS), envisage de modifier le calcul de la composition de l'indice des prix à la consommation pour « améliorer [sa] pertinence au regard de l'économie britannique », selon un communiqué diffusé mercredi.

**SUÈDE** : le taux d'inflation en Suède devrait se situer à 1,1 % en 1999, soit près d'un point en dessous de 2 % fixé par la Banque (banque centrale) suédoise sa politique monétaire, selon une enquête réalisée par la firme spécialisée Prospera et publiée mercredi. Parallèlement, la hausse moyenne des salaires devrait se situer autour de 2,6 % lors de l'exercice en cours, selon cette enquête réalisée pour le compte de l'institut d'émission suédois auprès des chefs d'entreprise, de responsables des achats et d'opérateurs boursiers.

**RUSSIE** : le Fonds international (FMI) a déclaré que la banque de la Russie ne réclame logiquement un gouvernement russe un programme économique concret, a estimé mercredi lors d'une conférence de presse l'ex-premier ministre, Egor Gaidar.

**Moscou** : accusé de « des responsables occidentaux » de chercher à influencer l'octroi d'une aide à la Russie, selon le porte-parole du numéro deux du gouvernement russe, Iouri Maslounov.

**CHINE** : la production industrielle chinoise a augmenté de 17,9 % en janvier, un rythme de croissance double de celui enregistré en moyenne sur l'ensemble de l'année dernière, a rapporté jeudi la presse officielle. La production industrielle a représenté 151 milliards de yuans (16 milliards d'euros) en janvier, a indiqué le China Daily. En 1998, la production avait augmenté de 8,8 % sur l'ensemble de l'année.

**PÉROU** : le produit intérieur brut (PIB) du Pérou a augmenté de 0,7 % en janvier par rapport à l'année précédente, soit le taux de croissance le plus élevé de ces six dernières années, mais jugé néanmoins positif au vu de la crise financière, a-t-on annoncé mercredi à source officielle.

**Taux de change fixe zone euro**

Euro contre	contre franc	Euro contre	1000
FRANCE	6,55967	COURONNE DANOISE	1,36533
ALLEMAGNE	1,93627	COURONNE SUÉDOISE	1,93627
ESPAGNE	1,66639	COURONNE TCHÈQUE	1,66639
GRÈCE	200,482	DOLLAR AUSTRALIEN	1,78566
IRLANDE	0,78756	DOLLAR CANADIEN	1,75566
ITALIE	1,93627	DOLLAR HONGROIS	20,3606
JAPON	160,937	DOLLAR NEO-ZÉLAND	1,75566
PAYS-BAS	2,20371	DRACME GRECQUE	340,750
PORTUGAL	200,482	FRANCO BELGE	20,3606
RUSSIE	95,484	FRANCO SUISSE	20,3606
UKRAÏNE	1,93627	MARKA FINLANDAISE	5,94573

**Cours de change croisés**

TAUX 12h30	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours
DOLLAR	111,89	FRANC	1,1305	LIVRE	1,62435
YEN	114,15	MARK	1,93627	SCHEDE	1,66639
EURO	0,88328	SCHEDE	0,77417	SCHEDE	0,62015
FRANC	0,79440	SCHEDE	0,77417	SCHEDE	0,62015
LIVRE	0,61563	SCHEDE	0,77417	SCHEDE	0,62015
FRANC SUISSE	1,41075	SCHEDE	0,77417	SCHEDE	0,62015

**Taux d'intérêt (%)**

TAUX 1000	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux
FRANCE	4,11	3 mois	10 ans	30 ans	4,73
ALLEMAGNE	4,11	3 mois	10 ans	30 ans	4,73
GRÈCE	4,11	3 mois	10 ans	30 ans	4,73
ITALIE	4,11	3 mois	10 ans	30 ans	4,73
JAPON	4,11	3 mois	10 ans	30 ans	4,73
FRANCE-UNIS	4,11	3 mois	10 ans	30 ans	4,73
SUISSE	4,11	3 mois	10 ans	30 ans	4,73
PAYS-BAS	4,11	3 mois	10 ans	30 ans	4,73

**Matières premières**

En dollar	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours
MÉTALUX (NEW YORK)	1474,5	0,24	OR	310	0,12
CUIVRE 3 MOIS	1474,5	0,24	OR	310	0,12
ALUMINUM 3 MOIS	1474,5	0,24	OR	310	0,12
PLATINE 3 MOIS	1474,5	0,24	OR	310	0,12
NIQUEL 3 MOIS	1474,5	0,24	OR	310	0,12
ARGENT 3 MOIS	1474,5	0,24	OR	310	0,12
PLATINE 3 MOIS	1474,5	0,24	OR	310	0,12
GRANDES DÉPÊCHES	1474,5	0,24	OR	310	0,12
BLÉ (CHICAGO)	1474,5	0,24	OR	310	0,12
MAÏS (CHICAGO)	1474,5	0,24	OR	310	0,12
SOJA (CHICAGO)	1474,5	0,24	OR	310	0,12
SOJA (TORONTO)	1474,5	0,24	OR	310	0,12
SOJA (NEW YORK)	1474,5	0,24	OR	310	0,12
CAFÉ (LONDRES)	1474,5	0,24	OR	310	0,12
SUCRE BLANC (PARIS)	1474,5	0,24	OR	310	0,12

**Hors zone euro**

Euro contre	contre franc	Euro contre	1000
FRANCE	6,55967	COURONNE DANOISE	1,36533
ALLEMAGNE	1,93627	COURONNE SUÉDOISE	1,93627
ESPAGNE	1,66639	COURONNE TCHÈQUE	1,66639
GRÈCE	200,482	DOLLAR AUSTRALIEN	1,78566
IRLANDE	0,78756	DOLLAR CANADIEN	1,75566
ITALIE	1,93627	DOLLAR HONGROIS	20,3606
JAPON	160,937	DOLLAR NEO-ZÉLAND	1,75566
PAYS-BAS	2,20371	DRACME GRECQUE	340,750
PORTUGAL	200,482	FRANCO BELGE	20,3606
RUSSIE	95,484	FRANCO SUISSE	20,3606
UKRAÏNE	1,93627	MARKA FINLANDAISE	5,94573

**Cours de change croisés**

TAUX 12h30	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours
DOLLAR	111,89	FRANC	1,1305	LIVRE	1,62435
YEN	114,15	MARK	1,93627	SCHEDE	1,66639
EURO	0,88328	SCHEDE	0,77417	SCHEDE	0,62015
FRANC	0,79440	SCHEDE	0,77417	SCHEDE	0,62015
LIVRE	0,61563	SCHEDE	0,77417	SCHEDE	0,62015
FRANC SUISSE	1,41075	SCHEDE	0,77417	SCHEDE	0,62015

**Matières premières**

En dollar	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours
MÉTALUX (NEW YORK)	1474,5	0,24	OR	310	0,12
CUIVRE 3 MOIS	1474,5	0,24	OR	310	0,12
ALUMINUM 3 MOIS	1474,5	0,24	OR	310	0,12
PLATINE 3 MOIS	1474,5	0,24	OR	310	0,12
NIQUEL 3 MOIS	1474,5	0,24	OR	310	0,12
ARGENT 3 MOIS	1474,5	0,24	OR	310	0,12
PLATINE 3 MOIS	1474,5	0,24	OR	310	0,12
GRANDES DÉPÊCHES	1474,5	0,24	OR	310	0,12
BLÉ (CHICAGO)	1474,5	0,24	OR	310	0,12
MAÏS (CHICAGO)	1474,5	0,24	OR	310	0,12
SOJA (CHICAGO)	1474,5	0,24	OR	310	0,12
SOJA (TORONTO)	1474,5	0,24	OR	310	0,12
SOJA (NEW YORK)	1474,5	0,24	OR	310	0,12
CAFÉ (LONDRES)	1474,5	0,24	OR	310	0,12
SUCRE BLANC (PARIS)	1474,5	0,24	OR	310	0,12

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde » : [www.lemonde.fr/bourse](http://www.lemonde.fr/bourse)



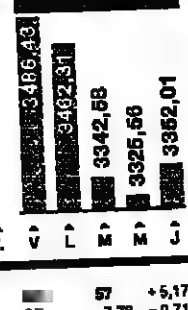
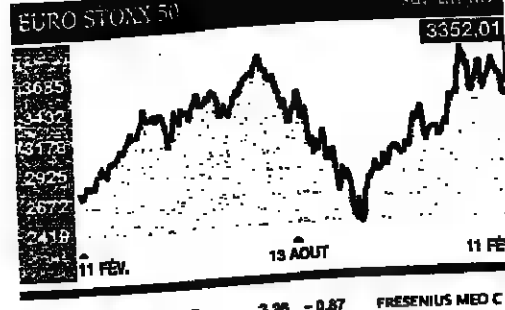
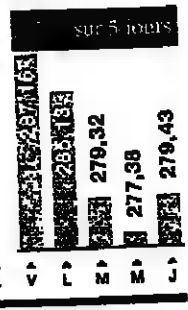
## VALEURS EUROPÉENNES

● **Métro** a perdu mercredi 2,65 % à 64,4 euros. Les résultats publiés par le distributeur pour l'année 1998 ont été moins bons qu'attendus par les analystes.

● **Pision** a chuté mercredi de 12,14 % à 8,66 pences. Le groupe informatique a annoncé que sa filiale qui fabrique des modems allait être « sévèrement affectée ».

● **Peripherals** a vu ses périphériques sonner mercredi 12,50 pences. Les ordinateurs maintiennent intégrés les micro-ordinateurs.

● **Pision** ■ chute mercredi de 12,14 % ■ **per** pences. Le groupe informatique ■ annoncé que ■ filiale qui fabrique des modems allait être « sévèrement affectée ». ■ ■ ■ périphériques sont maintenant intégrés ■ les micro-ordinateurs.



SOPHUS BEREND -	DK	31,21	+ 0,50	PHILIPS EL
SOPHUS BERENDS	DK	29,32	---	MERKANTILDATA
		18	+ 0,84	

[illegible]

0.54	SCHEWZ BUREL N	GB	2.32	+6.54	ISERDRA	IT	4.78	0.78
0.54	SECURUS MUNICH	PT	89.89	---	ITALCAS	FR	7.12	7.12
0.54	SHANDIA FOERSEL	DE	11.00	---	NATIONAL GRID G	GB	13.97	13.97
0.78	STREIBHORN	NO	7.00	+1.81	NATIONAL POWER	AT	160.00	160.00
0.55	SWISS LIFE BR	CH	---	-0.70	DIETEST ELECTR	IT	12.57	12.57
0.55	TOPFANWALIKAS	DK	11.00	---	POWERGEN	DE	39.5	39.5
0.71	TURKISH AIRWAYS	OK	---	+7.50	RWE	DE	8.79	8.79
0.08	ZURICH ALLIED N	BE	800.14	+0.54	SEVERN TERN	GB	13.92	13.92
	DI EF SFOKA INCLP	PT	---	0.01	SUEZ LYON BAUN	FR	172	172
					SYDRAKT -	GB	36.97	36.97
					SYDRAKT -C-	GB	15.14	15.14
					THAMES WATER	GB	15.00	15.00
					TRACTIER	GB	100	100
					UNION DE FBNOIS	ES	14.05	14.05
					UNITED UTILITE	GB	11.78	11.78
					VAG	FR	600	600
					VIVENDI	FR	225.75	225.75
					WOLFGANG	FR	201.2	201.2

### MEDIAS

B SKY B TV	GB	2.32	+6.54
CANAL FIELDS /RM	FR	790	+4.08
EURO NEWS COMMUNI	GB	8.78	+1
ELSPER	NL	15.05	---
HAWAS ADVERTIS	FR	180.00	+4.38
IMMAGINE NEW	FR	3.58	+0.38
LAGARDERE SCA N	FR	36.9	+0.79
MEDIASET	IT	4.1	+8.90
PEARSON	GB	10.49	+0.25
REED INTERNATIO	GB	7.88	+0.78
RELTERS GROUP	GB	11.81	+4.41
TRIST	GB	11.34	-0.49

## EURO

WOLTERS KLUWER MPC GROUP		GB	0,67 - 1,10
KITE SPAIN HULST			0,57 - 0,50

BIENS DE CONSUMPTION			
AHOLD	HL	22,5	-1,01
ASDA GROUP PLC	GB	8,85	+0,01
RYNBERG MEDICAL	GB	22,56	
AUSTRIA TABAC A	AT	98	+2,22
RYNBERG INTL	GB	98,45	+0,92
FRM	FR	96	+2,25
BIC/REM	FR	96	+4,57
BRIT AMER TOBAC	GB	98,3	+2,27
CASINO OF RM	CH	1451,46	-0,59
UNITES - A	FR	108	-0,46
DELHAIZE	BE	95	-0,46
COPY	FR	702	+0,42
INTL	FR	702	+0,42
ETS COURTY	GB	3,57	+0,13
INTL	GB	87,48	+1,32
GBR	GBR	26,72	...
Q8	GB	10,11	+1,22
KIMBER	GB	12,5	+0,21
SUNCO OY	FR	27	+0,17

AMSTERDAM		Cours en Euros
ABSPAY NV	57,78	
ANTHONY	0,86	
CITAC	17,4	
CARDIO CONTROL	0,86	
CSS	3,55	
INTEC NV	18,7	
HUGO BOSS NV	16,3	
ISOGRAPHICS HOLD	2	
POLYDOD	77,8	
PROLION HOLDING	5,8	
RANC ROSA	1,4	
BUNG ROSA WT	14,3	
UCC HOLDING NV	1,9	

BRUXELLES		HLD CT
		1,7

[illegible]

25	1,41	BERNINO MAC	DE	335	+1,22	KINOWEL MEDEN	
26	1,80	BERNINO AG	DE	950	+2,22	LHS BE	11
27	0,92	BREITENBURG	DE	6	0,00	UNITEC CONCEPT	12
28	0,26	BREITENBURG	DE	63	-1,41	UNITEC CONCEPT	13
29	0,31	METRO	DE	8	0,00	MENSCH UND UMD	14
30	0,78	PIKAT PULP	FR	165,2	+2,54	MUSCH	15
31	1,32	ASCENTE	FR	8,50	+2,08	MUSCH	16
32	0,13	STOCKMANN A	FR	10,18	+2,18	MUSCH	17
33	1,02	VALDORA HLDG N	GB	194,20	+4,47	MUSCH	18
34	0,51	WAL SMITH GRP	GB	7,87	0,00	PERFER VACU TECH	19
35	0,86	WOLSELEY PLC	GB	6,13	+2,16	QIAGEN NV	20
36	1,89	WOLSELEY PLC	GB	32,61	+0,37	QIAGEN NV	21
37	0,23	HAUTE TECHNOLOGIE				QIAGEN NV	22
38	0,23	ALCATEL/ARM	FR		+3,48	QIAGEN NV	23
39	0,11	AT&T SA REGIM	FR	31,66	0,00	SACHSSENER AUTO	24
40	0,34	ASR PROCEA	FR	6,25	+2,86	SALUTUS TECHNOLOGY	25
41	0,26	BAAN ILL	NL		-1,44	SEM MICROSYSTEMS	26
42	0,85	BAAN ILL	NL	171,5	-1,44	SCH SYSTEMS	27
43	0,70	BENTHORPE	GB	5,94	-1,90	CODES PAYS ZON	28
44	0,31	BRITISH BIOTECH	GB		-2,02	IT : France : DE : Allemagne	29
45	0,43	BRITISH BIOTECH	GB	0,37	0,00	IT : Italie : PT : Portugal	30
46	0,10	BRITISH BIOTECH	GB		0,00	LU : Luxemburg : NL : Pays-Bas	31
47	0,10	BRITISH BIOTECH	GB		0,00	LU : Flandern : BE : Belgique	32

8,60	+1,20	DASSAULT SYSTEMS	SE	-1,16	GB : Grande-Bretagne - GR : Gr
12,76	-0,44	FINMECCANICA	IT *	0,97	
70,58	-1,60				

MEDIAS			Cours en euros	
B SKY B GROUP	GB	7,38	+0,54	
CANAL FINL FR	GB	25,55	+0,38	
URW FR EN COMMUNI	FR	8,76	-1	
EL PASO	NL	13,08		
HANAS ADVERTIS	FR	108,2	+4,28	
NEWSPRINT NEW	FR	26,5	+0,08	
LAGARDERE SCA N	FR	36,9	+0,79	
MIDWEST	IT	8,1	+0,80	
PEARSON	GB	10,46	+0,23	
REEB INTERNATIO	GB	7,85	+0,17	
KULTERS GROUP	GB	11,81	+4,41	
SCHUBERT	NO	11,34	+0,49	
TFI	FR	100,0	+0,48	
UNITED NEWS & M	GB	8,88	-0,21	
WOLTERS KLUWER	NL	101,84	+0,34	
WPP GROUP	GB	8,67	+1,10	
D.P.F. STAMPA RIUNITE				
---				
BIENS DE CONSUMI				
AMUL	NL	25,5	+2,81	
ASDA GROUP PLC	GB	20,38		
RUYING MEDICAL	AT	98	+9,92	
AUSTRIA TABAC A	AT	98,5	+0,92	
FR	FR	96	+0,27	
BIC/IRM	FR	6,43	-4,59	
BART AMER TOBAC	FR	98,3	+2,87	
---				
EURO NOUVEAU MARCHE				
---				
11/02 12h30 >				
AMSTERDAM				
THAMES WATER	GB	16,86		
STRANER	GB	189		
UNION EL-FINANC	ES	1,95		
UNION UT-LITTE	FR	11,78		
VIVENDI	FR	233,5		
D.P.F. STAMPA RIUNITE				
---				
AMSTERDAM				
AIRSPRAY NV	GB	27,78		
ANTONCO	GB	0,68		
CITIC	GB	17,4		
CARDIO CONTROL	GB	0,88		
MTT NV	GB	16,58		
CONCEPTS NV	GB	0,38		

0.94	DELHAIZE	BE	7	533	-0.56	PRODIG HOMING	1.0
0.94	DELTA INTL FR	FR	7	533	-0.56	BMG ROSA	1.0
+0.32	DELTA COURTY	BE	702	+2.43	BMC ROSA WT	1.0	
+1.56	DELTA	GB	3,57	+3.12	UCC ROSA NV	14.3	
+12.80	GIB	BE	87,48	-2.32			
+1.75	Q	BE	89,72				
	IMPERIAL	FR	10,11	-1.82			
+3.36	NISKO OY	FI	12.5	+1.21			
+0.89	LOREAL	FR	877	+0.17			
	LOREAL CONTIN	FR	18,35				
...	LOREAL CONTIN	GR	13,85				
...	LOREAL CONTIN	GR	801	-1.01			
...	LOREAL CONTIN	BE	12,28	+1.21			
...	LOREAL CONTIN	BE	4,18	-1.02			
...	LOREAL CONTIN	BE	6,20	-0.81			
...	LOREAL CONTIN	FR	40,82	-1.82			
...	LOREAL CONTIN	GB	3,82	-0.52			
...	LOREAL CONTIN	GB	8,48	-1.02			
...	LOREAL CONTIN	GB	20,08	-1.82			
...	LOREAL CONTIN	GB	3,22	+0.81			
...	LOREAL CONTIN	GB	29,35				
...	LOREAL CONTIN	NL	597,52	+2.43			
...	LOREAL CONTIN	NL	597,52	+2.43			

0.94	DELHAIZE	BE	7	533	-0.56	PRODIG HOMING	1.0
0.94	DELTA INTL FR	FR	7	533	-0.56	BMG ROSA	1.0
+0.32	DELTA COURTY	BE	702	+2.43	BMC ROSA WT	1.0	
+1.56	DELTA	GB	3,57	+3.12	UCC ROSA NV	14.3	
+12.80	GIB	BE	87,48	-2.32			
+1.75	Q	BE	89,72				
	IMPERIAL	FR	10,11	-1.82			
+3.36	NISKO OY	FI	12.5	+1.21			
+0.89	LOREAL	FR	877	+0.17			
	LOREAL CONTIN	FR	18,35				
...	LOREAL CONTIN	GR	13,85				
...	LOREAL CONTIN	GR	801	-1.01			
...	LOREAL CONTIN	BE	12,28	+1.21			
...	LOREAL CONTIN	BE	4,18	-1.02			
...	LOREAL CONTIN	BE	6,20	-0.81			
...	LOREAL CONTIN	FR	40,82	-1.82			
...	LOREAL CONTIN	GB	3,82	-0.52			
...	LOREAL CONTIN	GB	8,48	-1.02			
...	LOREAL CONTIN	GB	20,08	-1.82			
...	LOREAL CONTIN	GB	3,22	+0.81			
...	LOREAL CONTIN	GB	29,35				
...	LOREAL CONTIN	NL	597,52	+2.43			
...	LOREAL CONTIN	NL	597,52	+2.43			





  

0.94	DELHAIZE	BE	7	533	-0.56	PRODIG HOMING	1.0
0.94	DELTA INTL FR	FR	7	533	-0.56	BMG ROSA	1.0
+0.32	DELTA COURTY	BE	702	+2.43	BMC ROSA WT	1.0	
+1.56	DELTA	GB	3,57	+3.12	UCC ROSA NV	14.3	
+12.80	GIB	BE	87,48	-2.32			
+1.75	Q	BE	89,72				
	IMPERIAL	FR	10,11	-1.82			
+3.36	NISKO OY	FI	12.5	+1.21			
+0.89	LOREAL	FR	877	+0.17			
	LOREAL CONTIN	FR	18,35				
...	LOREAL CONTIN	GR	13,85				
...	LOREAL CONTIN	GR	801	-1.01			
...	LOREAL CONTIN	BE	12,28	+1.21			
...	LOREAL CONTIN	BE	4,18	-1.02			
...	LOREAL CONTIN	BE	6,20	-0.81			
...	LOREAL CONTIN	FR	40,82	-1.82			
...	LOREAL CONTIN	GB	3,82	-0.52			
...	LOREAL CONTIN	GB	8,48	-1.02			
...	LOREAL CONTIN	GB	20,08	-1.82			
...	LOREAL CONTIN	GB	3,22	+0.81			
...	LOREAL CONTIN	GB	29,35				
...	LOREAL CONTIN	NL	597,52	+2.43			
...	LOREAL CONTIN	NL	597,52	+2.43			

0.94	DELHA
------	-------

[illegible]

1,17	+7,34			38,7	+1,24	CH : Suisse - NO : Norvege
8,80	+1,20	DASSAULT	SE		-1,16	GB : Grande-Bretagne - GR : Gr
12,76	-0,44		IT *	1,04	+0,97	
70,53	-1,80	FINMECCANICA				



## VALEURS FRANÇAISES

- L'action Société générale a gagné 0,81 % à l'ouverture des transactions, jeudi 11 février. Les rumeurs d'une contre-OPA de la part de la banque **ABN-Amro** ne sont guère prises en compte.
- Le titre Paribas a gagné 1,61 %, jeudi 11 février en début de matinée, à la suite de rumeurs de contre-OPA menée par la BNP
- Le titre Valeo a débuté la séance du jeudi 11 février sur une hausse de 1,28 %. Le groupe a annoncé une hausse de 22 % de son résultat d'exploitation | 427 millions d'euros pour l'exercice
- Jeudi matin, le titre Sifim a négocié | 37,35 euros, toujours au-dessus du prix d'offre de la Sagem (36,36 euros). Cette anomalie a alimenté une rumeur de contre-OPA. En réaction, la Sagem a publié un communiqué réaffirmant cet argument. Désormais plus de 66 % du capital, la Sagem est une personne n'a intérêt à envisager l'actualité d'une contre-OPA
- La cotation de l'action Eramet a été suspendue, jeudi matin, dans l'attente d'un communiqué | la restructuration de actionnariat. La Cogema devrait entrer aux côtés d'un partenaire industriel. La part | l'Etat devrait baisser.
- L'action LVMH a baissé | 1,32 %, jeudi 11 février | l'ouverture des transactions, suite | l'annonce de discussions avec le groupe italien | luxe Armani.

## RÈGLEMENT MENSUEL

**JEUDI 11 FÉVRIER** **Cours relevés à 12 h 30**  
Liquidation : 19 février

France ▶	Précédent en francs	Cours en francs	Cours en francs	% Var. mois	Composition (%)	EUROPEAN PUBLIC EUROPE 1 EUROPE 2 EUROPE 3 EUROPE 4 EUROPE 5 EUROPE 6 EUROPE 7 EUROPE 8 EUROPE 9 EUROPE 10 EUROPE 11 EUROPE 12 EUROPE 13 EUROPE 14 EUROPE 15 EUROPE 16 EUROPE 17 EUROPE 18 EUROPE 19 EUROPE 20 EUROPE 21 EUROPE 22 EUROPE 23 EUROPE 24 EUROPE 25 EUROPE 26 EUROPE 27 EUROPE 28 EUROPE 29 EUROPE 30 EUROPE 31 EUROPE 32 EUROPE 33 EUROPE 34 EUROPE 35 EUROPE 36 EUROPE 37 EUROPE 38 EUROPE 39 EUROPE 40 EUROPE 41 EUROPE 42 EUROPE 43 EUROPE 44 EUROPE 45 EUROPE 46 EUROPE 47 EUROPE 48 EUROPE 49 EUROPE 50 EUROPE 51 EUROPE 52 EUROPE 53 EUROPE 54 EUROPE 55 EUROPE 56 EUROPE 57 EUROPE 58 EUROPE 59 EUROPE 60 EUROPE 61 EUROPE 62 EUROPE 63 EUROPE 64 EUROPE 65 EUROPE 66 EUROPE 67 EUROPE 68 EUROPE 69 EUROPE 70 EUROPE 71 EUROPE 72 EUROPE 73 EUROPE 74 EUROPE 75 EUROPE 76 EUROPE 77 EUROPE 78 EUROPE 79 EUROPE 80 EUROPE 81 EUROPE 82 EUROPE 83 EUROPE 84 EUROPE 85 EUROPE 86 EUROPE 87 EUROPE 88 EUROPE 89 EUROPE 90 EUROPE 91 EUROPE 92 EUROPE 93 EUROPE 94 EUROPE 95 EUROPE 96 EUROPE 97 EUROPE 98 EUROPE 99 EUROPE 100
B.N.P. (C.P.)	140,10	140,00	140,42	- 0,41	147	FIMACAS
CLYCONNACT	140,20	140,20	140,20	0,00	148	FIMACAS
CRÉDIT COMMERCIAL	140,20	140,20	140,20	0,00	149	FIMACAS
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	140,20	140,20	140,20	0,00	150	FIMACAS
CRÉDIT LYONNAIS	140,20	140,20	140,20	0,00	151	FIMACAS
CRÉDIT PARISIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	152	FIMACAS
CRÉDIT ALGERIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	153	FIMACAS
CRÉDIT MAROCAIN	140,20	140,20	140,20	0,00	154	FIMACAS
CRÉDIT TUNISIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	155	FIMACAS
CRÉDIT ALGERIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	156	FIMACAS
CRÉDIT MAROCAIN	140,20	140,20	140,20	0,00	157	FIMACAS
CRÉDIT TUNISIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	158	FIMACAS
CRÉDIT ALGERIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	159	FIMACAS
CRÉDIT MAROCAIN	140,20	140,20	140,20	0,00	160	FIMACAS
CRÉDIT TUNISIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	161	FIMACAS
CRÉDIT ALGERIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	162	FIMACAS
CRÉDIT MAROCAIN	140,20	140,20	140,20	0,00	163	FIMACAS
CRÉDIT TUNISIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	164	FIMACAS
CRÉDIT ALGERIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	165	FIMACAS
CRÉDIT MAROCAIN	140,20	140,20	140,20	0,00	166	FIMACAS
CRÉDIT TUNISIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	167	FIMACAS
CRÉDIT ALGERIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	168	FIMACAS
CRÉDIT MAROCAIN	140,20	140,20	140,20	0,00	169	FIMACAS
CRÉDIT TUNISIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	170	FIMACAS
CRÉDIT ALGERIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	171	FIMACAS
CRÉDIT MAROCAIN	140,20	140,20	140,20	0,00	172	FIMACAS
CRÉDIT TUNISIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	173	FIMACAS
CRÉDIT ALGERIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	174	FIMACAS
CRÉDIT MAROCAIN	140,20	140,20	140,20	0,00	175	FIMACAS
CRÉDIT TUNISIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	176	FIMACAS
CRÉDIT ALGERIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	177	FIMACAS
CRÉDIT MAROCAIN	140,20	140,20	140,20	0,00	178	FIMACAS
CRÉDIT TUNISIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	179	FIMACAS
CRÉDIT ALGERIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	180	FIMACAS
CRÉDIT MAROCAIN	140,20	140,20	140,20	0,00	181	FIMACAS
CRÉDIT TUNISIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	182	FIMACAS
CRÉDIT ALGERIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	183	FIMACAS
CRÉDIT MAROCAIN	140,20	140,20	140,20	0,00	184	FIMACAS
CRÉDIT TUNISIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	185	FIMACAS
CRÉDIT ALGERIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	186	FIMACAS
CRÉDIT MAROCAIN	140,20	140,20	140,20	0,00	187	FIMACAS
CRÉDIT TUNISIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	188	FIMACAS
CRÉDIT ALGERIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	189	FIMACAS
CRÉDIT MAROCAIN	140,20	140,20	140,20	0,00	190	FIMACAS
CRÉDIT TUNISIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	191	FIMACAS
CRÉDIT ALGERIEN	140,20	140,20	140,20	0,00	192	FIMACAS

# NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 11 FÉVRIER	HP COMPANY	28,50	282,84	+ 19
	HIGH CO.	-48	301,74	- 2,12
	HOLOGRAM IND.			

Valeurs	Cours		%	Cours		%
	en francs	en francs		en francs	en francs	
ADAPTEK/ACT	23,00		6,27	IGC + IAO		24,00 + 1,87
AFI SOFT	14	47,80	0,36	INFONET	8,10	53,10
ALPHAMEDIA	20,00			LEONARD GROUP	0,00	18,40
ALPAC	1,00	30,50	0,10	JOUEUR-REGOL	7,90	48,57
ALTECH + CI	182,00	908,00		JOUEUR-REGOL	0,00	1,84
ALTECH	0,35	34,11	0,88	LACI GROUP	11	72,10
ARFENE ON	17,00					
ASTRA	0,90	6,20		MILLE AMIS	0,85	41
ATV	32,00	84,80	1,14	NATIONAL PECH	8	89,04
AVENUE TELECOM	1	50,22	1,81	MONDRIE	0,00	0,00 + 3,84
BATAVIA BUI	1	0,00		MONDRIE	0,00	0,04 + 4
	0,00	0,04	0,25	ONIS	0,00	700,71 + 0,81
BIGDONS	12,00	88,87		ONIS INTL REG	0,00	14,70
BIOCOM + DT	11,00	110,14		ONIS INTL REG	0,00	14,70
BVP DS 99	0,31	1,90	0,00	PHONE SYSTEM	10,00	32,00 + 0,82
CAI SYSTEMS	0,00	0,04		PIGOCICA	0,00	80,21
CHENP	0,00	19,71				
CHEMUNEX	0,00	0,00	0,76	PROLOGUE SOFT	0,00	138,00 + 4,93
COIL	0,00	202,50	2,48	PROVIDIS	0,00	12,00 + 0,40
CYTO INTERAC	0,00	141,00		QUADTEL	0,00	37,00
CYTO PLUS	0,00	80,67		RESEARCH	0,00	24,00 + 0,80
CRYANO	1,00	85,00	2,00	RAOUX INTL	0,00	245,00 + 1,35
DESK	0,00	107,40	0,24	REICF	11	91,40
DESK 85 99	0,00	20,57		RESEARCH	11	111,01
DESK	0,00	22,02	1,04	REGINA RUBEN	0,00	24,00 + 0,60
DURAND ALLIZ	0,00	30,78		SAUVEURS DE F	0,00	154,00 + 0,04
DURAND DUBOI	0,00	807,80	1,61	SILICON	10	60,00 + 0,00
DURAND SV ICE	0,00	80,67		STAC	0,00	160,00 + 0,84
EFKIN	0,00	150,40	5,40	STAC SIL	0,00	17,11
EPKOR	0,00	150,40	0,25	STAC SIL	0,00	17,11
EUROCOM	0,00	80,11		SYNEXIS	0,00	24,00 + 0,75
EUROCARCO S	1,00	87,83	0,93	SYNEXIS	0,00	24,00 + 0,75
EUROSPATF	0,00	220,27		LA TETE D.J.	0,00	18,00
FARMASFER	0,00	120,10	0,00	TERMATHEAT	0,00	190,70
FIT SYSTEM	0,00	20,27		TITUS INTER	0,00	820,00
FLORANGE MED	0,00	80,02	0,10			

## SECOND MARCHÉ

<b>JUDI 11 FÉVRIER</b>	EXPAND SA.....	287,96	- 0,27	N
	L'ENTREPRISE.....	413,25	- 0,78	M
	ETAM DEVELOP.....	186,95	+ 4,04	N

[illegible]

DREYFU	1.20	1
MEDICAL	1.15	1
METROPOLE	1.10	1
SYS DIGI	1.20	1
TOU 0	1.10	1
TTAN	1.10	1

DONALD P.	91	208.94	—	DISTRIBORG G.	80	227.98	—
ATHERM 8	27.30	179.08	- 1.70	EMIN-LEYDIER	20.30	267.79	- 6.80
OUTIER	61.20	970.25	- 0.68	FLAMMARION S.	25.70	164.65	+ 2.44

ACCEL L.	38.70	86.59	5.12	QGE GULLIN	28.07	107.17	1.80
AFAP B	9.07	94.07	1.08	HEAN B	28.07	107.17	1.80
ALDO	9.07	94.07	1.08	HBS TRACOLLO	28.07	107.17	1.80
ALLER PO.	180.00	0.64	0.60	HRE	102.00	803.26	
ALLERAC	180.00	0.64	0.60	HUREL DUBOIS	102.00	815.22	
ALPH	687.24			HUR	775.25		1.97
ALPH	495.50	+2.04				100.40	
ALPH	411.34	+4.86		INTER PAARUM	102.00	187.43	0.41
ALPH	395.58			IPD	35.00	35.00	
ALPH	194.54	+0.88		LABO. PHARMAC.	102.00	175.93	
ALPH	73.19	+1.86		M.L.E.S.E.	102.00	691.28	
ALPH	485.57			NSC QPE (WT)	102.00	811.86	
ALPH	101.94			NOCHIE	102.00	811.86	
ALPH	154.94	-0.16		ONET	71.00	749.28	+0.36
ALPH	110.08			ORAGSTN	102.00	124.20	1.50
ALPH	167.04	+1.53		PAUL PASTOR	102.00	187.11	1.81
ALPH	135.23	-1.28		REUIL PORT	102.00	2.28	
ALPH	187.27	+0.45		PISC. DESJOY	23.00	183.49	1.75
ALPH	187.27	+0.45		PLASTAL. LV	23.00	187.27	0.23
ALPH	187.27	+0.45		RENNAL AL.	23.00	187.27	0.23
ALPH	323.06	+0.81		SECS ENVIRO.	102.00	177.11	1.00
ALPH	1821.28	+1.10		SERVICES ST	23.00	345.07	
ALPH	185.48			SICAL	102.00	175.93	
ALPH	74.74	-0.81		SINCE (LV)	102.00	400.14	
ALPH	2883.18	-0.97		SODICE EXP	100	714.89	1.06
ALPH	127.51	-0.30		SORBUS	61.00	339.44	
ALPH	891.18			SOCIETE PHARMAC.	50.00	50.00	
ALPH	127.51	-0.33		SOLVING	61.00	339.44	
ALPH	630.57	-0.72		ST. DUPONT	61.00	63.07	4.71
ALPH	630.57	+0.06		STEDIM	61.00	315.58	4.80
ALPH	630.57	+0.06		SUCCEDE	110.00	110.00	
ALPH	136.00	-2.22		SYLIS	94.00	622.32	4.02
ALPH	127.51			TEALMOJ	61.00	321.42	0.22
ALPH	444.41	-1.78		THERMADOR GP.	337.00	337.00	2.82
ALPH	297.48	-1.07			714.89	714.89	0.02
ALPH	347.08			UNION PHILIP	102.00	875.54	1.41
ALPH	347.08	-0.19		UNION MOND	102.00	805.11	1.48
ALPH	347.08	-0.70		UNION MOND	102.00	805.11	1.48

[illegible]

... ..

10-11-1964  
 10-12-1964  
 10-13-1964  
 10-14-1964  
 10-15-1964  
 10-16-1964  
 10-17-1964  
 10-18-1964  
 10-19-1964  
 10-20-1964  
 10-21-1964  
 10-22-1964  
 10-23-1964  
 10-24-1964  
 10-25-1964  
 10-26-1964  
 10-27-1964  
 10-28-1964  
 10-29-1964  
 10-30-1964  
 10-31-1964  
 11-1-1964  
 11-2-1964  
 11-3-1964  
 11-4-1964  
 11-5-1964  
 11-6-1964  
 11-7-1964  
 11-8-1964  
 11-9-1964  
 11-10-1964  
 11-11-1964  
 11-12-1964  
 11-13-1964  
 11-14-1964  
 11-15-1964  
 11-16-1964  
 11-17-1964  
 11-18-1964  
 11-19-1964  
 11-20-1964  
 11-21-1964  
 11-22-1964  
 11-23-1964  
 11-24-1964  
 11-25-1964  
 11-26-1964  
 11-27-1964  
 11-28-1964  
 11-29-1964  
 11-30-1964  
 12-1-1964  
 12-2-1964  
 12-3-1964  
 12-4-1964  
 12-5-1964  
 12-6-1964  
 12-7-1964  
 12-8-1964  
 12-9-1964  
 12-10-1964  
 12-11-1964  
 12-12-1964  
 12-13-1964  
 12-14-1964  
 12-15-1964  
 12-16-1964  
 12-17-1964  
 12-18-1964  
 12-19-1964  
 12-20-1964  
 12-21-1964  
 12-22-1964  
 12-23-1964  
 12-24-1964  
 12-25-1964  
 12-26-1964  
 12-27-1964  
 12-28-1964  
 12-29-1964  
 12-30-1964  
 1-1-1965  
 1-2-1965  
 1-3-1965  
 1-4-1965  
 1-5-1965  
 1-6-1965  
 1-7-1965  
 1-8-1965  
 1-9-1965  
 1-10-1965  
 1-11-1965  
 1-12-1965  
 1-13-1965  
 1-14-1965  
 1-15-1965  
 1-16-1965  
 1-17-1965  
 1-18-1965  
 1-19-1965  
 1-20-1965  
 1-21-1965  
 1-22-1965  
 1-23-1965  
 1-24-1965  
 1-25-1965  
 1-26-1965  
 1-27-1965  
 1-28-1965  
 1-29-1965  
 1-30-1965  
 2-1-1965  
 2-2-1965  
 2-3-1965  
 2-4-1965  
 2-5-1965  
 2-6-1965  
 2-7-1965  
 2-8-1965  
 2-9-1965  
 2-10-1965  
 2-11-1965  
 2-12-1965  
 2-13-1965  
 2-14-1965  
 2-15-1965  
 2-16-1965  
 2-17-1965  
 2-18-1965  
 2-19-1965  
 2-20-1965  
 2-21-1965  
 2-22-1965  
 2-23-1965  
 2-24-1965  
 2-25-1965  
 2-26-1965  
 2-27-1965  
 2-28-1965  
 2-29-1965  
 3-1-1965  
 3-2-1965  
 3-3-1965  
 3-4-1965  
 3-5-1965  
 3-6-1965  
 3-7-1965  
 3-8-1965  
 3-9-1965  
 3-10-1965  
 3-11-1965  
 3-12-1965  
 3-13-1965  
 3-14-1965  
 3-15-1965  
 3-16-1965  
 3-17-1965  
 3-18-1965  
 3-19-1965  
 3-20-1965  
 3-21-1965  
 3-22-1965  
 3-23-1965  
 3-24-1965  
 3-25-1965  
 3-26-1965  
 3-27-1965  
 3-28-1965  
 3-29-1965  
 3-30-1965  
 4-1-1965  
 4-2-1965  
 4-3-1965  
 4-4-1965  
 4-5-1965  
 4-6-1965  
 4-7-1965  
 4-8-1965  
 4-9-1965  
 4-10-1965  
 4-11-1965  
 4-12-1965  
 4-13-1965  
 4-14-1965  
 4-15-1965  
 4-16-1965  
 4-17-1965  
 4-18-1965  
 4-19-1965  
 4-20-1965  
 4-21-1965  
 4-22-1965  
 4-23-1965  
 4-24-1965  
 4-25-1965  
 4-26-1965  
 4-27-1965  
 4-28-1965  
 4-29-1965  
 4-30-1965  
 5-1-1965  
 5-2-1965  
 5-3-1965  
 5-4-1965  
 5-5-1965  
 5-6-1965  
 5-7-1965  
 5-8-1965  
 5-9-1965  
 5-10-1965  
 5-11-1965  
 5-12-1965  
 5-13-1965  
 5-14-1965  
 5-15-1965  
 5-16-1965  
 5-17-1965  
 5-18-1965  
 5-19-1965  
 5-20-1965  
 5-21-1965  
 5-22-1965  
 5-23-1965  
 5-24-1965  
 5-25-1965  
 5-26-1965  
 5-27-1965  
 5-28-1965  
 5-29-1965  
 5-30-1965  
 6-1-1965  
 6-2-1965  
 6-3-1965  
 6-4-1965  
 6-5-1965  
 6-6-1965  
 6-7-1965  
 6-8-1965  
 6-9-1965  
 6-10-1965  
 6-11-1965  
 6-12-1965  
 6-13-1965  
 6-14-1965  
 6-15-1965  
 6-16-1965  
 6-17-1965  
 6-18-1965  
 6-19-1965  
 6-20-1965  
 6-21-1965  
 6-22-1965  
 6-23-1965  
 6-24-1965  
 6-25-1965  
 6-26-1965  
 6-27-1965  
 6-28-1965  
 6-29-1965  
 6-30-1965  
 7-1-1965  
 7-2-1965  
 7-3-1965  
 7-4-1965  
 7-5-1965  
 7-6-1965  
 7-7-1965  
 7-8-1965  
 7-9-1965  
 7-10-1965  
 7-11-1965  
 7-12-1965  
 7-13-1965  
 7-14-1965  
 7-15-1965  
 7-16-1965  
 7-17-1965  
 7-18-1965  
 7-19-1965  
 7-20-1965  
 7-21-1965  
 7-22-1965  
 7-23-1965  
 7-24-1965  
 7-25-1965  
 7-26-1965  
 7-27-1965  
 7-28-1965  
 7-29-1965  
 7-30-1965  
 8-1-1965  
 8-2-1965  
 8-3-1

**SICAV**  
**FCP**

Une	<b>BONNE C</b> <small>PROPRIÉTÉ 100% DÉVELOPPEMENT 2000</small>	<b>3140,00</b>
<b>Cours de culture le 10 février</b>	<b>MUTUAL DÉPÔTS SIC C</b> <small>2000</small>	<b>2120,00</b>

[illegible]

**Actualité :** OBLIFUTUR  
ORATION...  
REVENUE-VE  
SÉVÉA...  
SYNTHESIS  
UNIVERS AC

UNI-FONDER	283,07	1882,07	10/02
UNI-RÉGIONS	281,14	1844,16	10/02
UNIVAR C	48,12	322,21	11/02

[illegible]

774.98	948.91	10/
229.90	1606.11	10/
152.59	670.88	10/
44.48	276.04	10/
142.91	934.16	10/
276.10	1215.81	10/

POSTE PREMIERE 54	1002	1002	1002
PREMIERE 1 AN	1002	1002	1002
PREMIERE 2-3	1002	1002	1002

157.38	10/02	THESORA C.	106.47	1111.68	10/02
158.61	10/02	THESORA D.	107.24	172.48	10/02
159.77	10/02	THESORA E.	107.24	307.02	10/02
160.01	10/02	SOLISTICE D.	107.24	3408.81	10/02
160.39	10/02				
160.59	10/02				
161.87	10/02				
162.02	10/02				
162.59	10/02				
163.52	10/02				
163.59	10/02				
164.32	10/02				
164.59	10/02				
165.47	10/02				
166.47	10/02				
167.38	10/02				
168.38	10/02				
169.38	10/02				
170.38	10/02				
171.38	10/02				
172.38	10/02				
173.38	10/02				
174.38	10/02				
175.38	10/02				
176.38	10/02				
177.38	10/02				
178.38	10/02				
179.38	10/02				
180.38	10/02				
181.38	10/02				
182.38	10/02				
183.38	10/02				
184.38	10/02				
185.38	10/02				
186.38	10/02				
187.38	10/02				
188.38	10/02				
189.38	10/02				
190.38	10/02				
191.38	10/02				
192.38	10/02				
193.38	10/02				
194.38	10/02				
195.38	10/02				
196.38	10/02				
197.38	10/02				
198.38	10/02				
199.38	10/02				
200.38	10/02				
201.38	10/02				
202.38	10/02				
203.38	10/02				
204.38	10/02				
205.38	10/02				
206.38	10/02				
207.38	10/02				
208.38	10/02				
209.38	10/02				
210.38	10/02				
211.38	10/02				
212.38	10/02				
213.38	10/02				
214.38	10/02				
215.38	10/02				
216.38	10/02				
217.38	10/02				
218.38	10/02				
219.38	10/02				
220.38	10/02				
221.38	10/02				
222.38	10/02				
223.38	10/02				
224.38	10/02				
225.38	10/02				
226.38	10/02				
227.38	10/02				
228.38	10/02				
229.38	10/02				
230.38	10/02				
231.38	10/02				
232.38	10/02				
233.38	10/02				
234.38	10/02				
235.38	10/02				
236.38	10/02				
237.38	10/02				
238.38	10/02				
239.38	10/02				
240.38	10/02				
241.38	10/02				
242.38	10/02				
243.38	10/02				
244.38	10/02				
245.38	10/02				
246.38	10/02				
247.38	10/02				
248.38	10/02				
249.38	10/02				
250.38	10/02				
251.38	10/02				
252.38	10/02				
253.38	10/02				
254.38	10/02				
255.38	10/02				
256.38	10/02				
257.38	10/02				
258.38	10/02				
259.38	10/02				
260.38	10/02				
261.38	10/02				
262.38	10/02				
263.38	10/02				
264.38	10/02				
265.38	10/02				
266.38	10/02				
267.38	10/02				
268.38	10/02				
269.38	10/02				
270.38	10/02				
271.38	10/02				
272.38	10/02				
273.38	10/02				
274.38	10/02				
275.38	10/02				
276.38	10/02				
277.38	10/02				
278.38	10/02				
279.38	10/02				
280.38	10/02				
281.38	10/02				
282.38	10/02				
283.38	10/02				
284.38	10/02				
285.38	10/02				
286.38	10/02				
287.38	10/02				
288.38	10/02				
289.38	10/02				
290.38	10/02				
291.38	10/02				
292.38	10/02				
293.38	10/02				
294.38	10/02				
295.38	10/02				
296.38	10/02				
297.38	10/02				
298.38	10/02				
299.38	10/02				
300.38	10/02				
301.38	10/02				
302.38	10/02				
303.38	10/02				
304.38	10/02				
305.38	10/02				
306.38	10/02				
307.38	10/02				
308.38	10/02				
309.38	10/02				
310.38	10/02				
311.38	10/02				
312.38	10/02				
313.38	10/02				
314.38	10/02				
315.38	10/02				
316.38	10/02				
317.38	10/02				
318.38	10/02				
319.38	10/02				
320.38	10/02				
321.38	10/02				
322.38	10/02				
323.38	10/02				
324.38	10/02				
325.38	10/02				
326.38	10/02				
327.38	10/02				
328.38	10/02				
329.38	10/02				
330.38	10/02				
331.38	10/02				
332.38	10/02				
333.38	10/02				
334.38	10/02				
335.38	10/02				
336.38	10/02				
337.38	10/02				
338.38	10/02				
339.38	10/02				
340.38	10/02				
341.38	10/02				
342.38	10/02				
343.38	10/02				
344.38	10/02				
345.38	10/02				
346.38	10/02				
347.38	10/02				
348.38	10/02				
349.38	10/02				
350.38	10/02				
351.38	10/02				
352.38	10/02				
353.38	10/02				
354.38	10/02				
355.38	10/02				
356.38	10/02				
357.38	10/02				
358.38	10/02				
359.38	10/02				
360.38	10/02				
361.38	10/02				
362.38	10/02				
363.38	10/02				
364.38	10/02				
365.38	10/02				
366.38	10/02				
367.38	10/02				
368.38	10/02				
369.38	10/02				
370.38	10/02				
371.38	10/02				
372.38	10/02				
373.38	10/02				
374.38	10/02				
375.38	10/02				
376.38	10/02				
377.38	10/02				
378.38	10/02				
379.38	10/02				
380.38	10/02				
381.38	10/02				
382.38	10/02				
383.38	10/02				
384.38	10/02				
385.38	10/02				
386.38	10/02				
387.38	10/02				
388.38	10/02				
389.38	10/02				
390.38	10/02				
391.38	10/02				
392.38	10/02				
393.38	10/02				
394.38	10/02				
395.38	10/02				
396.38	10/02				
397.38	10/02				
398.38	10/02				
399.38	10/02				
400.38	10/02				
401.38	10/02				
402.38	10/02				
403.38	10/02				
404.38	10/02				
405.38	10/02				
406.38	10/02				
407.38	10/02				
408.38	10/02				
409.38	10/02				
410.38	10/02				
411.38	10/02				
412.38	10/02				
413.38	10/02				
414.38	10/02				
415.38	10/02				
416.38	10/02				
417.38	10/02				
418.38	10/02				
419.38	10/02				
420.38	10/02				
421.38	10/02				
422.38	10/02				
423.38	10/02				
424.38	10/02				
425.38	10/02				
426.38	10/02				
427.38	10/02				
428.38	10/02				
429.38	10/02				
430.38	10/02				
431.38	10/02				
432.38	10/02				
433.38	10/02				
434.38	10/02				
435.38	10/02				
436.38	10/02				
437.38	10/02				
438.38	10/02				
439.38	10/02				
440.38	10/02				
441.38	10/02				
442.38	10/02				
443.38	10/02				
444.38	10/02				
445.38	10/02				
446.38	10/02				
447.38	10/02				
448.38	10/02				
449.38	10/02				
450.38	10/02				
451.38	10/02</				

7-16-79-1

100-443887-100

A son corps défendant, le soldat américain...  
 1940...  
 1941...  
 1942...  
 1943...  
 1944...  
 1945...  
 1946...  
 1947...  
 1948...  
 1949...  
 1950...  
 1951...  
 1952...  
 1953...  
 1954...  
 1955...  
 1956...  
 1957...  
 1958...  
 1959...  
 1960...  
 1961...  
 1962...  
 1963...  
 1964...  
 1965...  
 1966...  
 1967...  
 1968...  
 1969...  
 1970...  
 1971...  
 1972...  
 1973...  
 1974...  
 1975...  
 1976...  
 1977...  
 1978...  
 1979...  
 1980...  
 1981...  
 1982...  
 1983...  
 1984...  
 1985...  
 1986...  
 1987...  
 1988...  
 1989...  
 1990...  
 1991...  
 1992...  
 1993...  
 1994...  
 1995...  
 1996...  
 1997...  
 1998...  
 1999...  
 2000...  
 2001...  
 2002...  
 2003...  
 2004...  
 2005...  
 2006...  
 2007...  
 2008...  
 2009...  
 2010...  
 2011...  
 2012...  
 2013...  
 2014...  
 2015...  
 2016...  
 2017...  
 2018...  
 2019...  
 2020...  
 2021...  
 2022...  
 2023...  
 2024...  
 2025...  
 2026...  
 2027...  
 2028...  
 2029...  
 2030...  
 2031...  
 2032...  
 2033...  
 2034...  
 2035...  
 2036...  
 2037...  
 2038...  
 2039...  
 2040...  
 2041...  
 2042...  
 2043...  
 2044...  
 2045...  
 2046...  
 2047...  
 2048...  
 2049...  
 2050...  
 2051...  
 2052...  
 2053...  
 2054...  
 2055...  
 2056...  
 2057...  
 2058...  
 2059...  
 2060...  
 2061...  
 2062...  
 2063...  
 2064...  
 2065...  
 2066...  
 2067...  
 2068...  
 2069...  
 2070...  
 2071...  
 2072...  
 2073...  
 2074...  
 2075...  
 2076...  
 2077...  
 2078...  
 2079...  
 2080...  
 2081...  
 2082...  
 2083...  
 2084...  
 2085...  
 2086...  
 2087...  
 2088...  
 2089...  
 2090...  
 2091...  
 2092...  
 2093...  
 2094...  
 2095...  
 2096...  
 2097...  
 2098...  
 2099...  
 2100...

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26







Après la ■ vache folle ■ et les plantes transgéniques, le consommateur veut être informé clairement des risques potentiels

certitude: la recherche agronomique, longtemps construite autour du « principe de neutralité », est désormais appelée à une véritable « coresponsabilité » dans ses relations avec la société.



**Les canards  
ne dorment  
que d'un œil  
et d'un  
demi-cerveau**

Pour ce faire, MPA Rattenborg et ses collègues ont placé une batterie de caméras vidéo en groupes de quatre canards, disposés en rang à l'avant d'électrodes. L'hypothèse de départ était que les colverts situés aux extrémités, plus exposés à une éventuelle attaque, montreraient une vigilance accrue. Hypothèse pleinement confirmée puisque les *platyrhynchos* postés en périphérie du groupe ne dormaient que d'un tiers en moyenne (31,8 % du temps, alors que cette proportion tombait à 12,4 % pour ceux comptés du centre.

**CONTRÔLES VEILLE ET SOMMEIL.** Plus, ces derniers ne montrent aucune préférence dans leurs observations somnolescentes, tandis que les « cyclopes » plus exposés scrutent les environs. Les électroencéphalogrammes ont confirmé ces observations. Ultime, raffinement expérimental, la projection d'une vidéo illustre l'irruption de prédateurs « provoquant la fuite des canards, le qu'il avait éveillés, en 0,165 seconde.

Le canard est capable de contrôler veille et sommeil indépendamment avec chacun des deux hémisphères. Les chercheurs, ce comportement, l'appelle « l'asymétrie » qui s'installe car la nécessité physiologique du sommeil et les conséquences écologiques — la vulnérabilité — qui en découle.

Pour Raymond Cespuglio, directeur de l'unité de neurophysiologie,

de neurochimie à l'université Lyon-1, ces observations concourent à faire évoluer l'hypothèse, la science du sommeil, qui « pendant des siècles » a été marquée par l'idée que le sommeil se **réveille** dans un monde fermé, comme en pilotage automatique, perturbé par les seuls stimuli extérieurs, bruit, lumière ou **chaleur**. On en découvre qu'il peut maîtriser son sommeil de façon surprenante. Une étude, **rapportée** dans *Nature* (7 janvier), montre que les **cerveaux** sont capables de se **réveiller** volontairement à une heure donnée, et que ce **réveil** est précédé d'une augmentation du sang d'une hormone, l'adrenocorticotrope. Selon les neuroendocrinologues de l'université de Lübeck, en Allemagne, responsables de l'expérience, tout indique l'existence, durant le sommeil, d'un phénomène d'anticipation, **appelé** « l'action consciente ».

Dans les deux cas — canard ou homme —, c'est un facteur d'insinuation qui est en jeu, qui insinue au sein du royaume des faits composante une fonction fondamentale par le hypnologistes, les faits pouvant avoir des paradoxes. L'incantation induire des insomnies, préparer des épisodes dépressifs majeurs, rappelle Raymond Cespiglion qui dit à l'inverse un docteur d'aujourd'hui unique peut décider d'un sommeil dévorant. Une luxation d'épingle, raconte-t-il, a plongé un artiste — cirque dans la hypersomnie phénoménale qui a duré plusieurs mois. « L'armée des faits humains » développements, les faits pour trouver les combattants, les faits à l'extrême, les faits capables pour autant de ne donner que d'un ciel.

Hervé Morin

retrouver dans les élevages et dans les champs. Témoin ■ naissance, il y a tout juste un an, de la génisse française Marguerite. **■** L'INRA a partir d'une cellule fœtale, cette petite couvée ■ Dolly avait surtout été conçue pour vérifier si la performance réalisée avec l'agneau écossais était reproductible, et pour rester sur ce terrain dans la compétition internationale. Mais les éleveurs, aussitôt, s'inquièrent de voir ■ réduire la diversité génétique de leurs troupeaux ■ qui ■ rappelaient que ce clone humain ■ pouvait mener ■ droit au

Un an plus tard, les recherches se poursuivent dans le monde entier. Et les réactions de Dolly, qui envisage désormais de cloner des embryons humains à des fins thérapeutiques, que le feu vert accordé fin janvier par l'administration américaine à la recherche sur les cellules embryonnaires humaines, montrent qu'elles prendront bientôt un nouveau cours. Plus que jamais dans ce domaine, la recherche éthique s'impose. Et il y a urgence.

CV

**Propos recueillis par  
Catherine Vincent**

qui permettront d'améliorer l'efficacité vaccinale. Cette expérience contribuera ailleurs à développer les bases de futurs essais cliniques dans les pays en voie de développement les plus touchés par la pandémie.

panémie de sida.»  
Quelques heures avant l'annonce d'Onusida, la multinationale française Pasteur-Mérieux Connaught a vu les Nations unies américains de la santé avouer, le 26 février, que le lancement d'une campagne originale dite de phase I visant, pour la première fois en Afrique, « à établir l'innocuité (et non pas l'efficacité) d'un vaccin... » sera prochainement lancé en Ouganda. Dans ce pays, l'un des plus touchés au monde par la pandémie de sida, près d'un demi-million de personnes — une population de 10 millions — ont décédé, en suites de cette maladie et l'on compte environ un million d'orphelins. Les taux de contamination varient de 10 à 25 % dans les zones urbaines et de 4 à 10 % dans les zones rurales.

Le vaccin ougandais est soutenu à la fois par l'Agence nationale française de recherche et par le gouvernement américain. Il a été conduit à Kampala et à Entebbe par les professeurs Roy Mugerwa (Université Makerere) et Jerrold Ellner (Case Western Reserve University (Cleveland, Ohio)). La première étape consistera à sélectionner un groupe de quarante

volontaires âgés de 18 à 40 ans qui ne sont pas atteints de maladies à haut risque de contracter l'infection par le VIH. Ces volontaires seront répartis en trois groupes. Le premier sera constitué de 20 personnes qui recevront quatre injections d'un candidat-vaccin de la multinationale Pasteur-Mérieux Comenaght : un virus (le canarypox) dans le génome duquel on a intégré trois gènes du VIH exprimant trois protéines (les protéines Gag et Protéase) ainsi que la protéine d'enveloppe gp120.

« FAIRE FACE À L'URGENCE »  
 Les membres des deux autres  
 comités ont voté soit un vaccin  
 unique la rage soit un placebo.  
 « Les volontaires seront totalement  
 informés des bénéfices et des risques  
 potentiels ainsi que des procédures  
 suivies dans l'essai. Ils seront de plus  
 conseillés, au cours de chaque visite,  
 sur la manière d'éviter toute exposition  
 au VIH, a expliqué au Monde  
 Raphaële Elhabib, chef du projet  
 vaccin Aids chez Pasteur-Mérieux  
 Connaught. Nous avons impérative-  
 ment besoin de respecter cette métho-  
 dologie pour garantir la validité de  
 notre objectif qui est d'étudier la  
 lérence du vaccin à des différents  
 paramètres » la réponse immuni-  
 taire qu'il induit. Nous avons déjà  
 données émanant de l'essai mé-  
 menés en France et aux Etats-Unis,  
 mais il faut ici tenir compte des  
 différences quant au plan nutrition-  
 nel et sanitaire notamment.

**Contraintes** à l'essai thaïlandais, les responsables de l'expé-

rience ougandaise n'ont pas choisi de modifier la composition du candidat vaccin (fabriqué à partir de la souche B présente dans les pays industrialisés) pour l'adapter aux souches A et D, majoritairement présentes en Ouganda. Les responsables, différents arguments expérimentaux laissent espérer que des réactions immunitaires croisées pourraient permettre à ce vaccin de protéger contre les infections des deux types de souches. Si tel était le cas, le vaccin contre la fièvre du candidat vaccin utilisable dans le tiers-monde pourrait être plus rapide qu'on n'osait l'espérer jusqu'ici.

« Le plupart des spécialistes reconnaissent aujourd'hui que la recherche sur le vaccin **doit** aller, très rapidement, de l'avant. Mais il ne s'agit pas, pour autant, nous d'accorder sur le type **de** vaccin ayant le plus de chances d'apporter **une** protection **contre** l'infection ou **contre** la maladie, explique le professeur Piot. On dénombre chaque jour **à** travers le monde **16 000** nouveaux cas d'infection par le VIH, pour **un** **plupart** **des** pays **en** voie de développement. Aussi, nous ne pouvons plus nous payer le luxe **d'**attendre que **les** inconnues soient résolues **avant** de procéder **à** **une** **évaluation** **d'**efficacité. Nous devons faire face **à** l'urgence, **en** organiser les efforts de recherche en fonction des priorités **et** **des** ressources disponibles, **en** compromettre les valeurs éthiques et scientifiques. »

**Learn-By-Doing** **PLANNING**

**Le Monde**  
A LA TELEVISION  
ET A LA RADIO

**Le Monde des idées**  
L.C.I.  
Le samedi à 12 H 10 et à 16 H 10  
Le dimanche à 12 h 10 ■ 23 h 10

■

**Le Grand Jury**  
RTL-LCI  
Le dimanche à 18 h 30

■

**Le Grand Débat**  
FRANCE-CULTURE  
Les 3 et 4<sup>e</sup> jeudis de chaque mois  
à 21 heures.

■

**A la « une » du Monde**  
RFI  
Du lundi au vendredi  
■ 12 h 45 et 0 h 15 (heures de Paris)

■

**La « une » du Monde**  
BFM.  
Du lundi au vendredi  
13 h 06, 15 h 03, 17 h 40  
Le samedi  
13 h 07, 15 h 04, 17 h 35



# Le jean prend un coup de vieux

La mauvaise passe que traverse le fameux pantalon est un pied de nez adressé par les jeunes à leurs parents, voire leurs grands-parents

SANS que l'on y prenne garde, un monument vestimentaire en train de vaciller. Le blue-jean en perte de vitesse. Bien sûr, il est omniprésent, mais n'est plus à la mode. On ne le porte plus. Ou alors, on le porte moins. Depuis deux ou trois ans, le bon vieux « cinq poches » (la cinquième, la plus petite, dite « poche briquet ») décline. Avec lui le leader mondial de la spécialité, le groupe californien Levi Strauss qui a réduit ses coûts en fermant vingt-sept usines américaines malgré le lancement de Dockers, marque destinée à diversifier les activités de la société en diffusant de larges pantalons aux allures de treillis.

En Europe, les ventes ont reculé de 10 % en 1998, quatre ans de fabrication, dont celle de La Bassée, près de Lille, doivent disparaître. Le déclin du jean concerne aussi l'Allemagne où plus encore la Grande-Bretagne (le marché a perdu six millions d'unités en un an), alors que la France parvient à peine à rester stable avec 40 millions d'unités vendues en 1998. Les « jeans », tels que Lee Cooper, moins dépendants des « classiques » (le Levi's), sont plus facilement adaptés à la désaffection pour les modèles plus conformes à l'esthétique « de la rue ».

## « C'ÉTAIT UN VIEUX REBELLE »

De plus en plus, le jean se porte en version « baggy » (pantalon très ample à taille très basse, parlant au langage du jean mouvant) ou en adoptant une « découpe morpho » pour les femmes ou un stretch (tissu légèrement élastique). Concession de la mode : pour survivre, le jean doit suivre la légende, lui qui a construit sa légende en ignorant avec superbe. Les grands couturiers se l'approprient et, dans les magasins à la mode, le denim fascine encore. Mais le monde, y compris Kenzo, mais celui que l'on a appelé le « vêtement du vingtième siècle », risque, au moins dans un confort, de porter le passage au prochain millénaire. « Le jean est devenu

une matière. Ce n'est plus un vêtement », tranche une directrice de collection chez un couturier très branché.

Il est loin le temps où, Xavier, trente-huit ans, « on portait des jeans essentiellement parce que les parents trouvaient ça moche ». « Il en fallait un pour être dans le coup, c'était un peu rebelle. Aujourd'hui, j'en porte dès que je ne suis pas au boulot, car c'est pratique. » « Le jean s'est banalisé », dit D'Halluin, directeur général de Lee Cooper France. Pour les jeunes, « n'est plus un porte-étendard pour s'opposer à l'ordre établi. Les fabricants doivent miser sur des produits à forte valeur ajoutée. » « Les moins de 25 ans, précise-t-il, ne représentent pas plus de 30 % des acheteurs de jeans. » C'est peu.

Encore une mauvaise nouvelle pour ceux qui ont vingt ans en 1960 et qui ont porté les jeans... Les « baby-boomers », qui ne désolent déjà pas, mais qui le rock'n'roll n'est plus ce qu'il était, doivent rendre à l'évidence : la mauvaise passe du jean n'est pas autre chose qu'un pied de nez adressé aux jeunes générations.

« L'image qui colle au jean classique est le reflet d'une époque révolue », pense Patrick Guillotin, responsable de collection pour Rykiel-homme. « Les ados, poursuit-il, constituent le groupe de référence pour l'industrie du vêtement. Or, ils ne veulent surtout pas s'habiller comme leurs parents, voire leurs grands-parents. Pour cela, ils sont prêts à porter des vêtements qui descendent tellement bas sur les cuisses qu'ils entravent presque la marche. » Bref, aujourd'hui, porter un vrai Levi's, c'est dévier, c'est « à la mode ».

Que reste-t-il au jean ? Il n'est plus le jean. Il n'est plus autant qu'hier le pantalon de l'adolescent. L'on enfle, à peine rentré chez soi. Le vendredi, au bureau, il ne fait pas partie de son « look ». Les entreprises françaises, estiment les professionnels du vêtement, sont restées très coincées en matière de normes vestimentaires. Il éprouve désormais de vraies difficultés à s'inscrire dans le sens des valeurs.



cultés à s'inscrire dans le sens des valeurs

« La notion de confort, la responsable des achats d'un jean, est devenue dominante. Dans un jean, on ne s'attend plus à ce qu'il soit un objet de désir, mais à ce qu'il soit utile. Les matières qui, d'habitude, sont très demandées, sont maintenant celles qui sont les plus simples. Peut-être faut-il aussi incriminer la fascination perdue pour la mythologie des jeans. L'image à la James Dean a fini par se confondre avec celle de Ronald Reagan, en 1950 et 1960. Une image de jeune homme très mûr. D'autres observateurs se demandent aussi si la vocation « unisex » du jean, après avoir épousé les revendications féministes, correspond aux aspirations d'aujourd'hui. Celles-ci privilégieraient désormais la différenciation, la féminité n'étant plus synonyme de capitulation face au machisme.

Avec sa réputation implicite d'uniforme des années 70, le jean est rejeté ou, au mieux, détourné par les plus jeunes. Il s'inscrit en effet à contre-courant de la sensibilité dominante dans le monde de la mode. L'uniformité n'a fait son temps, estime Didier Seynave, directeur du marketing de la SAJC, une société mulhousienne spécialisée dans la distribution de tissus pour l'industrie de l'habillement. Les gens demandent désormais des habits pour eux-mêmes, pas pour sceller une appartenance à un vaste groupe, mais pour bricoler leur propre panoplie, en petits groupes. Conséquence : la demande est de plus en plus fragmentée, éclatée. « Le jean est parvenu à saturation et son déclin est un phénomène notoire, poursuit-il. Mais, dans ce métier, où l'on a vite fait de brûler ce que l'on a adoré, il faut rester prudent. Rien ne dit que, demain, il ne revendra pas en grâce. »

Jean-Michel Normand



## Levi Strauss & Co face à la grande distribution européenne

LE NOUVEAU chiffre fétiche de Levi's n'est plus 501, mais 713. Plus précisément L 713-4, l'article du code de la propriété intellectuelle sur lequel s'appuie le groupe américain pour traquer depuis quelques mois les importations parallèles de ses produits en Europe.

Que dit cet article ? « Le droit conféré par la marque ne permet pas à son titulaire d'interdire l'usage de celle-ci pour des produits qui ont été mis dans le commerce dans la Communauté économique européenne ou sous une marque par le titulaire ou sous une marque dérivée. » Autrement dit, l'importation de produits mis dans le commerce en dehors de la Communauté dans l'espace européen, même s'ils sont parfaitement authentiques, est purement et simplement autorisée à la contrefaçon !

Armé de cette interprétation du droit des marques - confirmée par la jurisprudence récente -, Levi Strauss & Co a entrepris un grand nettoyage du marché européen. Le cabinet d'avocats Gide, Loyrette, Nouel,

chargé du dossier pour la France, a porté le fer à jour dans plus d'une centaine d'entreprises, importateurs, grossistes, détaillants.

Toutes les enseignes de grande distribution françaises ont été mises en demeure, en 1998, de

## Des discussions seraient déjà engagées avec certaines enseignes

au plus tard le 31 janvier 1999, leur coupable d'importation de jeans américains, qu'elles pratiquaient pourtant depuis des années au vu et au su de tous. La plupart ont obtenu pitié et discuté, à l'instar de Carrefour, qui a organisé en janvier le déstockage de ses « 501 », bradés à moins de 200 francs... Seuls Casino et Auchan n'ont pas encore signé le protocole d'accord de règlement de l'amiable proposé

par Levi Strauss. Selon des sources plus ou moins fiables, près de la moitié des 2 millions de jeans vendus sous la marque Levi's en France chaque année seraient issus de l'importation parallèle.

D'où le coup de sang du groupe américain, confronté à la baisse historique de ses ventes de jeans. « Le monde qui l'a contraint à fermer onze usines sur trente-six aux États-Unis et quatre en Europe de l'Ouest, dont la France de La Bassée, dans le Nord. Tant qu'à réduire ses volumes, Levi Strauss préfère la route des produits où il dégage le moins de marge. Rester à savoir si le géant américain peut se permettre de laisser l'importation de jeans américains sur un canal de distribution aussi important que les hypermarchés. Des discussions seraient déjà engagées avec certaines enseignes pour leur permettre de vendre des Levi's « authentiques », ne leur permettant pas de poursuivre leur activité : Internet...

Pascal Galignier

## Une histoire plus que centenaire

Le blue-jean est né à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle aux États-Unis, sous l'impulsion de Levi Strauss, immigré d'Allemagne installé à New York puis à San Francisco, où il vend des toiles de bache en toile de Nîmes, fabriquées et utilisées par les charbonniers d'or. Le fameux jean est déposé en 1873. La particularité de ce pantalon, ce sont ses poches rivetées, qui le rendent particulièrement résistant. Le fameux jean 501 apparaît en 1890. « Après les cow-boys, le pantalon de la firme californienne est adopté par les ouvriers des années 30 puis, après la guerre, par les citoyens, les stars de Hollywood et du rock », rappelle une enquête très complète publiée dans le numéro de janvier 1999 du mensuel Capital.

An milieu des années 80, un premier passage à vide fait chuter les ventes du numéro 1 mondial, qui se repartent à un rythme un peu plus tard. La crise perceptible depuis 1997 semble plus profonde. La firme, qui réalise un chiffre d'affaires annuel de plus de 40 milliards de francs (plus de 6 milliards d'euros), est contrôlée par la famille Strauss, descendante de Levi Strauss.

## Du « look cow-boy » au « look chantier »

« Si le jean est clairement devenu ringard, d'autres vêtements vendent fort bien. Le jean charpentier ou de mineur, le découpe bien large et présente un bel aspect, c'est-à-dire un vêtement à vocation professionnelle, connaît un réel succès », explique-t-on dans une boutique. Après le « look cow-boy », le blue jean se plie au « look chantier ». Pour le denim, c'est le cas de la firme Nîmes, qui a adapté aux travaux de tout genre, il s'agit d'un jean très résistant, mais ceux qui portent des pantalons s'en moquent allègrement. Ce qui leur plaît, tout, c'est l'allure et la forme floutée du vêtement, son « work wear », ses initiales.

Partie intégrante de la mode de la rue et popularisée par la culture urbaine, les États-Unis, le succès du vêtement professionnel change la donne pour la partie de l'industrie textile, qui s'adapte à la mode en proposant, par exemple, des pantalons-trillis ou produits « bruts ».

L'influence du « work wear » est également très marquée sur le marché de la chaussure masculine, comme en témoigne le succès de la Dr. Martens (l'origine, soulier orthopédique pour travailleurs de force) ou la Caterpillar, grosse chaussure de chantier qui affronte le sable et la boue. « Le »

est en rave-party avec le combinaison à bande réfléchissante Night Safety », témoigne un connaisseur. « Quand la pluie du jour se chauffe, de la pluie du jardinier et de la blouse d'ouvrier ? » En coupant le « cord » vestimentaire des parents, les adolescents d'aujourd'hui font sécession : le jean n'est plus leur permet de se différencier, de sortir de l'ombre. Julien Mercier, de l'agence Saatchi.

Pour les industriels, il ne suffit pas de ressortir la panoplie du travailleur de force, du pantalon du pompier américain à la chemise du bûcheron canadien. La grande nouveauté, c'est que les marques qui ont le plus vraiment la mode. Désormais, la demande qui détermine l'offre. Ainsi, il y a quelques années, les « douounes » signées Helly Hansen ont brusquement vu leurs ventes exploser. Les rappeurs américains avaient jeté leur dévolu sur ce tranquille fabricant de vêtements marins bien chauds, qui s'est brusquement retrouvé débordé. De la même manière, les marques de vêtements n'ont pas vraiment planifié leur succès. Les vêtements des adolescents n'ont pas fini de donner la migraine aux services marketing.

J.-M. N.

Tout y est dit, à vous de voir !



BILAN DU MONDE  
200 PAGES - 50 F  
CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

## CINÉMA

Votre aide programme  
36 15 LEMONDE

One.Tel  
DES PRIX INCROYABLES SUR VOS APPELS INTERNATIONAUX



FAITES DES ÉCONOMIES  
7 jours/7  
24 heures/24

## NOUVEAUX TARIFS

QUELQUES EXEMPLES DE PRIX INCROYABLES :

Algérie	2,10 F (TTC/mn)
Australie	0,98 F
Autriche	1,66 F
Belgique	1,00 F
Grèce	1,98 F
Italie	1,28 F
Maroc	2,46 F
Pays-Bas	0,93 F
Portugal	1,69 F
Tunisie	2,03 F

COMMENT TELEPHONER AVEC One.Tel

AUCUN ABONNEMENT  
AUCUN PAIEMENT ANTICIPÉ  
AUCUN FRAIS D'INSTALLATION  
AUCUNE CONSO MINIMUM

APPELÉZ VITE LE  
01 53 53 75 18

One.Tel  
100% Télécoms.

\* Tarif d'un appel vers Paris.  
Les tarifs sont valables le jour de leur publication.  
Valable sous réserve de nos conditions particulières.







France, offre une grande salle, un espace boutiques et un kiosque. Après Berlin, il projette d'inviter Barcelone, puis, jusqu'à l'été 2000, Budapest, Lisbonne, Naples, Bristol.

Du 12 au 28 février, plusieurs dizaines d'artistes venus de la capitale allemande - musiciens, acteurs, plasticiens, performeurs... - ont rendez-vous avec le public français dans ce nouveau lieu associatif parisien ouvert au pied de la Bibliothèque François-Mitterrand

**Stéphane Davet**



## Dans le quartier Austerlitz, un immeuble-tiroir pour la Caisse des dépôts

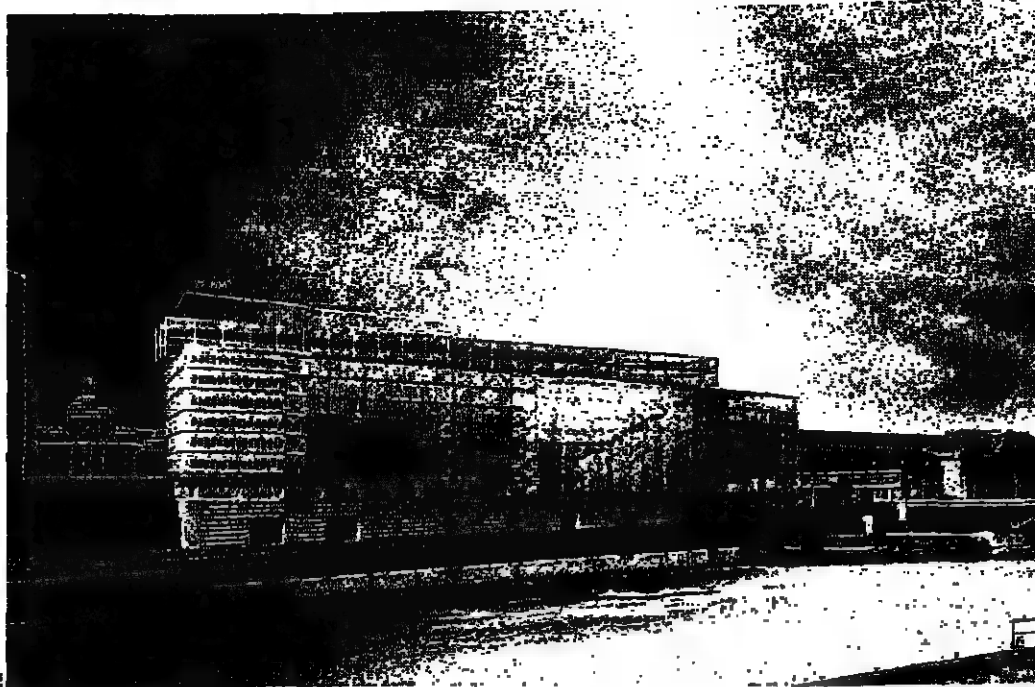
Un concours prestigieux sur un terrain miné

QU'EST-CE qu'un immeuble-tiroir ? Au sens propre, c'est un immeuble qui ressemble à un bureau dans lequel les bureaux possibles de design. Il y en a déjà un à Paris, l'immeuble France Télévision au bout du quai André-Citroën, sur sa façade trouée au milieu pour mettre ses jambes, ses deux bras latéraux pour s'élever verticalement et son plan de travail pour les objets d'immédiate nécessité. Le meuble, signé par Jean-Paul Viguier, n'avait pas été bien reçu au printemps de 1996. Les utilisateurs avaient, il est vrai, un gros vague à l'âme (Le Monde du 12 juin 1998). Sur son terrain phonique-ment impossible, le bureau prend, en plan, une allure rigide de piano à queue. Moins rigoureuse avait la maîtrise des prix.

Ci voici qu'à l'autre bout de Paris, sur le quai d'Austerlitz, l'histoire s'appareille à bégayer, à l'instar du même objet à quelques mètres près. Une exposition au Pavillon de l'Arsenal permet de se faire une idée de l'immeuble projeté après un concours de haut vol, remporté par Christian Hauvette. Mais les choses de haut vol, remportées par un instant de jeu, ne sont pas pour l'édification duquel le groupe Caisse des dépôts et consignations (CDC) s'est porté volontaire. Voyons la chose dans son ensemble : admirons les prouesses orthopédiques auxquelles aboutit l'urbanisme de la Ville de Paris et de la Semapa, son bras armé pour le projet Seine Rive gauche.

Indispensable aux rêves d'avenir de la SNCF. Pour l'heure, elle se fait battre, question animation, par celle de Calvi à l'heure de la sieste. Mais demain, les ingénieurs sont formés, on y retrouvera les armées de TGV. Qui pourrait contredire un ingénieur de la SNCF ? En conséquence, sur les terrains des concurrents pour le concours de la CDC, on voit des trains imaginaires rangés le long de quais mitoyens de l'immeuble. Ensuite, il y a le fameux pont Charles-de-Gaulle - pauvre homme dont le nom est accolé à la frénésie des transports : aéroports, porte-avion au place de l'Etoile. Les trains qui ont l'idée de ce pont restent, eux, anonymes, au lieu de nous expliquer pourquoi ils pensaient faire un si aisément la venière d'Austerlitz. Celle-ci est désormais protégée par le pont arrive sur le quai à la manière d'un phoque échoué, et restant, un phoque échoué. Pour rattrapper l'affaire, le génie de l'urbanisme a décidé de passer en force et d'installer un rigolo flip-flap : on rase l'édifice latéral de la gare, on construit un bras en tournant vers la gauche et l'on se retrouve comme il de rien à faire sur la (future) île qui doit servir de plancher à la (future) avenue de France.

**LE GRATIN DU MÉTIER**  
Acrobates mais pas bête, les urbanistes de la Ville de Paris et de la Semapa, son bras armé pour le projet Seine Rive gauche. D'abord, il y a la Ville d'Austerlitz, une gare, promis, juré, craché.



Maquette de l'immeuble de bureaux conçu pour le quai d'Austerlitz par Christian Hauvette, lauréat.

casse-cou de Montmartre, un long triangle pointu. Un terrain formidablement placé à mi-chemin des ménageries du jardin des plantes et du ministère des finances ; entre la gare de Lyon et celle d'Austerlitz, entre le trafic routier des quais, enfin, et celui de la SNCF, surmonté par celui de l'avenue de France.

Plus le terrain est difficile, plus le travail est passionnant pour un architecte. Mais la CDC n'a-t-elle aucune difficulté à choisir le gratin du métier, outre le lauréat Christian Hauvette : Patrick Berger, François Gonzales, Buffi, Dusapin et Leclercq, Massimiliano Fuksas et l'atelier Gaudin (représenté par Bruno), le meilleur des candidats pré ou post-quinquagénaires, aux tentatives encore actives.

Le jury était de même calibre, foncièrement honnête, avec une particularité cependant qui ne ris-

quait pas de s'interroger sur l'emprise foncière. Outre trois architectes supposés (Bohigas, Chaix et Grether), il ne comportait que deux types de personnalités : celles, au nombre de trois, pour qui la poursuite de l'instable projet Seine Rive gauche est vitale (Semapa, APUR, SNCF), et auxquelles on associera le président de Meunier-Promotion ; et, au nombre de cinq, les représentants de la CDC, ravis de la bonne affaire qui, si l'on peut dire, se profile dans le coin. À moyen, à long, à très long terme ? La CDC, il est vrai, sait prendre son temps.

Elle est bonne fille quand il s'agit de donner un coup de main aux opérations d'urbanisme incertaines, et aux d'ailleurs championnes des sociétés d'économie mixte. Quel d'Austerlitz, c'est elle qui prend ses risques, c'est elle qui entraîne dans son sillage les investisseurs sceptiques sur la

gauche. C'est pourtant un projet largement en trompe-l'œil. Comme l'est la représentation de la chapelle de la Salpêtrière sur les perspectives, fort cavalières avec la réalité de plusieurs des projets concurrents. Mais la façade joyeusement vitrée de 130 mètres de long (une demi-Bibliothèque nationale de France), le projet CDC est d'ores et déjà tout un quartier dans une réalité virtuelle, mais formellement calée. Tout un quartier sur les quais et les fonctions duquel on continue pourtant de s'interroger.

Frédéric Edelmann

Concours pour un immeuble de bureaux Quai d'Austerlitz, Paris 13<sup>e</sup>. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4<sup>e</sup>. De mardi à samedi, de 10 h 30 à 18 h 30. Dimanche, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'à fin février. Entrée libre.

### DÉPÊCHES

■ **THÉÂTRE** : la Comédie-Française a décidé de retarder à l'automne la création de *L'École des femmes*, dans la mise en scène d'Éric Vigner, « en raison d'indisponibilités de distribution ». La pièce sera cependant montée afin d'être filmée en juin pour la Collection Molière. ■ conséquence, la reprise *Fourberies de Scapin*, dans la mise en scène de Jean-Louis Benoit, a été avancée au 1<sup>er</sup> mars, et la seule nouvelle production de la Comédie-Française à Richelieu avant la fin de la saison sera le *Faust* de Goethe. ■ une mise en scène d'Alexander Lang à partir du 24 avril.

■ Le comédien américain Al Pacino jouera *Hughie*, d'Eugène O'Neill, en juin, à Los Angeles. Il jouera la mise en scène de la pièce. De son côté, la comédienne Uma Thurman s'apprête à jouer dans *Le Misanthrope*, de Molière, à New York.

■ Un programme italien consacré à la commedia dell'arte est présenté à Paris, au Théâtre du Rond-Point, du 2 au 26 juin. Proposé par la fondation Théâtre italien, dirigée par le metteur en scène Maurizio Scaparro, le programme comprendra entre autres *Pulcinella* tirée d'un film de Luciano Pavarotti et mise en scène par Maurizio Scaparro, *La musique napolitaine du XVIII<sup>e</sup> siècle*, *Les Adipertati* de Pasolini, jouée par Laura Betti, *Siciliana*, de Leonardo Sciascia, *Il Maresciallo* de Roberto Rossellini, *La Gadda*, de Lupaella, d'Enzo Maccato.

■ **CINÉMA** : le dessin animé *Mulan*, doublé en mandarin, sera distribué dans plusieurs villes chinoises en février. Pourtant, en 1997, le gouvernement chinois avait interdit la diffusion des films « anti-chinois » de Disney, MGM et Sony - *Rundun*, de Martin Scorsese, *Red Corner*, avec Richard Gere, en *Sept ans au Tibet*, de Jean-Jacques Annaud.

## Les cinéastes indépendants de tous les pays avaient rendez-vous au Festival de Rotterdam

En dix jours, 300 000 cinéphiles ont pu visionner quelque 500 longs et courts métrages

### ROTTERDAM

de notre envoyé spécial

Un festival de cinéma qui, pour Rotterdam, est une véritable fête. Son nouveau film, *Romance* - et l'on n'a pas encore vu l'idée de la diversité de ce festival pas comme les autres, à Rotterdam, où a eu lieu du 27 janvier au 7 février la vingt-huitième édition du Festival du film international. Il y a plusieurs raisons à cela. La première est quantitative : quelque cinq cents longs et courts métrages ont été projetés, fréquentés par quelque 300 000 spectateurs, dans leur grande majorité jeunes et curieux du tout.

La deuxième raison est politique, dans la mesure où l'incontestable originalité du festival - qui ne peut ni ne veut se limiter à Cannes, Berlin ou Venise - est le plan du prestige - à défricher et à promouvoir - d'un cinéma, dans un grand écart qui fait se rejoindre la recherche artistique et anachronique des cinéastes du tiers-monde et le bouillonnement futuriste des nouvelles technologies (de la vidéo à Internet).

### PANORAMA PLÉTHORIQUE

La compétition (treize premiers ou seconds films) a été couronnée par Peter Greenaway quand, dans une œuvre quand même difficile, puisque les seules premières mondiales offraient quelques-uns de ces éblouissements esthétiques qui, dans le cinéma, ne donnent pas de ce nom, en donnant à Brian Field, son directeur depuis trois ans, l'occasion de raisons de persévérer dans sa stratégie de recherche et de découverte tous azimuts.

Ajoutons un panorama pléthorique de la production indépendante, quelques rétrospectives très opportunes - dont une consacrée

à une année au cinéma iranien. Abolfazl Jafar et Catherine Breillat, qui présentent en première mondiale son nouveau film, *Romance* - et l'on n'a pas encore vu l'idée de la diversité de ce festival pas comme les autres, à Rotterdam, où a eu lieu du 27 janvier au 7 février la vingt-huitième édition du Festival du film international. Il y a plusieurs raisons à cela. La première est quantitative : quelque cinq cents longs et courts métrages ont été projetés, fréquentés par quelque 300 000 spectateurs, dans leur grande majorité jeunes et curieux du tout.

La deuxième raison est politique, dans la mesure où l'incontestable originalité du festival - qui ne peut ni ne veut se limiter à Cannes, Berlin ou Venise - est le plan du prestige - à défricher et à promouvoir - d'un cinéma, dans un grand écart qui fait se rejoindre la recherche artistique et anachronique des cinéastes du tiers-monde et le bouillonnement futuriste des nouvelles technologies (de la vidéo à Internet).

Autant, sinon davantage que les indépendants des « tiges » européennes par le jury de la compétition (*The Iron Heart of Oligarchy*, de Russe Alexander Bashirov, *Plus qu'un jour* de demain, de François Laurent Achard, *Following*, de l'Anglais Christopher Nolan), il s'agit de ces trois films du Fonds Hubert Bals : *La Petite Vendresse* de Hubert Bals, du Sénégalais Djibril Diop Mambety, *The Servant's Shirt*, de l'Indien Mani Kaul, *Scenery*, du Chinois Zhao Jisong.

### UN CONTE ET DEUX ENIGMES

Soit un conte et deux énigmes. Le premier, échappant par la justesse et la finesse du regard à tous les écueils du genre, met en scène une fillette handicapée qui vend dans les rues de Dakar *Le Soleil*, principal journal local. La violence et la beauté de cette petite fille en proie aux attaques de ses frères en misère, c'est un peu l'histoire d'une Afrique qui boite en voulant se faire une place au soleil. Mais c'est surtout un film d'une singulière beauté, où la pulsation des motifs et des couleurs sublime le minimalisme de l'intrigue, le cadeau d'adieu d'un grand cinéaste, disparu alors qu'il réalisait ce deuxième volet (après *Le Franc*, en 1994) d'une trilogie baptisée *Histoires de petites gens*, qui ne verra, hélas, jamais le soleil.

Mani Kaul et Zhao Jisong parient quant à eux d'amour, dans une perspective originale. La première, en superposant la relation d'un jeune couple à la situation des rapports de classes dans l'Inde des années 60, signe une œuvre aussi mystérieuse que lapidaire qu'un haïku. Le second feint de nous entraîner dans une enquête policière à trois personnages (un avocat neurosténique, une femme chauffeur de taxi victime d'un viol, une coiffeuse qui vend son corps) pour mieux graver dans les arabesques de ses plans-séquences la lente et

parfois surréaliste pétrification de ces corps qui se cherchent dans la nuit. Mais le même thème (l'amour, toujours l'amour), il faut encore mentionner quelques films aussi remarquables que le *Châli* de Saeed Adani, de l'Égyptien Hanyousse, de l'Indien Mani Kaul, *Scenery*, du Chinois Zhao Jisong.

### LES CINÉASTES INDÉPENDANTS DE TOUS LES PAYS

avaient rendez-vous au Festival de Rotterdam

En dix jours, 300 000 cinéphiles ont pu visionner quelque 500 longs et courts métrages

Un festival de cinéma qui, pour Rotterdam, est une véritable fête. Son nouveau film, *Romance* - et l'on n'a pas encore vu l'idée de la diversité de ce festival pas comme les autres, à Rotterdam, où a eu lieu du 27 janvier au 7 février la vingt-huitième édition du Festival du film international. Il y a plusieurs raisons à cela. La première est quantitative : quelque cinq cents longs et courts métrages ont été projetés, fréquentés par quelque 300 000 spectateurs, dans leur grande majorité jeunes et curieux du tout.

La deuxième raison est politique, dans la mesure où l'incontestable originalité du festival - qui ne peut ni ne veut se limiter à Cannes, Berlin ou Venise - est le plan du prestige - à défricher et à promouvoir - d'un cinéma, dans un grand écart qui fait se rejoindre la recherche artistique et anachronique des cinéastes du tiers-monde et le bouillonnement futuriste des nouvelles technologies (de la vidéo à Internet).

Autant, sinon davantage que les indépendants des « tiges » européennes par le jury de la compétition (*The Iron Heart of Oligarchy*, de Russe Alexander Bashirov, *Plus qu'un jour* de demain, de François Laurent Achard, *Following*, de l'Anglais Christopher Nolan), il s'agit de ces trois films du Fonds Hubert Bals : *La Petite Vendresse* de Hubert Bals, du Sénégalais Djibril Diop Mambety, *The Servant's Shirt*, de l'Indien Mani Kaul, *Scenery*, du Chinois Zhao Jisong.

Soit un conte et deux énigmes. Le premier, échappant par la justesse et la finesse du regard à tous les écueils du genre, met en scène une fillette handicapée qui vend dans les rues de Dakar *Le Soleil*, principal journal local. La violence et la beauté de cette petite fille en proie aux attaques de ses frères en misère, c'est un peu l'histoire d'une Afrique qui boite en voulant se faire une place au soleil. Mais c'est surtout un film d'une singulière beauté, où la pulsation des motifs et des couleurs sublime le minimalisme de l'intrigue, le cadeau d'adieu d'un grand cinéaste, disparu alors qu'il réalisait ce deuxième volet (après *Le Franc*, en 1994) d'une trilogie baptisée *Histoires de petites gens*, qui ne verra, hélas, jamais le soleil.

Mani Kaul et Zhao Jisong parient quant à eux d'amour, dans une perspective originale. La première, en superposant la relation d'un jeune couple à la situation des rapports de classes dans l'Inde des années 60, signe une œuvre aussi mystérieuse que lapidaire qu'un haïku. Le second feint de nous entraîner dans une enquête policière à trois personnages (un avocat neurosténique, une femme chauffeur de taxi victime d'un viol, une coiffeuse qui vend son corps) pour mieux graver dans les arabesques de ses plans-séquences la lente et

## LES HUISSIERS

Michel Vinaver Alain Françon

André Baryens, Jean-Pierre Sagot, Jeanne Balibar, Jean-Luc Bideau, Gilles David, Jean-Yves Dubois, Vincent Garanger, Guillaume Lévigne, Olivier Pernier, Stanislas Stancu, Dominique Valadier, Claire Wauthion, Wladimir Yordanoff.

jusqu'au 28 février

Michel Vinaver décrit une implacable et ironique machine à climat politique. Ses années-là. Sa pièce est une machine à climat politique, d'opéra en chambre qui orchestre un rythme impitoyable la piteuse comédie du pouvoir. Alain Françon a su en montrer toute la finesse ; il est épaulé, il est vrai, par une bande de comédiens magnifiques. Du grand art.

Philippe Pécqueur - Télérama

Alain Françon réunit une belle troupe de solistes et s'empare du théâtre en un spectacle magistral d'ironie... Le choix des huissiers est d'une drôlerie irrésistible.

Odie Quivor - Le Nouvel Observateur

Est-ce une comédie, une tragédie, une chronique ? Tout est transposé, filtré, à mi-chemin entre l'histoire, la politique et le fait divers, dans une langue savoureuse, subtile et singulière, à la fois quotidienne et théâtrale...

Frédéric Ferrey - Le Figaro

Quelque chose, donc, d'un Labiche ou d'un Aristophane pince-sans-rire s'inspirant de Sophocle. Écriture savante sous la plus simple simplicité... Alain Françon a trouvé le ton juste du personnage inhérent au traitement du « crétinisme parlementaire ».

Vinaver et Françon ont écrit un théâtre civique digne de ce nom.

Jean-Pierre Léonardini - L'Humanité

Toute la réussite d'Alain Françon est d'avoir su rendre cette modernité dans une mise en scène à la fois grave et légère, drôle et tragique, vibrant parfois à la revue à music-hall, la forme s'avère parfaite sans jamais prendre le pas sur le fond. Pris dans le mouvement, les comédiens se révèlent, comme il se doit, magnifiques.

Didier Méneux - La Croix

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE  
15 rue Malte-Brun 75014 Paris - 01 44 62 52 52



le témoignage d'une traditions plus riches de l'Orient  
**VOIX ET CHANTS DES ANCIENS POÈTES MANGHANIYARS DU RAJASTHÂN**  
LOCATION 01 74 22 77 - 2 PL. DU CHÂTELET PARIS 4

à cousin pour le  
Métamorphoses

Le monde de la culture...  
Le monde de la culture...  
Le monde de la culture...

Le monde de la culture...  
Le monde de la culture...  
Le monde de la culture...

Le monde de la culture...  
Le monde de la culture...  
Le monde de la culture...

Le monde de la culture...  
Le monde de la culture...  
Le monde de la culture...

Le monde de la culture...  
Le monde de la culture...  
Le monde de la culture...











150

GUIDE TÉLÉVISION

**18.00 et 21.00 Le Grand Journal.** LCI  
Nulle part ailleurs.  
Invités : Paul Say, Cécile Astor, Jacques Villeneuve, Grégoire Collin, Xavier Beauvois.  
Canal +  
19.00 Rive droite, rive gauche. Paris Première  
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. LCI  
20.00 20h Paris Première. Paris Première  
20.05 Envoyé spécial. LCI  
Nuit de la garde de prison. Les comptes perdus du piler. Le siècle en Pirene à Madrid.  
20.55 Envoyé spécial. LCI  
Nuit de la garde de prison. Les comptes perdus du piler. Le siècle en Pirene à Madrid.  
21.10 Pulsations. La schizophrénie. Invité : Denis Hers. RTBF 1  
21.05 Courts particuliers. Olivier Assayas.  
21.10 France Europe Express. LCI  
La guerre en Europe. L'Europe de la sécurité. Invité : Charles Pasqua. France 3  
21.10 Les Macaques. LCI  
Célibes.  
20.35 Cinq colonnes à la une. France 2

**20.40 Amours adolescentes.** Canal +  
20.45 Théma. Canal +  
Chez moi, c'est mon royaume 1  
Evelyn Glennie.  
Jean Dreville.  
Des trains pas comme les autres.  
21.15 Bonaparte. TV 3  
21.35 Les Grands Compositeurs. France 2  
21.10 Les Mémoires. Bourgois : le faiseur et le sonneur. Odyssée  
22.30 Tortues d'eau, la d'Europe.  
22.35 Seul en poste.  
La Chine, dragon millénaire. Odyssée  
La partie de Confucius.  
Les Tribus indiennes. (2000) Les Chercheurs.  
**SPORTS EN DIRECT**  
21.10 Eurologie masculine. Ulster Istanbul SC - Avel. All Sport  
21.30 et 21.00 Ski. Championnats du monde. Slalom géant dames. Eurosport  
Basket-ball. Eurologie. E.R. Belgrade - Pau-Orthez. All Sport  
**MUSIQUE**  
21.10 musique de chambre de Pologne. Ch. Jany Makymiw.  
Œuvres de Mozart, Haydn.

**21.40 Evelyn Glennie.** Mezzo  
22.15 Chick Corea. Mezzo  
Jazz à Vienne 98.  
Norma.  
Opéra de Bolshoi. Par le Canadian Opera Company Orchestra, dir. Richard Bonynge.  
0.05 Cycle Zubin Mehta. Avec Ben-Zion Ben-Natan, piano. Paris Première  
**TELEFILMS**  
Tout va bien dans le service. Charlotte Silvera. Festival  
La femme prisonnière. Joel Sarmant.  
L'assassin habite... 13ème Rue  
Conspiration. Udo  
**SÉRIES**  
Ellen. The Go between. RTL 9  
Buffy contre les vampires. TF 1  
Navarro. Pas de grève pour le crime. TF 1  
Stargate. Princesse Styx. TSB  
Radio-Trottoir. TF 1  
3 planètes après. (1/2) Fun World  
Joni (v.o.). Série

FILMS

**15.15 Kika.** France 2  
Pedro Almodóvar (France - Espagne, 1993, v.o., 105 min) O.  
**15.50 Les 1001 nuits.** France 2  
Sébastien Laporte (Grande-Bretagne, 1994, v.o., 120 min) O.  
**16.20 Transposant.** France 2  
Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1995, 95 min) O.  
**17.40 Riff-Raff.** France 2  
Loren (Grande-Bretagne, 1991, 95 min) O.  
**18.25 Largo.** France 2  
John Huston (États-Unis, 1949, 100 min) O.  
**19.30 Le voyage de Clément.** France 2  
Claude Berri (France, 1980, 100 min) O.  
**20.30 Escalibur.** France 2  
John Huston (Irlande, 1981, 140 min) O.

PROGRAMMES

**TÉLÉVISION**  
**TF 1**  
18.00 Le 90.  
18.10 Le 90.  
18.20 Le 90.  
18.30 Le 90.  
18.40 Le 90.  
18.50 Le 90.  
19.00 Le 90.  
19.10 Le 90.  
19.20 Le 90.  
19.30 Le 90.  
19.40 Le 90.  
19.50 Le 90.  
20.00 Le 90.  
20.10 Le 90.  
20.20 Le 90.  
20.30 Le 90.  
20.40 Le 90.  
20.50 Le 90.  
21.00 Le 90.  
21.10 Le 90.  
21.20 Le 90.  
21.30 Le 90.  
21.40 Le 90.  
21.50 Le 90.  
22.00 Le 90.  
22.10 Le 90.  
22.20 Le 90.  
22.30 Le 90.  
22.40 Le 90.  
22.50 Le 90.  
23.00 Le 90.  
23.10 Le 90.  
23.20 Le 90.  
23.30 Le 90.  
23.40 Le 90.  
23.50 Le 90.  
0.00 Le 90.  
0.10 Le 90.  
0.20 Le 90.  
0.30 Le 90.  
0.40 Le 90.  
0.50 Le 90.  
1.00 Le 90.  
1.10 Le 90.  
1.20 Le 90.  
1.30 Le 90.  
1.40 Le 90.  
1.50 Le 90.  
2.00 Le 90.  
2.10 Le 90.  
2.20 Le 90.  
2.30 Le 90.  
2.40 Le 90.  
2.50 Le 90.  
3.00 Le 90.  
3.10 Le 90.  
3.20 Le 90.  
3.30 Le 90.  
3.40 Le 90.  
3.50 Le 90.  
4.00 Le 90.  
4.10 Le 90.  
4.20 Le 90.  
4.30 Le 90.  
4.40 Le 90.  
4.50 Le 90.  
5.00 Le 90.  
5.10 Le 90.  
5.20 Le 90.  
5.30 Le 90.  
5.40 Le 90.  
5.50 Le 90.  
6.00 Le 90.  
6.10 Le 90.  
6.20 Le 90.  
6.30 Le 90.  
6.40 Le 90.  
6.50 Le 90.  
7.00 Le 90.  
7.10 Le 90.  
7.20 Le 90.  
7.30 Le 90.  
7.40 Le 90.  
7.50 Le 90.  
8.00 Le 90.  
8.10 Le 90.  
8.20 Le 90.  
8.30 Le 90.  
8.40 Le 90.  
8.50 Le 90.  
9.00 Le 90.  
9.10 Le 90.  
9.20 Le 90.  
9.30 Le 90.  
9.40 Le 90.  
9.50 Le 90.  
10.00 Le 90.  
10.10 Le 90.  
10.20 Le 90.  
10.30 Le 90.  
10.40 Le 90.  
10.50 Le 90.  
11.00 Le 90.  
11.10 Le 90.  
11.20 Le 90.  
11.30 Le 90.  
11.40 Le 90.  
11.50 Le 90.  
12.00 Le 90.  
12.10 Le 90.  
12.20 Le 90.  
12.30 Le 90.  
12.40 Le 90.  
12.50 Le 90.  
13.00 Le 90.  
13.10 Le 90.  
13.20 Le 90.  
13.30 Le 90.  
13.40 Le 90.  
13.50 Le 90.  
14.00 Le 90.  
14.10 Le 90.  
14.20 Le 90.  
14.30 Le 90.  
14.40 Le 90.  
14.50 Le 90.  
15.00 Le 90.  
15.10 Le 90.  
15.20 Le 90.  
15.30 Le 90.  
15.40 Le 90.  
15.50 Le 90.  
16.00 Le 90.  
16.10 Le 90.  
16.20 Le 90.  
16.30 Le 90.  
16.40 Le 90.  
16.50 Le 90.  
17.00 Le 90.  
17.10 Le 90.  
17.20 Le 90.  
17.30 Le 90.  
17.40 Le 90.  
17.50 Le 90.  
18.00 Le 90.  
18.10 Le 90.  
18.20 Le 90.  
18.30 Le 90.  
18.40 Le 90.  
18.50 Le 90.  
19.00 Le 90.  
19.10 Le 90.  
19.20 Le 90.  
19.30 Le 90.  
19.40 Le 90.  
19.50 Le 90.  
20.00 Le 90.  
20.10 Le 90.  
20.20 Le 90.  
20.30 Le 90.  
20.40 Le 90.  
20.50 Le 90.  
21.00 Le 90.  
21.10 Le 90.  
21.20 Le 90.  
21.30 Le 90.  
21.40 Le 90.  
21.50 Le 90.  
22.00 Le 90.  
22.10 Le 90.  
22.20 Le 90.  
22.30 Le 90.  
22.40 Le 90.  
22.50 Le 90.  
23.00 Le 90.  
23.10 Le 90.  
23.20 Le 90.  
23.30 Le 90.  
23.40 Le 90.  
23.50 Le 90.  
0.00 Le 90.  
0.10 Le 90.  
0.20 Le 90.  
0.30 Le 90.  
0.40 Le 90.  
0.50 Le 90.  
1.00 Le 90.  
1.10 Le 90.  
1.20 Le 90.  
1.30 Le 90.  
1.40 Le 90.  
1.50 Le 90.  
2.00 Le 90.  
2.10 Le 90.  
2.20 Le 90.  
2.30 Le 90.  
2.40 Le 90.  
2.50 Le 90.  
3.00 Le 90.  
3.10 Le 90.  
3.20 Le 90.  
3.30 Le 90.  
3.40 Le 90.  
3.50 Le 90.  
4.00 Le 90.  
4.10 Le 90.  
4.20 Le 90.  
4.30 Le 90.  
4.40 Le 90.  
4.50 Le 90.  
5.00 Le 90.  
5.10 Le 90.  
5.20 Le 90.  
5.30 Le 90.  
5.40 Le 90.  
5.50 Le 90.  
6.00 Le 90.  
6.10 Le 90.  
6.20 Le 90.  
6.30 Le 90.  
6.40 Le 90.  
6.50 Le 90.  
7.00 Le 90.  
7.10 Le 90.  
7.20 Le 90.  
7.30 Le 90.  
7.40 Le 90.  
7.50 Le 90.  
8.00 Le 90.  
8.10 Le 90.  
8.20 Le 90.  
8.30 Le 90.  
8.40 Le 90.  
8.50 Le 90.  
9.00 Le 90.  
9.10 Le 90.  
9.20 Le 90.  
9.30 Le 90.  
9.40 Le 90.  
9.50 Le 90.  
10.00 Le 90.  
10.10 Le 90.  
10.20 Le 90.  
10.30 Le 90.  
10.40 Le 90.  
10.50 Le 90.  
11.00 Le 90.  
11.10 Le 90.  
11.20 Le 90.  
11.30 Le 90.  
11.40 Le 90.  
11.50 Le 90.  
12.00 Le 90.  
12.10 Le 90.  
12.20 Le 90.  
12.30 Le 90.  
12.40 Le 90.  
12.50 Le 90.  
13.00 Le 90.  
13.10 Le 90.  
13.20 Le 90.  
13.30 Le 90.  
13.40 Le 90.  
13.50 Le 90.  
14.00 Le 90.  
14.10 Le 90.  
14.20 Le 90.  
14.30 Le 90.  
14.40 Le 90.  
14.50 Le 90.  
15.00 Le 90.  
15.10 Le 90.  
15.20 Le 90.  
15.30 Le 90.  
15.40 Le 90.  
15.50 Le 90.  
16.00 Le 90.  
16.10 Le 90.  
16.20 Le 90.  
16.30 Le 90.  
16.40 Le 90.  
16.50 Le 90.  
17.00 Le 90.  
17.10 Le 90.  
17.20 Le 90.  
17.30 Le 90.  
17.40 Le 90.  
17.50 Le 90.  
18.00 Le 90.  
18.10 Le 90.  
18.20 Le 90.  
18.30 Le 90.  
18.40 Le 90.  
18.50 Le 90.  
19.00 Le 90.  
19.10 Le 90.  
19.20 Le 90.  
19.30 Le 90.  
19.40 Le 90.  
19.50 Le 90.  
20.00 Le 90.  
20.10 Le 90.  
20.20 Le 90.  
20.30 Le 90.  
20.40 Le 90.  
20.50 Le 90.  
21.00 Le 90.  
21.10 Le 90.  
21.20 Le 90.  
21.30 Le 90.  
21.40 Le 90.  
21.50 Le 90.  
22.00 Le 90.  
22.10 Le 90.  
22.20 Le 90.  
22.30 Le 90.  
22.40 Le 90.  
22.50 Le 90.  
23.00 Le 90.  
23.10 Le 90.  
23.20 Le 90.  
23.30 Le 90.  
23.40 Le 90.  
23.50 Le 90.  
0.00 Le 90.  
0.10 Le 90.  
0.20 Le 90.  
0.30 Le 90.  
0.40 Le 90.  
0.50 Le 90.  
1.00 Le 90.  
1.10 Le 90.  
1.20 Le 90.  
1.30 Le 90.  
1.40 Le 90.  
1.50 Le 90.  
2.00 Le 90.  
2.10 Le 90.  
2.20 Le 90.  
2.30 Le 90.  
2.40 Le 90.  
2.50 Le 90.  
3.00 Le 90.  
3.10 Le 90.  
3.20 Le 90.  
3.30 Le 90.  
3.40 Le 90.  
3.50 Le 90.  
4.00 Le 90.  
4.10 Le 90.  
4.20 Le 90.  
4.30 Le 90.  
4.40 Le 90.  
4.50 Le 90.  
5.00 Le 90.  
5.10 Le 90.  
5.20 Le 90.  
5.30 Le 90.  
5.40 Le 90.  
5.50 Le 90.  
6.00 Le 90.  
6.10 Le 90.  
6.20 Le 90.  
6.30 Le 90.  
6.40 Le 90.  
6.50 Le 90.  
7.00 Le 90.  
7.10 Le 90.  
7.20 Le 90.  
7.30 Le 90.  
7.40 Le 90.  
7.50 Le 90.  
8.00 Le 90.  
8.10 Le 90.  
8.20 Le 90.  
8.30 Le 90.  
8.40 Le 90.  
8.50 Le 90.  
9.00 Le 90.  
9.10 Le 90.  
9.20 Le 90.  
9.30 Le 90.  
9.40 Le 90.  
9.50 Le 90.  
10.00 Le 90.  
10.10 Le 90.  
10.20 Le 90.  
10.30 Le 90.  
10.40 Le 90.  
10.50 Le 90.  
11.00 Le 90.  
11.10 Le 90.  
11.20 Le 90.  
11.30 Le 90.  
11.40 Le 90.  
11.50 Le 90.  
12.00 Le 90.  
12.10 Le 90.  
12.20 Le 90.  
12.30 Le 90.  
12.40 Le 90.  
12.50 Le 90.  
13.00 Le 90.  
13.10 Le 90.  
13.20 Le 90.  
13.30 Le 90.  
13.40 Le 90.  
13.50 Le 90.  
14.00 Le 90.  
14.10 Le 90.  
14.20 Le 90.  
14.30 Le 90.  
14.40 Le 90.  
14.50 Le 90.  
15.00 Le 90.  
15.10 Le 90.  
15.20 Le 90.  
15.30 Le 90.  
15.40 Le 90.  
15.50 Le 90.  
16.00 Le 90.  
16.10 Le 90.  
16.20 Le 90.  
16.30 Le 90.  
16.40 Le 90.  
16.50 Le 90.  
17.00 Le 90.  
17.10 Le 90.  
17.20 Le 90.  
17.30 Le 90.  
17.40 Le 90.  
17.50 Le 90.  
18.00 Le 90.  
18.10 Le 90.  
18.20 Le 90.  
18.30 Le 90.  
18.40 Le 90.  
18.50 Le 90.  
19.00 Le 90.  
19.10 Le 90.  
19.20 Le 90.  
19.30 Le 90.  
19.40 Le 90.  
19.50 Le 90.  
20.00 Le 90.  
20.10 Le 90.  
20.20 Le 90.  
20.30 Le 90.  
20.40 Le 90.  
20.50 Le 90.  
21.00 Le 90.  
21.10 Le 90.  
21.20 Le 90.  
21.30 Le 90.  
21.40 Le 90.  
21.50 Le 90.  
22.00 Le 90.  
22.10 Le 90.  
22.20 Le 90.  
22.30 Le 90.  
22.40 Le 90.  
22.50 Le 90.  
23.00 Le 90.  
23.10 Le 90.  
23.20 Le 90.  
23.30 Le 90.  
23.40 Le 90.  
23.50 Le 90.  
0.00 Le 90.  
0.10 Le 90.  
0.20 Le 90.  
0.30 Le 90.  
0.40 Le 90.  
0.50 Le 90.  
1.00 Le 90.  
1.10 Le 90.  
1.20 Le 90.  
1.30 Le 90.  
1.40 Le 90.  
1.50 Le 90.  
2.00 Le 90.  
2.10 Le 90.  
2.20 Le 90.  
2.30 Le 90.  
2.40 Le 90.  
2.50 Le 90.  
3.00 Le 90.  
3.10 Le 90.  
3.20 Le 90.  
3.30 Le 90.  
3.40 Le 90.  
3.50 Le 90.  
4.00 Le 90.  
4.10 Le 90.  
4.20 Le 90.  
4.30 Le 90.  
4.40 Le 90.  
4.50 Le 90.  
5.00 Le 90.  
5.10 Le 90.  
5.20 Le 90.  
5.30 Le 90.  
5.40 Le 90.  
5.50 Le 90.  
6.00 Le 90.  
6.10 Le 90.  
6.20 Le 90.  
6.30 Le 90.  
6.40 Le 90.  
6.50 Le 90.  
7.00 Le 90.  
7.10 Le 90.  
7.20 Le 90.  
7.30 Le 90.  
7.40 Le 90.  
7.50 Le 90.  
8.00 Le 90.  
8.10 Le 90.  
8.20 Le 90.  
8.30 Le 90.  
8.40 Le 90.  
8.50 Le 90.  
9.00 Le 90.  
9.10 Le 90.  
9.20 Le 90.  
9.30 Le 90.  
9.40 Le 90.  
9.50 Le 90.  
10.00 Le 90.  
10.10 Le 90.  
10.20 Le 90.  
10.30 Le 90.  
10.40 Le 90.  
10.50 Le 90.  
11.00 Le 90.  
11.10 Le 90.  
11.20 Le 90.  
11.30 Le 90.  
11.40 Le 90.  
11.50 Le 90.  
12.00 Le 90.  
12.10 Le 90.  
12.20 Le 90.  
12.30 Le 90.  
12.40 Le 90.  
12.50 Le 90.  
13.00 Le 90.  
13.10 Le 90.  
13.20 Le 90.  
13.30 Le 90.  
13.40 Le 90.  
13.50 Le 90.  
14.00 Le 90.  
14.10 Le 90.  
14.20 Le 90.  
14.30 Le 90.  
14.40 Le 90.  
14.50 Le 90.  
15.00 Le 90.  
15.10 Le 90.  
15.20 Le 90.  
15.30 Le 90.  
15.40 Le 90.  
15.50 Le 90.  
16.00 Le 90.  
16.10 Le 90.  
16.20 Le 90.  
16.30 Le 90.  
16.40 Le 90.  
16.50 Le 90.  
17.00 Le 90.  
17.10 Le 90.  
17.20 Le 90.  
17.30 Le 90.  
17.40 Le 90.  
17.50 Le 90.  
18.00 Le 90.  
18.10 Le 90.  
18.20 Le 90.  
18.30 Le 90.  
18.40 Le 90.  
18.50 Le 90.  
19.00 Le 90.  
19.10 Le 90.  
19.20 Le 90.  
19.30 Le 90.  
19.40 Le 90.  
19.50 Le 90.  
20.00 Le 90.  
20.10 Le 90.  
20.20 Le 90.  
20.30 Le 90.  
20.40 Le 90.  
20.50 Le 90.  
21.00 Le 90.  
21.10 Le 90.  
21.20 Le 90.  
21.30 Le 90.  
21.40 Le 90.  
21.50 Le 90.  
22.00 Le 90.  
22.10 Le 90.  
22.20 Le 90.  
22.30 Le 90.  
22.40 Le 90.  
22.50 Le 90.  
23.00 Le 90.  
23.10 Le 90.  
23.20 Le 90.  
23.30 Le 90.  
23.40 Le 90.  
23.50 Le 90.  
0.00 Le 90.  
0.10 Le 90.  
0.20 Le 90.  
0.30 Le 90.  
0.40 Le 90.  
0.50 Le 90.  
1.00 Le 90.  
1.10 Le 90.  
1.20 Le 90.  
1.30 Le 90.  
1.40 Le 90.  
1.50 Le 90.  
2.00 Le 90.  
2.10 Le 90.  
2.20 Le 90.  
2.30 Le 90.  
2.40 Le 90.  
2.50 Le 90.  
3.00 Le 90.  
3.10 Le 90.  
3.20 Le 90.  
3.30 Le 90.  
3.40 Le 90.  
3.50 Le 90.  
4.00 Le 90.  
4.10 Le 90.  
4.20 Le 90.  
4.30 Le 90.  
4.40 Le 90.  
4.50 Le 90.  
5.00 Le 90.  
5.10 Le 90.  
5.20 Le 90.  
5.30 Le 90.  
5.40 Le 90.  
5.50 Le 90.  
6.00 Le 90.  
6.10 Le 90.  
6.20 Le 90.  
6.30 Le 90.  
6.40 Le 90.  
6.50 Le 90.  
7.00 Le 90.  
7.10 Le 90.  
7.20 Le 90.  
7.30 Le 90.  
7.40 Le 90.  
7.50 Le 90.  
8.00 Le 90.  
8.10 Le 90.  
8.20 Le 90.  
8.30 Le 90.  
8.40 Le 90.  
8.50 Le 90.  
9.00 Le 90.  
9.10 Le 90.  
9.20 Le 90.  
9.30 Le 90.  
9.40 Le 90.  
9.50 Le 90.  
10.00 Le 90.  
10.10 Le 90.  
10.20 Le 90.  
10.30 Le 90.  
10.40 Le 90.  
10.50 Le 90.  
11.00 Le 90.  
11.10 Le 90.  
11.20 Le 90.  
11.30 Le 90.  
11.40 Le 90.  
11.50 Le 90.  
12.00 Le 90.  
12.10 Le 90.  
12.20 Le 90.  
12.30 Le 90.  
12.40 Le 90.  
12.50 Le 90.  
13.00 Le 90.  
13.10 Le 90.  
13.20 Le 90.  
13.30 Le 90.  
13.40 Le 90.  
13.50 Le 90.  
14.00 Le 90.  
14.10 Le 90.  
14.20 Le 90.  
14.30 Le 90.  
14.40 Le 90.  
14.50 Le 90.  
15.00 Le 90.  
15.10 Le 90.  
15.20 Le 90.  
15.30 Le 90.  
15.40 Le 90.  
15.50 Le 90.  
16.00 Le 90.  
16.10 Le 90.  
16.20 Le 90.  
16.30 Le 90.  
16.40 Le 90.  
16.50 Le 90.  
17.00 Le 90.  
17.10 Le 90.  
17.20 Le 90.  
17.30 Le 90.  
17.40 Le 90.  
17.50 Le 90.  
18.00 Le 90.  
18.10 Le 90.  
18.20 Le 90.  
18.30 Le 90.  
18.40 Le 90.  
18.50 Le 90.  
19.00 Le 90.  
19.10 Le 90.  
19.20 Le 90.  
19.30 Le 90.  
19.40 Le 90.  
19.50 Le 90.  
20.00 Le 90.  
20.10 Le 90.  
20.20 Le 90.  
20.30 Le 90.  
20.40 Le 90.  
20.50 Le 90.  
21.00 Le 90.  
21.10 Le 90.  
21.20 Le 90.  
21.30 Le 90.  
21.40 Le 90.  
21.50 Le 90.  
22.00 Le 90.  
22.10 Le 90.  
22.20 Le 90.  
22.30 Le 90.  
22.40 Le 90.  
22.50 Le 90.  
23.00 Le 90.  
23.10 Le 90.  
23.20 Le 90.  
23.30 Le 90.  
23.40 Le 90.  
23.50 Le 90.  
0.00 Le 90.  
0.10 Le 90.  
0.20 Le 90.  
0.30 Le 90.  
0.40 Le 90.  
0.50 Le 90.  
1.00 Le 90.  
1.10 Le 90.  
1.20 Le 90.  
1.30 Le 90.  
1.40 Le 90.  
1.50 Le 90.  
2.00 Le 90.  
2.10 Le 90.  
2.20 Le 90.  
2.30 Le 90.  
2.40 Le 90.  
2.50 Le 90.  
3.00 Le 90.  
3.10 Le 90.  
3.20 Le 90.  
3.30 Le 90.  
3.40 Le 90.  
3.50 Le 90.  
4.00 Le 90.  
4.10 Le 90.  
4.20 Le 90.  
4.30 Le 90.  
4.40 Le 90.  
4.50 Le 90.  
5.00 Le 90.  
5.10 Le 90.  
5.20 Le 90.  
5.30 Le 90.  
5.40 Le 90.  
5.50 Le 90.  
6.00 Le 90.  
6.10 Le 90.  
6.20 Le 90.  
6.30 Le 90.  
6.40 Le 90.  
6.50 Le 90.  
7.00 Le 90.  
7.10 Le 90.  
7.20 Le 90.  
7.30 Le 90.  
7.40 Le 90.  
7.50 Le 90.  
8.00 Le 90.  
8.10 Le 90.  
8.20 Le 90.  
8.30 Le 90.  
8.40 Le 90.  
8.50 Le 90.  
9.00 Le 90.  
9.10 Le 90.  
9.20 Le 90.  
9.30 Le 90.  
9.40 Le 90.  
9.50 Le 90.  
10.00 Le 90.  
10.10 Le 90.  
10.20 Le 90.  
10.30 Le 90.  
10.40 Le 90.  
10.50 Le 90.  
11.00 Le 90.  
11.10 Le 90.  
11.20 Le 90.  
11.30 Le 90.  
11.40 Le 90.  
11.50 Le 90.  
12.00 Le 90.  
12.10 Le 90.  
12.20 Le 90.  
12.30 Le 90.  
12.40 Le 90.  
12.50 Le 90.  
13.00 Le 90.  
13.10 Le 90.  
13.20 Le 90.  
13.30 Le 90.  
13.40 Le 90.  
13.50 Le 90.  
14.00 Le 90.  
14.10 Le 90.  
14.20 Le 90.  
14.30 Le 90.  
14.40 Le 90.  
14.50 Le 90.  
15.00 Le 90.  
15.10 Le 90.  
15.20 Le 90.  
15.30 Le 90.  
15.40 Le 90.  
15.50 Le 90.  
16.00 Le 90.  
16.10 Le 90.  
16.20 Le 90.  
16.30 Le 90.  
16.40 Le 90.  
16.50 Le 90.  
17.00 Le 90.  
17.10 Le 90.  
17.20 Le 90.  
17.30 Le 90.  
17.40 Le 90.  
17.50 Le 90.  
18.00 Le 90.  
18.10 Le 90.  
18.20 Le 90.  
18.30 Le 90.  
18.40 Le 90.  
18.50 Le 90.  
19.00 Le 90.  
19.10 Le 90.  
19.20 Le 90.  
19.30 Le 90.  
19.40 Le 90.  
19.50 Le 90.  
20.00 Le 90.  
20.10 Le 90.  
20.20 Le 90.  
20.30 Le 90.  
20.40 Le 90.  
20.50 Le 90.  
21.00 Le 90.  
21.10 Le 90.  
21.20 Le 90.  
21.30 Le 90.  
21.40 Le 90.  
21.50 Le 90.  
22.00 Le 90.  
22.10 Le 90.  
22.20 Le 90.  
22.30 Le 90.  
22.40 Le 90.  
22.50 Le 90.  
23.00 Le 90.  
23.10 Le 90.  
23.20 Le 90.  
23.30 Le 90.  
23.40 Le 90.  
23.50 Le 90.  
0.00 Le 90.  
0.10 Le 90.  
0.20 Le 90.  
0.30 Le 90.  
0.40 Le 90.  
0.50 Le 90.  
1.00 Le 90.  
1.10 Le 90.  
1.20 Le 90.  
1.30 Le 90.  
1.40 Le 90.  
1.50 Le 90.  
2.00 Le 90.  
2.10 Le 90.  
2.20 Le 90.  
2.30 Le 90.  
2.40 Le 90.  
2.50 Le 90.  
3.00 Le 90.  
3.10 Le 90.  
3.20 Le 90.  
3.30 Le 90.  
3.40 Le 90.  
3.50 Le 90.  
4.00 Le 90.  
4.10 Le 90.  
4.20 Le 90.  
4.30 Le 90.  
4.40 Le 90.  
4.50 Le



*par Pierre Georges*

[illegible]

Donc l'équipe de France fut sifflée à l'entrée sur le terrain. Et l'Angleterre huée à la sortie. Juste retour des choses. Pour le reste, le match fut splendide, en plus d'être gagné. Mieux, la France se découvrit au passage, son cheval **Troie**, un fameux jeune gaillard, **■ ■ ■ ■ ■** Anelka, **■ ■ ■ ■ ■** chez **■ ■ ■ ■ ■** canonniers d'Arsenal. C'est drôle ! Ce gamin de banlieue avait tout pour faire un parfait « sauvegarde » **■ ■ ■ ■ ■** les critères sélectifs du temps. Le football Pa fait « bon sauvegarde ». Comme qui dirait les préjugés, anglais comme français...

## L'écart menace de se creuser entre les salariés du public et ceux du privé

En revanche, ces taux ~~restent~~ « relativement stables » d'ici à 2040 pour les 4,3 millions de ~~français~~ naires et les agents des entreprises publiques, en raison d'une indexa-

Plans de remplacement n

La disparition du chômage ne permettrait même pas de maintenir une parité de niveau de vie entre actifs

traite, l'assurance retraite supérieure à la hausse des prix) se citer un recul de l'âge de cessati-

**Jean-Michel Bezat**

LA PUBLICATION, mercredi 17 février, du rapport Roché, consacré au temps de travail des fonctionnaires, a suscité de vives réactions de la part des syndicats. Le CGT s'élève contre « un vrai danger » qui « met systématiquement le fonctionnaire en situation de privilège général », déclare Thibault, il « remet de la sécurité » dans le privé « et affaiblit l'avantage du secteur "protégé" (...) qui représente un outrage à la loi », ajoute-t-il. « Ce n'est pas la situation réelle de la fonction publique », « Ce n'est pas aberrant ? » « La fonction publique ne participe pas, par son statut, à la réduction des temps de travail, à la création d'emploi », a déclaré Thibault, interrogé par France-Inter.

Le rapport Roché « peut être perçu par les fonctionnaires

comme une provocation », avertit, pour sa part, Force ouvrière, car il est « destiné en particulier à ne pas créer d'emploi » la fonction publique qui comptait en 1970 700 000 fonctionnaires devant partir à la retraite, « alors que le pays est en « ambiguë » et ne « manque » d'hyppocrisie », le secrétaire général de FO, M. Blondel, invite le gouvernement à ne pas l'utiliser « pour exacerber les conflits anti-claïques d'une partie de la population ».

Tout en se félicitant de ce que le rapport « a permis de poser la question de la réduction du temps de travail à l'échelle du pays pour la fonction publique, la CFDT regrette l'« imposition » des créations d'emplois, qu'elle juge « indispensables ». « Le rapport montre que nombre de fonctionnaires sont en « sur-effectif hebdomadaire effectif » de travail supérieure de 35 heures », fait-elle valoir.

Organisation majoritaire chez les  
enseignants et personnels de l'éducation  
nationale, la Fédération syndi-  
cale [redacted] que [redacted]  
compensation de la réduction [redacted]  
temps [redacted] [ne soit] embaigée  
que par le recours [redacted]  
[redacted] à la polyvalence, [redacted]  
[redacted] pour éviter les créations d'emplois-  
[redacted]. Même appréciation du côté  
de l'union syndicale Groupe des [redacted]  
qui comprend notamment les syndi-  
cats SUD. L'union syndicale dénonce  
par ailleurs la démarche consistant à  
afficher, avec le «scarf d'une ex-  
périence», des fonctionnaires font  
un moyen moins que les  
39

L'Etat national des syndicats autonomes (UNSA), organisation qui intègre la Fédération de l'éducation nationale (FEN), fait un constat plus qu'alarmant. Elle se livre à ses préoccupations : le rapport, concernant notamment l'urgence d'une réglementation du temps de travail aujourd'hui en Polémique, le (ex-CNPF) estime, pour sa part, que le rapport démontre l'incompétence, les carences de l'Etat-employeur. L'organisation patronale réclame des mesures fortes en vue d'une meilleure gestion des services publics.

**PRÈS D'UN MILLION ET DEMI** de personnes ont consulté, en France leur médecin généraliste au cours de *deux dernières semaines*. « *pour un épisode de gastro-entérite* », révèlent les responsables du réseau *épidémiologique* de Santé publique, *du* *Ministère de la Santé*. *Il* *concerne* *des* *malades* *généralistes*. *Il* *agit* *soit* *de* *gastro-entérites*, *soit* *de* *diarrhées* *aiguës*. Dans le premier cas, on observe fièvre, vomissements, douleurs abdominales et diarrhées alors que dans le second, les vomissements sont absents. Dans l'épidémie actuelle les troubles durent de trois à quatre jours avant de disparaître, sans laisser de séquelles. Cet épisode infectieux peut être grave lorsqu'il survient chez des tout-petits ou chez des personnes âgées. Ces infections avaient souvent pour point de départ des collectivités (écoles, mairies, hôpitaux, bateaux de croisière, etc.) au sein desquelles ce type de virus, hautement contagieux, est introduit : via l'eau et la consommation de fruits de mer ou d'aliments crus contaminés.

**MICHEL DELEBARRE**, maire (PS) de Dunkerque et président de la région Nord-Pas-de-Calais, a été élu, mercredi 10 février, président de l'Union des HLM. Cette élection met fin à quatorze mois de vacance du pouvoir dans un mouvement regroupant 900 organismes (3,5 millions de logements) qui, sur fond de crise urbaine, est acculé à repenser ses missions. Le décès, en juillet 1998, de Roger Quilliot, président depuis 1985, avait laissé le champ libre aux luttes « pour entre les deux « familles » du monde HLM, les offices et les sociétés anonymes. M. Delebarre était le candidat unique après le retrait de Marie-Noëlle Eschmann, maire (PS) d'Atthi-Mon (Essonne) et de Jacques Bérty, président de la fédération des sociétés anonymes d'HLM. La première pourrait remplacer M. Delebarre à la présidence du Conseil national de l'habitat (CNH), le second devrait être nommé vice-président de l'Union.

## DÉPÊCHES

■ **JUSTICE:** une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet de Créteil (Val-de-Marne) après la découverte d'ossements humains dans une ancienne décharge de la ville. Ces ossements ont été découverts par *L'Humanité Hebdo* qui suggère qu'il pourrait s'agir d'un charnier contenant les restes des corps d'Algériens tués lors de la manifestation du 17 octobre 1961 à Paris.

■ **GRÈVE**: les syndicats de la Bibliothèque nationale de France (à l'exception de la CGT) appellent à la grève, le 12 février. Ils dénoncent les incidents qui ont eu lieu entre lecteurs et personnels de sécurité, le 24 janvier : après une violente bousculade, deux jeunes femmes, agents de sûreté, ont été blessées, et l'une d'entre elles, enceinte d'un mois, a perdu son enfant.

■ **LOTTO** : résultats des tirages n°2 effectués mercredi 10 février. Premier tirage : 4, 12, 20, 21, 38, 39 ; numéro complémentaire : 25. Pas de gagnant pour 6 numéros ; rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 1 292 100 F (196 979 37 €) ; 5 numéros : 7 555 F (1 151,75 €) ; 4 numéros : ■ complémentaire : 316 F (48,17 €) ; 4 numéros : 158 F (24,08 €) ; 3 numéros et le complémentaire : ■ F (4,87 €) ; 3 numéros : ■ F (2,43 €). **Second tirage** : 3, 11, 12, 13, 26, 27 ; numéro complémentaire : 35. 6 numéros : 4 791 490 F (730 457,94 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 136 500 F (20 809,29 €) ; 5 numéros : 3 70 F (513,75 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 182 F (27,74 €) ; ■ numéros : 91 F (13,87 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 20 F (3,05 €) ; 3 numéros : 10 F (1,52 €).

**Tirage du Monde daté jeudi 11 février 1999 : 485 671 exemplaires**

## LES CONVULSIONS DU MONDE

## Sommaire :

- Les autres guerres, par Ignacio Ramonet.
  - L'information, ■■■■■■ l'empire américain, par Herbert I. Schiller.
  - Révolution millénaire pour le XXI<sup>e</sup> siècle, par Maurice Najman.
  - Double échec pour la non-prolifération nucléaire, par Paul-Marie de La Gorce.
  - La paix américaine en panne en Bosnie, par Thomas Hofnung.
  - Les Koscovars dans le piège balkanique, par Jean-Armand Déruet et Sébastien Naveil.
  - L'Albanie fragilisée, par Christophe Chiclet.
  - Le Golfe, vu de Moscou et de Washington, par Alain Gresh.
  - La colonisation, obstacle principal à la paix, par Geoffrey Armonson.
  - Aux intellectuels arabes fascinés par Roger Caraudy, par Edward W. Said.
  - L'Afrique des Grands Lacs redessinée, par Mwayila Tshiyembe.
  - La guérilla colombienne rêve d'une paix armée, par Maurice Lemoine.
  - Timor-Oriental, vers l'autonomie ? par Jean-Pierre Catry.
  - L'hégémonie et le chaos, par Dominique Vidal.
- CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F - 6,36 F**

## LA VÉRITÉ SUR LES EMPLOIS-JEUNES



# DES

LITTÉRATURES

EDITH WHARTON

LE PAYS D'EN HAUT

1908

1909

1910

1911

1912

1913

1914

1915

1916

1917

1918

1919

1920

1921

1922

1923

1924

1925

1926

1927

1928

1929

1930

1931

1932

1933

1934

1935

1936

1937

1938

1939

1940

1941

1942

1943

1944

1945

1946

1947

1948

1949

1950

1951

1952

1953

1954

1955

1956

1957

1958

1959

1960

1961

1962

1963

1964

1965

1966

1967

1968

1969

1970

1971

1972

1973

1974

1975

1976

1977

1978

1979

1980

1981

1982

1983

1984

1985

1986

1987

1988

1989

1990

1991

1992

1993

1994

1995

1996

1997

1998

1999

2000

2001

2002

2003

2004

2005

2006

2007

2008

2009

2010

2011

2012

2013

2014

2015

2016

2017

2018

2019

2020

2021

2022

2023

2024

2025

2026

2027

2028

2029

2030

2031

2032

2033

2034

2035

2036

2037

2038

2039

2040

2041

2042

2043

2044

2045

2046

2047

2048

2049

2050

2051

2052

2053

2054

2055

2056

2057

2058

2059

2060

2061

2062

2063

2064

2065

2066

2067

2068

2069

2070

2071

2072

2073

2074

2075

2076

2077

2078

2079

2080

2081

2082

2083

2084

2085

2086

2087

2088

2089

2090

2091

2092

2093

2094

2095

2096

2097

2098

2099

2100

2101

2102

2103

2104

2105

2106

2107

2108

2109

2110

2111

2112

2113

2114

2115

2116

2117

2118

2119

2120

2121

2122

2123

2124

2125

2126

2127

2128

2129

2130

2131

2132

2133

2134

2135

2136

2137

2138

2139

2140

2141

2142

2143

2144

2145

2146

2147

2148

2149

2150

2151

2152

2153

2154

2155

2156

2157

2158

2159

2160

2161

2162

2163

2164

2165

2166

2167

2168

2169

2170

2171

2172

2173

2174

2175

2176

2177

2178

2179

2180

2181

2182

2183

2184

2185

2186

2187

2188

2189

2190

2191

2192

2193

2194

2195

2196

2197

2198

2199

2200

2201

2202

2203

2204

2205

2206

2207

2208

2209

2210

2211

2212

2213

2214

2215

2216

2217

2218

2219

2220

2221

2222

2223

2224

2225

2226

2227

2228

2229

2230

2231

2232

2233

2234

2235

2236

2237

2238

2239

2240

2241

2242

2243

2244

2245

2246

2247

2248

2249

2250

2251

2252

2253

2254

2255

2256

2257

2258

2259

2260

2261

2262

2263

2264

2265

2266

2267

2268

2269

2270

2271

2272

2273

2274

2275

2276

2277

2278

2279

2280

2281

2282

2283

2284

2285

2286

2287

2288

2289

2290

2291

2292

2293

2294

2295

2296

2297

2298

2299

2300

2301

2302

2303

2304

2305

2306

2307

2308

2309

2310

2311

2312

2313

2314

2315

2316

2317

2318

2319

2320

2321

2322

2323

2324

2325

2326

2327

2328

2329

2330

2331

2332

2333

2334

2335

2336

2337

2338

2339

2340

2341

2342

2343

2344

2345

2346

2347

2348

2349

2350

2351

2352

2353

2354

2355

2356

2357

2358

235

**T**

$\Delta V - \Delta \phi$   
 $- \Delta \phi$   
 $\Delta V$   
 (  $\Delta \phi$  )



صدا من هو

de la retraite  
elon le Plan et l'OP

# Le Monde DES LIVRES

LITTÉRATURES

ESSAIS

VENDREDI 12 FÉVRIER 1999



**EDITH WHARTON**  
Le Feuillet  
de Pierre Lepape  
page II



**LESLEY GLAISTER**  
page III



**JUAN GOYTISOLO**  
page IV

**DIOGÈNE  
LAËRCE**  
■ Chronique  
de Roger-Pol  
Droit  
page VI



**NADINE FRESCO**  
page VII

**SAINTS ET PROPHÈTES  
AU MOYEN ÂGE**

L'historien André Vauchez démontre  
comment la « sainteté »  
■ utilisée à des fins politiques  
par la papauté et les États naissants  
page IX

## « Je » est une inconnue

**T**ous les récits composent  
un livre, ni roman ni nouvelles. Trois personnes -  
ou ignore où elles sont et  
qu'elles se remémorent la fin  
de leur adolescence - entre seize  
vingt ans - quand elles se  
vraiment d'ou elles allaient. Ce  
encore moins où elles allaient. Ce  
trois personnages embléma-  
tiques de l'univers singulier  
Modiano, anonymes et inou-  
blables. Elles dérivent, se  
révolent, consentent, lointains  
attentifs à la fois, l'attente et  
pourtant résignées, imprévi-  
sibles ou trop prévisibles, porteuses  
de sourdes angoisses, de secrets  
de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, de  
lourds secrets, d'événements  
indiscutables, d'un passé inap-  
prouvé et qui ne passe pas.

Mais cette fois, le « Je », la narra-  
tion, la première personne, à  
Patrick Modiano, au féminin.  
« Je » est une inconnue, à tous les  
niveaux. Et tout ce qui se  
l'histoire, l'anecdote, l'intrigue,  
dans un autre roman, est en  
creux. La Shoah, la guerre d'Al-  
gérie, l'exil, le meurtre, le viol,  
le divorce. Le bizarre, l'incertain, la  
perte, le renoncement : tout ce  
que traque Modiano depuis  
ans et près de trente livres, solitaire,  
étrange, dans un monde  
perdu, secret et lointain à la fois,  
beaucoup plus complexe que ne  
l'imaginent ceux qui célèbrent  
l'indolence du « petit russe »  
de son style, croyant qu'il  
compose de jolies phrases  
décoratives. Subversif, Modiano ? Cer-  
tainement, si on accepte de poser les  
questions qu'il pose en suspens.  
Pourquoi les Français de cette  
seconde moitié du siècle, qui  
nés, comme lui, 1945, ne  
peuvent-ils pas regarder ? Qui  
pères ? Qu'ont-ils fait ?  
De quoi est-on comptable pour  
toujours ? Peut-on comprendre  
revivre ? Peut-on oublier et sur-  
vivre ? Peut-on s'enfuir et vivre en  
fraude ? Qu'est-ce que « se  
venir » ?

La trace, les identités floues, la  
mémoire trouée... Les inconnues  
portent à un point de perfection  
le jeu de Modiano avec ses obses-  
sions. Comme *Du plus loin que*

*l'oubli* (1996), il s'agit d'embrasser le  
lecteur à la recherche d'un moment  
jeunesse. Comme *la Dora*  
Bruder (1997), Modiano pourrait  
affirmer ici : « Si je n'étais pas là  
pour l'écrire, il n'y aurait plus  
aucune trace de l'inconnue. » Ce  
n'est pas la première fois qu'il s'en  
va à la recherche de jeunes filles perdues.  
qu'il fasse avec des narra-  
trices change tout. Quand un  
homme prend le risque d'écrire  
féminin, à la première personne, il  
en dit beaucoup plus long sur la  
manière dont il voit les choses  
lorsqu'il est écrivain par  
rateur. Et il en dit plus encore sur ce  
qu'il pense des hommes.

La première inconnue, c'est  
Lyon à Paris, à dix-huit ans, après  
avoir raté un entretien d'em-  
bauche, alors qu'il est absolu-  
ment trouver du travail pour  
un homme autonome, qui se  
appelle Guy Vincent. C'est à la

Josyane Savigneau

des années 50 ou tout début des  
années 60, pendant la guerre  
d'Algérie. « Guy », enfant de la  
Shoah qui a changé d'identité, est  
probablement « porteur de  
valises » pour le FLN. Il a  
de-vous clandestins, parfois en  
Suisse. L'inconnue l'accompagne,  
n'est pas au courant de rien.  
Un jour seulement elle trouve son  
véritable patronyme, quand  
lui surgit le récit de la  
Chardonne improbable qui déca-  
cerait, dans un hall d'hôtel, *Vivre à*  
*Madère*. Elle se va aller à cette  
date de vie. Guy : « La nuit,  
dans la chambre de l'hôtel, il me  
posait des questions sur mon enfance  
et ma famille. Moi, je  
brouillais les pistes. Je disais  
qu'une fille aussi simple que moi, qui  
n'avait qu'un seul nom, qu'un seul  
prénom, et qui venait de Lyon, ne  
pouvait vraiment l'intéresser. »

Un lundi de novembre, lors-  
qu'elle arrive au rendez-vous, lui  
Frédéric-Bastiat, Guy n'est plus là.  
« Il n'y a plus personne », seulement  
plusieurs voitures noires devant  
l'hôtel et un groupe d'hommes sur  
le trottoir d'en face. Un Algérien  
qu'elle a déjà vu à Genève lui  
enjoint de partir : « Pour le moment,  
vous n'êtes qu'une jeune fille  
NON IDENTIFIÉE. » C'est l'inconnue  
en conclusion de son récit. Une  
toute une des clés du livre, la cohé-  
rence des trois histoires : les filles  
que l'on ne repêches dans les eaux de



La trace, les identités  
floues, la mémoire  
trouée... Trois jeunes  
filles anonymes  
■ racontent à la  
première personne  
dans le nouveau livre  
de Patrick Modiano,  
qui porte le jeu avec  
■ obsessions à un  
point de perfection

Il n'y a évidemment pas  
morale de l'histoire. Dans aucun  
des récits. Ce n'est pas dans la  
manière de Modiano, qui s'est  
toujours gardé de la démagogie.  
En revanche, les propos déran-  
geants, provocants, non  
conformes, ne sont pas étran-  
gers, même s'ils ne sont jamais  
assénés. Il faut lire, pas  
entre les lignes, mais dans les  
détails. Ici, le « Je » de ses  
inconnues lui permet d'exprimer  
une radicale hostilité aux attitudes  
de certains hommes, à cette  
complicité, cette grande « frater-  
nité », cette homosexualité in-  
aboutie qui dictent les comporte-  
ments à quantité de soi-disant  
hétérosexuels. Dans ce livre,  
Modiano le plus loin possible  
dans l'observation des relations  
humaines blâchées, dans la sugges-  
tion des dévastations, des men-  
songes, des déceptions. Avec,  
plus que jamais, la délicate alliance  
la violence et l'élégance.

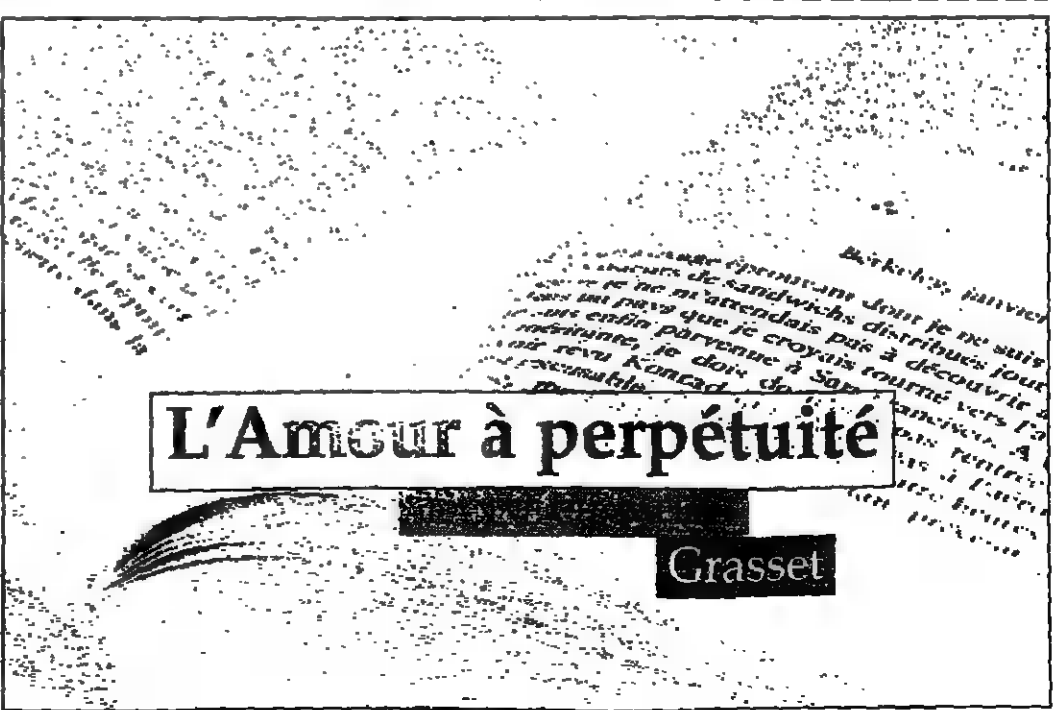
Signalons la sortie de *Paris pour*  
Modiano (éd. du Rocher,  
46 p., 10,52 €). Le 23

**DES INCONNUES**  
de Patrick Modiano.  
Gallimard, 156 p., 11 F (14,48 €).

un ami du père, qui confie à  
l'inconnue quelques objets ayant  
appartenu à celui-ci. Ces sou-  
venirs de rien, tout, un revolver.  
Un soir où elle croyait aller faire du  
baby-sitting dans une famille pour  
laquelle elle avait déjà travaillé,  
elle retrouve aux prises avec deux  
hommes bien décidés à s'amuser  
avec elle, à l'humilier, à la violer.  
Alors, elle saura s'en servir, du  
revolver.

L'abandon, la violence... Il  
bien que la troisième inconnue  
s'invente, elle, un refuge. Pour  
échapper à l'angoisse, elle se  
qu'on on abaisse de Vaug-  
lard, près desquels elle a pris un  
appartement. Pour oublier l'image

de René, avec lequel elle vivait à  
Londres, qui lui a parlé de ce  
genre d'hommes pour qui les femmes  
n'existent pas. Elle est celle des  
trois jeunes qui exprime le  
plus constamment l'angoisse.  
Dans l'appartement, dans le métro  
vide. La peur devient parquée dans  
le métro bondé, dans la des  
couloirs. Elle en sécurité,  
fugitivement, dans un café du  
15<sup>e</sup> arrondissement qui a ses habi-  
tués. Prole idéale, ceux qui  
offrent du réconfort à coups de  
« travail sur soi », elle va laisser  
attirer dans une secte, pour  
rompre sa solitude, apaiser  
sa terreur de vivre, on est prêt à  
accepter n'importe quoi...













# Les batailles de Juan Goytisolo

« Voilà longtemps que vos romans sont tournés vers d'autres pays que l'Espagne, où vous ne vivez plus. Pourquoi cet intérêt pour le monde arabe ? »

— Chaque écrivain doit considérer la culture à la lumière d'autres cultures, qui lui permettent de voir des défaillances : la littérature espagnole n'est pas exempte de défaillances. Elle a une capacité à connaître les autres, mais elle a aussi une curiosité. Au Moyen Âge, Tolède était le centre de la culture mondiale, grâce aux pèlerinages de Saint-Jacques de Compostelle. Quand, au nom du dogme catholique, on a développé une conception restrictive de l'identité nationale, l'Espagne a perdu sa dimension culturelle, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Cela paraît invraisemblable, mais c'est le premier écrivain (je ne parle pas des arabes bien entendu) qui a appris l'arabe depuis l'archiprêtre du XIV<sup>e</sup> siècle dont je parle dans mon roman *Makbara* (Seuil, 1982). Or il y a quatre mille ans d'origine dans la langue espagnole.

**Il a vécu à Paris et aux États-Unis, aujourd'hui au Maroc, mais sa véritable patrie est la langue espagnole, qu'il explore avec la liberté de l'exilé. Conversation avec l'écrivain autour de son dernier livre, que l'on pourrait résumer ainsi : « Cervantes, prisonnier de Sarajevo »**

une histoire à laquelle le lecteur peut croire. Dans *Don Quichotte*, il y a un premier auteur qui, dans la préface, se présente comme le beau-père du livre. Il y a un deuxième auteur qui, dans le manuscrit, se présente comme le traducteur. Il dit que la traduction est inexacte, si elle que le lecteur est perdu : il n'y a plus d'autorité. L'ambiguïté est essentielle, pour faire douter du récit.

— Un personnage à ses initiales, J. G., votre date de naissance, le 5 janvier 1931, votre sexualité, il est très personnel, vous impliquez personnellement, mais dans un environnement d'une grande violence. Il y a une violence quand on est un écrivain qui a déjà beaucoup publié ?

— Aucun des livres que j'ai écrits depuis trente ans n'a obéi à un plan préalable. Peu à peu, une forme s'impose. Ainsi *État de siège* est parti de quelques poèmes, ceux que j'écris en appendice. Le livre s'écrit lui-même. C'est un renoncement à la règle d'écriture, mais c'est aussi un acte de révolte. Je ne veux pas dire de révolte, mais de révolte. C'est le ré-écrire d'un récit. Tout est ré-écriture. Une structure narrative où tout est ré-écrit. En fait, les poèmes de la *Don Quichotte*, qui sont une célébration de l'homosexualité, sont en même temps jugés de façon négative par le commandant. Un roman à l'égard de la révolte, le mien, non : tout est douteux. Au lieu de se former son jugement. De la même manière, tous les narrateurs ont travaillé pour la bibliothèque de Sarajevo : ils ont travaillé de ré-écriture la parole d'autrui en dissimulant des récits vrais et d'autres faux. D'une certaine façon, je suis à la bibliothèque de Babel.

— Avez-vous des difficultés à prendre la parole autoritairement sur vos problèmes politiques ?

— Je n'aime pas les discours univoques. Quand la vie entre dans la littérature, elle devient littéraire. On ne peut pas avoir un discours univoque en littérature. Ce renoncement à l'autorité me donne une plus grande flexibilité pour parler de moi intimement, mais aussi d'une manière relative, incertaine. Mon livre suivant, *La Semaine du jardin*, est un projet de projet de Cervantes inabouti, n'est pas signé de mon nom. Il présente le livre comme l'œuvre d'un cercle de lecteurs. L'un d'eux lance l'hypothèse que j'en suis l'auteur. Dans mes romans, je m'exprime de façon indirecte, ce qui me permet de dire que, dans un contexte plus politique, je ne puisse m'exprimer autrement. Le 2<sup>e</sup> arrondissement permet une coexistence très pacifique entre les Juifs, des Arabes, des Kurdes, des Turcs, des Arméniens, des Pakistanais, des Indiens. Sarajevo avait des habitants d'origines de religions différentes qui coexistaient. D'un seul coup, la paix a été détruite. J'ai voulu introduire une réflexion sur la façon dont le travail de la civilisation, qui est de faire vivre ensemble des êtres différents, peut être par-

un fondamentalisme religieux et nationaliste.

— Comment jugez-vous l'islam, vous qui vivez au Maroc ?

— L'islam marocain est très ouvert. Il n'a rien à voir avec ce qui se passe en Arabie saoudite ou en Afghanistan. Je respecte ce qu'il y a de respectueux dans la culture islamique. Il y a beaucoup de tolérance et d'ouverture dans la culture marocaine. Avec l'inévitable Garcia Marquez et Borges, dont l'intérêt pour la culture arabe ne s'est jamais démenti, je suis très intéressé par la langue espagnole et plus particulièrement par l'arabe. L'intimité et la distance créent une situation de privilège. Les écrivains espagnols, comme j'ai beaucoup vécu dans des pays francophones anglophones, la langue espagnole a cessé d'être mon instrument de communication ordinaire. Elle est devenue le langage de mon travail et elle a pris une grande importance : la patrie authentique de l'exilé. En réintroduisant des racines anciennes, je leur ai redonné leur vitalité. Si l'on n'écrit que dans le présent, on risque de disparaître avec le présent.

— Quelque soit l'adjectif que vous convienne, vous êtes vraiment, vous êtes aussi, vous êtes comme européen ?

— Je ne le refuse pas littérairement. La caractéristique essentielle de la culture européenne est sa curiosité pour les autres cultures. Mais, d'un point de vue politique, en effet, l'Europe peut apparaître comme une fermeture au reste du monde. Ce qu'on appelle le « village global », c'est plutôt le « casier global ». Mais, les marchandes circulent librement, les idées aussi.

— Le fait de vivre ailleurs ne vous donne-t-il pas une plus grande liberté par rapport au roman traditionnel ?

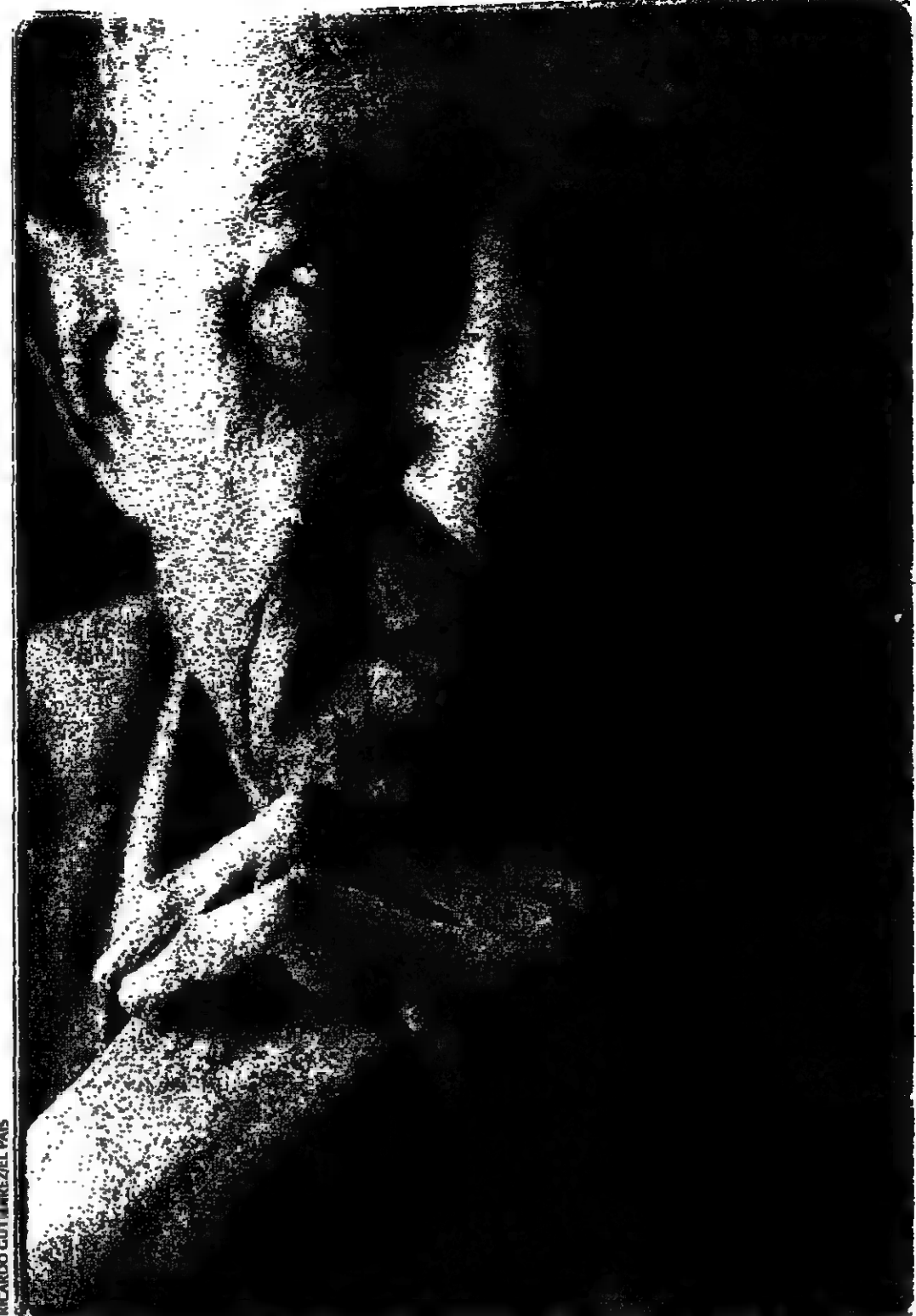
— Je n'ai jamais voulu une carrière littéraire. Je n'ai jamais voulu écrire à l'Académie, je suis le seul écrivain espagnol un peu connu qui n'ait jamais eu de prix littéraire. Il n'y a que le « casier global », c'est plutôt le « casier global ». Mais, les marchandes circulent librement, les idées aussi.

— Avez-vous des difficultés à prendre la parole autoritairement sur vos problèmes politiques ?

— Je n'aime pas les discours univoques. Quand la vie entre dans la littérature, elle devient littéraire. On ne peut pas avoir un discours univoque en littérature. Ce renoncement à l'autorité me donne une plus grande flexibilité pour parler de moi intimement, mais aussi d'une manière relative, incertaine. Mon livre suivant, *La Semaine du jardin*, est un projet de projet de Cervantes inabouti, n'est pas signé de mon nom. Il présente le livre comme l'œuvre d'un cercle de lecteurs. L'un d'eux lance l'hypothèse que j'en suis l'auteur. Dans mes romans, je m'exprime de façon indirecte, ce qui me permet de dire que, dans un contexte plus politique, je ne puisse m'exprimer autrement. Le 2<sup>e</sup> arrondissement permet une coexistence très pacifique entre les Juifs, des Arabes, des Kurdes, des Turcs, des Arméniens, des Pakistanais, des Indiens. Sarajevo avait des habitants d'origines de religions différentes qui coexistaient. D'un seul coup, la paix a été détruite. J'ai voulu introduire une réflexion sur la façon dont le travail de la civilisation, qui est de faire vivre ensemble des êtres différents, peut être par-

**ÉTAT DE SIÈGE**  
(El libro de los sitios)  
de Juan Goytisolo.  
Traduit de l'espagnol  
par Aline Schulman.  
Payard, 1991, p. 191 F (14,94 €).

Né en 1931, Juan Goytisolo a vécu son enfance en pleine guerre civile, et ses premiers livres sont marqués par ce climat d'angoisse et de révolte. Avec *État de siège*, il fait revivre son intérêt pour les bouleversements politiques de l'Occident et le rôle des médias humains, à travers le siège de Sarajevo (qui n'est, ici, désigné que par son sigle S.), et pour les subtils mécanismes de la fiction. Refusant le statut d'auteur préemptoire, sûr de sa perception du réel et du jugement qu'il pourra y apposer, il tente de définir une nouvelle fonction de l'auteur. Le protagoniste, J. G., par conséquent lui-même désigné par



leurs appartements, se sentant soudain en un mélange d'épouvante et de révolte. N'est-ce pas leur cosmopolitisme et leur générosité d'accueil qui sont visés ? Le sentiment d'être injustement frappés ne va-t-il pas, inévitablement, aboutir à la recherche de boucs émissaires ? Leur sympathie pour les étrangers de tous les horizons ne va-t-elle pas se muer en haine ? Juan Goytisolo se situe du siège de Sarajevo pour réfléchir, par la métaphore incongrue de l'événement réel et la métamorphose d'une situation quotidienne, à ce qui constitue la tranquillité occidentale.

Le roman, qui se présente comme une enquête à plusieurs entrées, est composé de huit parties qui élargissent la perspective, mais qui, comme dans le palais des glaces de *La Dame de Shanghai* d'Orson Welles, font disparaître le réel lui-même. « Le narrateur n'est pas fiable », dit le livre qu'on est en train de lire, et semble tendre au

avec des intellectuels arabes autour de la question d'Israël ?

— J'ai une position très claire sur Israël. Je critique la politique extérieure d'Israël. Je dis toujours qu'il y a une injustice internationale qui se situe aux frontières d'avant 1948. Je suis pour la reconnaissance d'un État palestinien.

— Quels étaient vos liens avec Jean Genet, dont vous parlez dans *Les Royaumes déchirés* (Payard, 1988) ?

— Nous parlions très peu. Mais il a été une grande influence morale. Il m'a fait abandonner la vanité littéraire que j'avais dans ma jeunesse, le besoin d'être au devant de la scène sociale, pour me concentrer sur ce qui est le plus authentique.

— Pouvez-vous parler du couple singulier que vous formiez avec votre femme, la romancière Monique Lange qui était, elle-même, une amie intime de Genet ?

— La mort de Monique, le 7 octobre 1996, a été le choc de ma vie. Nous avions réussi à créer un rapport civilisé, fondé sur le respect

de la liberté de l'autre, avec une compréhension mutuelle. C'était un écrivain de très grand talent. C'est Monique qui m'a fourni l'équilibre nécessaire à mon travail. Mes romans, c'est avec elle que je les ai écrits. Mais j'ai aussi une vie.

— Si votre nom était prononcé pour le Nobel, quelle serait votre position ?

— C'est la dernière de mes préoccupations.

Propos recueillis par  
Daniel de Coccatty

Les premiers romans de Juan Goytisolo ont été traduits par Manon-Léon Coindreau, chez Gallimard. Depuis 1981, il paraît chez Payard, traduit par Aline Schulman. Outre les romans cités, signalons, parmi ses vingt-quatre romans publiés : *Jour de pluie* (Gallimard, 1957), *Monique* (Gallimard, 1964), *État de siège* (Gallimard, 1977), *Les Royaumes déchirés* (Gallimard, 1988), *Le long jour des marches* (Payard, 1989), *Le long jour des marches* (Payard, 1995).

## Les miroirs de la réalité enfuie

**LE TOUR DU MONDE**

9, rue de la Pompe - 75116 Paris  
Téléphone : 01 42 88 58 06  
Télécopie : 01 42 88 40 57

120 000 livres épuisés  
Listes thématiques sur demande

**CATALOGUES PAR AN**  
Service gratuit sur demande

Les sillons de la

D

Le cavalier L. Enarque et les fatigues

M

R. d. C.

Handwritten notes and signatures at the bottom of the page, including "AV - 17", "579", and "577".



## Les sillons de la mémoire

*Autour d'un homme dépossédé, déraciné, Anne Guglielmetti trace au fil de phrases amples et denses les méandres d'une épopée de chair et de terre*

## Fraternité volée

Dédié à son frère brisé, le livre le plus intime  
et le plus beau de Vénus Khoury-Ghata

**LE DOMAINE**  
 di Arnaldo Guglielmetti.  
 Actes Sud, 416 p., 148 F (22,56 €).

**D**isons-le d'emblée, pénétrer dans le quatrième roman d'Anne Guglielmotti n'est pas chose facile (1). Le *Domaine*, comme tout paradis — même perdu — a mérité d'accéder au réclame de la science et surtout une disposition *brutale* de l'esprit pour se laisser submerger par ses phrases amples et denses; pour se laisser *gagner* par des images aux contours énigmatiques qui, à peu, révèlent le tracé onduoyant d'une épopée *de la chair, de la terre et du* mémoire. L'intrigue *est* tout un jeu *et se* concentre sur un coin *de terre* normand. Plus qu'un décor, plus qu'un lieu où s'accrochent désespérément *des hommes et des* femmes, il *est* le révélateur *des passions et* des destinées humaines. Les nombreuses références bibliques soulignent la révélation.

Au point là départ, c'est un être brisé, déraciné qui, l'on dé-  
 Roch se contraind à quitter ce domaine auquel il a consacré  
 sa vie d'adolescent. Dans l'obscu-  
 rité de « une histoire oubliée » pour-  
 tant juste, ou alors juste ne  
 qu'il faut, pour que l'enfant du  
 commencement soit là » que  
 l'homme égaré puisse « tirer un  
 trait, relire le germe ». Entre lui et  
 le petit garçon qui avait laissé  
 dans le domaine d'Estère  
 entre lui et cette exploitation  
 qu'il était parvenu, un treize an-  
 ré labat et les lutes charnés, à  
 restaurer dans son unité origi-  
 nelle ; entre lui et ce péché d'ori-  
 gueil qui l'avait conduit à « insul-  
 ter la terre » lorsque, devant le  
 refus de ses propriétaires  
 il avait, aux 100 hectares du do-



**Anne Guglielmetti, un « domaine » qui « mérite**

maître harmonieusement distribué entre quatre points cardinaux, précisément délimité, un néanmois multiple », greffé une friche revêche maligne. Là, il avait versé rancœur et sa rage — celles de n'être jamais le maître. Là, il avait en désespoir ses dernières

sister au pire : le démembrement du domaine. Alors que les fermages tombent sous la coupe de Marlin, agriculteur avide sans scrupules, prêt à tout pour s'emparer des champs et pâturages, la ferme est reprise par Mathias. En fuite d'une famille qui l'étouffe et d'une femme avec laquelle il ne partage plus que des silences », le jeune Marlin est « fasciné par cet univers si étranger » lui-

même. Mais l'est-il vraiment, comme Roch semble le lui signifier ? Pour l'ancien fermier, sensible au moindre signe que la nature adresse à l'homme, la venue de Mathias n'est nullement le fruit du hasard. Il est, se yeux, celui qui peut sauver le domaine d'un dévoiement au saccage. Aussi, après l'avoir « appropris », va-t-il lui confier ce lien de mémoire par lequel il fut, en temps, rattaché au lieu : l'histoire de la fille d'Estère. Une conta-  
 mêmes déchirures, les mêmes passions, — mêmes brûlures de la convoitise. Ainsi, au lieu de Roch répond, en lui-même, plus sombre — plus funeste, celui d'une femme qui, au début du siècle, sacrifiée sa jeunesse, son bonheur et celui de sa famille pour tenir entre ses mains  
 « l'hermine ».

Il suivait la trame de cette fresque, quelques heures de lecture viennent d'en s'écouler. Tour à tour sombres, lumineuses, denses et légères, fixées au coin de l'œil, imaginaires, elles ont suivi les aléas de vie qui y sont inscrits pour un couler dans les méandres d'un autre temps : celui de la mémoire. Là, entre les vivants et les morts, elle est présente au passé, elle en éprouve les formes parfaites d'un récit jusqu'à conduire le lecteur au-delà de son temps. Car, victime d'un ultime sortilège lancé par la romancière, on se surprend, à l'instar d'un personnage, à ne plus vouloir quitter *Le Dadaïne*. A s'y accrocher pour prolonger la fêlée de ces accents poétiques du livre. Et surtout pour tenter d'en saisir, d'en repêcher secrets de son texte, les mystérieux qui unissent depuis la nuit des temps les êtres à la terre.

Christine Rousseau

(1) *La Belle* (1982), *L'Anniversaire* (1984) et *La Corne corail* (1987), tous publiés chez Buchet-Chastel.

**UNE MAISON AU BORD  
DES LARMES**  
■ Vénus Khoury-Ghata.  
Balland, 140 p., ■ F (12,04

**V**enus Khoury-Ghata avait déjà évoqué son frère dans ses poèmes, romans. C'est la première fois qu'elle lui consacre un livre entier, comme si le temps lui était arrivé pour elle lui rendre, jusqu'au point où il y a un assassinat : celui, moral, perpétré par le père sur le fils. Le père, entièrement installé dans une terreur permanente dans la maison, a halé très tôt son fils, a cessé le battage durant toute l'enfance : quand le fils ficelait lui-même le sol, tel une momie, il voulait qu'il ne tuer que « l'ennemi terreur vaincu ». L'objet essentiel de sa haine est devenu l'écriture, la poésie : laquelle le s'enferme ; il livrait, la nuit, à des perquisitions dans les cahiers brouillons.

Vénus Khoury-Ghata d'accorde avec circonstance atténuante, aucun pardon à son père ; son portrait est net, définitif, glacé. Ce qu'elle décrit magnifiquement, c'est une sorte de pitié désespérée, une complicité rétroactive, une sorte de pauvres dévotion de son frère, ses tentatives de résistance illuminée et vaine de sa manière royale et celle de se prendre pour un Rimbaud levantain avant de croire qu'il pourra conquérir Paris. Elle en revienda comme parti d'héroïne, mais d'être déçu, irrécupérable = par trop de peurs, d'humiliations, de rejets de la part des siens = et d'être interné dans un asile des montagnes libanaises. Aucun effet, ici, non plus. Vénus Khoury-Ghata raconte simplement comment la lecture de R = a fini par disparaître du

rendu en Chine et comment, entre deux séances d'électrochocs, il s'imaginait dans une balnéaire ou une colonie de vacances...

Elles sont bouversantes. ■  
scènes ■ la mère lui rend visite,  
chaque mercredi, serrant son sac  
en faux ■ tout contre elle, les  
lèvres bleues de souffrance  
« comme si elle avait mangé des  
mûres », muette d'impuissance  
devant ■ veillard de ■ ans,  
■ pauvre en souvenirs ■  
pères. Ce qui saisis ■ c'est la  
lucidité ■ avec laquelle Vénus  
Khoury Ghata analyse la relation  
■ frère. Elle ne cache pas  
qu'elle s'abstenait d'aller ■ voir  
parce qu'il était devenu, à ses  
yeux, un ange déchu, « un aiseau  
mutilé », qu'elle éprouvait une  
sorte de rage envers lui ■ parce  
qu'il s'était trop vite, et trop  
muet brisé : ■ Tu traverses les  
étres et les lieux ■ les retiens,  
■ aimer », s'écrit-elle dans  
un accès de colère meurtrie.

un accès de pureté. Mais qu'une ré-  
signation, la rélegation, la ré-  
vocation, le regard de son frère.  
« Mais qu'on le disait : esclave »,  
« sans », elle s'est appliquée à  
séduire, à donner, s'est juré,  
pour échapper au théâtre inquié-  
tant, l'enfer, les préjugés du  
quartier natal, le désert de  
Beyrouth on dit, selon elle, ac-  
céler la chute de Victor, « n'ha-  
biter que les palais, « n'adorer  
que les lumières d'un monde raf-  
finé. Surtout, elle se reproche  
d'avoir volé la poésie à son frère,  
« s'en être emparée sans même  
l'en avertir : « N'ai-je pas écrit  
mon premier poème le jour où mon  
frère a cessé d'en écrire ? »,  
« avoue-t-elle. Ce remords qui  
hante toutes les pages, cette  
honte qu'elle confesse et que  
rien, « n'a, doute, n'apaise,  
d'une maison au bord des larmes  
un livre à plus intime, « plus  
et le plus beau de ce jour.

**et le plus beau de tous.**  
**Jean-Noël Pancrazi**

# Le cavalier L'énarque et les étoiles fatigué

Le cinquième épisode des aventures de la tribu Malaussène inventée par Daniel Pennac

Le cinquième épisode des aventures de la tribu  
Malaussène inventée par Daniel Pennac

**LES ANNÉES CAVALIÈRES**  
(Journal 1966-1985)  
de Jules Roy.  
Albin Michel, 360 p., 150 F  
(22,86 €).

**D**e lui, on a dit qu'il était « colérique », « juste », « rélieur ». Il lui prêtait tout à tous les prérogatives du géniteur. Pourtant l'homme d'action d'un honneur souffrir d'une solitude et d'une incompréhension totales. Mais ce qui frappe, à la lecture de ce volume, c'est l'omniprésence d'un mort. Faut-il se amis - Maurice Clavel, Max-Pol Fouchet (en 1980), « La prochaine fois, moi », frappant ses compagnons (notamment Staline, chat), le nargue : « Le visage ravagé que j'aperçois dans les miroirs, la photo de ce vieil homme au cou décharrné, la face profondément ravivée, c'est moi », écrit-il en 1975. Usé par l'écriture, cinq années de batailles du soleil, fatigué des batailles qu'il mène pour être lui, compris et reconnu, il semble s'éprouver de répit qu'après de son épouse Te-

Plus encore que dans le premier tome (*Les Années déshérence*, Journal 1925-1965, voir « Le Monde des livres » du 10 avril 1991), Jules Roy se dévoile. « On pueuder », le soufflez, « c'est homme de contradiction » n'est pas pour autant, à quatre-vingt onze ans, absent des affaires du monde. Déçu ? Peut-être. Lucide, certainement. C'est que l'ancien aviateur, tout « *courtois* » à deux reprises l'Académie française — il en a cela gagné sa tierce et son orgueil militaire — y accède, en amitiés nécessaires. Jules Roy « *alors du* » légendaire de l'écrivain « *belle gueule, grande gueule* » pour devenir plus humain, plus touchant peut-être.

Emilie Grangeray

**AUX FRUITS DE LA PASSION**  
 ■ Daniel Pennac.  
 Gallimard, 224 p., 98 F (14,94 €).

**M**alause, Cinquisme. Depuis la formidable découverte de la robinetterie par Daniel Pennac avec *Le bonheur des ogres*, Belleville a droit à *un geste, truculente et terrible* aussi pulvisque, effroyables et conspirations démoniaques font l'ordinaire de la famille Malause. Bouc émissaire de tous les drames humains, le héros-narrateur Benjamin *est une figure de patin* précoce et déprimé, *lucide* à *trouver* le pire d'étant que *pariellement dément* dans ce nouvel épisode. Après les mauvaises surprises de *La petite Marchande de porcs* (1990) – le plus populaire mais le moins réussi des opus – *bellevois* – *retroouvés*, *paraisseuses* mais attachantes, *Monsieur Malause* (1995), Daniel Pennac a choisi *de* *chaste* *Thérèse*.

Cassandre de faubourg que  
consulent dans une caravane de-  
vant le Père-Lachaise les humbles et  
les puissants, la jeune sœur de Ben-  
jamin aime soudain un conseiller  
référétaire de première **■ ■ ■**.  
comme Marie-Colbert de Roberval.  
Pour **■ ■ ■**, le dilemme **■ ■ ■** cruel :  
peut-il abandonner sa sœur à un  
parfait inconnu dont le **■ ■ ■** vient  
d'être retrouvé pendu, un descen-  
dant d'une lignée de délateurs cour-  
tisans et compompus sorti de l'ENA  
(« Appelez-moi MC2, Benjamin, c'est  
**■ ■ ■** que nous faisons **■ ■ ■** l'Ecole, entre  
camarades de promotion ») **■ ■ ■** qui  
tardait à impressionner les photos  
noir et blanc **■ ■ ■** ?

l'aura compris, Pennac trouve ici une **la** **feuilletons** **rebondissements** **bracadabrants** qui firent la **du genre dans** **journaux du XIX<sup>e</sup> siècle**. Est-ce un hasard du **à cette aventure a fait l'objet**

d'une prépublication durant l'été 1998 (d'un hebdomadaire sous un titre proche (*La Passion selon Thérèse*) ? Cette fois, la contemporaine va à la griffe de Saint-Philippe du-Roule et de ses habitants de la rue Quincampoix sur l'univers de Belleville permet d'éprouver la vogue humanitaire, la vague ininterprétable du bar du dillo et le marché d'urnes funéraires (sans doute est-ce l'une des premières fois qu'on a indiqué les tarifs au euros) aurait pu s'appeler « L'Enarque et la Magie ». Le combat que s'y livrent les sens du merveilleux (la robe de mariée bleu nuit pour le mariage-catastrophe de Thérèse) et le brutalisme des *« Les financiers se comptent pas les attoules »*, s'indigne Rachida, qui de la prince le rêve messonger du *Peuple de Saint-Ex* à l'épave d'un scénario de bande dessinée.

« peut-on croire à cette pleu-  
 sion de « désinfecter un  
 famille » malade, où générations  
 bassesse et de trahison, à ce réjou-  
 sion jardin d'enfants réservé aux  
 putations (les rejets des péripé-  
 tiennes qui n'ont pas voulu re-  
 noncer aux fruits de leur passion),  
 ou à cette cohorte de censeurs ve-  
 nant porter plainte contre un  
 couple d'homos coupable d'avoir  
 trop bruyamment défilé sur la  
 virginité ? On est sans doute los des  
 magiques du *Mystère* d'un  
 deur *Cornélius* de Gustavo de  
 ou de la poésie si subtile du petit  
 monde de René Clair, mais il faut  
 dire que peu à peu éviter  
 des d'effort faciles à l'actualité  
 donner à certains dévoilements plus  
 consistance – pour qu'au sujet  
 de la tribu Malaussène – de ses  
 étourdissantes aventures on re-  
 tourne à la naturelle indulgence  
 qu'on met à suivre les tribulations  
 insensées de l'Adèle Blanc-Sec.  
 Tardi, autre héroïne guère « coloni-  
 sable ».

**Philippe-Jean Catinchi**

# Exclus du paradis

**LES ANGES D'EN BAS**  
d'Elvire de Brissac.  
Grasset, 178 p., 19 F  
(14,63 €).

**D**édiées à Christine Rochefort, « sept nouvelles comment à la manière métaphorique, mi-réaliste mi-insolite, chère ■ Elvire ■ Petits enfants du siècle », victimes de l'exclusion. Sur un fait divers, elle brode une fable où ■ anges d'aujourd'hui sont condamnés au martyre. Le premier de ■ ■ mêle la mythologie aux machiavélistes contemporains. Une princesse anglaise s'y ■ aller ■ quelques confidences, quelques émois, dont bénéficie un jeune beau, qui ■ bientôt payer ce privilège. Il s'agit d'une version « brancache » ■ l'histoire ■ Diane chasseresse ■ surprise au bain par Actéon, elle ■ transforme ■ cert afin qu'il soit dévoré par ses chiens. ■ chiens, ici, ont le visage ■ géométriques, et précipitent le malheureux maghrébin par la porte du train d'enfer Paris-Marseille. Une piroquette nous apprend l'issue du procès des assassins racistes que la dame, au regret de s'être abandonnée, avait une sœur qui « s'est tuée ■ 31 août 1997 dans le tunnel ■ l'Alma- »

ailleurs, le diable et ses bourreaux ont les traits de M<sup>re</sup> Bicotin, une vieille toupie ayant la phobie des hommes, de Prosper, avec le quel Douce, la bonne Mauricienne, s'est mariée « sous » régime des bananes » et qui file avec tout ce qu'elle avait économisé en travaillant au noir pour pouvoir retourner au pays. Elvire de « prend aussi » son alle vœur, bébés, « retraités, victimes sans défense », intolérances quotidiennes. Elle signe en particulier quelques belles pages sur l'histoire d'Issy-les-Moulineaux « ce pays de la gentillesse », l'éther »

● **LA MAISON D'ALEXINA**, de Mehdi Charef. Dans les années 60, Mehdi Charef raconte une enfance trahie. Dans une classe de rattrapage Abou, fils d'immigré, est relégué dans une classe de la frêle fataliste où il végète avec quatre camarades. Les adolescents survivent, peu à peu, enfermés dans leur mutisme. Abou découvre l'amour pour une camarade et le dévouement d'une jeune psychologue. Alexina réussit à redresser ces cassés, explorant avec doigté et une infinie patience l'horreur indéchiffrable qui bricole leur vie. Mehdi Charef raconte avec des mots simples la solitude des enfants et celle des adultes qui pulsent dans le don des mots de mercure d'exister. Un conte réaliste et une leçon d'espoir. (Mercure / France, 139 p., 80 F [12,19 €]). H. Mn.

● GEAL, ■ Christian Bobin continue ■ chercher  
Qu'il séduise ■ irrite, Christian Bobin continue ■ chercher  
l'enchantelement simple ». Son dernier récit commence comme  
un conte : Albain, un enfant de huit ans, poursuit un dialogue  
■ ■ ■ Geai, la morte du lac de Saint-Sixte, qu'il ■ ■ ■ seul ■ voir ■  
entendre. C'est un enfant rêveur, qui préfère « ne pas entrer  
dans le monde et rester sur ■ ■ ■ seuil ». ■ ■ ■ sagesse de simple  
■ ■ ■ regarder, indéfiniment. Les années s'écoulent. Albain, pai-  
siblement seul, passerait. ■ ■ ■ la place n'était déjà prise par le  
siblement seul, passerait. ■ ■ ■ la place n'était déjà prise par le  
■ ■ ■ Patate, pour l'idiote du village : une folle ■ ■ ■ cause, une  
paresse sans fond, « un goût pour les choses ■ ■ ■ inutiles comme le  
violon ». En fait, ■ ■ ■ Ravi même tout, ■ ■ ■ nonchalant a ■ ■ ■ talents.  
Vrai braconnier, faux cambrioleur, génial réparateur ■ ■ ■ pou-  
pées, il trouve, contre toute attente, ■ ■ ■ place parmi ■ ■ ■ autres,  
et même l'amour qui lui délivre ■ ■ ■ l'heureux sortilège ■ ■ ■ Geai.  
(Gallimard, 110 p., 80 F (12,19 €)). M. Pn.

# Le Monde



**Les rencontres  
du MONDE DES LIVRES  
aux DEUX MAGOTS**

*Le Monde des Livres* vous invite ■ rencontrer  
des auteurs d'ouvrages dont il a rendu compte  
le **jeudi 18 février** de 17 heures à 19 heures  
au café ■ **LES DEUX MAGOTS** ■  
6, place Saint-Germain-des-Prés - 75006 Paris

Réservation dans la **■■■■■** des places disponibles ■ 01.45.48.73.57

J.-L. D.



## Le goût de l'anecdote



**VIES ET DOCTRINES DES PHILOSOPHES ILLUSTRES**  
de Diogène Laërce.  
Traduction française sous la direction de Marie-Odile Goulet-Cazé.  
Introductions, traductions et notes de Jean-François Balaudé, Luc Brisson, Jacques Brunschwig, Tiziano Dorandi, Richard Goulet, Michel Narcy, et la collaboration de Michel Patillon.  
Le Livre de poche, 1 398 p., 199 F (22,1) jusqu'au 11 avril, 199 F (24,39) ensuite.

Comment ferait-on lui ? Otez Diogène Laërce de nos bibliothèques, l'Antiquité s'effondre. A tout le moins une large part de ce que nous savons des philosophes grecs. S'il avait disparu, presque plus rien ne subsisterait d'Epicure. Il constitue en effet la seule source qui nous ait transmis les lettres du philosophe à Hérodote, à Pythagore, à Ménéce, autant de courts traités où le maître expose l'essentiel de sa doctrine. Sans Diogène Laërce, nous ignorons les testaments de Platon et d'Aristote, et bien des points de doctrine attribués aux plus grands comme à leurs épigones. Nous ne saurions rien des titres de centaines de traités perdus. Nous ne connaîtrions pas les noms de dizaines de philosophes de moyenne grandeur, que lui seul nous a transmis. Bref, il est la prolifique n'avait pas la chance d'être recopié, sauvegardé, transmis de siècle en siècle, s'il avait péri comme tant d'autres, défilé par l'usure des temps et l'oubli des hommes, que nous croyons savoir des philosophes antiques serait tout différent. Bien plus pauvre.

Mais il demeure là, toujours prêt à raconter l'histoire, à citer un poème qu'il a lui-même composé, à graver une formule frappante, à juxtaposer, interminablement, doctrines et anecdotes, généalogies des pensées, affaires de famille. Sans doute n'était-il pas, en son temps, le

Diogène Laërce n'est pas un auteur parmi d'autres. Pour connaître les doctrines de l'Antiquité, il est souvent notre seule source. Cette mine d'informations, mais aussi d'histoires pittoresques et curieuses, est aujourd'hui restaurée. Indispensable

plus fin connaisseur des philosophes. Ni l'unique compilateur de leurs idées et gestes. On connaît en effet l'existence, ou quelques pages, de nombreux semblables, énumérant les écoles de philosophes, leurs chefs de file, leurs successeurs, classant leurs doctrines, rapportant de bons et de pittoresques traits. Mais, pour le reste, il reste le seul. Aucun autre ouvrage de ce type n'a survécu, comme si, intégralement, traversée des siècles, l'influence d'ailleurs sur la représentation de l'histoire de la philosophie. Montaigne a inscrit les poutres de la librairie des formules empruntées à Diogène Laërce. Nietzsche a consacré une étude de philologie, en latin, à l'ouvrage. Cette mine historique, la voici restaurée, éclairée, accessible.

Le travail mené par Marie-Odile Goulet-Cazé et un ensemble de chercheurs du CNRS est admirable. A la vieille tradition fantaisiste et fautive de Genaille, qu'on réimprimait sans vergogne depuis 1933, se substitue un texte français exact, lisible. En attendant, pour les pers, la nouvelle édition du texte grec que prépare Tiziano Dorandi pour la collection Budé, c'est ce qu'on peut de mieux. Cha-

cun des dix livres est précédé d'une copieuse introduction et d'une bibliographie spécifique, et, surtout, des milliers de bas de page expliquent les allusions et déjouent les pièges du texte. Sans précisions et références, les propos de Diogène Laërce demeureraient bien souvent opaques ou obscurs. Soulignons aussi que tant d'exactitude de science s'acquiescent, tout bonnement, pour le prix d'un livre courant. Grâce au format de poche, voilà directement la recherche scientifique au service de la vie culturelle accessible à tous.

On s'enthousiasmera pas au point d'oublier combien Diogène Laërce, tout indispensable qu'il soit, n'est qu'un esprit désordonné, du moins nos critères. On le voit en son plan en route, suivre un ordre que celui qu'il vient d'annoncer. Il emboîte, le récit de la vie d'un maître, celui des vies de quelques-uns de ses disciples, ce qui ne contribue pas à clarifier le parcours. Il s'emmêle dans ses classifications. Le brave homme néglige de relire, colle les unes à côté des autres données dont il dispose, un socle de l'ordre comme d'une guigne. Pis : il comprend pas toujours ce qu'il expose ou rapporte. Quand on peut comparer ce qu'il dit d'autres sources, on s'aperçoit qu'il déforme ce ne saurait être considéré comme tout à fait fiable. Il a pourtant, au sein de ces défauts, un charme persistant, intact.

Tout simple est son message : ce qu'il aime, c'est la vie de ces gens d'esprit. Il cherche les façons dont leurs pensées s'incarnent, qui les révèlent, leurs gestes mémorables. Il traque leurs manières d'être, leurs tournures d'âme, autant que leurs traités et systèmes. C'est pour quoi il les suit à la cour des princes, au marché, à l'auberge, aux bains, à la palestra, à l'école, sur un bateau dans la tempête. Il aime particulièrement les voir mourir, savoir ce qu'ils ont dit l'instant ultime, avant de révéler, les instant à l'épreuve philosophes. Diogène Laërce s'empare volontiers contre ceux qui n'endurent pas leurs derniers instants, hâtent leur fin, de se nourrir. Mais il se carrement contre les traités, les de toujours qui, soudain, implorent les dieux en trépas. Comme Bion ou Borysthène, « sot qui voulait, en

échange d'une modeste offrande, que la divinité existe / comme si les dieux existaient quand il plaisait à Bion de le croire ».

On ne sait rien, paradoxalement, de Diogène, peut-être de la petite ville de Laërtes, qui fut si grand amateur de la vie. Tout juste peut-on reconstituer, en raison des derniers auteurs qu'il mentionne, qu'il a dû vivre dans la première moitié du III<sup>e</sup> siècle de l'ère. Mais rencontre, à travers les lignes qui ont survécu à tout, un bonhomme que possédait le goût de l'anecdote, la passion du sens de la formule. Et l'on ne peut éprouver pour lui, tout brouillon qu'il soit, fois, qu'une forme singulière de tendre gratitude. Que transmet-il en effet ? Des thèses et démonstrations, des doctrines, des filiations ? Certes, mais seulement. Informations essentielles, données pour historiens ? Evidemment, cela ne suffit pas. Il a fait survivre, avant tout, des lambeaux de chair et des mouvements de corps. Des paroles pleines de phrases singulières.

C'est par lui qu'on apprend d'abord que les philosophes des villes, des familles, des amours. Qu'ils se coltinent tous, peut-être autrement, malades, soucieux d'argent, aux illusions de la gloire. Son goût de l'anecdote n'est pas un divertissement, une fuite dans l'inessentiel. Ni une manière de passer à côté de la philosophie. Il capte au contraire en trois mots ce qui condense une vie d'être gravé dans les mémoires. Enumérer ce qu'on lui doit serait sans fin. Un seul exemple. Sans lui, nous n'aurions presque rien de son homonyme, l'autre Diogène, le grand, le cynique. Nous n'aurions ni ses répliques superbes : « Comme lui demandait quel profit il avait retiré de la philosophie, il répondit : "A défaut d'autre chose, je n'ai pas eu de regret d'être prêt à toute éventualité." Comme on lui demandait d'où il était, il répondit : "Je suis citoyen du monde." »

## Les réserves d'humanité de l'ethnologie

Pascal Dibie oppose les errements des débuts de la discipline à un « regard chaud », conscient de ses obligations à l'égard de l'Autre

**LA PASSION DU REGARD**  
de Pascal Dibie.  
Ed. Métailié, 199 p., 99 F (15,09 €).

L'ethnologie naît des découvertes qui ont engendré, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les explorations, les dominations, les violences exercées sur les peuples à la fois différents et vaincus. Elle n'en est pas coupable, n'est pas dans la connivence avec l'histoire à laquelle elle se forme, mais à partir des témoignages de ceux qui ont tenté de comprendre les réalisations de l'humanité. Ils préparèrent à porter sur l'homme un regard. Lorsque l'ethnologie est nommée, constituée comme science, elle se trouve prise dans un nouveau contexte historique qui finira par altérer son image, celui du colonialisme moderne. Le temps des décolonisations sera celui de sa mise en accusation.

Le décor façonné par l'histoire s'efface, mais l'ethnologie, moins assurée de droit d'être l'observateur, l'interprète, l'autre, en situation d'inconfort intellectuel. Partagé entre « ici » et « là-bas », conduit à la pratique de regards croisés qu'il a mise en œuvre d'un savoir, l'ethnologie constamment aux prises avec la diversité humaine, il ne s'agit d'en découvrir la richesse et d'en connaître la vulnérabilité. De celle-là il fait la matière d'une science et l'épreuve d'une initiation personnelle, de celle-ci il reçoit l'impulsion qui le pousse à combattre les perversions du divers dont se nourrissent les idéologies de la discrimination et du racisme.

A sa façon, Pascal Dibie, ethnologue qui assume entièrement sa passion du regard et son refus des sciences froides, manifeste une double exigence : d'un côté, le rap-

port de la « complexité magnétique des hommes », de l'autre, la « défiance à l'homme », le pervertisseur de la magnificence. Il expose son affirmation dans un bref essai où il refait le parcours d'une vie de recherche au sein de l'ethnologie d'une discipline dont il dénonce les ambiguïtés, en exaltant finalement la jubilation de la pratique et les « belles obsessions » qui en résultent. On se laisse emporter par la vigueur d'une écriture qui ne cache ni la difficulté d'être un « boîtier culturel », ni les devoirs de la subjectivité et les obligations que devrait imposer le regard de l'Autre. Mais une fois la lecture achevée, on se laisse l'impression d'une science, l'ethnologie, qui se prête à des dérives néfastes lorsqu'elle se constitue, entretient la nostalgie des manières de vivre perdues lorsqu'elle est « rapatriée » et se trouve soumise à l'épreuve de la surmodernité.

**RACES AU RACISME**  
Plus que la vision propre à Pascal Dibie, c'est l'organisation même de ce livre qui entraîne cette impression. Deux discours se succèdent, celui de l'éthique, du jugement porté sur les mauvais commencements, et celui qui illustre le recours au « regard chaud ». Le premier restitue brièvement l'itinéraire connu, produit par chacun des auteurs qui ont recherché les origines de la généalogie de la discipline. Il conduit de « l'invention de l'Amérique », à partir du moment où Christophe Colomb découvre une humanité nouvelle et s'impose de « voir le plus » qu'il pourra, jusqu'à une première codification de l'observation scientifique des « peuples sauvages » par de Gérando, au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans ce parcours, la formation du regard scientifique est montrée, en arrière-plan l'évocation des violences spirituelles imposées aux vaincus.

Une science qui observe, décrit,

effectue le recensement, tient les archives de la diversité humaine, une science qui classe et compare, pulvisque l'évolutionnisme dominant mène à la reconnaissance d'étapes ouvrant l'accès à la civilisation, celle de l'Occident, la logique introduit des coupures et des écarts. Une logique qui s'égare à deux moments, lorsqu'elle réduit la discipline à l'ethnologie raciale, lorsqu'elle ignore les obstacles que lui opposent les dominations coloniales. Pascal Dibie dénonce avec force les conséquences de ces écarts, une anthropologie des races dont le racisme ne pu trer argument d'une légitimité des politiques funestes, l'ethnologie aveugle au colonialisme, aux violences par lesquelles l'histoire du colonialisme est arrêtée, niée. Il évoque le devoir de mémoire, l'obligation du jugement éthique, mais il laisse dans la discrétion l'évocation d'images plus lumineuses : celles des anthropologues qui épousent le monde de l'Autre ou qui contribuent à la dénonciation des racines, à la critique participante du colonialisme.

L'illustration du « regard chaud », deuxième partie de l'essai, est apportée par une façon de promenade ethnologique dans notre univers de surmodernité. Pascal Dibie l'accomplit en deux temps deux mouvements. Dans une exploration de ce qui fut l'histoire de la cuisine avec ses traditions, ses rites, une exploration des savoirs locaux par notre « espèce culinaire », qui se maintient de « vivre » intelligence des aliments. Dans une flânerie en ville qui dénonce la trompe-l'œil et la banalisation, il recherche les « petits peuples », les « réserves d'humanité ». C'est le regard de la jubilation de Pascal Dibie se nourrit ; la lente observation de l'ethnologie mène à la recherche des chemins de l'écriture.

Georges Balandier

## Lacan entre Descartes et Freud

Le philosophe Jean-Marie Vaysse s'interroge sur les origines métaphysiques de la psychanalyse freudienne

**L'INCONSCIENT DES MODERNES**  
de Jean-Marie Vaysse.  
Gallimard, NRF-Essais, 544 p., 160 F (24,39 €).

N'en déplaise aux pédales et aux culistes, ce n'est pas une fois, mais deux, que la psychanalyse a fondé : la première par Freud, la seconde par Lacan. Et n'en déplaise aux cagots, bigots et aux rustres, ce n'est pas Freud, mais bien Lacan qui a été, à découvertes psychanalytiques, les conséquences les plus décisives pour la philosophie.

Les philosophes, d'ailleurs, ne s'y sont pas trompés. En 1953, Heidegger, venu en Normandie pour participer à colloque organisé en l'honneur de Cersy-la-Salle, a décidé de prolonger sa visite pour passer quelques jours en compagnie du psychanalyste français. Ce dernier n'avait, les années suivantes, un dialogue amical avec Maurice Merleau-Ponty, Jean Hyppolite, Louis Althusser. Plus récemment, Jacques Derrida, Alain Badiou et Alain Juranville, France, ainsi que, aux Etats-Unis, Stanley Cavell, ont compté parmi ses lecteurs : lecteurs critiques, parfois, mais attentifs, toujours.

Malheureusement, la psychanalyse ne suscite plus, aujourd'hui, les passions que dans les années 70. Cela ne pas dire que la puissance critique de la forme « pensée » (terme que je préfère, ici, à celui de « science ») se soit, fil à ans, éteinte. Elle se soit, simplement, que le public lit moins, que les psychanalystes écrivent plus mal, que les éditeurs somnoient, que les philosophes se sont empressés, après la grande effervescence de 68, à renouer avec les vieilles habitudes spiritualistes. On appelle ça, paraît-il, le « retour du sujet ». Triste ren-

gaine. Dans cette ambiance morose, une exception mérite d'être signalée : Jean-Marie Vaysse, professeur à l'université de Toulouse-Le Mirail, a eu le courage de consacrer un essai à cinq siècles à l'histoire tortueuse, problématique et orageuse du concept d'inconscient – ou, plus exactement, de ses antécédents philosophiques depuis le début du XVII<sup>e</sup> siècle. Voyage dans le temps, visite obligatoire de quelques monuments qui pour nom Descartes, Pascal, Malebranche, Spinoza, Leibniz, Hume, Kant, Fichte, Schelling, Schopenhauer, Nietzsche, Husserl, Merleau-Ponty et Heidegger.

**LA QUESTION DU SUJET**  
Ce n'est pas le genre de l'essai qu'on lit en week-end, fleur la boutonnière. Guide sous bras. Mais, pourvu qu'il dispose d'un peu de temps, le pèlerin studieux ne regrettera pas ses efforts. Au cas, en effet, où il aurait douté, Jean-Marie Vaysse le convaincra de la peine du fait que, à un moment où, Descartes, la notion de « sujet » est devenue centrale pour les philosophes occidentaux, la question de ce que nous sommes aujourd'hui « psychisme inconscient » n'a plus cessé, elle plus, de se poser. D'avantage : la question s'est, à partir de Schopenhauer, confondue avec l'énigme du sens de l'existence. « Inconscient » est devenu synonyme de « volonté », et « volonté », synonyme de « vie ». Là-dessus, arrive Freud. Médecin, adepte de la religion de la science, tendance « positiviste », Freud s'efforce de construire, du concept d'inconscient, une théorie plus rigoureuse que celle de Schopenhauer – et qui, en même temps, rende compte des effets, dans sa pratique thérapeutique, il témoigne.

Au cœur de cette théorie : une

réflexion sur la notion de « symptôme » (ou de « signe »), et sur le problème même de la « signification ». Ce n'est pas un hasard si, remarque Jean-Marie Vaysse après Michel Foucault, l'interprétation des rêves paraît en 1900, la même année que les *Recherches logiques* de Husserl – deux livres qui, au seuil de ce siècle, font éclater ce qu'on appelle, depuis, la « crise de la représentation ». La véritable découverte de Freud n'est donc pas celle de l'inconscient, mais celle du « sujet » que l'inconscient structure en un langage ». Il en résulte que le « sujet » lui-même n'est que l'effet d'une « surdétermination » qui le dépasse, et que les prétentions de la conscience à « royauté » sur l'esprit humain ne sont que jamais balayées.

Est-ce à dire que la psychanalyse parviendra à nous débarrasser de la « métaphysique du sujet », dont la philosophie, depuis Descartes, s'est dédiciée ? Il n'en est rien, et l'apport essentiel de Lacan est de montrer pourquoi : parce que la découverte freudienne s'inscrit elle-même, quelle le veuille ou non, à l'intérieur d'une conception du « sujet » comme « garant » de la « vérité » qui dérive en droite ligne de Descartes, la psychanalyse demeure, à l'égard de la pensée lacanienne, tributaire de cette « métaphysique » qu'elle entend dénoncer. Elle l'empêche de contribuer à la « déconstruction » – ainsi que Lacan, et, sur un autre mode, Derrida, l'ont montré. On a tort, toutefois, d'attribuer à l'influence de Heidegger cette orientation « subversive » de la pensée lacanienne. Car l'influence philosophiquement la plus décisive qui soit exercée sur Lacan n'a probablement pas été celle du maître de Fribourg – mais, dès les années 30, d'un Russe de Paris qui s'appelait Alexandre Kojève.

Christian Delacampagne



150

essais

LE MONDE / VENDREDI 12 FÉVRIER 1999 / VII

## Comment Paul Rassinier devint révisionniste

Pour l'historienne Nadine Fresco, la négation des chambres à gaz est un cancer de l'esprit librement contracté dans l'antisémitisme et qui se répand aujourd'hui sur Internet. Démonstration par la biographie de l'un de ses premiers propagateurs, Paul Rassinier

**FABRICATION D'UN ANTISÉMITISME**  
de Nadine Fresco  
Seuil, « La Librairie du XX<sup>e</sup> siècle », 595 p., 180 F (27,44 €).

Le témoin gênant devint un pestiféré lorsqu'on s'aperçut qu'il était inaccessible à l'intimidation et aux pressions. Qui prononce ainsi l'éloge funèbre de Paul Rassinier, en 1967 ? Maurice Bardèche, ami et beau-frère de Robert Brasillach, inclinant à l'extrême droite avant la guerre, collaborateur de Je suis partout durant l'Occupation, tourné pro-nazi après, par fidélité, ressentiment, obstination. Nier que des chambres à gaz aient servi au génocide des Juifs durant la seconde guerre mondiale était pour lui une nécessité. Il y sacrifia dès 1948, foudroyé, en France, ce noir dévoiement de l'esprit : le négationnisme.

Mais quelle a été sa genèse pour Paul Rassinier, militant communiste, puis oppositionnel de gauche, puis socialiste et pacifiste intégral, et néanmoins résistant, déporté, apportant ce crédit inespéré à la droite collaborationniste qui voulait survivre à l'épuration ? Alain Finkielkraut parlait, au sujet de Rassinier, dans *L'Avenir d'une négation* (Seuil, 1980), d'un « mouvement d'obstination, dont on ne peut tout à fait débrouiller l'énigme ». Charles Ronsac avait sans doute raison de dire que « ce mystère n'a jamais pu être expliqué, sauf peut-être par la psychanalyse ou la psychiatrie ». C'est donc aux historiens qu'il revient, *notens volens* — comme l'avait commencé il y a même Pierre Vidal-Naquet lorsque, en 1978, les thèses sur l'existence des chambres à gaz furent portées à la connaissance du grand public — de travailler pour dissiper ce mystère autant qu'il est possible.

De Rassinier, était connu le portrait qu'il avait tiré de lui-même en militant pacifiste dévoué, portrait qui avait fini par se fixer, à l'extrême gauche comme à l'extrême droite (!). En l'occurrence, disciple de Schleiermacher, Nadine Fresco pense que la voie d'accès à la compréhension historique est la biographie individuelle. Elle a donc procédé à une longue et minutieuse recherche qui établit les faits et montre le mécanisme de mensonge et de révision systématique que cet instituteur affirmé de reconnaissance a appliqué à sa propre vie, puis, par projection et déplacement, à l'histoire dans laquelle il fut un acteur de troisième plan.

Tout se joue pour lui dans le minuscule Territoire de Belfort, où il naît, en 1906, dans une famille qui va à la messe et vote à droite. Coïncé entre l'Alsace, la Franche-Comté et la Suisse, séculairement déchiré par des antagonismes, les massacres, les famines, les occupations, lieu d'un siège héroïque en 1870-1871, le Territoire est celui, très méfiant, très militant, du patriotisme. C'est là que Paul Rassinier voudra se faire reconnaître, au cours d'une vie qui fut une succession de gros échecs et de succès éphémères.

Le problème intime de Paul Rassinier est de se faire reconnaître d'abord d'un père qui lui préfère son cadet. Un père

conservateur, grande gueule, qui écrit dans la presse catholique locale des articles mordants contre les radicaux. La mère est silencieuse. L'enfant apprend dans sa famille que la politique est un affrontement permanent avec les plus proches. Au catéchisme, on lui enseigne que la vengeance de Dieu poursuit les Juifs qui ont outragé le Christ sur le Calvaire puis excité l'Empire contre les saints.

A l'école, il apprend d'une institutrice radicale la « religion de la patrie » de Jules Ferry. Il a huit ans à la déclaration de guerre, douze ans au moment de l'armistice. Les « atrocités allemandes » dont on lui a bourré le crâne, il apprend ensuite qu'elles étaient une exagération officielle. Opiniâtre à l'étude, il accepte le destin d'instituteur que son père lui a tracé. L'adolescence le met en conflit avec ce père envahissant qui a réussi à se faire élire conseiller général sur une liste communiste pour laquelle ont voté les conservateurs, et qui abandonne vite son étiquette pour adhérer au parti socialiste SFIO. Il ne reste plus au fils qu'à adhérer au Parti communiste, particulièrement

Louis-Ferdinand Céline, le 8 novembre 1950, écrit à son ami Albert Paraz, qui a préfacé *Le Mensonge d'Ulysse*, où Paul Rassinier, ancien déporté, conteste les ouvrages d'autres déportés, ce qui va les faire tous deux passer en justice : « Son livre, admirable, va faire grand bruit — QUAND MÊME il tend à faire douter de la magie chambre à gaz ! ce n'est pas peu ! Tout un monde de haine va être forcé à glapir à l'iconoclaste ! C'était tout le chapitre à gaz ! ça permettait TOUT ! Il faut que le diable trouve autre chose... Oh je suis bien tranquille ! » (Cahiers Céline, n° 6, p. 275-276).

minoritaire dans le Territoire. Il s'y montrera durant neuf ans un militant discipliné, appliquant avec raideur la ligne stalinienne « classe contre classe ». Sa carrière en souffre. De *L'Humanité*, il reprend la rhétorique agressive contre les « gros », non exempte d'antisémitisme. Elle dénonce les affaires assouffies de profits et bernant les petites gens, le complot de la finance internationale, l'injustice du sort fait à l'Allemagne débitrice, l'imminence fatale de la guerre.

Qu'on ne se méprenne pas, dit alors l'historienne, tous les staliens repents ne sont pas devenus pères fondateurs du négationnisme. Chez Rassinier, la rhétorique communiste, avec ses attaques ad hominem ou procédant par allusions, a survécu dans ses écrits ultérieurs de

« plaideur impénitent ». Il n'aura qu'à y ajouter l'anticommunisme, une fois qu'entré en conflit avec la direction du parti il est exclu de celui-ci, en 1932. Il adhère à une Fédération communiste indépendante, décidée à régler ses propres comptes. Boris Souvarine, l'animateur du Cercle communiste démocratique et de la revue *La Critique sociale*, tente de mettre la main sur *Le Travailleur*, que publie Rassinier. Celui-ci, qui se sent méprisé par les intellectuels parisiens, ne veut pas devenir à Belfort un lieutenant de Souvarine. Mais il dénonce les mensonges staliens avec la même ardeur qu'il avait mise à les diffuser lui-même pendant près d'une décennie.

Il cherche une légitimité dans le milieu des instituteurs pacifistes, après le 6 février 1934 et ses conséquences politiques. Devant la montée fasciste, les oppositionnels de gauche rallient, en désespoir de cause, la SFIO, pendant que Jacques Doriot, exclu du Parti communiste, fonde le Parti populaire français, d'inspiration mussolinienne. Rassinier, lui, rallie « la vieille maison » de Léon Blum, mais sur les positions du pacifisme intégral de Paul Faure. Son principal adversaire est un avocat radical belfortain, Pierre Dreyfus-Schmidt, à qui tout réussit. Peu avant la signature du pacte germano-soviétique, Rassinier répète dans son dernier éditorial le slogan pacifiste : « Les Russes n'auront pas leur guerre. » Pour lui, les Juifs et les communistes sont solidement intéressés par un conflit

avec l'Allemagne nazie ; il les tient donc pour responsables du déclenchement de la guerre.

Ce sera sa position tout au long de l'Occupation, il n'en changera pas après. Mobilisé en septembre 1939, démobilisé en juillet 1940, il reprend son métier d'instituteur à Belfort, retombant sous la tutelle d'un inspecteur qu'il déteste et qui freine son avancement. Il s'accommode de la paix des vaincus, des spoliations subies par les Juifs du Territoire. Durant l'Occupation il publie un seul texte, sur Péguy, en mars 1942, dans une revue de la collaboration fondée par un socialiste pacifiste. « Chacun voit Péguy à sa porte », écrit Nadine Fresco. « Péguy nous avait prévenus », titre Rassinier, qui termine ainsi : « Trop de prébendes avaient à notre insu trouvé leur compte dans le succès du socialisme. Quant au communisme, solidement appuyé sur la rouille, il n'était autre que le défenseur du nationalisme russe. On sait ce qu'il en est advenu. » La résistance de Rassinier ? Difficile à établir. Quand le vent tourne, après Stalingrad, il cherche des contacts avec le mouvement Libération-Nord, au début de 1943, rencontre des étudiants parisiens qui ronfotent un bulletin, *La IV<sup>e</sup> République*, leur offre de le faire imprimer à Belfort. Dans le premier numéro qu'il contrôle, il est question d'étudier le « problème juif ». C'est l'antienne de l'époque, inévitable : l'insoluble « question juive » que poserait un peuple inassimilable. Un deuxième numéro ne paraît pas : Rassinier est arrêté en novembre 1943, alors qu'il se voyait déjà, dans un pouvoir futur, « commissaire à la République » à Belfort.

Torturé, déporté d'abord à Buchenwald, puis au camp de Dora, il reste détenu dans des conditions de relatif confort grâce à un médecin hollandais et sans doute à la protection des SS. Il ne rentre à Belfort que le 18 juin

1945. Des douleurs rénales chroniques en font désormais un grand invalide, ce qui handicape la carrière politique à laquelle il n'a pas renoncé. Au terme d'une campagne où le racisme finit par poindre, il est battu par le maire radical de Belfort, son adversaire perpétuel, Pierre Dreyfus-Schmidt, soutenu par les communistes. Après quoi, il quitte le Territoire pour toujours et va se mettre à écrire des livres, à donner en Allemagne des conférences organisées par un ancien Waffen SS sur les « mensonges » des survivants du monde concentrationnaire. Les anarchistes l'accueillent, puis le rejettent en apprenant sa compromission avec l'extrême droite. Son dernier projet est un ouvrage sur l'Etat d'Israël. La bouche est bouchée. Le ressentiment a trouvé son éternel exutoire dans l'antisémitisme, même dénié.

Le livre de Nadine Fresco est un acte politique en même temps qu'un très beau travail d'historienne. Elle sait « le ventre toujours fécond d'où est sorti la bête immonde ». Inscrivant l'itinéraire de Rassinier dans une vaste fresque des années 20, 30, 40 et 50, elle apporte quantité d'informations nouvelles, soutenues par un appareil critique impressionnant d'exactitude et de scrupule. Consacrer à un destin si pitoyable un si gros ouvrage ? Il le fallait, sans aucun doute. Tant qu'à faire, on finit par regretter qu'elle n'ait franchi les limites de sa discipline, utilisé le roman et la psychanalyse existentielle, imaginé la sexualité de cet homme triste, pour donner un livre qui aurait pu s'appeler « L'Aigri de la famille », et dissiper encore plus le mystère de l'imbécillité et du dévoiement catastrophique.

(1) Voir cependant le livre de Florent Brayard, *Comment l'idée vint à Monsieur Rassinier l'Allemagne SS*, Le Monde des livres, du 16 février 1996.

## tre Descartes et

17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100

101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200

201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300

301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400

**TERRE DU SANG**  
(Campo del Sangue)  
d'Eraldo Affinati.  
Traduit de l'italien  
par François Maspéro.  
Seuil, 176 p., 95 F (14,48 €).

**LA TRAÎNE-SAUVAGE**  
de Rosine Crémieux  
et Pierre Sullivan.  
Flammarion, 150 p.,  
89 F (13,56 €).

Il serait étrange qu'à tant de témoignages directs écrits sur les camps ne succèdent pas d'autres témoignages, indirects ceux-là, qui prennent en compte les premiers, continuant, au présent, l'œuvre de mémoire. Les hasards de l'édition nous mettent face à deux ouvrages qui donnent à pressentir la nécessité de ce passage de témoins. A l'idée qu'il faut en finir, à celle, non moins fautive, que « tout », déjà, a été dit, Eraldo Affinati d'une part, Rosine Crémieux et Pierre Sullivan d'autre part, opposent le maintien d'une parole, d'une question. Parole qui ne s'efface pas dans l'immobilité piétinée du passé, mais laisse ouvertes, pour ici et maintenant, les blessures de celui-ci. Question imprescriptible qui regarde la tragédie centrale de notre siècle, dont l'héritage n'a pas fini de nous échoir.

Né à Rome en 1956, Eraldo Affinati raconte, dans ce livre paru il y a deux ans en Italie, le voyage qu'il a effectué, de Venise à Auschwitz, durant l'été 1995. A pied ou avec des moyens de transport improvisés, il a parcouru en un peu plus de deux semaines le nord de l'Italie, puis l'Autriche, la Slovaquie, pour arriver enfin en Pologne. Pourquoi ce pèlerinage sur des chemins où tant d'hommes, de femmes et d'enfants souffrirent ? Pour remplir, écrit Affinati, le « vide d'expérience » de la deuxième génération, celle qui n'a pu connaître la guerre que par les récits des ascendants et

par les livres. Au bout de ce périple, cette « zone magnétique » : Auschwitz. Deux guides ont conduit ses pas : le souvenir de son grand-père, résistant fusillé par les nazis, tandis que sa fille, la mère de l'auteur, parvint à s'échapper d'un convoi de déportation ; l'immense bibliothèque de la mémoire, abondamment citée.

Si l'on peut faire des réserves sur le livre d'Affinati, il faut d'abord noter l'importance symbolique et la signification de son geste. Au-delà du cas personnel, il a choisi d'intégrer, d'intérioriser une dimension essentielle : la culture née de la Shoah. Culture contenue dans un grand nombre d'ouvrages — témoignages, philosophie et histoire — énumérés à la fin de ce livre. Le mérite de *Terre du sang* est précisément d'opérer cette immersion dans toutes les paroles engendrées par la grande épreuve, « comme si je devais voyager », écrit Affinati, dans la matrice du témoignage, dans un calque mémoriel, en devenant le modèle théorique du déporté. Geste intellectuel donc, qui protège de toute naïveté et illusion. Mais aussi geste physique qui complète le premier. Au cœur de sa fatigue, observant les lieux et les visages qu'il rencontre, le pèlerin laisse remonter, s'incarner une connaissance livresque : connaissance en forme de non-savoir, tant la question centrale demeure, béante, sans solution.

« Car l'horreur n'était pas le Mal, n'était pas son essence du moins. Elle n'était que l'habilement, la posture, l'apparat. L'apparence, en somme. On aurait pu passer des heures à témoigner sur l'horreur quotidienne sans toucher à l'essentiel de l'expérience du camp », écrit Jorge Semprun, cité par Affinati. C'est pour atteindre, ou du moins approcher cette « essence », que l'auteur a entrepris ce long voyage, si long qu'aucune distance géographique ne peut le mesurer. Au terme du périple, c'est Primo Levi

qui est invoqué : « Et brusquement ce fut le dénouement. La portière s'ouvrit avec fracas ; l'obscurité retentit d'ordres hurlés dans une langue étrangère, et de ces aboiements barbares naturels aux Allemands quand ils commandent, qui semblent libérer une hargne séculaire. Nous découvrîmes un large quai éclairé par des projecteurs. » Nourri de « toutes les lectures de ces années [qui] ont formé un caillott dense », celui qui n'a pas vécu ce temps d'obscurité reconnaît les lieux.

### CREUSER LA CONSCIENCE

Ce qui est beau et émouvant dans *Terre du sang*, c'est que cette culture, en aucun cas, ne vient constituer une assurance, une armure. Bien au contraire : comme le pense Claude Lanzmann, il y a obscurité à prétendre comprendre. Nous ne sommes pas dans un domaine où les savoirs enrichissent, s'additionnent, progressent. Ils creusent simplement, et d'abord la conscience. En revanche — et c'est la réserve que la lecture d'Affinati amène à formuler —, dans la mise en forme du récit, dans le montage des citations, dans les questions qu'elles soulèvent, le livre pêche par un certain désordre. La fragmentation de la réflexion, la confusion entre Philote, l'éthique et la philosophie, prises dans le cours de la narration, égarant quelque peu le lecteur.

*La Traîne-Sauvage* comporte aussi ce travail de mise au présent de la mémoire, mais emprunte une voie différente : celle du dialogue. Rosine Crémieux, psychanalyste, fut vingt ans infirmière dans les maquis du Vercors. Arrêtée, elle est déportée à Ravensbrück où elle arrive en août 1944. D'une génération plus jeune, Pierre Sullivan, canadien, fut aussi psychanalyste, est un ami de Rosine Crémieux, avec laquelle il dirige la revue *La Psychiatrie de l'enfant*. Ensemble — le second jouant le rôle d'incitateur —, ils décident d'écrire à deux voix sur l'expérience

des camps, que seule l'année a traversée. Pierre Sullivan, dans le mouvement de l'amitié et de l'écoute (pas spécifiquement analytique, mais cependant point trop éloignée du protocole freudien), tente d'approcher cette même « essence » dont parlait Semprun et Affinati. Il ira, lui, le Canadien, doublement étranger, par l'âge et l'origine, séparé de la tragédie par un océan, jusqu'à Ravensbrück, avec femme et enfants.

« Je vous ai entraîné là-bas », dira Rosine Crémieux. « Je crois être plus révolté que vous ne l'êtes vous-même de ce que vous avez vécu », écrit, en écho, Pierre Sullivan ; et aussi : « J'ai trouvé en vous suivant des mots, des accents dont j'ignorais être le porteur. Je ne savais pas, avant d'entreprendre ce périple, devoir et pouvoir témoigner de la vérité humaine. » C'est lui, n'ayant « rien », qui demande à être enseigné, non par une « science », mais comme par une ignorance. Quelque chose de l'expérience si douloureusement vécue passe par le commerce des mots, par la parole et l'écoute. Ce ne sont pas « les blancs et les imprécisions » de la mémoire que ce dialogue cherche à combler. Son but est plus grave, et en même temps plus incertain, plus vital sans doute. La visite que feront les deux amis, en des « journées limpides », est si beau paysage du Vercors, y apporte non un point final, mais l'image d'un commencement.

Patrick Kéchichian

\* Signalons aussi un autre livre « à deux voix ». *Un génocide en héritage*. David Olsz, rescapé d'Auschwitz, était peintre — il est mort en 1985 — et son fils Alexandre, écrivain. Le second a écrit des textes sur les dessins que son père a faits au retour des camps : œuvres terribles, insoutenables, nécessaires... (Ed. Wem, 40, rue des Blancs-Manteaux, 75004 Paris, préface de Serge Klarsfeld, 124 p., 240 F (36,38 €)).

## Marche funèbre

Le témoignage clinique d'Anita Lasker-Wallfisch sur l'orchestre des déportées d'Auschwitz

**LA VÉRITÉ EN HÉRITAGE**  
— LA VIOLONCELLISTE  
D'AUSCHWITZ —  
(Inherit the Truth, 1939-1945)  
d'Anita Lasker-Wallfisch.  
Traduit de l'anglais  
par Jacqueline Lahans.  
Albin Michel, 236 p.,  
98 F (14,94 €).

En avril 1942, quelques Juifs survivent à Breslau. Ils pourrissent. Parmi les derniers déportés, les parents d'Anita Lasker, père avocat, mère musicienne. Ils périront alors qu'elle-même et Renate, l'une de ses sœurs, arrêtées d'abord pour activités en faveur des Français prisonniers en Allemagne, arriveront à Auschwitz six mois plus tard. Si la correspondance d'Anita avec la sœur aînée, partie à Londres en 1939, relate l'éclatement d'une famille et prouve l'indifférence du monde quant au sort réservé aux Juifs, le récit qui suit ces lettres resuscite un orchestre très singulier en ce temps, en ce lieu.

Violoncelliste ayant étudié à Berlin, Anita est âgée de dix-sept ans lorsqu'elle se fait admettre dans la formation musicale qui accompagne la marche des détenues vers la mort lente ou vers celle, immédiate, des chambres à gaz. Tout comme sa sœur Renate, Anita en réchappe. Elle attendra plus d'un demi-siècle avant de livrer son témoignage. Contrairement à d'autres souvenirs portant sur cet orchestre féminin, contestables et contestés en raison de leur caractère romancé, ce texte demeure une sorte de procès-verbal dépourvu de tout élément fictionnel, constat presque clinique qui lui donne l'irrépressible force de la vérité.

Techniciens de leur besogne, obsessionnels en quête d'efficacité, mais fous aussi bien du *Beau Danube bleu* et de *Lili Marlin* que de la grande musique, les nazis assa-

signaient plusieurs milliers de personnes en une seule journée, tout en respectant cette légalité macabre qui leur permettait de diviser en catégories leurs victimes.

Ainsi, dans la masse anonyme des déportés, les *bloccas* et les *kapo*, gardiennes et gardiens recrutés parmi les déportées (capables du meilleur et du pire), ou bien les médecins chargés de prolonger la vie d'une main-d'œuvre encore utilisable, étaient considérés comme « privilégiés » car l'issue fatale semblait pour eux différée. Les préposés aux tâches administratives et les musiciennes de l'orchestre hétéroclite qui dirigeait la redoutable Alma Rosé se trouvaient aussi temporairement épargnés. De ce personnage tragique, nièce de Gustav Mahler, qui emportait même l'admiration de ses geôliers, qui se proposait à la création d'un orchestre digne de ce nom afin de défer la mort programmée, qu'elle ne put éviter, Anita Lasker-Wallfisch dresse un portrait qu'il sera difficile d'oublier. Promises à une mort certaine, la plupart de ces musiciennes avaient survécu grâce à leur extraordinaire solidarité. Un documentaire, dont la sortie est prévue bientôt, vient d'être tiré de ce livre, confession si juste, si nécessaire.

E.R.

Jacques-Henri Sazon  
La terre est en danger  
Phénomène se  
drame menacé.  
Des solutions  
existent, dont  
parle ce livre  
intéressant  
peut-être  
aujourd'hui, mais  
indispensable  
demain.  
Avant propos de Michel Charras.  
Édition : Sery/Stef. Bruxelles.  
DISTRIBUTION : France : FNAC  
— Suisse : Librairie Payot  
— Belgique : Européenne, Tropic.



ECONOMIE

• par Philippe Simonnot

# Théories de l'esclavage

**ECONOMIE ET SOCIÉTÉ DANS L'ANTIQUITÉ**  
précédé de **LES CAUSES SOCIALES DU DÉCLIN DE LA CIVILISATION ANTIQUE**  
de Max Weber.

Introduction de Hinnerk Bruhns.  
Traduit de l'allemand par Catherine Colliot-Thélène  
et Françoise Laroche.  
La Découverte, 408 p., 195 F (29,72 €).

**DE L'ESCLAVAGE AU SALARIAT**  
Economie historique du salariat bridé  
de Yann Moulier Boutang.  
PUF, 768 p., 168 F (25,61 €).

Il est un sujet qui a hanté les « grands penseurs » à toutes les époques – sauf peut-être la nôtre –, c'est bien le déclin de l'Empire romain. Montesquieu, on le sait, avait renouvelé le sujet par ses intelligentes et brillantes *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence* (1734). Le grand Edward Gibbon avait pris la suite quarante ans après. Au moment où Max Weber, à la toute fin du siècle dernier, s'apprête à son tour à franchir, si l'on ose dire, ce pont-aux-ânes, il a sur sa table de lecture les ouvrages plus récents, déjà classiques, de Ludo Moritz Hartmann et d'Eduard Meyer. Mais le sociologue va bouleverser la donne historiographique par l'acuité de son regard.

On connaît mal, surtout en France à cause des retards de traduction (1), l'œuvre de Max Weber. Loin de se contenter d'observer le monde qu'il avait sous les yeux, le grand sociologue allemand a étudié aussi l'organisation agraire des sociétés antiques, se lançant ainsi dans une véritable histoire économique de l'Antiquité sur un champ immense allant de la Mésopotamie à l'Italie romaine, en passant par l'Égypte, Israël, la Grèce. Ce sont ces textes que La Découverte a eu la bonne idée de traduire et de réunir dans le présent ouvrage.

Le joyau, à n'en pas douter, est constitué par l'explication que nous livre l'auteur du déclin de la civilisation antique, non seulement à cause de l'originalité de la thèse soutenue, mais aussi parce qu'il y offre comme un condensé de la vision qu'il avait de l'économie antique. Weber commence par rayer d'un trait de plume les vieilles théories prétendant expliquer la chute de l'empire par le despotisme étouffant l'âme des Anciens, par le luxe et l'amoralité des élites, qui auraient suscité la vengeance de l'Histoire, par l'émancipation de la femme romaine et la crise du mariage sapant les fondements de la société, par les propriétaires d'immenses latifundia corrompus de l'Etat, par la ruine des campagnes, surimposées par Rome et fustigées par angouleur Rome elle-même, ou encore par la dégénérescence de la race qu'aurait provoquée le célibat imposé par l'armée aux plus forts.

Pour Weber, la civilisation de l'Antiquité est « avant tout et essentiellement » une civilisation urbaine. Pourtant, le commerce véritablement permanent ne concerne qu'« une mince frange » d'articles de grande valeur : métaux et tissus précieux, ambre, poteries, objets forgés. Ces objets de luxe, précisément à cause de leur prix élevé, pouvaient supporter les frais de transport, à cette époque, énormes.

Le fondement de cette économie n'est autre que l'esclavage. La progression de la division du travail s'accompagne non pas par l'intensification des échanges, mais par l'accumulation croissante des hommes : plus nombreux les esclaves possédés par un seul maître, plus grande leur spécialisation par métier. Le travail libre ne peut trouver sa place tout simplement parce qu'il est concurrencé par une main-d'œuvre servile à bas prix. Le coût d'entretien de l'esclave est d'autant plus faible que le maître n'a pas le souci d'assurer sa reproduction puisque le marché de la main-d'œuvre servile est continuellement approvisionné par la guerre, dont l'un des buts est la chasse aux esclaves.

L'esclave – cheptel parlant – est logé à côté du cheptel semi-parlant – le bétail. L'écure pour esclaves comprend les dortoirs, une infirmerie, une prison, des ateliers. A cause de cette vie de caserne, l'esclave est empêché de se reproduire – ce qui ne présente pas d'inconvénient tant que le marché reste abondamment approvisionné. Mais dès que ce dernier se tarit, il faut installer l'esclave sur une manse, lui permettre de fonder une famille et d'avoir des enfants. D'après Weber, c'est ce qui s'est produit au Bas-Empire, et qui lui permet de dire que le développement de l'économie féodale « était dans l'air » dès cette époque. En effet, la production pour le marché dépendait étroitement de la caserne d'esclaves. Il était donc inévitable, selon Weber, que l'installation des esclaves sur des manses fit s'effondrer la production pour le marché, se relâcher et se déchirer les minces fils du commerce existant.

La ruine du commerce entraîne de graves difficultés pour le Trésor public, qui ne parvient plus à financer correctement son armée. Cette dernière est elle-même obligée de sortir des casernes pour se reproduire. De même que l'esclave est remplacé par le serf, de même le soldat sans famille des camps est remplacé par le mercenaire marié, et en fait héréditaire. Dès lors la chute de l'Empire dans la féodalité apparaît comme « la conséquence politique nécessaire de la disparition progressive des échanges ».

Pour le passage de l'esclavage non plus au servage, mais au salariat, on pourra se reporter au très volumineux, dense, difficile ouvrage de Yann Moulier Boutang. Pour ce dernier, la recherche du contrôle de la fuite des esclaves, des serfs, des engagés, des pauvres représente l'élément majeur qui a déterminé la naissance du marché du travail, de la concurrence et de l'accumulation capitaliste. Il est vrai que, dans les anciens temps, et notamment au Moyen Âge, les basses classes étaient géographiquement beaucoup plus mobiles qu'on ne le croit aujourd'hui. Mais le pas franchi par l'auteur paraît bien audacieux.

(1) *Wirtschaft und Gesellschaft*, paru en 1921, a été traduit cinquante ans plus tard sous le titre *Economie et société* par Julien Freund, Pierre Kamnitzer, Pierre Bertrand, Eric de Dampierre, Jean Maillard et Jacques Chavy ; Plon, 1971.

## PASSAGES EN REVUES

• « Synopsis »

Toute nouvelle revue de cinéma, consacrée au scénario (« il était temps de donner à l'écriture audiovisuelle son magazine », scandent ses créateurs, qui accordent chaque fois un espace à l'actualité de l'édiction), *Synopsis* affiche au menu de son deuxième numéro un dossier sur *La Règle du jeu* de Jean Renoir, dont le scénario est au programme du bac littéraire 1999. Michel Eltchaninoff y analyse ce « *drame gai* », questionne Claude-Jean Philippe et Angelo Rinaldi sur son impact. Au sommaire du même numéro, deux autres ensembles, l'un sur le remake, l'autre sur l'aventure télévisuelle du *Monte-Cristo* interprété par Gérard Philipe ; et une étude du scénario du dernier film de Bryan Singer, d'après Stephen King. (*Synopsis* n° 2, 130 p., 35 F [5,33 €]).

J.-L.D.  
\* Sur *La Règle du jeu* existent par ailleurs plusieurs publications parascolaires, chez Nathan (coll. « Fac Cinéma » et « Synopsis », 159 F [24,24 €] et 49 F [7,47 €]), et chez Hatier (coll. « Image par Image », 29,50 F [4,5 €]), auxquelles vient de s'ajouter un volume de Romain Lancrey-Javal chez Hachette Education (coll. « Répères », 29 F [4,42 €]).

INTERNATIONAL

• par Daniel Vernet

**DEAR JACQUES, CHER BILL...**  
Au cœur de l'Élysée  
et de la Maison Blanche, 1995-1999  
de Gilles Delafon et Thomas Sanction.  
Plon, 368 p., 139 F (21,16 €).

Is ne se connaissent pas et, pour tout dire, le maire de Paris se sentait spontanément plus proche du républicain Bush que du démocrate Clinton. D'ailleurs, il avait fallu tout le charme de Pamela Harriman, qui représentait les États-Unis à Paris, pour que le président américain, en visite en France en juin 1994 à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire du débarquement en Normandie, accepte d'accorder audience à Jacques Chirac. La présence, qui n'était pas indispensable, au côté du maire de Paris de l'ambassadeur de France à Washington, avait cependant mis la puce à l'oreille des conseillers de Bill Clinton : ce gars-là pouvait bien être un jour président de la République.

Depuis l'élection de Jacques Chirac, les deux hommes ont développé « une forte relation personnelle ». C'est elle que compte par le menu Gilles Delafon, reporter au *Journal du dimanche*, et Thomas Sanction, correspondant de *Time Magazine* en France. Grâce à de nombreux entretiens avec les deux héros et avec des dizaines de protagonistes, ils restituent les dialogues, directs ou menés par le téléphone spécial, entre Bill Clinton et Jacques Chirac à tous les moments d'une histoire riche en désaccords, que ce soit à propos de l'Irak, de l'Afrique, de la réforme et de l'élargissement de l'OTAN, du Proche-Orient et de la Bosnie. Pourtant, remarquant justement les deux auteurs, « ce sont les crises qui ont le mieux cimenté la nouvelle relation franco-américaine ».

POLITIQUE

• par Thierry Bréhier

**LES JACOBINS DE ROBESPIERRE**  
À CHEVÈNEMENT  
de Michel Vovelle.  
La Découverte, 188 p., 89 F (13,56 €).

Mal 1968, la construction de l'Europe, l'implosion de l'empire soviétique, la mondialisation : tout contribue à rendre obsolète le jacobinisme, cette doctrine qui a contribué à faire entrer la France, et une partie de l'Europe, dans l'ère moderne. Le grand mérite du nouveau livre de Michel Vovelle est là, dans la description de la longue évolution commencée avec l'installation, en octobre 1789, dans un couvent de la rue Saint-Honoré à Paris, d'hommes bien décidés à conduire la Révolution « jusqu'au bout », continuée avec la victoire des radicaux des débuts de la Troisième République, avant de s'achever dans le roulement du mur de Berlin. Ce n'est évidemment pas sans regret que cet historien marxiste dresse ce constat dans *Les Jacobins de Robespierre à Chevènement*. Mais ce membre du Parti communiste a toujours su porter un regard critique sur les comportements de ses « camarades ».

Pour un scientifique, il ne saurait être question de réduire la politique des jacobins à la défense d'un Etat centralisé par opposition à la volonté décentralisatrice des girondins. Le jacobinisme est, aussi, assure Michel Vovelle, « une éthique ». C'est surtout l'alliance de la bourgeoisie éclairée et du peuple, une pratique qui fera la force des radicaux, leur permettant d'installer (au lendemain du Second Empire)

SOCIÉTÉ

• par Henri Tincq

**L'ISLAM EN FRANCE**  
d'Alain Boyer.  
PUF, 370 p.,  
149 F (22,71 €).

Contre les stéréotypes et les fantasmes sur l'islam (*Le Figaro Magazine* vient de faire sa couverture sur « la France musulmane »), l'ouvrage d'Alain Boyer offre une cure salutaire de désintoxication. Qu'ils viennent d'intellectuels musulmans ou de chercheurs indépendants, les ouvrages sur l'islam poussent comme champignons sous la pluie, animés d'une même curiosité pour un phénomène dont l'irruption bouscule nombre de certitudes. Mais si le besoin se fait aujourd'hui sentir d'une « synthèse » sur l'islam en France, charpentée autour de l'histoire, du droit, de la théologie et même de la statistique, écrite sans esprit de chapelle, mais non sans sympathie, ce livre tombe à pic. Depuis dix ans, la scène semble désespérément immobile. Les débats archi-convenus sur l'islam et la laïcité n'ont pas avancé d'un pouce. Les associations musulmanes campent dans des tranchées immuablement creusées par des rivalités personnelles ou des tuelles étrangères. La mouvance radicale et l'extrême droite continuent de se faire peur avec des chiffres mythiques (« 4 millions de musulmans ») qu'Alain Boyer fait bien de dégonfler. Les bonnes âmes de l'épiscopat, du protestantisme et les apôtres d'une laïcité assoupie crient dans le désert. Les affaires de foulard suscitent un appétit des médias qui retombe dès que surgissent des polémiques plus graves, sur l'exercice du culte ou la formation à l'islam.

# Une amitié conflictuelle

Dès avant son élection, Jacques Chirac la remplaçait dans l'évolution des rapports à long terme entre les deux pays. Ils « ont été et seront toujours conflictuels et excellents », déclarait-il au correspondant de *Time*. C'est dans la nature des choses (...). Les États-Unis trouvent la France insupportable de prétention. Et nous, nous trouvons les États-Unis insupportables d'hégémonie (...). Mais le jour où l'un aura besoin de l'autre, il sera là ».

Outre des révélations sur la chasse menée contre le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic (*Le Monde* du 8 janvier), l'intérêt du livre de Delafon et Sanction est de faire comprendre combien le facteur personnel est devenu important dans les affaires internationales. Les hommes d'Etat voyagent plus vite et se rencontrent plus fréquemment ; ils s'entretiennent aussi souvent qu'ils le veulent au téléphone, avec des traductions simultanées. Pour plus de précision, ils recourent à des interprètes même quand ils maîtrisent la langue de leur interlocuteur, comme c'est le cas pour Jacques Chirac avec l'anglais. Loin des fastes des palais présidentiels, ils aiment à s'échapper pour des agapes plus simples sinon plus discrètes. Delafon et Sanction racontent le dîner que les couples Chirac et Clinton ont partagé à Paris, en juin 1996, après la réunion du G7 à Lyon. Le restaurant L'Ambroisie, place des Vosges, avait été mobilisé : « C'est probablement le meilleur dîner que j'ai jamais eu. Chirac est un sacré type, on a passé un bon moment », a confié le président américain à ses collaborateurs.

Cette proximité paraît parfois artificielle mais il serait faux d'y voir un simple spectacle destiné aux opinions publiques. Elle crée aussi une forme de complicité qui permet aux hommes d'Etat de se parler plus franchement,

de ne pas masquer leurs divergences derrière des platitudes diplomatiques et de régler ainsi certains différends. Dans la crise irakienne de février 1998, la relation directe entre Jacques Chirac et Bill Clinton avait permis de lancer la mission Kofi Annan à Bagdad et de trouver une issue qui, il est vrai, n'a pas tenu un an. Dans la crise de décembre 1998, elle a été moins efficace mais, avec le travail parallèle des ministres et des conseillers, elle a permis d'éviter un incident entre Paris et Washington.

Or des incidents, il y en a eu au cours des quatre dernières années. Le plus violent fut celui délibérément provoqué par le département d'Etat en décembre 1996 entre Warren Christopher et Hervé de Charette. Mécontents de la résistance du ministre français des affaires étrangères à la création d'un Conseil euro-atlantique auquel tenait son collègue pour couronner sa carrière, les Américains ont soutenu qu'Hervé de Charette avait volontairement snobé le toast prononcé en l'honneur de Warren Christopher. La presse américaine, dûment (dés)informée, y vit une parfaite illustration de cette « insupportable prétention française ».

La bonne entente entre Jacques Chirac et Bill Clinton n'a pas empêché non plus Paris de mal estimer les concessions auxquelles les Américains étaient prêts pour faciliter la réintégration de la France dans l'OTAN en 1996-1997. Le président de la République avait cru pouvoir réclamer pour un officier européen, rappellent Delafon et Sanction, d'abord le commandement en chef des forces alliées en Europe (Saceur) puis le commandement sud de l'OTAN. La grande idée s'échoua sur l'opposition des militaires américains et... la victoire de la gauche, suite à la dissolution de l'Assemblée nationale.

# Robespierre est bien mort

puis d'asseoir la République, un modèle qui inspirera bien des révolutionnaires européens tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle et pas simplement là où il fut porté par les balloons. La doctrine jacobine c'est, aussi, l'acceptation de « la légitimité de la violence populaire », et, pour imposer sa prééminence, un réseau de clubs provinciaux chargés de relayer les mots d'ordre du club parisien. Marx, puis Lénine, n'eurent donc guère à forcer le trait pour voir dans la pratique des compagnons de Robespierre les prémices de la dictature du prolétariat, l'amorce du centralisme démocratique.

La découverte progressive de ce que fut « le socialisme réel » ne put donc que nuire au jacobinisme qui en fut, en quelque sorte, l'ancêtre. La condamnation de l'un se devait d'entraîner celle de l'autre, au moins pour complicité. Michel Vovelle en convient. Mais il ne peut, aussi, que constater que « du grand bouillonnement d'idées » de mai 68 n'est pas sortie « une perspective de prise de pouvoir dans la République gaullienne restaurée, mais la maturation de tout un réseau de concepts autogestionnaires plus fédéralistes que jacobins ». Depuis, « la référence jacobine va se trouver l'objet d'une dénonciation radicale » par « la revendication basiste à plus de démocratie (...), à l'autogestion », « la défense des identités menacées », « la formulation par en haut de la nouvelle doctrine néolibérale du moins d'Etat au profit du triomphe de l'économie de marché ».

La mondialisation est effectivement contraire au jacobinisme : une réalité qui impose que les emplois de Carpentras dépendent de choix financiers faits à New York est inconciliable avec

une doctrine qui veut que l'Etat soit le tuteur des conditions de vie de ses citoyens. Les autres piliers de la doctrine des enfants de Robespierre, la nation et l'universalisme de la citoyenneté, sont, eux aussi, mis à mal. Là encore Michel Vovelle ne peut que constater que la revendication de l'identité régionale, longtemps portée par la droite, l'est aujourd'hui par la gauche et qu'au-delà, « le basculement, à l'américaine, de la communauté nationale aux communautés plurielles s'inscrit à l'intérieur même du tissu social dans la mort des revendications catégorielles », depuis le mouvement des femmes jusqu'à la « lutte de classe d'âge du mouvement étudiant ou lycéen », en passant par « la révolte de ces autres jeunes des banlieues ». L'union de l'Europe, elle aussi, ne peut qu'empléter sur la nation. Mais de cela, malheureusement, Michel Vovelle ne parle guère, si ce n'est pour remarquer qu'une première approche permet de faire coïncider la carte des commémorations les plus enthousiastes du bicentenaire et celle du « non » à Maastricht.

« Qui osera aujourd'hui se dire jacobin ? », demande dans ces conditions l'auteur. Même pas Robert Hue, assure-t-il dans une démonstration ambiguë. A ses yeux, pour porter le flambeau de Robespierre, il ne reste plus que « quelques polémistes » tels Régis Debray et Jean-Pierre Chevènement, l'homme qui a repris dans le nom de son parti le beau titre de « citoyen », le seul admis dans la salle des jacobins. Mais une doctrine du XIX<sup>e</sup> siècle, qui fut la cause de tant de malheur au XX<sup>e</sup>, a-t-elle encore sa place au XXI<sup>e</sup> ? A le lire, Michel Vovelle paraît lui-même en douter. Il la regarde en historien. Plus en militant.

# Pour un islam à la française

Historien des religions, haut fonctionnaire chargé pendant longtemps de la politique des cultes au ministère de l'intérieur, Alain Boyer fournit la contre-épreuve. Les mentalités n'évoluent guère en apparence. En réalité, tout bouge. De nouvelles convictions s'imposent. De droite ou de gauche, les gouvernements ont cessé de « penser » l'islam comme une minorité religieuse qu'on peut manœuvrer à son gré, à la manière d'un Napoléon. Alain Boyer raconte par le menu les efforts méritoires de Pierre Joxe pour créer une structure représentative, mais rend aussi justice à Charles Pasqua d'avoir tenté d'organiser l'islam autour d'une institution et d'une charte communes.

Mais les formules fédératives ont échoué. La Mosquée de Paris – dont Alain Boyer connaît bien la scandaleuse appropriation par une famille et par l'Algérie – n'a pas su faire la preuve de sa capacité à rassembler. Les instances nationales de régulation ne fonctionnent plus, alors que la vitalité associative locale – que l'auteur ne décrit pas assez – n'a jamais été aussi grande. L'Etat ne peut plus ni forcer la main ni laisser tout faire. Il doit se garder d'intervenir, tout en encourageant une émancipation toujours possible, sans transgression des règles de la laïcité. L'islam oblige à repenser la laïcité, mais il doit aussi se réjouir des « chances de coexistence et d'épanouissement » qu'elle offre aux musulmans français.

La tâche des pouvoirs publics devrait être facilitée, à l'avenir, par des évolutions propres à la communauté musulmane. Celle-ci se sent à la fois forte de son nombre, comptable de ses règles et traditions, mais accepte désormais de se penser comme « minorité » dans une France dont elle

comprend mieux, grâce au renouvellement des générations et des élites, les règles laïques et la séparation des sphères privée et publique. L'effervescence autour de quelques foulards dans une cour d'école ou de l'abandon de moutons le jour de la fête de l'Aïd ne changera rien à ce mouvement de fond vers une compréhension et un respect davantage consenti aux lois de la République.

On reprochera sans doute à l'ouvrage d'être trop optimiste, de coller à la vision de cet islam occidental et laïcisé que rêvent des intellectuels isolés comme Mohamed Arkoun ou Sohela Bencheikh, d'ignorer les courants de repli identitaire qui, sans aller jusqu'à l'islamisme militant, se diffusent grâce à l'anonymat des cités et à la brutalité des exclusions. S'il semble surestimer par exemple l'élévation du niveau culturel et professionnel d'une communauté « tertiarisée », Alain Boyer n'ignore pas que le chemin à parcourir reste long pour que l'islam jouisse enfin d'un statut d'égalité.

Et on ne pourra pas lui reprocher d'insister sur l'urgence, pour les musulmans de France, non seulement de surmonter leurs divisions, de cesser de tout attendre de l'Etat comme à l'époque du califat ou de la colonisation, mais de rompre le cordon ombilical avec les puissances musulmanes étrangères. Il n'est pas d'avenir possible pour cette communauté en dehors d'un « islam gallican », nationalisé, autrement dit sans un puissant coup d'arrêt donné à l'interventionnisme d'ambassades qui font de la France le champ clos de leurs rivalités. Le mérite du livre d'Alain Boyer est de démontrer que la « normalisation » de la deuxième religion est à ce prix.



## Pierre Messmer, franc et massif

De l'Indochine à l'Afrique noire contemporaine en passant par la guerre d'Algérie, l'ancien premier ministre analyse les décolonisations menées par la France sans indulgence. Y compris pour lui-même

**LES BLANCS S'EN VONT**  
Récits de décolonisation  
de Pierre Messmer.  
Albin Michel, 302 p.,  
120 F (18,29 €).

Une carrière atypique. Corsaire en 1940, capitaine à Bir Hakeim, prisonnier du Vietnam, Pierre Messmer est directeur de cabinet de Gaston Defferre lorsque celui-ci met en place la loi-cadre sur l'autonomie interne; puis il est le dernier des gouverneurs généraux en Afrique noire. Ministre des armées, premier ministre enfin. Il reste, bien plus qu'un politicien, un haut fonctionnaire d'autorité. Il complète aujourd'hui ses Mémoires, publiés en 1992. Avec une rude franchise et, de temps à autre, sous le masque romain, un humour froid.

De l'affaire d'Indochine, première étape du « départ des Blancs », il garde le pire souvenir. Dès 1945 la partie est mal engagée et il mieux vaudrait laisser les Indochinois régler eux-mêmes leurs affaires. Les Vietnamiens, au moment du premier départ de de Gaulle, voulaient tous l'indépendance. D'où un conflit qui dégénère en expédition coloniale classique, « politiquement et militairement ». Les Américains ne réussissent pas mieux. « Le colonisateur le plus habile n'efface pas le sentiment national quand il existe. » C'est ce principe qui commande la suite de la carrière de Messmer. En Mauritanie, en Côte d'Ivoire dans ses rapports avec Houphouët-Boigny, au Cameroun aussi, auprès enfin de Gaston Defferre.

L'ancien ministre des armées parle sans indulgence de la guerre d'Algérie. En arrivant Rue Saint-Dominique, il a mesuré la nefaste influence des tenants de l'action psychologique. Pour gagner une « guerre révolutionnaire », il fallait, en utilisant des techniques reprises de Mao Zé Dong et de ses disciples



Abidjan, 1958 : le général de Gaulle accompagné de Pierre Messmer (à gauche, en uniforme blanc) et de Félix Houphouët-Boigny (à droite)

vietnamiens, « éclairer » et « guider » les populations qui comprendraient que l'intégration dans la communauté française était la seule voie possible. La « tentation du dogmatisme » était telle que la directive générale sur la guerre subversive de février 1959 ne citait pas une seule fois les mots de nationalisme et d'islam. L'appareil de l'action psychologique sera démantelé et se reconstituera en partie lors du putsch de 1961.

Pierre Messmer attribue la prudence qu'il dut montrer pour combattre « sans attaque frontale » les excès politiques et tactiques des disciples du colonel Lacheroy à la volonté sourdilleuse du général de Gaulle de conserver en ses seules mains les fils, y compris militaires, de la politique algérienne. De même, il reconnaît ne pas être inter-

venu en conseil des ministres pour que soit facilitée l'arrivée en France des harkis, qui seront massacrés en grand nombre, malgré les accords d'Evian. Le ministre des armées se montre sévère pour l'attitude de Louis Joxe, avant tout soucieux d'éviter de relancer un conflit si difficile à terminer, mais n'en rejette pas sur son collègue toute la responsabilité. Il n'a certes pas fait exécuter la directive du ministre chargé de l'Algérie demandant que soient punis les officiers qui organiseraient le « rapatriement » clandestin des harkis, mais il se reproche de n'avoir pas abordé nettement le problème en tête à tête avec le chef de l'Etat.

L'auteur s'interroge sur l'« interminable décolonisation » des départements d'outre-mer. François Mitterrand était « un manipulateur de la gesticulation militaire ». La méthode

de Foccard n'était pas non plus des meilleures, dont « les fameux réseaux étaient surtout téléphoniques ». Comment, au demeurant, parler de démocratie à l'occidentale dans des pays dont les dirigeants imposent le parti unique ? Il faut renouer notre aide, améliorer les services de sécurité plutôt que les armées.

Les Américains ne voient plus l'intérêt pour eux de la présence française en Afrique noire. Pour eux, désormais, l'Afrique doit être aux Africains; sous contrôle américain. La Banque mondiale impose des privatisations qui ne profitent qu'aux grandes entreprises américaines et européennes. Et les « nouveaux idéologues » prônent moins d'Etat dans un continent où il y a trop peu d'Etat.

Jean Planchais

## Le secret Quilliot

Les Mémoires de l'ancien ministre du logement de Pierre Mauroy, qui se suicida en 1998

**MÉMOIRES**  
de Roger Quilliot.  
Préface de Claire Quilliot.  
Ed. Odile Jacob,  
286 p., 130 F (19,8 €).

C'est une histoire d'un autre temps. Un grand-père mineur, l'autre paysan, des parents instituteurs, le bac avec mention très bien et l'Internat de Louis-le-Grand, à Paris, pour préparer l'Ecole normale supérieure. Cela s'appelait la SFIO. Roger Quilliot y adhéra dès la Libération, à dix-neuf ans, après avoir entendu Daniel Mayer, dans une salle du palais de la Mutualité, tenant tête à un bataillon de trotskistes. La IV<sup>e</sup> République fut l'œuvre de ce parti, bientôt enlevé aux « centristes » Mayer et Blum par Guy Mollet, patron du Pas-de-Calais, département d'origine de Quilliot. Il grandit avec elle, prit son mal en patience pendant le long règne gaulliste, décrocha la succession du patriarche Gabriel Montpied à la mairie de Clermont-Ferrand en 1973, et trouva naturellement sa place dans le gouvernement de Pierre Mauroy, enseignant comme lui, ch'ti comme lui, mais du Nord, en 1981.

L'Artois minier et agricole, la saignée de 14-18, l'école communale, le collège à Béthune, les congrès de mutuelle à Nioir, les cures à La Bourboule, la visite du Mont-Saint-Michel, l'émotion du Front populaire, les parties de foot malgré une santé fragile, ce fut l'enfance de Quilliot. Une enfance appliquée, comme le récit qu'il en a fait alors qu'il songeait déjà, sans doute, à se donner la mort plutôt que de se laisser gagner par elle. Le 17 juillet 1998, le sénateur du Puy-de-Dôme, qui avait quitté le fauteuil de maire de Clermont un an auparavant, après avoir repoussé l'assaut de Valéry Giscard d'Estaing aux municipales de 1995,

décidait, avec son épouse Claire, de mourir. On connaît la suite : elle fut raménée, pas lui.

Ce serait trop dire que cette mort, à la fois voulue et refusée – voulue parce que refusée – hante la lecture du livre. Elle revient à l'esprit, pourtant, la dernière page tournée, marque ultime d'un secret que l'autobiographie durcit plutôt qu'elle ne le démêle. Quilliot est, de lui-même, un observateur aigu mais ombrageux. Sans complaisance, apologétique ou accusatrice, pour ses vilenies, sans forfanterie lorsqu'il évoque ses succès, sans mièvrerie pour les pincements de cœur de l'enfance, et lucide, loin de toute arrogance, sur les travers de ses milieux d'origine, il raconte – avec bonheur – davantage qu'il ne cherche. Etrangement, ce professeur de lettres, éditeur de Camus dans « La Pléiade », auteur d'ouvrages de référence sur son parti, confie « une certaine défiance à l'égard des livres, un goût profond du concret ».

Ce goût s'épanouit dans la description d'un Pas-de-Calais partagé entre le vaste camp de travail de la mine, brutal, malsain, déraciné, et le domaine des champs gras, opulent et pingre, mais rieur, se méfiant du premier, de ses peuplades mélangées, de son immoralité supposée, de ses révoltes. De ces mondes opposés sortirent, pourtant, deux enseignants, l'instituteur et l'institutrice, unis par une même foi dans l'école qu'ils dirigeaient et administraient ensemble, acharnés à voir leurs enfants – leur fils, surtout – parvenir plus haut qu'eux dans la hiérarchie éducative.

Doté par l'asthme et par le rhumatisme articulaire d'un corps pareil à « une guimbarde qui résistait mal aux à-coups de l'existence », l'orgueilleux Quilliot ne baisse pavillon ni au collège, ni au stade, ni au bal. La politique était au bout du chemin.

Patrick Jarreau

## Ces prophètes qui ne furent pas en odeur de sainteté

Poursuivant ses recherches sur le rôle des saints au Moyen Age, André Vauchez démontre que plus le « pouvoir surnaturel » a été capté à son profit par la papauté, plus ce pouvoir a été revendiqué, en dehors et contre elle, par des visionnaires se prétendant inspirés directement par l'Esprit

**SAINTS, PROPHÈTES ET VISIONNAIRES**  
Le pouvoir surnaturel au Moyen Age  
d'André Vauchez.  
Albin Michel, « Histoire »,  
288 p., 120 F (18,30 €).

Il y a près de vingt ans, André Vauchez publiait sa grande thèse sur *La Sainteté en Occident aux derniers siècles du Moyen Age* (1), une vaste et passionnante enquête sur l'évolution historique des critères de la sainteté, depuis l'instauration de la procédure de canonisation des saints par la papauté et sous son seul contrôle au tournant des XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles, jusqu'en l'année 1430. Depuis, il n'a cessé de multiplier et d'animer des recherches sur les saints reconnus par l'Eglise, mais aussi sur les candidats malheureux, car, pour l'historien, leur échec n'est pas moins riche d'enseignement sur les transformations des valeurs, des idéaux et des modèles que la hiérarchie ecclésiastique entendait proposer au « peuple chrétien ».

Les quinze études présentées dans ce recueil ont toutes paru (à une exception près) depuis 1990 et témoignent donc des développements récents d'une recherche individuelle, mais aussi d'un ensemble de recherches largement collectives. Or, le titre en témoigne, ce sont les marges ou les débordements de la sainteté officielle qui, de plus en plus, attirent l'attention : pas seulement les candidats à la sainteté, mais les « prophètes » et les « visionnaires », dont certains, comme Marguerite Porète, Jeanne d'Arc ou Savonarole, ont même péri sur le bûcher. Pour réunir toutes ces figures aux destins contrastés, l'auteur propose la catégorie englobante de « pouvoir surnaturel ». Qu'entend-on par là ?

Au Moyen Age, tout pouvoir, même le pouvoir séculier des rois

ou des empereurs, à plus forte raison celui de l'Eglise et du souverain pontife, doit avoir une légitimité qui dépasse le monde terrestre et la volonté des hommes : il doit émaner de la volonté de Dieu. Le sacre des rois est le premier acte reconnu et constitutif de leur caractère sacré, comme l'est aussi, en France, le « miracle royal » du toucher des écrouelles, étudié par Marc Bloch. Le « pouvoir surnaturel » innervait et soutenait toute institution. Qu'il vienne à lui manquer et elle s'effondre. Dans ce dispositif de légitimation du terrestre par le céleste, les saints occupent une place centrale : les dynasties médiévales en font leurs protecteurs (tel saint Denis pour les Capétiens) ou s'efforcent d'en compter parmi leurs ancêtres.

Yves-Marie Hénaff

On comprend dans ces conditions quel pouvoir immense s'est assuré la papauté à partir du moment où elle a acquis le monopole de « faire des saints ». D'autant mieux qu'au même moment, celui de la Réforme grégorienne, la sacralisation accrue du sacerdoce et des prêtres appuie la même stratégie. Et pourtant, plus l'institution s'efforçait, non sans succès, de capter le « pouvoir surnaturel » à son profit, plus ce pouvoir était revendiqué en dehors d'elle et parfois contre elle par d'autres personnages, visionnaires et prophètes se prétendant inspirés directement par l'Esprit et animés d'un charisme les autorisant à court-circuiter la médiation des clercs. C'est dans cette tension entre le pouvoir surnaturel dans et hors de l'institution qu'il faut lire André Vauchez, en comprenant bien que ces deux « pôles » sont inséparables l'un de l'autre : plus l'Esprit revendiqué pour elle le « pouvoir surnaturel » pour en faire un usage qui pouvait prêter le flanc à la critique des réformateurs

et des hérétiques, plus nombreux étaient aussi les « prophètes » à se lever pour rappeler l'idéal des « pauvres du Christ » et mettre en garde l'Eglise établie contre l'imminence des « derniers temps ».

C'est bien dans cette tension entre le « prophète » et le « prêtre » que Max Weber résumait un principe majeur de sa sociologie religieuse comparée. Ici, il ne s'agit pas de bâtir des « idéaux types » mais de suivre concrètement pendant plusieurs siècles le jeu dialectique incessant des captations et des rejets, des contestations et des soumissions par lequel s'est construite la société chrétienne du Moyen Age. Celle-ci est fondée sur un paradoxe, voire un malentendu : avec la venue du Messie, il semble que, pour le christianisme, à l'inverse du judaïsme, la Révélation soit close. Mais le Christ lui-même a annoncé son retour et prédit le Jugement dernier. A saint Jean fut attribuée la révélation de l'Apocalypse. Et saint Paul a parlé du « charisme » de la prophétie qui anime les vrais apôtres. Dès l'origine, la société chrétienne a connu la contradiction de l'établissement nécessaire ici-bas et de l'appel, au nom de l'Esprit, à son dépassement. Ainsi, d'entrée de jeu, le souffle du prophétisme a débordé les figures de la sainteté dans lesquelles l'Eglise cherchait à le circoscrire. Mais le prophétisme fut, lui aussi, pris dans le cours de l'histoire et ne présente donc pas, à toutes les époques, le même visage.

Au Moyen Age central, Vauchez le voit hésiter entre deux axes majeurs : l'un est plus spéculatif et s'enracine dans le commentaire des Ecritures; il rappelle que l'histoire n'a qu'un temps, que le jour du Jugement approche et, avec lui, l'élection des Faux qui vivent selon l'Esprit : à ce courant appartenait la « Sibylle du Rhin », l'ab-

bessé visionnaire Hildegarde de Bingen (1098-1179) (2). Elle a correspondu avec les plus grands de son temps, tels Bernard de Clairvaux ou le pape Eugène III, en appelant à une réforme de la société chrétienne. Pourtant, la papauté Brigitte avait bien mérité des « urbanistes » partisans de la Ville, la même raison expliquant, a contrario, la malheureuse réputation dont elle a joui dans le royaume de France, tête de file de l'obédience « clémentine » adverse.

Le second courant fut un peu mieux traité : mystique, presque exclusivement féminin, il est représenté par des visionnaires souvent laïques, tertiaires ou béguines vivant aux marges du clergé. Ces femmes sont les plus nombreuses dans les régions les plus urbanisées de la Flandre et du Rhin ou de l'Italie : Marguerite de Cortone, Angèle de Foligno, Claire de Montefalco, rivalisent de visions extatiques et de stigmates – le cœur de la dernière aurait même contenu le signe de la croix – qui transportent les foules d'enthousiasme, mais inquiètent le clergé. Contrairement aux deux premières, Claire de Montefalco fut canonisée (1319), bien qu'un témoin, le franciscain Thomas Boni, l'ait accusée de supercherie, d'hypocrisie et de crises d'épilepsie ! Si deux autres « saintes femmes », Catherine de Sienne et Brigitte de Suède, ont mieux réussi encore, c'est que leurs Révélations étaient en plein accord avec les intérêts de la papauté :

elles n'avaient eu de cesse, en effet, en arguant de leurs célestes visions, de réclamer le retour à Rome du pape « exilé » sur les bords du Rhône. Qu'importe que ce retour ait provoqué, en 1378, le Grand Schisme d'Occident : sainte Brigitte avait bien mérité des « urbanistes » partisans de la Ville, la même raison expliquant, a contrario, la malheureuse réputation dont elle a joui dans le royaume de France, tête de file de l'obédience « clémentine » adverse.

### LE RÔLE DES ÉTATS

Car – et là un troisième axe se dessine –, les pouvoirs séculiers, les Etats naissants, ont joué un rôle croissant dans cette histoire. Dès la fin du XI<sup>e</sup> siècle, la croisade jusqu'à Jérusalem, celle des humbles sur-tout, tel Pierre l'Ermite, s'anime d'un souffle eschatologique qui fait sa place au souvenir de Charlemagne, précurseur imaginaire de la reconquête de la Terre sainte, et aux empereurs contemporains qui, pour les uns, incarnent l'Antéchrist et, pour les autres, le souverain des Derniers Jours, garant de la paix du millénaire tout proche. Frédéric Barberousse au XII<sup>e</sup> siècle, Frédéric II au XIII<sup>e</sup>, l'empereur Charles IV au XIV<sup>e</sup>, plus tard encore le roi de France Charles VIII et Charles Quint ont, tour à tour, prêté leurs traits à cette figure ambiguë de la royauté eschatologique. Plus communément, les souverains de la fin du Moyen Age ont été attentifs aux « pronostications », ils se sont passionnés pour la littérature sibylline et ont fait de la prophétie, comme aussi de l'alchimie, un instrument de gouvernement.

Prolongeons ici notre lecture de quelques réflexions supplémentaires : on ne saurait isoler l'évolution que décrit André Vauchez de l'autre versant, noir celui-là, de l'histoire du « pouvoir surnaturel ». Car l'institution de l'Eglise, qui, du même mouvement, a défini la pro-

cedure de canonisation des saints et la procédure d'inquisition des hérétiques, a eu, là encore et de plus en plus, partie liée avec l'Etat naissant, ses juges et ses tribunaux. Bienôt il ne s'agit plus seulement de défendre le monopole du sacré revendiqué par l'Eglise et les prêtres, mais aussi la sacralité, en partie complice, en partie concurrente, du roi et de l'Etat.

A cette fin, la revendication par telle ou telle dynastie de la sainteté de certains de ses membres (par exemple Louis IX chez les Capétiens) ne pouvait que rester limitée : le terrain de la sainteté était, de tradition, occupé par l'Eglise. Transformer et manipuler l'image de Satan, du sabbat et des sorcières était d'un tout autre profit : les juges séculiers, serviteurs du prince, s'engouffraient sans scrupule dans cette voie à la suite des démonologues ecclésiastiques. Ils dénonçaient l'emprise de Satan sur les esprits et les corps, recueillaient, grâce à la torture, les aveux de ses complices supposés, pour mieux exalter, comme le suggère Jacques Chiffolleau, la Majesté sacrée du monarque (3). Y avait-il, pour le roi, entreprise plus « sacrilège » que celle qui consistait à combattre le diable, qui toujours agit – comme le disait déjà Augustin – avec « la permission de Dieu » ? Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle – où l'on peut voir, peut-être, la fin du Moyen Age – les juges séculiers occupèrent ce terrain en dévalant, du « pouvoir surnaturel », cette face nouvelle et terrible.

(1) Ecole française de Rome, 2<sup>e</sup> éd. 1988.  
(2) Voir l'excellent livre de Sylvain Gougenheim, *La Sibylle du Rhin, Hildegarde de Bingen, abbesse et prophète rhénane* (Publications de la Sorbonne, 1996).  
(3) Lire l'indiscutable. Remarques sur la catégorie du nefandum du XIII<sup>e</sup> siècle, *Annales ESC*, mars 1990, p. 289-324.

mort

nçaise



# L'ÉDITION FRANÇAISE

● **France Loisirs, Quèffélec et les « scribonauts ».** À l'initiative de France Loisirs et sous l'autorité de Yann Quèffélec, vient de sortir un court roman : *30 jours à tuer*. Ce projet - « interactif, mais encore plus interactif » - s'inspire du sur-sis de trente jours dont a bénéficié, le jour même de son exécution, Clara Turner, condamnée à mort aux États-Unis pour avoir tué son professeur de violon. Yann Quèffélec - Prix Goncourt 1985 pour *Les Noces barbares* (Gallimard) - a rédigé le premier chapitre puis sélectionné six textes - parmi lesquels 250 reçus - qui constituent chacun un chapitre. *France Loisirs* a indiqué que chaque « scribonaute » a touché 1 000 F (152,44 €), au titre des droits d'auteur. Pour se procurer le livre - par ailleurs disponible au Club France Loisirs et dans 200 points de vente -, il est possible de se connecter sur le site [www.franceloisirs.com](http://www.franceloisirs.com). Cette expérience sera renouvelée en 1999 avec Irène Frain (*30 jours à tuer*, Yann Quèffélec, Joëlle Ecorruier, Marceline Breton, Patrick Slicker, Christophe Tissier, Louis-Olivier Dupin et Christophe Sancy, France Loisirs, 80 p., 55 F [8,58 €]).

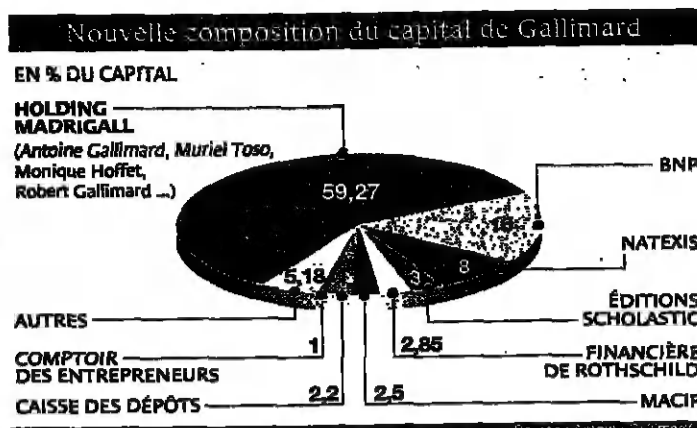
● **Nomination et protestations au sein des librairies Flammarion.** Nicole Rième - déjà en charge de la librairie Flammarion installée dans l'enceinte de la Bibliothèque nationale de France - vient d'être nommée directrice d'Italie 2. Elle succède à ce poste à Isabelle Naves, récemment licenciée. Les salariés des librairies du groupe Flammarion 4 (La Hune, Italie 2, Maison rustique, Beau-bourg, BNF, Arts déco, Les services) avaient procédé, le 3 février, à un débrayage, notamment pour protester contre ce licenciement qu'ils jugent abusif. Ils manifestaient également contre l'éventuelle suppression de la convention d'entreprise et le maintien de la mission Iseor (« Le Monde des livres » du 8 janvier) et attendent « l'ouverture de vraies négociations ».

● **Jeunesse.** Colette Gaget, secrétaire générale de Bayard éditions, vient d'être élue présidente du groupe jeunesse du Syndicat national de l'édition (SNE). Le nouveau bureau est aujourd'hui constitué de huit membres : Patrice Amen (président-directeur général des éditions Milan), Pierre Ducos (Nathan), Bénédicte Gilles (Meynier jeunesse), Chantal Janisson (Gründ), Fabrice Le Jean (Hachette jeunesse), Christine Mayer (Gallimard jeunesse), Madeleine Thoby (Actes Sud junior) et Hélène Wadowski (Flammarion-Père Castor). Après deux ans d'interruption de ses activités et dans un contexte économique difficile, le groupe entend travailler dans quatre directions : les Salons et manifestations du livre, la promotion de la lecture, les dossiers techniques et les dossiers commerciaux.

● **Prix littéraires.** Tahir Ben Jeloun a reçu le prix Calixte pour son recueil de poèmes *Le Stèle velate* (Gallimard). Le prix La Ville à lire a été attribué à Mike Davis pour son essai *City of quartz* (La Découverte). Le jury du prix Valéry Larbaud a décerné le prix Michel Dard ex aequo à Christian Liger pour *Le Roman de Rossel* (Robert Laffont) et à Lakis Progidis pour *Un écrivain malgré la critique - Essai sur Witold Gombrowicz* (Gallimard).

# Antoine Gallimard : « la liberté de prendre des risques »

Le PDG de la maison d'édition se félicite que le rachat des parts d'Havas renforce son indépendance



le prix des actions s'est négocié à un niveau inférieur à celui de 1990, l'année où Havas était entré dans votre capital. Est-ce exact ?

« Le prix a été déterminé par des experts, après une discussion d'un mois sur la valeur de la maison. Il s'est trouvé que ce prix nous a semblé acceptable. Il était en effet inférieur à celui de 1990. L'opération de rachat a pu être menée dans de bonnes conditions pour Gallimard. »

« Cette opération est tout de même atypique... »

« Oui. Mais elle est surtout importante pour moi dans la mesure où elle me permet de contrôler aujourd'hui près de 60 % de la maison. Souvent les entreprises d'origine familiale ont tendance à se désagréger. Pour moi, c'est le contraire. Pour moi, c'est une satisfaction de voir qu'avec ses réserves propres, la maison a eu les moyens de racheter ces actions pour les faire disparaître. »

« Cela préfigure-t-il à d'autres sorties d'actionnaires ? Celle de la BNP, par exemple, qui ne fait pas mystère de son désir de céder ses parts ? »

« La BNP souhaite se désengager. Je suis en train de réfléchir à un

mode de sortie. La composition du capital peut encore changer. Je trouve qu'il y a encore un peu trop d'institutions financières. »

« Votre indépendance clairement réaffirmée, quels vont être vos prochains défis ? »

« Il va nous falloir affronter les batailles qui se livrent autour du poche et renouveler le secteur de la jeunesse. La maison a toujours eu des problèmes avec ses filiales d'édition. Aujourd'hui, le Mercure de France se porte bien, mais je voudrais relancer Denoël avec la nouvelle équipe qui a été mise en place. Par ailleurs, je souhaite continuer à investir dans l'outil de distribution et développer le domaine du parascolaire. »

« Après le départ de Pierre Marchand, quels sont les nouveaux axes de développement pour la filiale jeunesse ? »

« Je ne souhaite pas remplacer Pierre Marchand. Je voudrais trouver une organisation dans laquelle chaque éditeur - peut-être étouffé jusqu'ici, par Pierre Marchand ? - pourra retrouver son autonomie. Gallimard jeunesse réalise 300 millions de chiffre d'affaires et publie près de 300 nouveautés par an. Le résultat attendu pour 1999 est de l'ordre de 4 millions de francs, soit un retour aux bénéfices. C'est une

grosse activité. Nous avons des éditeurs de grande qualité. C'est le moment que chacun coupe son cordon ombilical et fasse ses preuves. »

« Le rapprochement avec Bayard est-il toujours à l'ordre du jour ? »

« Oui. Bayard est déjà diffusé par Gallimard pour ce qui concerne les grandes surfaces et les petits points de vente. Il nous est apparu qu'il pourrait exister entre nous un vrai partenariat. Le point fort de Bayard, c'est la presse, le net, un catalogue de fond. Bayard connaît aujourd'hui un moment fort avec la collection « Chair de poule ». Nous aimerions annoncer au Salon du livre une véritable coopération commerciale et éditoriale. »

« N'est-ce pas déjà ce que vous avez fait, il y a presque un an ? »

« Cette fois, nous voudrions annoncer des mesures précises. C'est vrai, les choses ont été un peu lentes. Les éditeurs pensent toujours qu'ils ont la vie devant eux. »

« Que va-t-il se passer du côté des guides avec Hachette ? »

« Une réflexion commune est en cours. Le marché des guides, extrêmement saturé, suppose une diffusion importante, surtout dans les lieux où les gens voyagent. Pour cela, il faut une organisation semblable à celle d'Hachette. On sait combien c'est difficile quand on n'a pas la maîtrise des lieux de distribution. »

« La profession a parlé d'un rachat possible des PUF. Qu'en est-il ? »

« Chacun connaît les difficultés des PUF, et notamment celles de leur librairie. Comme beaucoup, nous tenons à ce que les PUF restent les PUF. Mais nous n'enviersons aucune acquisition pour l'instant. D'ailleurs les PUF ne sont pas à vendre. Pour l'instant, leurs dirigeants souhaitent se sortir d'affaire par eux-mêmes. »

« A propos d'indépendance, quelle peut être, selon vous, la stratégie des quatre grandes maisons indépendantes - Gallimard, Seuil, Albin Michel et Flammarion - pour survivre dans un contexte qui tend à la concentration ? »

« L'une d'elles peut être de multiplier les accords de soutien. Avec Flammarion, nous partageons par exemple une filiale de distribution au Canada. A Paris nous avons créé un groupement d'intérêt économique, avec le Seuil et Flammarion, pour approvisionner les libraires. Parce que nous avons le même type de préoccupations - défense du prix unique, questions posées par la publicité pour le livre à la télévision -, nous devons trouver un moyen d'être, sinon un troisième groupe, du moins une fédération d'éditeurs indépendants. Le problème, c'est que nous sommes un peu comme des Indiens : chaque tribu a du mal à converser avec l'autre. Mais j'ai des conversations avec le Seuil pour trouver des politiques d'appui et de soutien. »

« Quel résultat attendez-vous pour l'exercice qui s'achève fin février 1999 ? »

« Un bénéfice net voisin de 55 millions de francs pour un chiffre d'affaires un peu inférieur à 1,2 milliard. »

« Quel bilan dressez-vous des dix années passées à la tête de Gallimard ? »

« Nous sommes encore là, bien vivants, alors qu'il y a dix ou quinze ans, certains pensaient que la maison Gallimard risquait de ne plus être présente de la même manière. Mais l'indépendance n'est pas une fin en soi. Ce qui compte, c'est la liberté de prendre des risques. Gagner un pari avec saint Augustin, en perdre un autre avec l'Indien Somadeva. Contrairement aux grands groupes, notre chance est de pouvoir n'avoir pour loi que le goût et le hasard. »

Propos recueillis par Florence Noiville

## A L'ÉTRANGER

● **SUISSE :** le prix Crystal à Jorge Semprun et Paulo Coelho. Le prix Crystal, créé en 1995 par le Forum économique mondial de Davos pour récompenser des artistes internationalement reconnus et dont l'œuvre permet la rencontre de plusieurs cultures, a été attribué cette année aux écrivains Jorge Semprun et Paulo Coelho.

● **ITALIE :** Premio Grinzane Cavour. Parmi les lauréats 1999 du Premio Grinzane Cavour, proclamés le 2 janvier au théâtre Carignano de Turin, figure au titre des romans étrangers, aux côtés des Britanniques Andrew Miller et D. J. Taylor, le Français Jean Rouaud pour *Le Monde à peu près* (devenu chez Mondadori *Il mondo pressappoco*).

● **ÉTATS-UNIS :** à boire et à lire. D'ici à la fin du mois d'avril, tout acheteur d'un pack de douze ou vingt-quatre Diet-Coke ou Di-Coke sans caféine trouvera en prime un extrait d'un des six romans suivants : *Chicken Soup for the Couple's Soul* de Jack Canfield (Health Communications), *Be Cool* d'Elmore Leonard (Delacorte), *A Sudden Change of Heart* de Barbara Taylor (Doubleday), *Mistaken Identity* de Lisa Scottoline (HarperCollins), *River's End* de Nora Roberts (Putnam) et *Tara Road* de Maeve Binchy (Delacorte). Les promoteurs de cette campagne prévoient de toucher ainsi quelque 45 millions de lecteurs potentiels qui pourront également soumettre un texte de 500 mots : le meilleur sera publié sur le site Internet de Diet Coke.

## Jeunesse à l'appétit d'ogre

Pour sa quinzième édition, la Fête du livre de jeunesse de Saint-Paul-Trois-Châteaux avait une faim de loup. Rien que de très logiques quand on sait que la manifestation organisée par le SOUT des écoles laïques de la petite bourgeoisie de Drôme provençale avait élu pour thème cette année « J'ai peur et j'aime ça ». Mais cet appétit d'ogre n'avait rien de terrifiant, car si le salon a encore grignoté un jour du calendrier, c'est à la demande des enseignants des écoles maternelles et élémentaires qui eurent droit à une journée professionnelle spécifique. Composée d'une séance plénière et d'ateliers pratiques, cette journée, plébiscitée de fait puisqu'il fallut refuser des candidats sous peine de compromettre les exercices d'application, est un nouveau défi pour un rendez-vous saturé en l'état actuel, qui a l'intelligence de ne pas vouloir grandir à tout prix.

Les dénominateurs traditionnels des distinctions, qui ont la singularité d'être décernées par les plus jeunes jurés qu'on puisse imaginer - si le Sésame, soutenu par le Crédit agricole Sud Rhône Alpes et gratifié de 5 000 F, est désigné par des collégiens de quatrième, le Pitchou, deux fois mieux doté, récompense le choix des « bébés lecteurs » - ont couronné respectivement Christian Leh-

mann pour *No pasaran, le jeu* (Ecole des loisirs, « Médium ») et Bénédicte Guettier pour *Le papa qui avait 10 enfants* (Castelmann).

Rejoins par le parrain de l'édition 99, l'écrivain René Frégnal, et son invité d'honneur, l'auteur-illustrateur Yvan Pommaux, mais aussi Virginie Lou ou Bruno Heltz, venu en voisin, les nombreux participants eurent bien du mal à profiter des expositions proposées au public : les somptueux masques et costumes de scène du groupe Démons et Merveilles, la « Retrospective à quatre mains » d'Isabelle Chastelard et Stéphane Citel, ou le malicieux parcours à travers les bouilles, billes, bobines et trombones de Christophe Besse. Avec plus d'audace encore, les responsables de la manifestation avaient mis l'accent sur les « artistes créateurs de livre unique ». Ainsi la presse à poing du Petit Jaunais, l'atelier de typographie et linogravure de Philippe Devoghel et Quentin Prédau ou les captivantes idées-livres de Penupapi, signature commune de Cécile Gambi et Stéphane Ferrat, accompagnaient harmonieusement les retrouvailles heureuses avec Lo Palis, Grandir, Le Sablier, Cric et Criquet, Pluie d'étoiles ou l'Atelier du poisson soluble.

Ph.-J. C.

## AGENDA

● **DU 12 AU 14 FÉVRIER. MISÈRE.** A Paris, organisées par les éditions Quart Monde, les 12<sup>es</sup> Journées du livre contre la misère seront l'occasion de rencontres, expositions et débats (Cité des sciences et de l'industrie de la Villette, 30, avenue Corentin-Cariou, 75019 Paris).

● **LE 17 FÉVRIER. POÉSIE.** A Paris, la Bibliothèque nationale de France organise, sur le thème « Un siècle de poésie », une présentation par Lionel Ray intitulée « L'ordre et l'aventure », suivie d'une table ronde avec Michel Deguy, Jacques Roubaud et Jude Stéfani (à 18 h 30, BNF, quai François-Mauriac, 75013 Paris, tél. : 01-53-79-59-59).

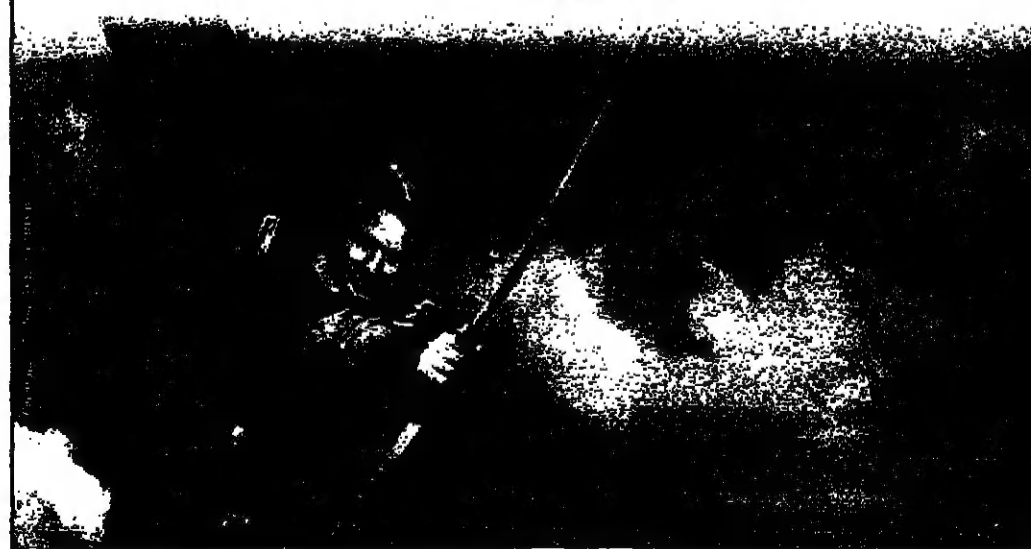
● **LE 18 FÉVRIER. STRINDBERG.** A Paris, le Centre culturel suédois organise, en collaboration avec les éditions Viviane Hamy, une rencontre avec Elena Balzamo qui vient de publier *August Strindberg : visages et destin*, à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de l'écrivain (à 20 h 30, Centre culturel suédois, 11, rue Payenne, 75003 Paris).

● **LE 14 AVRIL. FEMMES.** A Paris, lors d'un dîner festif orga-

LIVRE ÉPUISÉ  
Service de Recherche  
Gratuit et sans engagement de votre part  
**frontispice**  
Boîte Postale 177  
75224 Paris cedex 05  
Tél : 01 40 12 05 36  
Fax : 01 40 12 06 04  
[www.galaxiedlor.com/frontispice](http://www.galaxiedlor.com/frontispice)  
LIVRE ANCIEN

Rien ne va plus.

Alors tout va drôlement bien...



Jean d'Ormesson  
de l'Académie française  
Casimir mène la grande vie

folio

